

مكتبة من الكتب



# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16733 - 7,50 F - 1,13 EURO VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## LE MONDE DES LIVRES

- Les Mémoires d'André De Toth
- J.-M. Rouart reçu à l'Académie



Le secteur bancaire se transforme et adapte de nouveaux comportements  
**Glissement vers le privé**  
Lauriers bancaires

### ■ La Conférence sur le climat piétine

Jeudi 12 novembre, la négociation sur la réduction de l'émission des gaz à effet de serre de Buenos Aires était toujours dans l'impasse. p. 5

### ■ L'ascenseur social en panne

Une étude de l'Insee, publiée mardi 10 novembre, confirme la fin de la règle qui a longtemps voulu que le revenu et le patrimoine progressent de génération en génération. p. 8

### ■ De la ville à l'agglomération

Un rapport préconise de traiter les problèmes des quartiers en crise à l'échelle de l'agglomération et non plus de la commune. p. 9

### ■ A 85 : le château contre les vignes

Pour s'éloigner du château de Langeais, l'autoroute Angers-Tours traversera la zone de production du bourg. p. 11

### ■ La renaissance d'un dinosaure

Les seuls restes connus d'un dinosaure à gueule de crocodile dévoreur de poissons avaient été détruits pendant la dernière guerre. Un nouveau squelette presque complet vient d'être découvert au Niger. p. 22

### ■ Equilibre en faillite

L'association lyonnaise fut le symbole de l'intervention humanitaire en Bosnie. Ses volontaires se sentent trahis par sa mise en liquidation. p. 12

### ■ Saint-Etienne cité du design

La première Biennale du design de Saint-Etienne témoigne du dynamisme de son Ecole des beaux-arts. p. 27

### ■ L'Italie libéralise l'électricité

Conformément à la directive européenne, Rome met fin au monopole de l'ENEL, l'homologue italien d'EDF. p. 16

### ■ La mondialisation sans l'exploitation

Producteurs et distributeurs multiplient les chartes assurant qu'ils n'ont pas eu recours au travail des enfants. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 650 DRS ; Hongrie, 1 600 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 9 L ; Suède, 60 F SFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Thaïlande, 12 Baht ; USA, 1 DOLLAR ; USA (terrestre), 2,50 \$.

M 0147 - 1113 - 7,50 F

## Irak : l'ultime avertissement américain

- Bill Clinton a directement menacé Saddam Hussein d'une intervention militaire
- L'ONU semble résignée à un recours à la force
- Bagdad, isolé, espère encore une solution diplomatique
- Le renforcement du dispositif aérien permettrait une attaque surprise avant des raids massifs

LE COMPTE À REBOURS d'une possible intervention contre l'Irak, après son refus de coopérer avec la commission chargée du désarmement (Unscm), est engagé. Mercredi 11 novembre, les Etats-Unis ont annoncé l'envoi de renforts militaires dans le Golfe. Le président américain, Bill Clinton, a déclaré qu'il continuait « à espérer que Saddam [Husseini] se pliera » aux exigences de l'ONU, mais il a prévenu que son pays était « prêt à agir s'il ne le fait pas ».

Le premier ministre britannique, Tony Blair, a affirmé que son pays était disposé à engager une « action » militaire contre l'Irak si Bagdad ne se pliait pas à ses obligations. M. Hussein « doit (...) se mettre en conformité avec les résolutions de l'ONU ou l'action suivra », a menacé M. Blair dans un entretien, jeudi matin, sur les ondes de la BBC. Réuni d'urgence mercredi soir, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé un appel lancé à l'Irak par son se-



crétaire général, Kofi Annan, lui demandant de revenir sur son attitude. M. Annan a écarté une tournée dans les pays du Maghreb pour rentrer jeudi à New York.

D'après le représentant de l'Irak aux Nations unies, une solution diplomatique est encore possible si M. Annan accepte de discuter directement avec le président Saddam Hussein, comme lors de la dernière crise, en février. Mais le vice-premier ministre irakien, Tariq Aziz, a déclaré, mercredi, que Bagdad ne reviendrait pas sur sa position. L'ONU a achevé jeudi l'évacuation quasi totale de ses effectifs en Irak, avec le départ de Bagdad de quarante membres du personnel humanitaire vers la Jordanie, où s'étaient rendus la veille 137 de leurs collègues. La totalité des inspecteurs onusiens chargés du désarmement - plus d'une centaine - se sont repliés sur Bahreïn, leur base arrière.

Lire page 2

## L'Europe et la croissance

- Les gouvernements de l'Union modifient leurs priorités
- La rigueur du pacte de stabilité passe au second plan
- Le soutien de l'activité devient l'objectif principal
- Le FMI demande de nouvelles réformes pour l'emploi en France

Lire page 4 et notre éditorial page 13

## Un cataclysme cosmique médiéval découvert aujourd'hui

PERSONNE ne l'avait vue en Europe. Les croisés étaient sans doute trop occupés à préparer des expéditions en Terre sainte pour combattre l'infidèle. Les Chinois, pourtant chroniques scrupuleux des changements cosmiques, ne l'ont pas vue non plus. Et pourtant, si les astrophysiciens allemands qui viennent de retrouver ses restes ont raison, elle a dû briller de tous ses feux des jours durant, éclipsant dans le ciel nocturne la plus lumineuse des étoiles et la plus éclatante des planètes. Seule la Lune a sans doute résisté.

La star qui a illuminé la nuit en ce temps-là était une magnifique supernova. Une étoile en fin de vie qui, brutalement, s'effondre sur elle-même, se recroqueville et disparaît dans une explosion cataclysmique. L'énergie libérée en quelques instants est si considérable qu'elle représente l'équivalent de celle rayonnée par le Soleil pendant neuf milliards d'années.

La matière expulsée par l'explosion se répand dans le ciel en magnifiques nébuleuses dont la plus célèbre, celle du Crabe, est encore visible aujourd'hui dans la constellation du Taureau, fut observée et consignée dans les registres des astronomes chinois. Au centre,

un petit objet très dense d'une dizaine de kilomètres de diamètre, une étoile à neutrons, dont le pouls bat les millisecondes, est un radio-phare de l'espace. D'autres, en revanche, laissent la place à un trou noir qui dévore la matière qui l'entoure ou à des filaments de matière diaphane, seuls restes visibles de ce qui fut un soleil.

Ce que les astronomes du Max Planck Institut für Extraterrestrische Physik de Garching (Allemagne) ont vu aujourd'hui est encore plus discret. Inaccessible à l'œil. Tout juste perceptible par les capteurs des satellites. Des bouffées de rayons X pour Bernd Aschenbach et des émissions de rayons gamma provenant de la décroissance du titane 44 produit par l'étoile pour Anatoli F. Iyudin qui, chacun, viennent de publier un article sur le sujet dans la revue *Nature* du 12 novembre.

Tous deux estiment que cette nouvelle supernova appartient à notre galaxie, la Voie lactée. Elle serait située à une distance de la Terre de moins de trois mille années-lumière et n'aurait que six à sept cents ans.

Ce qui surprend les deux chercheurs, c'est que le phénomène soit passé inaperçu. Les astronomes de l'époque - s'il n'y a pas d'er-

reur sur la date de l'explosion - ne pouvaient manquer d'observer pareil phénomène dans le ciel. En ce temps-là, les Chinois les répertoriaient soigneusement. Tycho Brahe, en 1572, en a observé une dans la constellation de Cassiopee. Plus tard, en 1604, Johannes Kepler en a surpris une autre dans la constellation d'Ophiuchus.

Plus près de nous, en 1987, les astronomes du monde entier ont assisté dans une autre galaxie, le Grand Nuage de Magellan, à l'effondrement en direct d'une géante bleue qui s'est transformée en une supernova aussi brillante que celle décrite par Kepler. L'explosion dont les traces ont été détectées par Aschenbach et Iyudin a-t-elle été masquée aux observateurs du Moyen-Age par quelques nuages de poussière interstellaire ou est-elle plus ancienne qu'on ne le pense ? Affaire à suivre. Mais, ce qui est plus important, c'est d'avoir découvert cette nouvelle star du ciel qui vient s'ajouter à la courte liste - à peine deux cents - de ces objets qui, dans leur explosion gigantesque, ensemencent l'Univers d'éléments lourds et de molécules complexes.

Jean-François Augereau

Lire page 6

## Programme allégé pour le Parlement

L'EMBOUTILLAGE des projets de loi à l'Assemblée nationale, avec notamment des discussions plus longues que prévu sur le PACS du fait de l'obstruction de l'opposition, conduit Lionel Jospin à accepter un allègement de son programme législatif. Le gouvernement a décidé de repousser de quelques semaines la discussion de textes relatifs à la modernisation de la justice. Ces modifications interviennent au moment où le président de la République et le premier ministre semblent proches d'un accord sur la procédure de ratification du traité d'Amsterdam, tandis que la présentation par Catherine Trautmann des nouvelles règles pour l'audiovisuel public suscite des critiques au sein de la gauche.

Lire page 6

## Le territoire, une idée neuve en France

L'AN 2000 et sa grande peur. On en rit volontiers. Est-elle, néanmoins, si irrationnelle ? A voir la frénésie des désordres monétaires, le chaos systématique d'un modèle économique en proie au syndrome de l'effondrement, les inégalités et les fragilités sociales toujours plus vives, la fracture consommée entre une hyperbourgeoisie et la paupérisation galopante des deux tiers de la planète, la crise écologique multiforme et globale, la dilution des valeurs civiques et les signes barbares qui s'allument du Kosovo aux banlieues de nos cités, on est, à tout le moins, en droit de s'interroger.

Pourtant, dans ce bouillonnement de courants centrifuges, quelque chose apparaît, susceptible d'améliorer les chances d'une issue positive. Surprise : ce quelque chose, tenu mais porteur de sens, se situe hors du champ des grands débats d'écoles, théoriques ou idéologiques, messianiques ou déterministes. Peut-être parce que ceux-ci ont échoué, ou ajouté à la confusion générale. Inhabituel, il est issu directement du terrain, de l'expérience accumulée par les acteurs anonymes, dispersés et largement méprisés, du développement local.

De ce travail de milliers de fourmis, qui, chacune, apportent leur modeste contribution, on commence à voir naître un édifice qui prend une dimension qui va bien au-delà du microlocal, puisqu'il tisse la trame d'un bouleversement qui pourrait bien s'avérer majeur. Où l'on verrait le local dessiner le global.

Le mouvement à l'œuvre, qui transparaît à tous les échelons des débats régionaux et qui commence à faire son chemin jusqu'à Paris et Bruxelles, porte précisément sur le territoire que les hommes occupent et habitent, c'est-à-dire sur le lieu où ils marquent le plus communément les traces de leur avenir, le périmètre hors duquel rien ne s'ancre ou s'enclenche. Pour en prendre sa mesure, il faut aller chercher dans le maquis d'une série de lois en projet ou en phase d'aboutissement. Spécifiques, techniques, peu spectaculaires, voire administratives, elles semblent appartenir au domaine réservé des spécialistes et des technocrates, et n'avoir aucun lien entre elles.

Jean-Paul Besset

Lire la suite page 13

## L'optimisme d'un Japonais



HIROSHI OKUDA

TOYOTA croit en l'Europe pour compenser la chute vertigineuse des ventes automobiles au Japon. Son président, Hiroshi Okuda, a posé, jeudi 12 novembre, la première pierre de sa future usine près de Valenciennes (Nord). Il explique au *Monde* ses ambitions internationales et les espoirs qu'il place dans Yaris, la petite voiture qui sortira des chaînes françaises.

Lire page 15

International	2	Aujourd'hui	72
France	6	Météorologie-Jour	25
Société	9	Carte	26
Régions	11	Culture	27
Horizons	12	Guide culturel	28
Entreprises	15	Voyage	30
Communication	18	Abonnements	30
Tableau de bord	20	Radio-Télévision	31

La technologie d'un développement



## INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

**DIPLOMATIE** Le président américain Bill Clinton a solennellement averti Bagdad, mercredi 11 novembre, que s'il ne revenait pas sur sa décision de ne plus coopérer avec

les inspecteurs du désarmement, les États-Unis étaient « prêts à agir ». Parallèlement, le chef de l'exécutif américain a autorisé l'envoi de renforts militaires dans le Golfe. ● BAGDAD

estime qu'une solution diplomatique à la crise est encore possible si le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, accepte de discuter directement avec le président Saddam Hussein.

Interrompant sa tournée au Maghreb, M. Annan était attendu jeudi à New York, où le Conseil de sécurité semble résigné à l'option militaire américaine. ● EN ISRAËL, le gouver-

nement a ratifié le Memorandum de Wye River, à la demande expresse, selon la presse, de Washington, soucieux de gagner l'appui des Arabes à un recours à la force contre Bagdad.

## Bill Clinton lance un dernier avertissement à Saddam Hussein

Alors que d'importants renforts militaires américains sont dépêchés dans le Golfe, l'Irak se prépare au pire, mais souhaite que le secrétaire général de l'ONU trouve une solution diplomatique à présenter au Conseil de sécurité

WASHINGTON

de notre correspondant  
« Nous devons continuer à espérer, et même prier, pour que Saddam se plie [aux résolutions des Nations unies concernant l'inspection des sites suspects de fabrication des armes de destruction massive], mais nous devons être prêts à agir s'il ne le fait pas. » En ce jour des anciens combattants, mercredi 11 novembre, le président américain a adressé cette mise en garde à l'Irak depuis le Cimetière national d'Arlington, où sont enterrés les héros morts au champ d'honneur. Pour donner davantage de poids à cet ultime avertissement avant des frappes massives, Bill Clinton a donné l'autorisation de dépêcher dans le Golfe du matériel et des soldats supplémentaires, qui vont doubler la puissance de feu disponible. Le personnel diplomatique américain « non essentiel » en Israël et au Koweït et les 8 000 Américains qui se trouvent dans l'émirat ont été priés de partir.

Il semble toutefois que M. Clinton veuille prendre le temps de la réflexion, sans toutefois donner l'impression d'hésiter. « Nous préférons tous, bien entendu, résoudre cette crise de manière pacifique, parce que la diplomatie est toujours préférable à la force pour parvenir à ses objectifs », a-t-il déclaré. Mais que Bagdad ne s'y trompe pas : si

les inspecteurs de l'Unscm – la commission de l'ONU chargée du désarmement – ne sont pas autorisés à retourner sur les sites suspects de produire des armes bactériologiques ou chimiques, une riposte sera inéluctable. Sinon, « cela donnerait à Saddam l'audace d'agir de manière inconsidérée » et de reconstruire son arsenal à l'avenir. En attendant, M. Clinton continue de consulter ses experts militaires et diplomatiques.

Dans cette affaire, la secrétaire

d'Etat américaine, Madeleine Albright, semble jouer les faucons. Les militaires, pour leur part, attendent de savoir quelle décision prendra le président, et ce qu'il attend d'eux. Nul, pour le moment, n'évoque les intentions des États-Unis une fois qu'ils auront infligé une nouvelle leçon à Bagdad. Comme l'explique l'ambassadeur Edward Djerejian, spécialiste du monde arabe et directeur de l'institut James Baker de l'université Rice à Houston, deux visions s'affrontent à Washington : ceux qui

veulent frapper l'Irak dans le seul but de contraindre Saddam Hussein à appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, et ceux qui souhaitent aller plus loin, en tentant de le renverser. Ainsi le Congrès a-t-il voté en octobre un crédit de près 100 millions de dollars d'aide militaire aux opposants au pouvoir irakien. « Il serait dangereux de modifier les objectifs et d'essayer d'aller plus loin que ce que veut l'ONU, en tentant de

déstabiliser le régime de Bagdad, ce qui diviserait la coalition. Il ne faut pas confondre les moyens avec les objectifs. La réussite de l'opération se jugera au fait que Saddam acceptera, ou non, la reprise des inspections », estime pour sa part M. Djerejian.

UNE « QUESTION DE JOURS »

Les objectifs d'une opération aérienne doivent donc être clairement expliqués, poursuit-il. Car il faut éviter que les pays arabes ne

se montrent trop hostiles à des frappes qui risquent de faire des victimes civiles. Ce n'est sans doute pas une coïncidence si le gouvernement israélien, sous la très forte pression de Washington, a enfin donné son aval, mercredi, à l'accord de paix de Wye Plantation.

Sauf recule de l'Irak, une riposte américaine est inéluctable. Les incertitudes concernant l'étendue des représailles et la date à laquelle elles seront menées. « C'est une question de jours, peut-être de semaines, mais pas de mois », selon M. Djerejian.

Selon certaines sources, deux semaines seraient nécessaires pour que la totalité du dispositif soit opérationnelle. Mais l'effet de surprise reste déterminant. En tout cas, il serait décalé d'agir pendant le jeûne musulman du ramadan, qui débute vers le 19 décembre.

Enfin, le président Clinton ne risque pas d'être accusé aux États-Unis d'agir pour des raisons de basse politique intérieure. Les élections sont derrière lui, et elles lui ont été plus favorables que prévu. La procédure visant son éventuelle destitution a de bonnes chances de s'enliser, sans oublier que les républicains ne pourraient se permettre de miner l'autorité du « commandant en chef », alors que les « boys » sont envoyés sur le front.

Jacques Isnard

Patrice de Beer

### Un dispositif qui assure l'effet de surprise et des raids massifs

DANS LES JOURS qui viennent, les États-Unis vont renforcer un dispositif militaire dans le Golfe qui est déjà suffisant pour entreprendre des frappes sélectives en Irak, mais qui, une fois déployé dans sa totalité – probablement aux environs du 20 novembre –, sera capable de mener des actions plus massives. A terme, ce dispositif reposera, en effet, pour l'essentiel, sur une flotte aérienne de 440 appareils multimites, dont quelque 140 à bord des porte-avions *Enterprise* et *Eisenhower*, et sur un groupe naval de pas moins de 14 bâtiments en mesure de lancer des salves de 300 missiles de croisière mer-sol Tomahawk.

Avec les renforts qui font route, parmi lesquels 12 bombardiers B-52, 6 B1 et 12 avions « furtifs » F-117 pour de premiers raids nocturnes, y compris de nuit, on retrouvera sensiblement le volume du dispositif déjà atteint en mars dernier, lors du contentieux américano-

irakien précédent. A la différence près, cette fois-ci, que les États-Unis se sont d'ores et déjà donnés les moyens d'une attaque-surprise, entre ce qui croise sur place et ce qui est aujourd'hui acheminé dans la zone, qui doit permettre d'engendrer ensuite des campagnes de tir à répétition.

La combinaison des Tomahawk et des bombardiers procure au président Clinton une certaine souplesse, voire une gradation, dans l'emploi des moyens contre des cibles fixes ou mobiles, militaires ou civiles – en territoire irakien. Elle lui donne surtout une possibilité de prolonger ou de sérier les frappes dans le temps et dans l'espace. Elle lui garantit enfin de pouvoir conjuguer, sur le terrain, la surprise et le renouvellement des attaques aériennes, pour tenir compte de la façon dont réagira Bagdad, les alliés de Washington et les pays dans la région.

Toutefois, les Tomahawk ne sont pas la panacée. Ils visent des cibles fixes, peu protégées ou pas enterrées, et la puissance de leurs têtes explosives est relativement faible. Dans le passé, on a pu constater que des missiles ne suffisent pas à faire plier le régime de Saddam Hussein.

Des batteries de missiles sol-air Patriot, protégées par un bataillon d'infanterie, ont aussi été dépêchées au Koweït par les États-Unis. La crainte des Américains est, en effet, moins dans la capacité des Irakiens à user de leur aviation, réduite à 50 % par rapport à ce qu'elle pouvait faire avant 1990-1991, que dans la force – même résiduelle –, de leurs missiles sol-sol Scud, dont des batteries ont pu échapper à la sagacité de la commission « onusienne » du désarmement.

## Bagdad croit encore à une solution diplomatique si Kofi Annan accepte de discuter

LE REPRÉSENTANT permanent de l'Irak aux Nations unies, Nizar Hamdoun, a estimé, jeudi 12 novembre, qu'une solution diplomatique était encore possible dans la crise qui oppose Bagdad aux Nations unies, si le secrétaire général de l'ONU accepte de discuter directement avec le président Saddam Hussein. « Une chance demeure, mais elle ne se concrétisera que si quelqu'un bouge, si la diplomatie bouge », a-t-il déclaré lors d'une interview à la BBC. « Nous pensons que la meilleure des chances serait que Kofi Annan (...) propose ses bons offices pour examiner directement avec le gouvernement irakien les problèmes en question. Je pense qu'il y a de bonnes chances d'aboutir à quelque chose », a-t-il souligné.

Les Nations unies ont achevé jeudi l'évacuation partielle de leurs effectifs en Irak, avec le dé-

part de Bagdad de 40 membres du personnel humanitaire vers la Jordanie. Avec ces départs, il ne reste plus à Bagdad que 34 membres du personnel humanitaire de l'ONU, chargé notamment d'appliquer le programme « Pétrole contre nourriture », qui allège les sanctions imposées à l'Irak depuis huit ans. Quelque 200 autres resteront dans les provinces kurdes du nord du pays.

L'ONU avait répliqué mercredi vers la Jordanie 137 membres du personnel humanitaire, alors que la totalité de ses équipes chargées du désarmement – plus d'une centaine de personnes –, avait quitté l'Irak pour Bahreïn, sa base arrière. Les Nations unies affirment qu'il s'agit d'une mesure de sécurité.

Pour le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz, la décision des Nations unies de retirer les per-

sonnels de Bagdad montre que les inspecteurs en désarmement sont « aux ordres du gouvernement des États-Unis ». Dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, rendue publique mercredi, M. Aziz demande l'intervention de l'ONU pour empêcher une opération militaire contre l'Irak, et ajoute que Bagdad tient le Conseil de sécurité et le secrétaire général pour responsables d'une éventuelle frappe américaine.

« MENSONGES »  
Khalid Chahab al-Douri, président de la commission des relations extérieures et arabes du Parlement irakien, a rappelé que Bagdad n'avait pas lui-même pris la décision d'expulser les experts et qu'il avait de surcroît autorisé l'Agence internationale de l'énergie atomique à poursuivre ses activités. L'Irak a par ailleurs dénoncé

mercredi soir les « mensonges » du président américain Bill Clinton, qui venait de lui adresser un nouvel avertissement. « Clinton a répété les mêmes mensonges (...) en prétendant que l'Irak ne respecte pas ses engagements et constitue une menace sérieuse pour ses voisins, a écrit le commentateur politique de l'Agence officielle INA. Les mensonges du président américain visent à préparer l'opinion publique à accepter une nouvelle attaque militaire américaine contre l'Irak. »

Bagdad n'en prend pas moins au sérieux l'évolution dramatique de la situation. Le président Saddam Hussein a réuni son ministre de la défense, le général Sultan Hachem Ahmad, le secrétaire général du commandement des forces armées, le général Hussein Rachid Mohamamad, les commandants et les états-majors de l'armée de

l'air et de la défense anti-aérienne. Auparavant, le président irakien avait examiné, lors d'une réunion du gouvernement, l'« éventualité d'une frappe américano-sioniste (...) contre notre peuple et notre patrie sans mandat ou résolution du Conseil de sécurité ».

UN INSPECTEUR INTERPELLÉ

Le gouvernement a également passé en revue « les mesures prises par les différents ministères pour faire face à toute éventualité ». Il s'est félicité de « l'engagement du peuple irakien à faire face à l'agression américaine et à mettre en échec les complots ». A la télévision, qui a retransmis des images de la réunion, M. Hussein est apparu souriant et décontracté.

Quelques heures plus tôt, Tarek Aziz avait averti Prakash Shah, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, que son pays

n'était pas disposé à céder aux pressions internationales concernant les inspections de l'ONU, « à moins que le Conseil de sécurité ne prenne des mesures contre les sanctions ».

Par ailleurs, l'Irak a affirmé mercredi qu'un inspecteur des Nations unies avait été pris en flagrant délit d'espionnage sur son territoire. De nationalité polonaise, l'intéressé a été interpellé le 9 novembre, alors qu'il circulait en voiture à proximité d'un « site présidentiel », a affirmé le général Houssam Mohamad Amine, chef du bureau de liaison avec l'Unscm.

L'inspecteur a affirmé qu'il se promenait en ville et qu'il voulait se rendre au monument du soldat inconnu, selon le général Amine, qui dénonce « le comportement suspect » du Polonais, relâché à la suite d'une intervention de son supérieur. – (AFP, Reuters.)

## Paris n'est plus prêt à intercéder en faveur de l'Irak, comme lors de la crise des « sites présidentiels »

NON, Paris n'avait toujours pas l'intention, jeudi 12 novembre, au douzième jour de la nouvelle crise entre l'Irak et les Nations unies, de se démettre pour sortir le gouvernement irakien de l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé, en rompant sa coopération avec la Commission spéciale chargée de désarmer le pays (Unscm). A la différence de ce qui s'était passé lors de la précédente crise, dite des « sites présidentiels », en janvier-février 1998, la France a aujourd'hui le sentiment que le président irakien cherche une sortie de crise par la crise, et elle n'est pas disposée à le suivre sur ce terrain-là ; même si, à ses yeux, la bonne solution ne peut être que pacifique.

Depuis le 31 octobre, un seul message, à la fois écrit et symbolique, a été transmis à Bagdad par les autorités françaises : il a consisté en une lettre du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, remise par le chef de la section des intérêts français à Bagdad, Yves Aubin de la Messuzière, au vice-président irakien, Tarek Aziz. Ce message qualifie la décision irakienne de « grave ». M. Védrine y soulignait que la France « ne comprend pas cette attitude qui, assurément, n'aidera pas l'Irak à mettre un terme aux sanctions ». Symboliquement, et pour signifier mieux encore cette

réprobation, M. de la Messuzière a été rappelé à Paris.

La France est en consultation permanente avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais aussi avec la Russie. Mardi, le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, François Rivasseau, a déclaré qu'« aucune réaction [au comportement de l'Irak] n'est exclue », les frappes étant, selon lui, « une option » parmi d'autres, et le Conseil de sécurité étant « prêt à évaluer toutes les situations et à en tirer toutes les conséquences ».

PAS CETTE FOIS

On est loin de la singularité de l'attitude française en janvier-février. L'implication personnelle du président de la République, Jacques Chirac, avait alors grandement contribué au dénouement pacifique de la crise. Le chef de l'Etat avait, à deux reprises, dépêché à Bagdad un émissaire spécial porteur de messages, Bertrand Dufourcq, alors secrétaire général du ministère des affaires étrangères. C'était une première depuis l'invasion irakienne du Koweït en août 1990. La combinaison de la pression militaire américaine, d'une diplomatie française active – et russe dans une moindre mesure –, et de l'implication personnelle du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait permis la

conclusion d'un accord entre ce dernier et l'Irak.

Aujourd'hui, comme à l'hiver dernier, le président de la République et le gouvernement socialiste sont d'accord. A l'Elysée comme au ministère des affaires étrangères, les agissements de l'Irak laissent perplexe. Au point que certains diplomates se demandent si Bagdad est vraiment désireux de voir levé l'embargo pétrolier qui lui est imposé. Pour Paris, le comportement de Bagdad est d'autant plus surprenant que le Conseil de sécurité s'était engagé, le 30 octobre, dans une lettre à M. Annan, à procéder à un « réexamen global » du système des sanctions imposées en 1990 à Bagdad, pour peu que ce dernier revienne inconditionnellement sur sa décision du 5 août d'interdire aux inspecteurs de l'Unscm la visite de nouveaux sites. Les perspectives pour Bagdad étaient donc meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été.

On récuse, au Quai d'Orsay, l'argument selon lequel l'Irak aurait voulu que le Conseil fasse plus clairement référence au paragraphe 22 de la résolution 687 de l'ONU, prévoyant la levée de l'embargo pétrolier, dès lors que Bagdad aura été désarmé. Si Saddam Hussein, indique-t-on à Paris, cherche à diviser les cinq membres permanents du

Conseil de sécurité et « isoler » les États-Unis, il se trompe. Paris est aussi intraitable que ses partenaires sur la nécessité de respecter les résolutions des Nations unies. De surcroît, en agissant de la sorte, le président irakien discrédite ceux qui ont cherché à aider son pays jusqu'à présent, qu'il s'agisse de la France ou de M. Annan.

Certains diplomates consentent néanmoins, en privé, que les États-Unis n'ont pas brillé par leur adresse en s'opposant résolument à l'inclusion d'une allusion claire à l'article 22 de la résolution 687 de l'ONU dans la lettre du Conseil de sécurité à M. Annan. Ces mêmes diplomates reconnaissent aussi que le vote par le Congrès américain

d'une aide militaire de près de 100 millions de dollars à l'opposition irakienne n'est pas de nature à rassurer M. Hussein.

« VIOLATIONS GRAVES »

A l'issue de la crise des « sites présidentiels », en février, M. Chirac avait déjà prévenu le président irakien. « Toute violation éventuelle par l'Irak de ses engagements entraînerait les plus sévères conséquences », avait dit le chef de l'Etat dans un entretien au Monde (Le Monde du 27 février). « Il appartiendrait alors au Conseil de sécurité de se réunir pour apprécier, comme il se doit, le comportement irakien et de faire, le cas échéant, le constat de cette violation. Si un constat de violation était

dressé par le Conseil, alors toutes les options seraient ouvertes », avait-il ajouté.

C'est précisément le cas de figure aujourd'hui. Mais la France ne pense pas plus aujourd'hui qu'hier qu'une opération militaire résoudrait le problème.

Si Saddam Hussein ne se rétracte pas, des frappes américaines paraissent inéluctables, admet-on à la présidence de la République comme au ministère des affaires étrangères, laissant entendre que Paris ne devrait pas les condamner. Mais, comme lors des précédentes crises, on convient de mêmes sources que la question du « Que faire après le recours à la force ? » demeure posée.

Pour la France, le Conseil de sécurité étant l'autorité de référence pour tout ce qui concerne l'Irak, c'est à lui de décider du comportement à suivre envers Bagdad. Mais les États-Unis, admet-on encore à Paris, considèrent que les précédentes résolutions qui font état de « violations graves » ou de « graves conséquences » leur donnent d'ores et déjà le feu vert pour sévir. Une question demeure sans réponse : la France accepterait-elle de s'associer à d'éventuelles frappes américaines ?

Mouna Naim



L'ONU semble se résigner à l'o

Par Washington,



منا من العراق



مركز من الحظر



### L'ONU semble se résigner à l'option militaire

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant

Une sorte de résignation était de mise aux Nations unies, mercredi 11 novembre, à propos de la crise irakienne. Si l'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, a demandé, et obtenu, une réunion « urgente » du Conseil de sécurité, ce n'était pas pour protester contre le risque réel, voire imminent, d'une opération militaire américaine contre Bagdad, mais pour réprimander une nouvelle fois Richard Butler.

Il a ainsi demandé pourquoi la commission de désarmement de l'ONU chargée de désarmer l'Irak (Unscod), avait pris la décision de retirer tout son personnel du pays sans consultation préalable. Le coordonnateur des questions de sécurité des Nations unies, Benon Sevan, lui a répondu que « la sécurité des personnels de l'ONU était en jeu ». En privé, des diplomates onusiens confirment un « risque réel ». « On voulait éviter en gros qu'ils soient pris en otage », expliquent-ils.

La décision aurait été prise après une conversation téléphonique, mardi, entre le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright. Mais M. Butler s'est précipité pour annoncer sur la chaîne câblée américaine CNN qu'il avait décidé cette mesure « sur la ferme recommandation » du gouvernement américain, donnant

ainsi l'impression, remarquait-on à l'ONU, « que ses décisions sont prises sur instruction de Washington ». Après avoir noté que la position américaine sur le recours éventuel à la force contre l'Irak « ne tient pas compte des conséquences négatives » sur le plan de désarmement de ce pays, l'ambassadeur russe n'a cependant pas exigé une discussion approfondie quant à la nécessité d'une autorisation spécifique du Conseil de sécurité pour mettre en œuvre cette option. Le représentant français a rappelé pour sa part qu'une « solution diplomatique possible » consisterait en une réunion formelle du Conseil de sécurité « dans l'heure qui vient », afin de clore le dossier du désarmement nucléaire de l'Irak. La France, parmi d'autres pays membres du Conseil, estime que la fermeture de ce dossier, en juillet, aurait pu empêcher la crise actuelle.

« ÉCHEC POLITIQUE » Dans un message adressé directement au président Saddam Hussein, le secrétaire général a « instamment » demandé que l'Irak revienne sur sa décision de rompre toute coopération avec l'Unscod. « Attribut et inquiet » de cette décision, prise le 31 octobre, M. Annan ajoute : « Je voudrais que les sanctions soient levées pour que l'Irak puisse reprendre sa place au sein de la communauté des nations. » Pour

cela, le « seul moyen », explique-t-il, est qu'il coopère pleinement avec le Conseil de sécurité. « Faisant par ailleurs allusion à « l'examen global » des relations de Bagdad avec l'ONU, M. Annan se dit « convaincu que cela donne une chance à l'Irak » et « exhorte le président Saddam Hussein à saisir cette occasion de reprendre la coopération avec l'Unscod ». Ayant décidé d'interrompre la tournée qu'il effectuait dans les pays du Maghreb, le secrétaire général devait regagner New York jeudi 12 novembre.

Ses proches à New York, comme d'autres diplomates, se posent des questions sur « l'après bombardement ». Outre qu'ils considèrent comme une « évidence » qu'un recours à la force mettra « fin à l'Unscod » et au désarmement » (Le Monde du 12 novembre), les conseillers de M. Annan s'inquiètent des conséquences pour la région. Pour beaucoup d'observateurs, y compris américains, la situation aujourd'hui est le résultat « de l'échec de la politique américaine en Irak ». Ils admettent cependant qu'« au stade actuel », Washington « n'a d'autre option que le recours à la force, car sa crédibilité est directement en jeu ». Sauf brusque retournement de Bagdad, « l'affaire irakienne n'est plus entre les mains de l'ONU mais de Washington », commentent-ils.

Afsan Bassir Pour

## L'Irak attend des Nations unies un calendrier clair prévoyant la levée des sanctions

● Pourquoi l'Irak a-t-il interrompu le 31 octobre sa coopération avec la commission de l'ONU chargée de le désarmer (Unscod) ?

Pour deux raisons, d'après le communiqué officiel irakien publié le même jour. D'abord, parce que, après la crise dite des « sites présidentiels » en janvier-février 1998, « il n'a pas été demandé des comptes à l'Amérique pour ses menaces et il n'y a pas eu de pas vers la levée de l'embargo ». En second lieu, à cause du « rôle joué par l'Unscod et son président, en coordination avec l'Amérique, concernant les allégations sur le [gaz de combat] VX » ; un laboratoire américain sollicité par l'Unscod ayant affirmé avoir découvert des traces de VX sur des ogives irakiennes, alors que les expertises de deux laboratoires suisses et français, choisis par l'Unscod, n'avaient pas été concluantes.

En annonçant l'arrêt de sa coopération le 31 octobre, l'Irak ne requiert pas le départ des membres de l'Unscod. Il autorise le maintien en fonctionnement des caméras de surveillance et des autres équipements. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est autorisée, elle, à continuer ses activités. En clair, l'Irak considère que l'Unscod est un instrument aux mains des Etats-Unis, lesquels, estime-t-il, veulent maintenir indéfiniment les sanctions imposées par l'ONU depuis 1990. En conséquence, la commission onusienne, toujours du point de vue de Bagdad, n'accordera jamais son satisfaction au désarmement de Bagdad, condition sine qua non de la réstitution des sanctions pétrolières, selon le paragraphe 22 de la résolution 687 de l'ONU. Le 5 octobre, le vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan, avait clairement formulé : « Si l'on n'établit pas un calendrier précisant quand prendront fin les activités de l'Unscod, l'embargo injuste sera maintenu indéfiniment. » Bagdad exige

« d'avoir une vision claire des étapes au cours desquelles l'embargo sera levé (...), à commencer par l'application du paragraphe 22 » de la résolution 687.

● Quand la crise a-t-elle été amorcée ? Le 5 août. Affirmant avoir été totalement désarmé, Bagdad avait appelé le Conseil à « appliquer le paragraphe 22 de cette résolution, comme premier pas vers la levée complète et globale de l'embargo ». En attendant, l'Irak avait décidé d'interdire aux inspecteurs de l'Unscod l'accès à de nouveaux sites, les autorisant seulement à se rendre sur quelque cinq cents sites déjà inspectés. Il avait réclamé « une révision de la composition de l'Unscod », un rééquilibrage du « bureau exécutif chargé de [la] diriger », une restructuration des « directions de l'Unscod au siège à New York, ainsi qu'à Bagdad et à Bahreïn » [la base arrière des inspecteurs], ainsi que le transfert de New York à Vienne ou à Genève du quartier général de ladite Unscod.

● Comment le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et le Conseil de sécurité ont-ils réagi ? Le 6 août, le Conseil jugeait « totalement inacceptable » la décision de Bagdad qui « contredit » les résolutions de l'ONU. Il souhaitait une « reprise rapide » des discussions avec Bagdad et affirmait « avoir l'intention de répondre favorablement aux futurs progrès en matière de désarmement ». Quelques jours plus tard, Scott Ritter, un inspecteur américain, démissionnait avec fracas et révélait que l'Unscod avait sollicité l'assistance des services de renseignements israéliens pour désarmer l'Irak. Plus tard, un autre inspecteur américain et un Chilien de l'Unscod étaient rappelés de Bagdad, qui les soupçonnait d'espionnage.

Le 6 octobre, M. Annan, dans une lettre au Conseil de sécurité, proposait d'établir la liste de ce que l'Irak devait encore accomplir en

matière de désarmement « comme une condition pour l'application du paragraphe 22 de la résolution 687 ». Il demandait au Conseil d'établir « un calendrier raisonnable » et à l'Unscod et à l'AIEA de fournir « les preuves à leur disposition » quant à la possession par l'Irak d'armes de destruction massive. Il recommandait un examen global de la situation « dans un temps relativement court », mais seulement à la condition que l'Irak revienne sur sa décision du 5 août.

Le 30 octobre, le Conseil de sécurité adressait une lettre à M. Annan, indiquant qu'une fois Bagdad revenu sur sa décision du 5 août, le Conseil procéderait à un « examen global », en « deux phases distinctes », des relations avec l'Irak. La première phase porterait sur le désarmement et la seconde sur les autres questions. Cet examen devrait indiquer clairement pour chaque phase les mesures que l'Irak devait prendre pour remplir ses obligations. Le Conseil ne faisait pas référence en toutes lettres au paragraphe 22 de la résolution 687, mais se disait prêt à « agir en conformité avec les dispositions de la résolution 687 à propos de la durée des interdictions mentionnées dans cette résolution ».

Le 6 novembre, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1205, « condamnant » la décision de l'Irak de rompre sa coopération avec l'Unscod, la qualifiant de « violation flagrante de la résolution 687 (...) » et d'autres résolutions pertinentes ». Il demandait à l'Irak de « réannuler immédiatement et sans conditions » de revenir sur celle du 5 août et de « garantir une coopération immédiate, entière et inconditionnelle » avec l'Unscod et l'AIEA. Il réaffirmait aussi sa détermination à « agir en conformité avec les dispositions de la résolution 687 relatives à la durée des interdictions mentionnées dans ladite résolution ».

M. Na.

## Pressé par Washington, Israël approuve l'accord de Wye Plantation sous conditions

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'accord israélo-palestinien de Wye Plantation, enfin approuvé, mercredi 11 novembre, par le gouvernement de Jérusalem, doit-il sa ratification à un coup de téléphone donné la veille par Bill Clinton à Benjamin Nétanyahou ? C'est ce qu'affirmait mardi la presse israélienne, en indiquant que le président américain, évoquant avec son interlocuteur la crise irakienne, l'avait pressé de conclure, afin de ne pas renforcer les réticences arabes à se désolidariser de Saddam Hussein.

Les autorités israéliennes ont reconnu le coup de fil, mais ont démenti tout rapport. Reste que mercredi matin le cabinet israélien s'est soudainement réuni pour discuter de l'accord de Wye Plantation. Signé le 23 octobre, le texte prévoit la rétrocession à l'Autorité palestinienne de 13,1 % des territoires encore occupés par Israël en

Cisjordanie, en échange d'une lutte énergique de l'Autorité palestinienne contre le terrorisme.

Aux Etats-Unis, Palestiniens et Israéliens avaient négocié avec difficulté. Le président Clinton avait dû mettre tout son poids dans la balance pour que M. Nétanyahou se résigne à signer. Soumis aux pressions de la part de ses alliés politiques de droite et d'extrême droite, qui l'accusent de trahison, le premier ministre israélien, dès son retour en Israël, avait avancé plusieurs prétextes pour retarder l'examen du texte en conseil des ministres. Enfin ratifié, le « Protocole de Wye River » doit maintenant être examiné et voté par le Parlement avant d'entrer en application.

Au cours d'une conférence de presse convoquée mercredi soir, M. Nétanyahou a confié combien il était dur de se séparer « d'un morceau d'Eretz Israël » (la terre d'Israël) pour le donner à des

« mains étrangères ». Assis à sa droite, le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, a opiné, estimant que le gouvernement avait pris des mesures « très difficiles » et qui « font mal ». En une surprenante démarche qui équivaut à remettre en question une

négociation déjà conclue, le cabinet israélien a en effet ratifié le texte en l'assortissant de diverses conditions. L'une d'elles stipule qu'il n'entrera pas en application tant que les articles de la charte de l'Etat d'Israël ne seront pas abro-

gés par un vote du Conseil national palestinien (CNP). Rien de tel ne figure dans les accords de Wye Plantation.

TROIS JOURS DE DÉBATS

Par ailleurs, alors que le troisième retrait israélien de Cisjordanie, prévu de longue date par les accords d'Oslo, doit faire l'objet de négociations futures, M. Nétanyahou a d'ores et déjà décidé qu'il ne saurait dépasser 1 %. Faute de quoi il s'estimerait délié de ses obligations. Enfin, a-t-il prévenu, son gouvernement réexaminera sa position à chaque étape de la mise en application du protocole, se réservant de changer d'attitude s'il estimait que les Palestiniens ne remplit pas leurs engagements.

Ces dispositions unilatérales n'ont apparemment pas suffi à apaiser les ministres, puisque, malgré trois jours de débats, le gouvernement n'a approuvé le texte de Wye que du bout des

lèvres : huit membres ont voté en sa faveur (dont Ariel Sharon), quatre contre et cinq abstentions. Ainsi, neuf ministres sur dix-sept ne se sont pas prononcés expressément pour l'accord.

Ce résultat, en deçà de ce qui était généralement attendu, n'est pas de bon augure pour M. Nétanyahou. Certes, compte tenu du soutien déjà annoncé de toute l'opposition de gauche, la ratification des accords de Wye par les parlementaires ne devrait constituer qu'une formalité. Mais au-delà, la majorité de M. Nétanyahou paraît aujourd'hui bien fragile, éclatée entre des opposants rétrogrades au processus israélo-palestinien, ceux qui, sans y être opposés, estiment qu'il est temps de changer de chef de file, et ceux, enfin, qui sont prêts à troquer leur opposition interne contre quelques avantages.

Georges Marion



## Des souvenirs inestimables de Londres à partir de 1,370 FF.

Hambourg 610 FF\* - Vienne 787 FF\* - Rome 1,490 FF

Ce n'est pas parce que, ce week-end, votre temps de loisirs est limité que vos possibilités devraient l'être aussi. Avec Inter-Continental and Forum Hotels and Resorts, vous aurez l'embarras du choix : nos tarifs spéciaux à Londres commencent à partir de 1,370 FF par couple et par nuit, et incluent l'une des options supplémentaires suivantes : \* Petit déjeuner américain complet pour deux. \* Surclassement en chambre Club Inter-Continental ou en suite junior. \* Seconde chambre à moitié prix. \* Doublement du Mileage avec les compagnies aériennes participantes. Pour effectuer une réservation dans l'un de nos 60 hôtels disséminés dans 50 villes européennes, composez le 08 00 90 85 55 et demandez les options week-end « Heart of the City ».

INTER-CONTINENTAL  
HOTELS AND RESORTS

Europe - Moyen-Orient - Afrique - Asie-Pacifique - Les Amériques - UN MONDE - UN HOTEL - EXCLUSIVEMENT INTER-CONTINENTAL



## Les journalistes algériens manifestent pour la liberté de la presse

ALGER. Une centaine de journalistes ont manifesté à Alger, mercredi 11 novembre, pour protester contre la « suspension » de trois journaux absents des kiosques depuis près d'un mois. Rassemblés devant le Palais du gouvernement, les journalistes, portant des pancartes hostiles aux autorités, ont demandé que la « liberté de la presse ne soit plus bafouée ». Le conflit avec les autorités a éclaté le 16 octobre quand les sociétés publiques d'impression ont sommé quatre quotidiens (*El-Watan*, *Le Matin*, *La Tribune*, *Le Soir d'Algérie*) de régler en quarante-huit heures leurs dettes sous peine de suspension. Seul *El Watan* a reparu, mercredi, après avoir réglé ses dettes. Cet ultimatum intervenait après une série d'articles dans *El Watan* et *Le Matin* mettant en cause le ministre-conseiller à la présidence, Mohamed Betchine, et le ministre de la justice, Mohamed Adami, qui ont démissionné depuis. Les éditeurs avaient alors considéré que l'ultimatum était « politique » et non « commercial ». Trois quotidiens non endettés (*Liberté*, *El-Khabar* et *Le Quotidien d'Oran*) s'étaient alors portés solidaires de leurs confrères et avaient suspendu jusqu'à dimanche leur publication. Ces sept quotidiens représentent 80 % du tirage de la presse algérienne et diffusent à un million d'exemplaires. — (AFP)

## L'un des « parrains » de Hongkong condamné à mort en Chine

PÉKIN. L'un des principaux « parrains » de Hongkong, Cheung Tze-keung, a été condamné à mort, jeudi 12 novembre, à Canton (sud de la Chine) au terme d'un procès qui a lancé le débat sur l'indépendance du système judiciaire de l'ex-colonie britannique par rapport à Pékin, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Cheung, quarante-trois ans, surnommé « le Flambeur », a été reconnu coupable d'une série de crimes, pour l'essentiel commis à Hongkong, allant de l'enlèvement au trafic d'armes en passant par le vol et le transport d'explosifs. Les autorités de Pékin ont rejeté les arguments des avocats de la défense et de la mère de Cheung, qui réclamaient que le procès ait lieu à Hongkong, où son gang a commis ses crimes, au motif qu'il a été arrêté, en début d'année, dans le sud du pays où il s'était réfugié. Le procès de Cheung a suscité un immense émoi à Hongkong où certains analystes estiment qu'il constitue un précédent dangereux pour l'indépendance de la justice, en principe maintenue jusqu'à l'an 2050. — (AFP)

## L'armée burundaise reconnaît avoir tué une trentaine de civils

BUJUMBURA. L'armée burundaise a officiellement reconnu, mercredi 11 novembre, avoir tué une trentaine de civils au début du mois dans la province de Bujumbura-rural, à 30 kilomètres au sud de la capitale. Selon le communiqué du ministère de la défense, la « trentaine de vies humaines perdues » est le « résultat déplorable » d'une « confusion fâcheuse » qui a eu lieu au cours d'une « action militaire » menée du 2 au 3 novembre 1998 contre des hommes des Forces de défense pour la démocratie (FDD), la branche armée du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), et des FNL (Forces nationales de libération), branche armée du Palipehutu, deux mouvements exclusivement hutus. Le communiqué du ministère ajoute qu'une commission d'enquête est « à pied d'œuvre depuis deux jours » pour établir les responsabilités et préciser le bilan du massacre. La guerre civile qui sévit au Burundi depuis l'assassinat du premier président hutu burundais, Melchior Ndadaye, en 1993, a fait plus de 200 000 victimes, essentiellement civiles. — (AFP)

## Jacques Chirac entame une tournée en Amérique centrale

MEXICO. Jacques Chirac est arrivé, mercredi 11 novembre à Mexico, où il devait entamer une tournée dans les quatre pays d'Amérique centrale ravagés par le cyclone Mitch. Le programme de cette deuxième tournée en Amérique latine du président français a été aménagé au dernier moment pour inclure, outre le Guatemala, où il est également attendu en visite d'Etat, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador, où il entend manifester la solidarité de la France avec les sinistrés. Le chef de l'Etat est accompagné au Mexique par trois ministres — Hubert Védrine (affaires étrangères), Claude Allègre (éducation nationale et recherche) et Jean-Claude Gaxiot (équipement et transports) — ainsi que par une cinquantaine de patrons d'entreprises françaises. — (AFP)

**DÉPÊCHES**  
■ **INDONÉSIE** : les mesures de sécurité, déjà strictes, en vigueur dans la capitale indonésienne, Djakarta, ont encore été renforcées, jeudi 12 novembre, au lendemain d'accrochages qui ont opposé des milliers de manifestants aux forces de sécurité durant les travaux de l'Assemblée consultative du peuple relatifs à la démocratisation du régime. Les échauffourées se sont poursuivies jusqu'à tard dans la soirée et, pour la première fois depuis le début de la semaine, l'armée a ouvert le feu en l'air pour faire reculer les manifestants. Selon la télévision d'Etat, neuf soldats ont été blessés. Des manifestants l'ont été également et des photographes de presse ont été brutalisés. Jeudi matin, les soldats ont fermé environ 30 kilomètres de l'autoroute urbaine qui traverse la ville de l'est à l'ouest, passe devant le siège du Parlement et dessert également l'aéroport international. — (AFP)  
■ **UKRAÏNE** : des inondations en Transcarpatie (ouest de l'Ukraine), dues à des pluies diluviennes, ont provoqué la mort d'au moins dix personnes et l'évacuation de 25 000 habitants de la région, a indiqué, mercredi 11 novembre, le ministère ukrainien des situations d'urgence. — (AFP)  
■ **RUSSIE** : un missionnaire américain a été enlevé, mercredi soir, par un groupe d'inconnus à Makhatchkala, la capitale du Daghestan, a indiqué jeudi 12 novembre le ministère de l'Intérieur de cette république du Caucase russe, cité par l'agence Itar-Tass. Greg Herbert, cinquante et un ans, vivait depuis deux ans avec son épouse à Makhatchkala, où il enseignait l'anglais. — (AFP)

Pour vous aider à réussir de BAC 0 à BAC + 4

**SCIENCES PO.**  
1<sup>re</sup> et 2<sup>ème</sup> Années  
Session annuelle et cours du soir

**DROIT/SCIENCES ÉCO.**  
Soutien annuel & stages  
Petits effectifs par Université

**GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE**  
Admissions parallèles  
Bac + 2 & + 3 (HEC/ESCP)

EXCELLENTS TAUX DE SUCCÈS

**ISTH** Tel. 01-42-24-10-72  
DEPUIS 1954 Fax 01-42-24-73-25  
3615 ISTH.ES  
Enseignements Supérieurs Privés

# Les Européens infléchissent leurs politiques économiques vers le soutien à la croissance

La rigueur du « pacte de stabilité » passe au second plan

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en Allemagne et en Italie, de nouveaux accents se font entendre en matière de politique

économique. Tant sur les politiques monétaire et budgétaire que sur la question du change, les dirigeants européens multiplient

les déclarations en faveur d'un nouveau dosage des priorités macro-économiques. (Lire aussi notre éditorial page 13.)

L'esprit de Pörschach commence à se répandre en Europe. Réunis en Autriche les 24 et 25 octobre, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze ont placé la lutte contre le chômage en tête de leurs priorités. Au nom du soutien à la croissance — menacée par la crise financière mondiale —, la gauche désormais majoritaire en Europe est en train d'infléchir par petites touches sa politique économique.

Constatant que l'inflation atteint des niveaux historiquement bas notamment en France et en Allemagne, que le dollar risque de poursuivre sa tendance à la baisse au cours des prochains mois, et que les perspectives de croissance de l'Union européenne se dégradent (la Commission a révisé de 2,7 à 2,5 % ses prévisions pour la zone euro en 1999), les dirigeants européens sont prêts à adopter une approche moins « orthodoxe » pour soutenir la croissance.

En Allemagne, le conflit entre Oskar Lafontaine et la Bundesbank n'est pas définitivement enterré. Le nouveau ministre des finances n'a pas cessé de provoquer la Bundesbank en lui demandant une baisse des taux d'intérêt pour relancer la croissance. Tout en refusant de se plier à l'injonction, le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer n'a pas exclu un « débat » sur la question.

### INVESTISSEMENTS PUBLICS

Côté français, il n'y a pas de confrontation ouverte entre les politiques et les banquiers centraux. Mais dans un discours prononcé à Londres le 9 novembre, Dominique Strauss-Kahn soulignait que les banques centrales ne doivent pas avoir exclusivement la stabilité des prix en tête « lorsque l'inflation est faible et contrôlée ». Le ministre français ajoutait : « La question est de savoir si nous devons adopter le dosage politique budgétaire laxiste/politique monétaire restrictive pratiqué par le tandem Reagan/Volcker ou le dosage inverse, qui a été choisi par le tandem Clinton/Greenspan... Le dosage de politiques les mieux adapté à l'Europe d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de la seconde que de la première de ces expériences ». Autrement dit, le débat sur les taux d'intérêt n'est pas clos, et peut déboucher sur un conflit entre les gouvernements et la Banque centrale européenne qui estime que le danger d'inflation n'est pas banal.

En l'absence d'assouplissement monétaire, certains dirigeants de la nouvelle gauche européenne plaident pour un relâchement budgétaire. Dans une interview au *International Herald Tribune* parue le 11 novembre, le chef du gouvernement italien Massimo D'Alema estime que l'Union européenne doit envisager d'assouplir sa politique de discipline budgétaire et lancer un plan d'investissements publics pour créer des emplois. « Si c'est nécessaire, l'Europe pourrait décider d'interpréter le pacte de stabilité », déclare le président du conseil italien. « Nous allons vers une année

1999 très difficile, avec un ralentissement de la croissance et où un risque de récession et de déflation existe », souligne-t-il. « Il peut devenir nécessaire d'intervenir par des investissements publics pour stimuler la croissance », ajoute le dirigeant italien, reprenant l'idée de « grands travaux » financés par l'emprunt, chère à Jacques Delors et récemment reprise par Lionel Jospin et Romano Prodi. « Ces investissements peuvent être exclus du calcul des objectifs de déficits de Maastricht », souligne Massimo D'Alema.

Les critères de stabilité du traité de Maastricht vont-ils être interprétés de manière plus souple, en dépit du « pacte de stabilité » adopté dans le cadre du traité d'Amsterdam ? Tous les regards sont tournés vers la nouvelle équipe au pouvoir en Allemagne. Certes, le chancelier Gerhard Schröder, lors de sa déclaration de politique générale au Bundestag mardi 10 novembre, a clairement affirmé sa volonté d'appliquer « une politique de consolidation (budgétaire) déterminée ». Quitte à réviser l'Etat social : « L'Etat doit agir de façon plus ciblée et plus économique. (...) Les subven-

tions et les prestations sociales doivent se concentrer plus que par le passé sur ceux qui en ont vraiment besoin. »

Mais dans le même temps, le secrétaire d'Etat aux finances Helmut Flassbeck invitait ses partenaires européens à réfléchir à une nouvelle « policy mix » pour relancer la croissance. Tout en défendant la « rigueur sur le moyen terme », le bras droit d'Oskar Lafontaine expliquait : « Si nous ne sommes pas autorisés à utiliser l'arme monétaire, la conclusion logique est que nous devons avoir une nouvelle approche de notre politique budgétaire » (entretien au *Herald Tribune* paru le 10 novembre).

### « HOMOGENÉTÉ INTELLECTUELLE »

Dans l'immédiat, le ralentissement de la croissance va réduire les recettes fiscales et ralentir les efforts budgétaires : les déficits structurels (calculés hors effets de conjoncture) dans la zone euro devraient augmenter légèrement en 1999, selon la banque Goldman Sachs. La Banque centrale européenne s'en inquiète. Les dirigeants de la gauche européenne doivent

agir avec doigté parce qu'ils sont conscients qu'un dérapage des finances publiques peut provoquer une hausse des taux d'intérêt très coûteuse pour la croissance.

« Nous sommes aussi attachés que quiconque à la culture de la stabilité et à une gestion responsable des finances publiques. (...) Personne n'a jamais démontré que redistribuer les richesses par le biais de l'inflation ou de l'augmentation de la dette publique fasse progresser la justice sociale », soulignait Dominique Strauss-Kahn dans son discours de Londres.

Il y a enfin un troisième champ de discussions où la nouvelle gauche européenne témoigne d'un « degré rare d'homogénéité intellectuelle », pour reprendre l'expression de Dominique Strauss-Kahn : le dossier de la politique de change. Dans son discours de Londres, le ministre français a souligné que l'arrivée de l'euro offrirait une opportunité pour « revoir les arrangements de taux de changes » entre l'euro et le dollar. Le nouveau gouvernement allemand ne dit pas autre chose. Le nouveau chef du gouvernement italien non plus : Massimo D'Alema, dans son entretien au *Herald Tribune*, estime nécessaire d'engager des discussions entre l'Europe et les Etats-Unis pour arriver à un accord de limitation des fluctuations de change : « Si nous avons trop d'oscillations entre le dollar et l'euro, cela sera déstabilisant. Nous voulons un euro stable et pas un euro surévalué. »

Dans ce domaine aussi, un conflit avec la Banque centrale européenne n'est pas exclu : le traité de Maastricht lui donne un droit de veto dans l'hypothèse où les orientations de change volées par les politiques remettraient en cause la stabilité des prix.

Lucas Delattre

## La France doit faire plus pour l'emploi, selon le FMI

Dans son rapport annuel sur la France, publié mercredi 11 novembre, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance de 3,1 % cette année et de 2,8 % en 1999 pour l'économie française, en soulignant toutefois que sa prévision est entourée « d'incertitudes importantes ». La politique menée par le gouvernement français a permis de favoriser une reprise solide de la demande intérieure, note le FMI. Si les exportations ralentissent trop, il faudra ne pas exclure une baisse des taux d'intérêt.

Le Fonds prévoit un taux de chômage maintenu à 11,2 % fin 1999. Les emplois créés sont à majorité des embauches à durée déterminée et à temps partiel, ce qui pourrait provenir des « rigidités » associées à l'embauche à temps plein. Le FMI reproche au gouvernement « des dérapages enregistrés dans le secteur de la santé » et un manque d'ambition dans deux réformes : la réduction des déficits budgétaires et l'allègement des charges fiscales et sociales qui pèsent sur l'emploi.

## L'économie britannique en « sévère ralentissement »

### LONDRES

de notre correspondant

Unanimentement estimée à 2,5 %, voire 2,75 % pour cette année, la croissance de l'économie britannique va considérablement se ralentir en 1999, laisse prévoir un rapport publié, mercredi 11 novembre, par la Banque d'Angleterre. Sans citer de chiffre précis, évoquant « la sévérité » de la crise internationale et « le puissant et universel déclin de la confiance » des entreprises et des consommateurs britanniques, les conjoncturistes de l'établissement reviennent en baisse leurs estimations d'août dernier.

« Sochant, comme nous le rappelle Jim Cunningham, conjoncturiste à la Barclays Bank, que la marge d'erreur peut être de plus ou moins 1 %, une véritable récession n'est pas exclue par d'autres économistes. Soulignant que la prévision est « extrêmement incertaine dans le climat économique actuel », le vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King a admis mercredi en présentant son rapport que le risque d'une croissance négative globale a pratiquement doublé ces trois derniers mois. « Le Comité de politique monétaire ne pense pas qu'il y aura récession », a-t-il dit, mais il y a une chance sur quatre qu'il se trompe.

Une erreur d'appréciation semble déjà s'être produite au sein de la Banque, puisqu'il était clair, en août, que ses experts craignaient beaucoup plus une surchauffe suivie d'une éventuelle reprise de l'inflation

au-delà des 2,5 % l'an (objectif fixé par le gouvernement) qu'une récession. Depuis, on a pris conscience à Londres de l'ampleur de la crise bancaire et financière internationale. Littéralement assaillie par les syndicats et les chefs d'entreprises, notamment dans les industries manufacturières et exportatrices étrangères par le haut niveau de la livre sterling, la Banque centrale a finalement décidé, une première fois en octobre puis une seconde fois le 5 novembre, de baisser son taux directeur, celui-ci passant de 7,50 % à 6,75 % aujourd'hui.

Unanimentement saluées par les intéressés, qui espèrent une nouvelle baisse d'un demi-point avant Noël, ces allègements du coût du crédit sont jugés trop tardifs par certains responsables syndicaux. Aujourd'hui plus pessimistes que les prévisions présentées le 3 novembre dernier aux communes par Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier, qui s'attend à une croissance globale du PIB de « 1 % à 1,5 % en 1999 » — la Barclays table, elle, sur 0,7 % « maximum » — les experts de la Banque d'Angleterre ne nient plus que le ralentissement de l'activité aura un impact certain sur le marché de l'emploi. Première alerte : le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiant du chômage a augmenté de 6 800 en septembre pour atteindre 1,319 million de personnes (4,6 % de la population active).

Patrice Claude

## Les syndicats italiens divisés par les grèves dans les transports publics

### ROME

de notre correspondant

Depuis quelques jours et jusqu'à la fin de la semaine prochaine, pratiquement tous les moyens de transport ont été ou seront touchés par des conflits sectoriels. Pour le moment, les plus grosses perturbations touchent les aéroports de Milan et de Rome, ainsi que les trains. Les taxis de Rome sont en grève depuis lundi 9 novembre et pour quatre jours. Puis ce sera au tour des ferrys, des transports en commun de la capitale, de nouveaux trains et une nouvelle fois des aéroports. Des protestations en chaîne et à répétition qui provoquent une gêne considérable pour tous les usagers.

A Rome, les chauffeurs de taxi ne décollent pas contre la municipalité qui veut imposer une flexibilité des horaires et de nouveaux tarifs. Pour ajouter au chaos, les bus, le métro et les tramways de-

vraient s'arrêter les 19 et 20 novembre. Cette succession de grèves fait des émules dans les autres villes et dans d'autres secteurs d'activité des transports publics.

Face à ce trop-plein de grèves conduites par les syndicats autonomes pour réclamer des avantages sectoriels, un fait sans précédent s'est produit. Les syndicats eux-mêmes, ou plus exactement la plus grande centrale, la CGIL (Confédération générale italienne du travail), appuyée par les deux autres, la CISL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs) et l'UIL (Union italienne du travail), ont demandé publiquement une modération de ces conflits, mais aussi une nouvelle réglementation pour mettre un terme à de tels débordements.

« Les coûts de l'arbitraire et des épreuves de force sont payés par les usagers. Cela n'est plus accep-

table », tranche sans discussion Sergio Cofferati, secrétaire de la CGIL. « Nous devons étudier de nouvelles formes de lutte dans les services publics. Nous ne pouvons plus masser les usagers », s'est-il insurgé dans un entretien à *La Repubblica*, au cours duquel il a même réclamé « des sanctions plus efficaces contre les syndicats et les entreprises » coupables d'abus.

### PERSPECTIVES DE CROISSANCE

Cette prise de position a valu au secrétaire de la CGIL de vertes répliques de la part des syndicats autonomes, qui l'ont accusé de dénier le droit de grève et de parler « comme les patrons de toujours ». Tiziano Treu, ministre du travail, a d'ores et déjà annoncé une réunion avec les syndicats la semaine prochaine afin que soient appliquées les normes en vigueur et, si nécessaire, que le pays se dote des moyens suffisants pour réglemen-

ter davantage les recours jugés excessifs à la grève.

Ce premier conflit social multi-forme du nouveau gouvernement de Massimo D'Alema n'affecte en rien la période de grâce dont jouit actuellement le nouvel exécutif. Les revendications sont à peine connues de l'opinion publique et ne concernent en rien le pouvoir central. En revanche, des divergences de plus en plus manifestes apparaissent entre le superministre de l'économie, Carlo Azeglio Ciampi, et le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio. Ce dernier a, entre autres, émis des doutes sur les perspectives de croissance de l'Italie pour l'an prochain, estimant que son pays était mal préparé pour l'entrée dans l'euro en janvier, et que les économies dans les dépenses courantes ne sont pas suffisantes.

Michel Bôle-Richard

La lutte contre le récl  
est au cœur des discu

L'Ouganda...  
un commandement...  
la rébellion co...  
commun au...

مكتبة



## La lutte contre le réchauffement climatique est au cœur des discussions de Buenos Aires

La Conférence est dominée par les exigences américaines

Cent soixante pays sont réunis, depuis le 2 novembre à Buenos Aires, pour négocier les moyens de lutte contre le réchauffement du cli-

mat. Les Etats-Unis exigent avant tout progrès que les pays en développement acceptent de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Une condition désormais acceptée par l'Argentine et le Kazakhstan. L'Europe est moins ferme sur la limitation du rôle à réserver aux marchés.

### BUENOS AIRES

de notre envoyé spécial  
La Conférence de Buenos Aires sur les changements climatiques devait être marquée, jeudi 12 novembre, par un coup de théâtre : l'annonce par les Etats-Unis de leur signature du protocole de Kyoto, adopté en décembre 1997, qui prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays riches.

Ce geste devait lever une des principales critiques opposées aux Etats-Unis, qui imposent à presque toutes les autres nations des conditions sévères sans avoir signé le protocole de Rio. Il devait aussi souligner la difficulté de la position américaine fondée sur une opinion publique profondément divisée : si l'administration démocrate du président Clinton est plutôt favorable à une lutte sérieuse contre le changement climatique, l'opposition républicaine s'y oppose vigoureusement. Cinq sénateurs républicains ont même fait le déplacement pour signifier que le Congrès américain exige un engagement concret dans les pays en développement – et pour stigmatiser l'administration Clinton si elle signe le texte élaboré en décembre.

### « ENGAGEMENT VOLONTAIRE »

Quoi qu'il en soit, des tractations devaient se poursuivre, jeudi, pour tenter de tirer la négociation de l'impasse qui dure depuis dix jours. La tâche est confiée au « Groupe des amis du président de la Conférence », sélection de délégations nationales réduites à leur plus simple expression (le chef de la délégation et un adjoint). On attend de ce travail en comité restreint une « plus grande efficacité » sur un dossier d'une complexité byzantine.

Le Groupe réunit dix pays en développement, les Etats-Unis et quatre pays proches de leur position, et enfin cinq pays européens. La France fait partie de ceux-ci, ses collègues européens ayant jugé que Dominique Voynet, la ministre française de l'environnement, maîtrise bien le dossier.

La Conférence s'est focalisée, depuis son ouverture lundi 2 novembre, sur la question de l'« engagement volontaire » des pays en développement : doivent-ils s'engager dès maintenant à

réduire dans le futur leurs émissions de gaz à effet de serre ? Posé comme préalable à tout progrès par les Américains, cet engagement est rejeté par la majorité des pays concernés, qui jugent qu'il y a là une tentative de revenir en arrière.

« Il faut en rester au texte de la Convention de Rio de 1992, affirme Arizal Effendi, le numéro deux de la délégation indonésienne. Elle spécifie clairement que les pays développés doivent prendre les premiers des mesures contre le changement climatique. » De plus, les pays en développement soulignent à l'unisson la disproportion entre le niveau des émissions de gaz des pays riches et le leur. « La question chez nous est de manger ou de ne pas manger, dit un membre de la délégation des Philippines. Pas de savoir si l'on a une ou deux voitures ou si l'on augmente le prix de

l'essence de cinq centimes ! » Si l'opposition sur le plan des principes est nette, elle se concrétise sur la question des transferts financiers. « S'ils veulent que les pays en développement s'engagent, proclame Arizal Effendi, les pays riches doivent transférer des technologies propres et fournir une aide financière à la lutte contre le réchauffement. » Le transfert des technologies est un des points majeurs de la réunion des Amis du président. Les Etats-Unis veulent en effet le lier explicitement à la mise en place de « mécanismes de flexibilité », c'est-à-dire à un fonctionnement de marché.

### COUP D'ÉCLAIR

La première puissance mondiale entend ainsi faire reconnaître le rôle majeur d'un marché mondial des droits d'émission de gaz à effet de serre dans la lutte contre le

### TROIS QUESTIONS À... MELINDA KIMBLE

1 Vous êtes un des deux premiers représentants de la délégation des Etats-Unis à la conférence de Buenos Aires. Quelle sera la position de votre gouvernement si les pays en développement maintiennent leur refus de s'engager à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ?

« D'abord, ce qui est arrivé mercredi me paraît incroyablement important : l'Argentine et le Kazakhstan veulent rejoindre les pays développés qui ont pris cet engagement de réduction. Cela signifie que nous ne parlons pas dans le vide, que les pays en développement s'engagent concrètement. Mais si des pays comme la Chine et l'Inde maintiennent leur refus de le faire, il sera très difficile pour les Etats-Unis de ratifier le protocole. Les élus du Congrès qui sont venus ici ont dit très clairement que ce protocole ne sera pas ratifié tant que les pays en développement ne prendront pas l'engagement de réduction des émissions. »

2 Pourquoi les Etats-Unis s'opposent-ils à la volonté des Européens de fixer un seuil minimum aux mesures domestiques de réduction des émissions ?

« Nous ne nous opposons pas à toutes les mesures politiques nationales. En octobre 1997, le président Clinton a engagé un important programme pour réduire aux Etats-Unis même les émissions de gaz à effet de serre. Ce programme comprend notamment des incitations fiscales et l'encouragement à des technologies propres. Mais il est difficile de dire aujourd'hui les résultats chiffrés qu'atteindra ce programme. Par ailleurs, le marché est un outil très utile pour sensibiliser les gens, et notamment les entreprises privées : quand on connaît le coût des émissions de carbone, on considère très différemment leur nécessité. Enfin, nous avons l'expérience d'un tel marché : nous avons réduit nos émissions de dioxyde de soufre plus rapidement et à moindre coût qu'on ne le prévoyait. »

3 Ne craignez-vous pas l'isolement des Etats-Unis sur ces questions ?

« Nous ne sommes pas les seuls à défendre le système du marché : le Japon, le Canada, l'Australie et d'autres pays le font aussi. L'approche de Kyoto laisse de la place pour le marché aussi bien que pour les mesures domestiques. »

Propos recueillis par Hervé Kempf

## Le sort du général Pinochet pourrait relever de la décision du gouvernement britannique

Le verdict des Lords reste imprévisible

### LONDRES

de notre correspondant  
Le lourd suspense judiciaire qui entoure le sort immédiat du général Pinochet depuis le 16 octobre, date à laquelle il fut arrêté dans une clinique londonienne, pourrait être rapidement levé. Les cinq magistrats qui entendent les arguments pour et contre l'immunité accordée à l'ancien dictateur chilien par la Haute Cour de Londres, ont annoncé mercredi soir qu'au terme de six journées d'audience, les auditions des avocats et juristes internationaux qui se succèdent à la Chambre des lords depuis la semaine dernière devaient être terminées jeudi après-midi 12 novembre.

Rien n'est cependant joué, les cinq « pairs de justice » qui représentent l'instance judiciaire suprême au Royaume-Uni pouvant rendre leur verdict dans l'heure, quitte à rédiger leurs attendus ultérieurement, ou bien se donner plusieurs semaines de réflexion. Mercredi soir, les avocats de la défense et de l'accusation se montraient très partagés, certains parlant sur un verdict publié au début de la semaine prochaine, d'autres évoquant un délai beaucoup plus long.

ÉLÉMENTS NOUVEAUX  
En attendant, la demande d'extradition espagnole rédigée par le juge Baltasar Garçon et entérinée par le gouvernement de Madrid est arrivée en bonne et due forme, mercredi matin, sur le bureau du ministre britannique de l'Intérieur, Jack Straw. Le même jour, une autre demande préliminaire d'extradition venue de Suisse est également parvenue à Londres. Un porte-parole de Jack Straw a cependant fait savoir que le ministre ne se prononce-

rait pas avant que les Lords de justice aient pris leur décision. A partir de là, M. Straw disposera de sept jours pleins pour déterminer la procédure à suivre.

En fait, le sort de toutes les demandes parvenues à Londres dépendent non seulement de la direction choisie par les Lords – confirmation ou invalidation de l'arrêt de Haute Cour –, mais aussi de la formulation qui sera choisie. Chargés de se prononcer sur la légitimité de l'immunité accordée, les magistrats, soulignent certains avocats des parties civiles, peuvent très bien considérer que la décision rendue par la Haute Cour était, compte tenu des éléments en sa possession il y a deux semaines, tout à fait valide, mais que des éléments nouveaux versés au dossier, notamment dans les trois cents pages de la procédure engagée par l'Espagne, permettent d'entamer une nouvelle étape judiciaire contre l'ancien dictateur.

Ce serait une manière de renvoyer la balle au politique, Jack Straw devant alors décider de la suite immédiate à donner à cette affaire, c'est-à-dire remettre l'ancien général en état d'arrestation – il n'est plus actuellement que « sous contrôle judiciaire » – ou lui permettre de regagner son pays dans les minutes qui suivront l'arrêt des Lords, quitte à déclarer « recevable », plusieurs jours après et donc trop tard, la demande espagnole. Celle-ci implique Pinochet dans 3 173 meurtres et disparitions entre 1973 et 1990.

« Il n'y a pas de précédent à cette affaire, rappelle un avocat, les Lords sont chargés de dire le droit et donc, tout est possible... »

H. K.

Patrice Claude

## L'Ouganda, le Rwanda et la rébellion congolaise créent un commandement militaire commun au Congo-Kinshasa

LE CHEF d'état-major de l'armée ougandaise, le général James Kazini, assure le commandement conjoint des forces ougandaises, rwandaises et de la rébellion dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), a rapporté, mercredi 11 novembre, le quotidien gouvernemental *New Vision* publié à Kampala, la capitale ougandaise. Le général Kazini est secondé par un officier rwandais, le colonel Kayumba. L'état-major conjoint de ces forces est composé de 32 officiers, dont 17 Ougandais, 10 Rwandais et 5 issus de la rébellion congolaise, indique le journal.

Les officiers ougandais qui font partie de cet état-major sont des officiers à la retraite comme l'ancien chef d'état-major, Shef Ali, et des condamnés qui ont été libérés de prison pour aller servir en RDC, souligne le journal. Mardi soir, le porte-parole de l'armée rwandaise, le major Emmanuel Ndahiro, avait déclaré que des discussions sur l'établissement d'un commandement conjoint en RDC étaient encore à l'étude mais que rien de concret, jusqu'ici, n'avait été décidé.

### REVERS TCHADIEN

De son côté, la rébellion congolaise avait affirmé, dimanche, après l'aveu officiel par le Rwanda de son implication militaire en RDC, qu'elle n'avait pas de commandement commun avec le Rwanda. « Nous n'avons pas de commandement militaire commun

avec l'état-major rwandais. Chacun mène sa guerre », avait indiqué le deuxième vice-président du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), Arthur Zahidi Ngoma.

Sur le terrain, un employé congolais de la Croix-Rouge locale a affirmé, mercredi, à un envoyé spécial de l'AfP qu'il avait aidé à enterrer les corps de 122 soldats tchadiens tués dans une bataille fin octobre, près de Dufia, dans le nord-est de la RDC. Trois soldats de l'armée du président Laurent-Désiré Kabila ont été également enterrés par l'employé de la Croix-Rouge. Le général James Kazini a affirmé à l'AfP que les troupes ougandaises avaient aidé les rebelles congolais à prendre Dufia, comme elles les avaient aidés à prendre la ville voisine de Buta. Selon lui, les rebelles ougandais qui déstabilisent l'ouest de l'Ouganda depuis plusieurs années utilisaient jusqu'alors Buta comme base arrière.

Le journaliste de l'AfP a pu s'entretenir avec trois Tchadiens prisonniers dans la ville de Kisangani, tenue par les rebelles et située à 400 kilomètres au sud de Buta. Les trois soldats, dont le caporal Benoît Ojmedongate, ont affirmé que le Tchad avait envoyé deux bataillons pour soutenir les forces de Laurent-Désiré Kabila contre la rébellion. Ils sont arrivés en avion à Gbadolite, fier de feu le maréchal Mobutu Sese Seko, avant d'avancer sur Buta qu'ils avaient l'intention de prendre.

L'annonce de nouveaux soldats tchadiens tués ou blessés, fin octobre, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) n'a pas été commentée par N'djamena. Les autorités tchadiennes, qui ont envoyé fin septembre quelque 2 000 soldats en RDC, semblent dérouterées par le revers infligé à leurs militaires, généralement craints et estimés après leur brillante tenue sur le sol tchadien contre les Libyens et à Bangui, dans le cadre des forces internationales de maintien de la paix en Centrafrique.

### RISQUE D'EXTENSION

Mardi, le ministre tchadien de la défense, Oumar Kadjalami, avait reconnu la perte de deux soldats dans des accrochages avec la rébellion congolaise. Une source militaire tchadienne à Kinshasa avait avancé le chiffre d'une centaine de soldats hospitalisés dans la capitale.

A New York, le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Sadako Ogata, a exprimé, mardi, son inquiétude à propos du conflit en RDC. Au cours d'une séance publique du Conseil de sécurité, M<sup>me</sup> Ogata a affirmé qu'il existait un « risque très réel » d'extension de la guerre dans l'est de la RDC, où les forces gouvernementales, soutenues par l'Angola et le Zimbabwe, tentent d'écraser une rébellion soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. (AFP)

L'Inde vous emporte loin de votre quotidien, mais vous vous y sentez comme chez vous. Vous aurez le choix des plus belles réserves naturelles du monde, tel le Kanha National Park situé dans une région immortalisée par Kipling. Et quand l'appétit se manifestera, il sera tout juste le moment de rejoindre votre confortable hôtel, où vous attendra un délicieux thé. Une manière raffinée, mais non moins civilisée, de se relaxer.

Veuillez s.v.p. me faire parvenir une documentation complète.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Office National Indien de Tourisme

13, Boulevard Haussmann, 75009 Paris

Tél. 01 43 23 30 43 - Fax 01 43 23 33 45

Mumbai 400 002 INDE

E-mail: info@india-tourism.com

http://www.india-tourism.com/fr

**India**

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVÉ



## FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

**PARLEMENT** L'encombrement du calendrier parlementaire et la combativité de l'opposition obligent Lionel Jospin à revoir le programme qu'il avait arrêté pour les travaux législatifs postérieurs à l'examen du projet de loi de finances pour 1999. Le premier ministre est amené, d'autre part, à ménager le président de la République à l'approche des

débats parlementaires sur le traité d'Amsterdam. ● LE PROJET de loi sur la présomption d'innocence est renvoyé à 1999, l'examen de la révision constitutionnelle visant à ins-

taurer la parité hommes-femmes est retardé d'une semaine. Le projet sur l'audiovisuel est critiqué au sein de la gauche. ● LES RESPONSABLES sociaux, au gouvernement, au Par-

lement et au PS, s'emploient à multiplier les échanges avec leurs alliés communistes, Verts, radicaux et ché-

## Lionel Jospin se résigne à alléger son programme législatif

La surcharge du calendrier parlementaire, la combativité de la droite et le souci de parvenir à un accord sur la ratification du traité d'Amsterdam incitent le premier ministre à accorder plus d'attention au travail des députés et à étaler les réformes inscrites à l'ordre du jour

LIONEL JOSPIN a longtemps fait la sourde oreille. Il n'a pas voulu entendre, d'abord, les récriminations croissantes des députés socialistes, submergés par l'avalanche des lois imaginées par le gouvernement, quelque quatre-vingts textes en dix-huit mois. Il est demeuré inaccessible, ensuite, aux mises en garde de ceux qui lui ont expliqué que la faible mobilisation du groupe PS, le 9 octobre, lors du premier examen du pacte civil de solidarité (PACS), traduisait davantage la lassitude que la mauvaise volonté. Il a refusé, enfin, d'écouter les dirigeants socialistes lui expliquant que le seul lieu où l'opposition affiche un semblant d'unité, c'est l'Assemblée nationale.

Insensible à ces alertes, le premier ministre est demeuré fidèle à la ligne qu'il s'est fixée dès juin 1997 : les lois proposées répondent aux besoins de la société française ; leur diversité montre qu'il gouverne sans se soucier des échéances électorales futures. Aux députés, notamment socialistes, de s'adapter. Quant à lui, estimant n'avoir pas de souci à se faire au sujet du Parlement, il pouvait s'aventurer à sa guise sur le terrain présidentiel, comme ses déclarations sur les mutins de 1917 en ont donné l'exemple.

Depuis quelques jours, ce raisonnement n'a plus cours à l'hôtel Matignon. L'obstruction pratiquée par l'opposition lors de la deuxième discussion sur le PACS a montré que le gouvernement n'est pas à l'abri de difficultés à l'Assemblée nationale. Laurent Fabius l'a souligné, le 6 novembre, lors d'un déjeuner avec le premier ministre. Insistant sur la mauvaise humeur latente du groupe socialiste, il a conseillé à M. Jospin d'alléger son programme législatif.

### ÉVITER LA « SURCHAUFFE »

Le lendemain, lors d'une réunion des principaux dirigeants socialistes à Matignon, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a formulé une demande identique, soutenue par Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Soumis à ces pressions convergentes, le chef du gouvernement a rendu les armes. Pour ne pas risquer une « surchauffe » parlementaire, il a décidé de limiter autant que possible à trois jours – mardi, mercredi et jeudi – le travail des députés, répondant ainsi à une demande de M. Ayrault. Du coup, l'ambitieux programme du gouvernement doit être revu, et certaines lois reportées. Matignon demeure très discret sur cet éta-

lement. Pour M. Jospin, cette modification de stratégie correspond à ses intérêts immédiats. L'Assemblée nationale débattira, à partir du 24 novembre, de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. Un accord UDF-RPR-PS étant indispensable pour constituer une majorité, il importe d'instaurer le meilleur climat possible dans l'hémicycle, mais aussi dans les rapports avec l'Élysée, ce qui n'est pas étranger à l'annulation soudaine de l'entretien que M. Jospin avait prévu d'accorder jeudi à France-Info (Le Monde du 12 novembre).

Lors de leurs entretiens en tête à

tête, M. Jospin et M. Chirac se sont globalement entendus sur l'étendue des modifications à apporter au texte fondamental. Chacun convient, notamment, d'une extension limitée du droit de contrôle du Parlement sur les actes communautaires, prévu à l'article 38, alinéa 4 de la Constitution. Ils s'accordent aussi sur la nécessité d'un article additionnel à la ratification du traité, qui indiquerait le soul de la France d'une rénovation des institutions européennes préalable à tout élargissement. Le gouvernement a formalisé ces points d'accord dans un document que M. Jospin a re-

mis au chef de l'État, le 4 novembre.

Un seul sujet paraît encore faire divergence : faut-il donner au Parlement le droit d'intervenir, dans cinq ans, lorsqu'il faudra éventuellement déléguer aux autorités communautaires les pouvoirs nationaux en matière d'immigration et de droit d'asile ? M. Jospin y est plutôt hostile, par souci de ne pas altérer les équilibres actuels de la Constitution. M. Chirac semble plus ouvert, peut-être pour ne pas se couper de Philippe Séguin, qui réclame cette consultation (Le Monde du 6 novembre).

### SANS PAPIERS ET CHÔMEURS

Ce débat sur la ratification d'Amsterdam pourrait rebondir au sein du PS, où la Gauche socialiste a réuni cinq mille deux cents signatures pour l'organisation d'une consultation interne ; il va surtout faire resurgir les divergences au sein de la majorité « plurielle ». Les communistes, le Mouvement des citoyens et les Verts vont se distinguer. M. Jospin et la direction du PS ne s'en émeuvent pas, considérant que la page Amsterdam sera tournée lorsque commencera la campagne pour les élections européennes. Le débat pourra ainsi être centré sur l'après-Amsterdam, sur les nou-

velles étapes d'une « réorientation » de la construction européenne.

Cette sérénité repose aussi sur le bilan positif que les socialistes font des deux premiers mois de la session parlementaire, en dehors du « loupé » sur le PACS. Les craintes concernant l'attitude du PCF sur le vote du budget et de la loi de financement de la Sécurité sociale ne se sont pas confirmées : le choix de l'abstention par les communistes est bien passé, alors que les projets ont été peu amendés. Mais d'autres épreuves se profilent : la persistance d'une opposition entre M. Jospin, le PCF et les Verts sur la régularisation des sans-papiers et la perspective de nouvelles actions des mouvements de chômeurs au moment des fêtes de fin d'année.

Le PCF sera-t-il alors tenté d'accompagner cette revendication sociale ? M. Hollande et les socialistes insistent auprès du gouvernement pour que tous les décrets d'application de la loi contre l'exclusion – thème qui devait être évoqué, jeudi 12 novembre, lors de la réunion des ministres à l'hôtel Matignon – soient enfin publiés. A titre préventif.

Jean-Michel Apathie et Michel Noblecourt

### Critiques majoritaires sur le projet audiovisuel

Si le Parti socialiste a salué le projet de loi sur l'audiovisuel public, qui doit être examiné à l'Assemblée nationale les 15 et 17 décembre, comme « un acte décisif en faveur d'une offre télévisuelle publique », la majorité est critique sur le texte de Catherine Trautmann. Le 10 novembre, Jack Lang, président de la commission des affaires étrangères, a déclaré qu'« aucun remède n'est apporté au sous-financement chronique du service public » ; M. Lang s'inquiète aussi du « sort réservé aux chaînes privées et à la télévision du futur ».

Noël Mamère (Verts, Rhône) déplore qu'il n'y ait « pas d'engagement précis du gouvernement » sur l'avenir de l'audiovisuel privé. Michel Crépeau, président du groupe Radical, Citoyen, Vert, juge utile d'« aller plus loin dans la mise en place d'une télévision de service public, indifférente à l'audimat, financée par l'impôt ». Christian Cuvilliez (PCF, Seine-Maritime) estime que le projet « mérite d'être largement transformé ».

## La réforme de la justice victime des « nouvelles priorités »

LA VOLONTÉ de décongestionner le calendrier parlementaire et de s'en tenir, par conséquent, à trois jours de séance par semaine, conformément à l'esprit de la session unique, a conduit le gouvernement à « réviser de façon plus sélective les priorités législatives », selon l'expression utilisée au cabinet de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Si la loi sur l'aménagement du territoire, la loi d'orientation agricole, la réforme des caisses d'épargne, la ratification du traité d'Amsterdam figurent toujours parmi les textes qui doivent être « impérativement adoptés » avant la fin de la session, de même que les projets de loi sur l'audiovisuel, les polices municipales, le dopage, la sécurité routière ou la couverture-maladie universelle, il est désormais acquis que les différents volets de la réforme de la justice seront « étalés dans le temps ».

D'ici au 30 juin, le gouvernement prévoit un début d'examen du projet de loi sur l'intercommunalité, ainsi qu'une « suite » de l'examen des deux projets de loi sur le cumul des mandats, et de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité, n'excluant donc pas que ces textes ne soient pas définitivement adoptés

avant la fin de la session, le 30 juin 1999. Le projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, de même que le texte relatif aux relations entre les citoyens et l'administration, ne figurent pas parmi les priorités du nouveau calendrier.

### ÉPONGER LE RETARD PRIS PAR LE PACS

Les députés ne bénéficieront pas, dans l'immédiat, des bonnes résolutions du gouvernement. En effet, celui-ci a dû intégrer, dans un calendrier d'automne particulièrement chargé, le retard accumulé lors des débats sur le PACS. Après le rejet de la première version du texte, le 9 octobre, ce texte a déjà occupé trois jours de débats, les 3, 7 et 8 novembre ; et cela n'a même pas permis d'adopter l'article premier du texte. Face au refus des députés de la majorité de siéger à nouveau le week-end, le gouvernement a inscrit la suite de l'examen du texte à l'ordre du jour des mardi 1<sup>er</sup> et mercredi 2<sup>d</sup> décembre.

La première conséquence de ce nouveau retard est un report d'une semaine de la première lecture du projet de loi constitutionnelle sur la parité, qui sera examinée à l'Assemblée les 8 et

9 décembre. Le projet de loi relatif à la présomption d'innocence, qui devait être examiné à ces dates, est reporté « au début de l'année » prochaine. Compte tenu des « exercices obligés » de l'automne – loi de finances, loi de financement de la Sécurité sociale, collectif budgétaire de fin d'année – et du souci de préserver l'examen, les 24 et 25 novembre, de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, il ne reste plus beaucoup de « fenêtres » disponibles. Parmi d'autres navettes, la suite de la réforme du scrutin régional fait figure de priorité pour le gouvernement. Du 21 au 23 décembre, les députés examineront en première lecture le projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie, avant d'interrompre leurs travaux jusqu'au 17 janvier.

Une question reste en suspens : l'avenir des séances réservées, un vendredi par mois, à l'ordre du jour laissé à l'initiative des parlementaires. A l'hôtel de Lassay, on indique qu'il est de la seule compétence du gouvernement d'aménager l'ordre du jour prioritaire pour que ces textes puissent être discutés le jeudi.

Jean-Baptiste de Montvalon

## De l'art et de la manière de « câliner » ses partenaires

LES ÉLECTIONS européennes de juin 1999 placent la coalition gouvernementale dans une situation nouvelle : contrairement à celles de juin 1997 ou à celles de

### RÉCIT

Pour éviter les accrocs, il faut savoir montrer sa force et ménager les susceptibilités

mars 1998, Verts et communistes vont aller aux élections séparément et seront donc tentés de marquer leurs différences. D'où une « câlinothérapie » mise en place par les socialistes depuis la rentrée de septembre. Petits gestes symboliques, phrases qui bordent la polémique, piques contre les trublions... Tout est fait pour calmer le jeu.

● « Vaillant réunit, Jospin voit, Cambadélis discute, et Hollande dîne ». En un an, les partenaires ont appris à se connaître. La preuve : on écrit déjà des petits traités de la gauche « plurielle ». Jean-Christophe Cambadélis prépare un livre, Robert Hue travaille au sien. Néanmoins, depuis septembre, on a décidé de faire encore mieux connaissance. « Vaillant réunit, Jospin voit, Cambadélis discute, Hollande dîne », résume

un dirigeant du PS. Ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant réunit, tous les quinze jours, les présidents de groupe ou de sous-groupe de la majorité.

Il s'agit d'éviter que ne se reproduisent des épisodes comme celui du 24 juin, lorsque les députés communistes avaient démenti les propos rassurants de M. Hue en votant contre la réforme du mode de scrutin régional. Le groupe présidé par Alain Bocquet réclamait une baisse du seuil, fixé dans le projet de loi à 10 % des suffrages exprimés au premier tour, pour qu'une liste puisse se maintenir au second. Les négociations estivaes ont été fructueuses : le 4 novembre, la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui examinait le texte en deuxième lecture, a fixé la barre à 5 %.

Jospin « voit » : Dominique Voynet, Robert Hue, Jean-Michel Baylet. Le 15 octobre, il permet à ce dernier de se transformer en porte-parole de circonstance : après leur entretien, il charge le président du Parti radical de gauche de livrer à la nation l'analyse du premier ministre sur le mouvement lycéen. Porte-parole de la gauche « plurielle ». Numéro deux du PS, M. Cambadélis est prié de s'entretenir avec tous les « couteaux », seconds et troisièmes, des partis alliés. Il ne suffit

plus de « voir » M. Hue, il faut « voir », aussi, M. Bocquet, et Pierre Biotin, et Paul Lespagnol, explique-t-on au PS, en citant les principaux responsables de la Place du Colonel-Fabien. Au MDC, il faut rencontrer Georges Sarre et Michel Suchod. « Deux messages valent mieux qu'un », confirme l'entourage de Daniel Vaillant. François Hollande, lui, dîne régulièrement avec les premiers dirigeants.

● « DSK » et Martine Aubry aux petits soins des communistes. Dans cette famille « plurielle », les communistes sont les plus susceptibles. Les plus nombreux, aussi, à l'Assemblée nationale. Avant de présenter sa réforme de la Sécurité sociale, M. Aubry invitait ainsi Patrick Braouezec et Dominique Voynet à une petite fête intime, à la Braderie de Lille. Il y a une dizaine de jours, la ministre a rencontré M. Hue.

De son côté, Dominique Strauss-Kahn n'a pas compté sa peine : un débat sur la réforme du système financier international à la Fête de l'Humanité ; deux heures entières passées, le 17 octobre, au congrès de l'Association nationale des élus communistes et républicains (Anecr), à la Maison de la chimie. Le 19, il reçoit en personne, à Bercy, la délégation

conduite par M. Bocquet, venue lui remettre les 200 000 signatures de militants communistes sur des pétitions pour « ancrer le débat budgétaire à gauche ».

● « Nous aussi, on sait jouer à l'élastique ». « Avec les socialistes, il faut toujours jouer la technique de l'élastique : on tend et on relâche », avait dit M. Bocquet, le 23 septembre, aux journées parlementaires de Dieppe. Alors, les socialistes ont décidé de lui montrer qu'eux aussi savent tendre et relâcher. Bel exemple de cette « communication protéiforme », comme on l'appelle rue de Solferino : l'annonce de la sortie des négociations de l'AMI faite à M. Hue, après une question du secrétaire national du PCF, à l'Assemblée nationale. « On va leur montrer que, nous aussi, on sait jouer à l'élastique », explique l'un des organisateurs de cette petite démonstration de force : les Verts, qui, aux yeux des socialistes, s'y croient déjà un peu trop, avaient dû se contenter d'une réponse évasive, la veille, lorsque Yves Cochet avait posé la même question.

● Anticipations rationnelles et glissements sémantiques. M. Jospin avait prévenu d'emblée les chefs de parti de sa majorité, ses conseillers ont relayé l'avertissement auprès de chaque député : le premier ministre considérait

comme un grave accrocs un vote « contre » la partie recettes du budget. Chez les communistes, le glissement sémantique a eu lieu. « A sacraliser un vote ou au contraire à le banaliser, on perd de vue l'essentiel », avait prévenu M. Bocquet aux journées parlementaires de Dieppe. S'abstenir, en 1999, c'est comme voter contre en 1998. Et quand Guy Hermier, orateur du groupe communiste sur le budget de l'enseignement scolaire, explique devant les députés que « le budget de M. Allègre n'a pas grand-chose à voir avec une politique de gauche », L'Humanité ne rapporte pas ce gros mot.

● Quand Jacques Chirac aide les Verts et les communistes à sauver leur dignité. Tout se passe bien. Les menaces de vote « contre » se sont à chaque fois évanouies. Rarement, sans doute, Bercy aura aussi peu cédé aux députés de la majorité, socialistes compris. Une exception : le budget de la défense. Le 5 novembre, il a permis aux Verts et aux communistes de sauver la face. Comme Maxime Gremetz, le rapporteur communiste, Jean-Claude Sandrier, reste fermement opposé à l'abstention, malgré les efforts déployés par Alain Richard, qui l'a rencontré à plusieurs reprises. C'est finalement, l'opposition qui sauve le groupe communiste de la

division. Le 4 novembre, Jacques Chirac a reçu plusieurs députés RPR et UDF. La politique de défense étant d'abord « sa » politique, le président de la République a convaincu l'opposition de ne pas voter contre. Puisque le gouvernement peut compter sur l'abstention du RPR, les communistes et les Verts peuvent, tranquillement, faire leur bras d'honneur.

● Ce n'est pas gentil de « manger le copain ». Un autre écueil se profile à l'horizon : les élections européennes. Les Verts rêvent de griller le PCF, de devenir la deuxième force de la majorité, d'obtenir d'autres ministères, mais il ne faut surtout pas le dire. Dans cette querelle, le PS, c'est entendu, défendra M. Hue bec et ongles. D'ailleurs, qui a dit qu'une élection est une bataille ? « Le problème n'est pas de manger le copain », plaide M. Robert Hue. Plus lyrique, ou plus « tendance », Jean Glavany vante l'« aventure collective » et le « respect ». Daniel Cohn-Bendit, testant sa campagne devant des fédéralistes de droite dans un restaurant parisien, concède, le 3 novembre : « Robert Hue n'est pas stalinien, et je ne suis pas libéral ». Tout va bien dans le meilleur des mondes « pluriels ».

Récit du service France

27<sup>EME</sup> JOUR

Vendre  
des hom  
Eu

CHARD VIVANT

LA PIECE

35  
ANS

مكتبة



مكتبة من الصحف

REPRODUCTION INTERDITE

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998 / 7

27<sup>EME</sup> JOUR



Adresses,  
plan d'accès et  
services des magasins :  
tapez 3615 Carrefour  
(1,29 F la minute)

*Vendredi 13 novembre,*

*Carrefour met en vente  
des homards vivants à 40 F la pièce.  
Et aujourd'hui seulement.*

**HOMARD VIVANT**

Origine : Amérique du Nord.  
400 g minimum garanti, la pièce.

**40 F HOMARD  
VIVANT  
LA PIECE**

Il y en aura  
peut-être  
jusqu'à ce soir.  
On ne sait pas...

**35  
ANS**

*Avec Carrefour  
je positive!*



**ET DEMAIN ?...**



## Le gouvernement lance une campagne d'information sur l'euro

Dominique Strauss-Kahn rappelle que la monnaie unique est un « symbole exceptionnel d'identité européenne ». Le gouvernement entend répondre aux inquiétudes persistantes des Français sur la monnaie unique

Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, ainsi que le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, et le commissaire européen aux affaires économiques et financières, Yves Thibault de Silguy, ont présenté

conjointement, jeudi 12 novembre, les grandes lignes de la campagne d'information engagée par le gouvernement sur la mise en place de l'euro à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Cette campagne est destinée à informer le grand public des conditions pratiques de passage à la monnaie unique. Elle vise également à combattre les inquiétudes persistantes de l'opinion à l'égard de l'euro : si

58 % des Français se déclarent aujourd'hui favorables à la monnaie unique, ils sont également 53 % à envisager cette échéance avec inquiétude, notamment dans les milieux les moins favorisés.

J-50 : à cinquante jours du 1<sup>er</sup> janvier 1999, date à laquelle s'ouvre la période de transition de trois ans prévue pour la mise en place de l'euro, le gouvernement lance une nouvelle grande campagne de mobilisation baptisée « La France passe à l'euro ». « Loin d'être un renoncement, l'euro est un espoir de progrès économique et social et une conquête », a déclaré le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, en présentant, jeudi 12 novembre, les grandes axes de cette campagne, en compagnie du ministre délégué chargé des affaires européennes, Pierre Moscovici, et du commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, Yves Thibault de Silguy.

Rappelant que la monnaie unique est « un symbole exceptionnel d'identité européenne au quotidien », M. Strauss-Kahn a tenu à souligner « l'atout économique » que représente l'euro. « C'est l'instrument de maîtrise de la mondialisation », a-t-il assuré, car « ce sera le moyen pour les Européens de s'affirmer dans la gestion des affaires économiques mondiales ». « J'ai bon espoir », a poursuivi M. Strauss-Kahn, « que d'ici la fin de l'année, nous aurons décidé la manière dont les Européens s'exprimeront de façon unifiée sur la scène internationale, sur les sujets liés à l'euro bien sûr, mais plus largement sur l'ensemble des questions financières internationales ».

Expliquant que « l'euro qui va arriver est bien l'euro pour la croissance que le gouvernement français souhaite », le ministre de l'économie a indiqué que le débat européen avait « complètement chan-

gé » depuis un an et demi. Il a souligné que les politiques économiques et monétaires devaient être conduites « en vue de mobiliser le potentiel de croissance que recèle l'euro », en veillant toutefois « à ne pas compromettre la stabilité des prix et des taux de change ».

M. Strauss-Kahn a ajouté que l'euro a déjà commencé à jouer un rôle positif, les taux de change des onze pays de l'Euroland n'ayant pas bougé dans les turbulences financières récentes. Il a estimé cependant que « l'euro ne nous isole pas du reste du monde ». « Je ne suis pas favorable à une politique de change de l'euro fondée sur une douce insouciance européenne », a-t-il déclaré.

Insistant sur « l'ampleur » du changement provoqué par le passage à la monnaie unique, le ministre a jugé « essentiel d'inciter nos

concitoyens à ne pas attendre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour s'y habituer, même si les déclarations d'impôt ne basculeront à l'euro qu'en 2002 pour des raisons de simplicité ». Les pouvoirs publics se doivent de jouer un rôle moteur, a souligné M. Strauss-Kahn. Un effort spécifique sera consacré en direction des publics fragiles. Le gouvernement, qui a noué des partenariats avec ATD-Quart Monde et le Secours populaire français, « s'engage à distribuer à ces publics d'ici la fin 2001 une brochure ou un convertisseur franc/euro ». Par ailleurs, des observatoires départementaux de l'euro vont être mis en place. Enfin, un guide pratique de l'euro, tiré à 33 millions d'exemplaires, sera distribué dans toutes les boîtes à lettres dans les jours à venir.

Le lancement par le gouvernement d'une telle campagne n'est pas un luxe. Selon l'enquête de la Sofres, réalisée du 17 au 22 octobre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et rendue publique par le ministère de l'économie et des finances, il reste encore beaucoup à faire pour convaincre les Français des effets positifs de l'euro et lever leurs inquiétudes ou leur scepticisme.

### MEILLEURE CONNAISSANCE

Certes, depuis deux ans, la perspective de mise en place de l'euro s'est installée dans les esprits. 93 % des personnes interrogées sont désormais capables de citer spontanément le nom de la monnaie unique et 80 % (contre 21 % en octobre 1996) évaluent spontanément la valeur de l'euro entre 6 et 7 francs, soit un doublement en un an du niveau de connaissance. De même, 48 % des Français (contre

28 % il y a deux ans) considèrent aujourd'hui que le calendrier de mise en place de l'euro sera respecté, tandis que 40 % sont d'avis contraire. Enfin, 58 % des personnes interrogées se déclarent favorables à l'euro, contre 36 % qui y sont opposées.

Toutefois, ces éléments positifs sont sérieusement contrebalancés par l'inquiétude persistante de l'opinion à l'égard de la mise en place de la monnaie unique. Plus de la moitié des Français (53 %) déclarent voir venir cette échéance plutôt avec inquiétude (contre 40 % d'optimistes). Cette inquiétude est beaucoup plus sensible chez les femmes (65 %), chez les ouvriers et chez les Français à faible revenu (inférieur à 7500 francs par mois).

Caroline Monnot

## Le Sénat veut élaborer un « contre-budget »

PUISQUE le Sénat est le seul lieu où la droite reste majoritaire, le RPR, l'UDF et DL ont décidé de lancer à une attaque en règle contre le budget 1999 du gouvernement. C'est donc un « contre-budget », baptisé « alternatif de responsabilité et de confiance », qui devrait être systématiquement présenté en contrepoint du projet de loi de finances, discuté à partir du 19 novembre.

En présentant, jeudi 12 novembre, son rapport devant la commission des finances du Sénat, le rapporteur général, Philippe Marini (RPR), a surtout offert une analyse sévère du projet de loi de finances. « Ce n'est pas tant l'hypothèse de croissance qui est en cause, que le fait que le gouvernement en fasse entièrement dépendre l'amélioration de nos finances publiques », estime M. Marini. Selon lui, le gouver-

nement table surtout sur des augmentations de recettes, très sensibles à la conjoncture, qu'il s'agisse de la TVA, de l'impôt sur les sociétés ou de la taxe sur les produits pétroliers.

Le rapporteur général souligne le flou des évaluations sur le coût du passage aux 35 heures et affirme que le coût des emplois-jeunes a été minoré. « L'enveloppe budgétaire actuelle, telle qu'elle figure dans le projet de loi de finances, ne permettra pas de financer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, le recrutement des 100 000 nouveaux emplois-jeunes qui correspondent à l'objectif que s'est fixé le gouvernement pour 1999 », explique le sénateur de l'Oise, en estimant, tableaux à l'appui, que la sous-évaluation du dispositif est « à peu près de 4,5 milliards de francs ». Enfin, la critique de l'évaluation des ressources des collectivités locales laisse augu-

rer de ce qui attend le gouvernement sur la réforme de la taxe professionnelle, un des piliers du budget 1999, que la droite a combattue à l'Assemblée. « La réforme porte en elle la démolition programmée du principal impôt local », affirme le rapporteur. La droite devrait trouver le soutien d'un sénateur socialiste, Michel Charasse, qui a déjà fait savoir son opposition à cette réforme.

Si les sénateurs de droite entendent proposer des réductions de dépenses dans bon nombre de ministères, ils épargnent notamment les ministères de la Justice, des affaires étrangères ou de la défense : trois ministères que Jacques Chirac considère comme relevant du domaine « partagé » avec le gouvernement.

Raphaële Bacqué

## L'Insee observe une inégalité croissante de revenus entre les générations

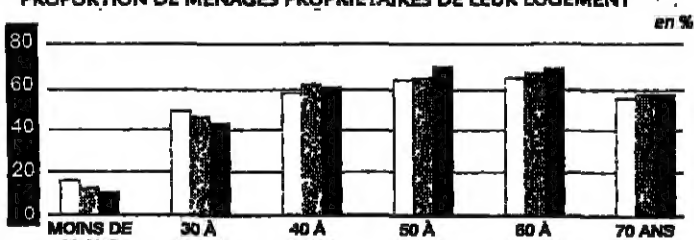
HEUREUX les vieux, car le patrimoine est à eux ! Ainsi pourrait-on résumer, grossièrement, l'un des points forts de l'enquête de l'Insee sur les revenus et le patrimoine des ménages », publiée mardi 10 novembre (collection « Synthèses », n° 19). Si l'on assiste, depuis vingt ans, à « un mouvement général d'enrichissement », et si ce patrimoine s'est considérablement transformé au cours des vingt dernières années avec l'intérêt croissant des Français pour les placements financiers, les personnes âgées s'enrichissent plus vite que les jeunes : la proportion de ménages possédant un logement ou une épargne en Bourse a augmenté chez les plus de cinquante ans, alors qu'elle stagnait pour les moins de cinquante ans et reculait même chez les jeunes de moins de trente ans.

L'Insee confirme, ainsi, ce que le fameux ascenseur social qui veut qu'une génération soit plus aisée que la précédente, est en panne depuis le début des années 80 : les générations d'avant 1945 disposent d'un niveau de revenus et d'un patrimoine supérieurs à celui des générations suivantes, ce qui n'est pas vrai des générations nées après la seconde guerre mondiale. A l'inverse des années 70, où la croissance des revenus concernait toutes les tranches d'âge, on assiste à un changement depuis près de vingt ans : « Pour les plus âgés, le revenu poursuit sa progression, tandis qu'il cesse de croître pour les plus jeunes ». Autrement dit, les ménages de 25-35 ans ont, aujourd'hui, le même revenu (par unité de consommation et en francs constants) que ceux qui avaient le même âge il y a dix ou vingt ans.

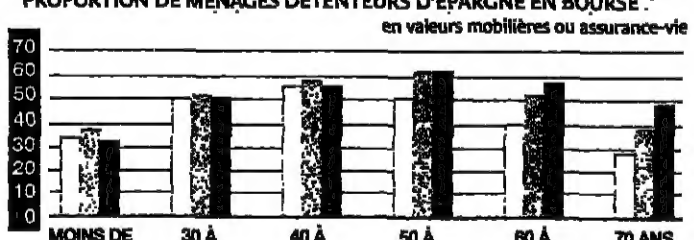
Un « constat identique » vaut pour le patrimoine, puisqu'il progresse chez les plus âgés et stagne chez les plus jeunes, ce qui entraîne une dégradation de la position de ces derniers dans l'échelle des revenus. L'Insee juge d'ailleurs « frappant » que, contrairement à une idée reçue, le patrimoine continue de s'accroître en fin de vie, sans doute sous l'effet d'une moindre consommation, de bons rendements des placements financiers et d'une inquiétude en l'avenir qui pousse à épargner. Il n'en

### La position relative des jeunes se dégrade

PROPORTION DE MÉNAGES PROPRIÉTAIRES DE LEUR LOGEMENT en %



PROPORTION DE MÉNAGES DÉTENTEURS D'ÉPARGNE EN BOURSE en valeurs mobilières ou assurance-vie



Tout indique que, dans l'échelle des revenus, la position relative des jeunes par rapport aux personnes âgées s'est dégradée depuis une vingtaine d'années. Alors qu'une génération était en général plus riche que la précédente, ce n'est plus vrai depuis celles qui sont nées après 1945. Cette différence se mesure au niveau des revenus et du patrimoine (logement, valeurs mobilières).

demeure pas moins, selon l'Insee, que de plus en plus de Français disposent d'un patrimoine.

L'Insee, qui a suivi l'évolution du patrimoine de plusieurs généra-

tions (par « tranches » de cinq ans), souligne qu'il y a vingt ans 10 % des ménages ne possédaient ni actifs financiers ni logement ; cette proportion est désormais de

6 %. Plus de neuf ménages sur dix possèdent un plan ou un livret d'épargne, des valeurs mobilières (actions, obligations, etc.), ou un contrat d'assurance-vie. Un ménage sur deux a désormais de l'épargne placée en Bourse, soit une proportion équivalente à celle des ménages qui sont propriétaires de leur résidence principale (54 %).

Le nombre de propriétaires de leur logement s'est stabilisé depuis une dizaine d'années, et l'on n'acquiert plus son logement au même moment. « Les ménages de plus de cinquante ans possèdent plus souvent qu'avant leur logement, note l'enquête, tandis que les jeunes générations sont moins nombreuses que leurs aînés à accéder à la propriété de leur résidence principale avant quarante ans » (voir graphique). Ce phénomène s'explique, notamment, par le niveau élevé des prix immobiliers et des taux d'intérêt au début des années 90, qui ont dissuadé beaucoup de jeunes ménages de s'endetter pour accéder à la propriété.

A la crainte du chômage et aux incertitudes pesant sur le rendement des régimes de retraite par répartition s'est ajoutée la diversification de l'offre de produits pour pousser les Français à se constituer un patrimoine financier, même s'il est souvent modeste. Un ménage sur huit seulement détient des actions en direct (25 % aux États-

Jean-Michel Bezat

## La commémoration du 11 Novembre éclipse la polémique sur les mutins de 1917

LA CÉLÉBRATION des liens historiques entre la Grande-Bretagne et la France, symbolisés par la venue en France de la reine Elisabeth, ont dominé la commémoration officielle de l'armistice du 11 novembre 1918. La polémique sur les mutins de 1917, qui a troublé la cohabitation entre Jacques Chirac et Lionel Jospin ces derniers jours, s'en est trouvée opportunément reléguée au second plan, dérobée par le souvenir des combats et des souffrances endurées ensemble par les soldats des deux pays, mais aussi par l'évocation de Winston Churchill et de Charles de Gaulle.

La reine d'Angleterre a été associée, aux côtés du président de la République et en présence du pre-

mier ministre, à toutes les cérémonies officielles. A l'Arc de triomphe, au pied de la statue de Georges Clemenceau, puis au déjeuner offert à l'Elysée, les deux chefs d'Etat ne se sont pas quittés. En début d'après-midi, c'est encore ensemble qu'ils ont dévoilé le statut de Winston Churchill, situé près du Petit Palais. Dans une allocution réunissant dans un même hommage Winston Churchill et le général de Gaulle, M. Chirac a déclaré : « Cette solidarité indéfectible entre la Grande-Bretagne et la France, entre la Grande-Bretagne et le continent, n'est pas pour Churchill un fait exceptionnel limité au temps des grands périls. Elle est indélébile ».

Mercrredi, Alain Juppé fut le seul à évoquer la polémique sur les mutins de 1917. En marge des cérémonies à Bordeaux, l'ancien premier ministre a souligné que ce sujet ne fasse pas l'objet d'« opérations politiques ». « C'est vrai qu'il y a parfois du courage à refuser d'appliquer des ordres absurdes, mais n'oublions pas qu'il y a aussi de l'héroïsme à les appliquer et c'est cet héroïsme-là qui nous a permis de sauver notre liberté et notre patrie », a-t-il ajouté. A la même heure, à Riom (Puy-de-Dôme), une cinquantaine de personnes participaient au dépôt d'une gerbe de fleurs devant le monument dédié aux mutins fusillés (Le Monde du 12 novembre). L'atmosphère était nettement

## La vignette automobile 1999 est mise en vente jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre

LA VIGNETTE automobile 1999, de couleur bleue, est en vente, du jeudi 12 novembre au mardi 1<sup>er</sup> décembre, chez les débiteurs de tabac, dans les recettes locales des impôts et les recettes des douanes. Elle affiche un prix moyen de 523 francs pour la catégorie de voitures la plus courante (5 à 7 chevaux), soit une hausse moyenne de 0,54 %. Ce sont les parisiens qui subiront la plus faible augmentation ainsi que les habitants du Lot, de la Guadeloupe et du Var. Les tarifs restent inchangés dans 58 départements et régressent dans 5 autres (Ardenne, Cantal, Lot-et-Garonne, Seine-et-Marne et Vienne).

Cette année, la Marnes, qui reste un des départements les moins chers, ne pourra plus être utilisée comme « paradis fiscal », car, depuis le mois de mai, les entreprises sont tenues d'immatriculer leurs véhicules dans le département de leur lieu de rattachement.

### DÉPÊCHES

■ **PRÉRETRAITES** : une proposition de loi destinée à prolonger le dispositif de l'ARPE (pré-retraite contre embauche) et à l'étendre à tout salarié totalisant 160 trimestres (40 années) de cotisations a été émise, mardi 10 novembre, par les députés socialistes. Selon le dispositif actuel, un salarié peut partir en retraite anticipée, lorsqu'il a cotisé pendant 172 trimestres, sans condition d'âge, ou quand il a cotisé pendant 160 trimestres à la Sécurité sociale. Le Medef (ex-CNPF) doit se prononcer sur le maintien et l'extension de l'ARPE, le 16 novembre, avant d'entamer des discussions avec les syndicats.

■ **ASSURANCE-MALADIE** : Gilles Johanet, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam), est favorable à une modulation des remboursements pour inciter les patients à recourir à un médecin généraliste dit référent. « Un patient inscrit chez un référent, et qui désire consulter un autre généraliste, devra être moins bien remboursé », explique-t-il, dans un entretien accordé à l'Impact Médical Hebdo daté du vendredi 13 novembre. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a en revanche, déclaré mardi 10 novembre, que « le gouvernement n'a pas l'intention de limiter les remboursements ou faire payer différemment les malades selon le choix du médecin qu'ils comptent réaliser ».

■ **CHÔMEURS** : les comités de chômeurs CGT vont manifester le 3 décembre en France, notamment à Marseille, pour obtenir des mesures en faveur de l'emploi et une prime de 3 000 francs pour chaque chômeur d'ici à Noël, a déclaré, mardi 10 novembre, François Desanti, secrétaire national des comités. Lors de leurs assises nationales, le 15 octobre, à Caen, les comités de chômeurs CGT avaient décrété une semaine nationale d'action, du 30 novembre au 4 décembre.

■ **CGT** : Louis Vianet a déclaré, mardi 10 novembre, que sa confédération « jugerait sur pièce » un éventuel projet de gouvernement instituant des fonds de pension publics qui complèteraient, sous diverses conditions, le système de retraite par répartition. S'il s'agit de « compléter » le système existant, « alors on regarderait », a indiqué le secrétaire général de la CGT, sur Europe 1.

■ **FRONT NATIONAL** : Bruno Mégret, délégué général du Front national, déclare, dans un entretien publié par Le Figaro du 12 novembre, que « la principale trahison, c'est d'enfermer le Front national dans une position éternelle, qui rendrait ses idées stériles ». Il répond ainsi à Marie-France Stirbois, membre du bureau politique, qui évoquait récemment les « traîtres » qui veulent transformer le FN en un « grand parti conservateur ». Pour M. Mégret, le FN doit arriver au pouvoir pour « appliquer l'intégralité de son programme ».

### SOLIDARITÉ

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.

Le Secours populaire français lance une campagne de solidarité pour les personnes âgées.



سكس من الاجل

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

**SOLIDARITÉ** Un rapport d'étape préfigurant des contrats de ville d'un type nouveau, dès l'an 2000, vient d'être remis au ministre délégué à la ville, Claude Bartolone.

Rédigé par Georges Cavallier, ancien directeur de cabinet de Bernard Tapie, ce document devrait inspirer les orientations qui seront annoncées au mois de décembre, lors d'un

Conseil interministériel des villes (CIV). M. CAVALLIER estime que « l'échelle territoriale pertinente du contrat de ville est celle de l'agglomération urbaine ». ● LA PREMIÈRE

génération de contrats est née en 1993 et concerne 1 300 quartiers situés dans 750 communes au sein de 250 agglomérations. ● DANS un entretien accordé au Monde, M. Bartolone

précise qu'il faudra bien pénaliser les villes qui n'accepteront pas de rentrer dans une logique de solidarité urbaine, « notamment financièrement ».

# L'agglomération, nouveau périmètre des futurs contrats de ville

Un rapport d'étape remis au ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, affirme qu'il convient de dépasser « une politique locale et catégorielle de traitement d'urgence des quartiers en crise ». Ce document a été rédigé par Georges Cavallier, ancien directeur de cabinet de Bernard Tapie

LA RELANCE de la politique de la ville devrait, d'ici quelques semaines, prendre enfin un tour opérationnel. Comme le gouvernement s'y était engagé lors du Conseil interministériel des villes (CIV) du 30 juin, le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, annoncera, à l'occasion du prochain CIV, à la mi-décembre, les orientations retenues pour les futurs contrats de ville qui doivent être négociés entre l'Etat et les collectivités locales tout au long de l'année 1999 et mis en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Les 214 contrats en cours viennent à expiration cette année. Mais le gouvernement avait décidé, le 30 juin, de les prolonger d'un an pour faire coïncider la préparation des futurs contrats avec le nouveau plan Etat-Région (2000-2006).

Héritiers de la politique de développement social des quartiers (DSQ) du début des années 80, les contrats de ville en cours, négoc-

ciés en 1993, sont censés organiser les efforts financiers ciblés et engagés conjointement par l'Etat et les collectivités locales. En réalité, ce dispositif, inventé par la gauche en 1992 mais mis en œuvre par la droite à partir de 1993, n'est pas parvenu à impulser le réajustement attendu en faveur des territoires en difficulté.

### PAS DE RUPTURE FRANCHE

Suite aux propositions de Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans, dans son rapport remis au gouvernement en février, une « mission de préfiguration » des nouveaux contrats avait été confiée le 30 juin à Georges Cavallier, ingénieur des Ponts et Chaussées et ancien directeur de cabinet de Bernard Tapie lorsqu'il était ministre de la ville. Le rapport d'étape de la mission, qui vient d'être remis à Claude Bartolone, devrait largement inspirer les orientations qui seront annoncées lors du CIV de décembre.

Dans ce document, Georges Cavallier ne propose pas de rupture franche avec le dispositif actuel mais une sérieuse augmentation des ambitions ainsi qu'un changement radical d'échelle et de niveau d'intervention. La première des vingt propositions adressées au ministre est sans équivoque et résume la philosophie d'ensemble déjà exprimée dans le rapport Sueur. « L'échelle territoriale pertinente du contrat de ville est celle de l'agglomération urbaine dès lors que le contrat n'est pas seulement destiné à mettre en œuvre une politique localisée et catégorielle de traitement d'urgence des quartiers en crise, mais qu'il doit aussi constituer un véritable contrat global de solidarité urbaine ».

L'autre idée force porte sur la géographie des futurs contrats. Elle ne doit plus être, insiste M. Cavallier, dessinée « a priori et depuis Paris », mais s'imposer « par le bas » en fonction « de la mobilisation des acteurs locaux, de

leur capacité à coopérer et de la qualité de leurs projets ».

Les contrats actuels, analyse Georges Cavallier, ont souffert d'un manque de soutien politique et de vision stratégique à long terme, accentué par la rupture provoquée par le changement de gouvernement de mars 1993. Les différentes responsabilités se sont dissoutes dans une maîtrise d'ouvrage « molle », il y a eu, aussi, confusion « entre stratégie et programmes », « approximation dans la répartition des responsabilités entre signataires » absence, enfin, d'engagement financiers « clairs » de l'Etat comme des collectivités locales.

### UN SYSTÈME À DEUX ÉTAGES

Ces dysfonctionnements incitent, selon Georges Cavallier, à une véritable rénovation de la démarche contractuelle. Il propose un système à deux étages que Claude Bartolone reprend à son compte. Un contrat-cadre, « politique et stratégique » sera signé à l'échelle de l'agglomération entre l'Etat et le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). « Sujet à d'éventuelles révisions » il fixera, sur une longue période, les grandes orientations. S'y ajouteront des « contrats particuliers » engageant des partenaires multiples (mairies, conseils généraux, conseils régionaux, bailleurs sociaux) mais « essentiellement territoriaux » et exceptionnellement thématiques et pouvant être conclus pendant toute la période d'application du contrat-cadre.

Sans entrer véritablement dans le détail des contenus - qui devraient être précisés lors du CIV de décembre - le rapport met en relief quelques points de passage obligés : reconstitution de l'offre d'habitat existante, accès aux différents services urbains, égalité

devant le service public, prévention de la délinquance et intégration des étrangers relèveront de l'échelon supérieur de l'agglomération. L'accompagnement social et culturel, le renforcement de la participation des habitants et la réhabilitation de logements se feront, en revanche, à l'échelle du quartier.

Cette nouvelle ambition pour les contrats de ville bute, toutefois, sur plusieurs difficultés. Liées au calendrier législatif, d'abord. Les nouveaux contrats de ville ainsi reformatés doivent, selon M. Cavallier, constituer le « noyau dur » et le « volet solidarité » des futurs contrats d'agglomération prévus dans le projet de loi sur l'aménagement du territoire qui devrait être débattu par le Parlement au printemps. Quant au principe d'intercommunalité, sa crédibilité dépendra largement du sort qui sera réservé à un autre projet de loi « relatif à l'organisation urbaine » qui vient juste d'être adopté par le gouvernement. Ce projet de loi, élaboré par le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, propose d'inciter financièrement les communes au regroupement en « communautés d'agglomération », dotée d'une taxe professionnelle

unique. Ces problèmes de calendrier obligent M. Cavallier à prier pour que les deux démarches - contrats de ville et contrats d'agglomération - « se rejoignent et s'intègrent explicitement, le moment venu », ce que rien, en fait, ne garantit.

L'autre difficulté tient au financement des futurs contrats. Dans le nouveau scénario, c'est « a posteriori », souligne le rapport, que l'Etat doit dimensionner son effort financier. Il lui faudra finement adapter sa réponse à l'importance relative des problèmes locaux. Le financement de base des contrats, souligne encore le rapport, doit être celui des actions ordinaires de l'Etat explicitement redéployées éventuellement « dopées » pour favoriser certaines actions.

Georges Cavallier évoque toutefois la difficulté à convaincre certaines communes d'adhérer dans une démarche de solidarité urbaine, simplement parce qu'elles ont « plus à perdre qu'à gagner ». Pour créer l'élan attendu d'ici la fin de 1999, le gouvernement devra, dès la mi-décembre, énoncer clairement les contraintes - ou les sanctions - auxquelles devront faire face les réfractaires.

C. G.

## Mille trois cents quartiers concernés depuis 1993

● **Chronologie.** Le contrat de ville est un programme d'actions, en principe intercommunales, élaboré conjointement par une ou plusieurs collectivités locales et l'Etat. La première génération de contrats de ville est née en 1993, pour la période 1994-1998 du XI<sup>e</sup> Plan. Le gouvernement a décidé, lors du Conseil interministériel des villes (CIV) du 30 juin, de les prolonger jusqu'à la fin de 1999, afin qu'ils soient négociés dans le cadre des prochains contrats de plan Etat-régions (2000-2006).

● **Fonctionnement.** 215 contrats ont été signés en 1993-1994, dont 59 en Ile-de-France. Ils concernent 1 300 quartiers, situés dans 750 communes, au sein de 215

agglomérations. Leur contenu est en principe axé sur quatre thèmes : le cadre de vie et l'habitat, l'accès aux services publics, le développement économique, la prévention de la délinquance. Malgré les directives adressées en 1993 aux préfets pour privilégier « la dimension de l'agglomération » dans la définition du périmètre des contrats, 40 % des contrats de ville ne concernent qu'une seule commune. En Ile-de-France, 13 seulement des 58 contrats signés sont intercommunaux, « la mutualisation recherchée par l'Etat n'ayant été proposée qu'aux territoires pauvres », comme l'a souligné le rapport de Jean-Pierre Sueur, remis au gouvernement en février 1998. Sur les 215 contrats de

ville, 75 ont été cosignés par 49 conseils généraux et 41 seulement ont été cosignés par des organismes HLM.

● **Etat des lieux.** Le rapport Sueur a dressé un bilan sans complaisance des limites du dispositif : diagnostic des situations « superficiel », « formulation d'objectifs flous », « logique de guichet » des différents partenaires, dispositif d'évaluation, enfin, « largement insuffisant ». Selon l'état des lieux établi par la délégation interministérielle à la ville (DIV), en 1995, un tiers des contrats de ville fonctionnaient conformément aux principes énoncés à l'échelon national, un tiers bénéficiaient d'une dynamique jugée « moyenne », le dernier tiers était « en panne ».

## Les dérives d'un centre de rééducation « par le luxe »

Le ministère de la solidarité évoque « une association d'escrocs qui bénéficiait de protections »

POUR l'Institut des Tournelles à Hauteville (Seine-et-Marne), la rééducation d'enfants inadaptés par « le luxe et le merveilleux », c'est terminé : le préfet de région a nommé, mercredi 7 octobre, une nouvelle équipe pour assumer la gestion du prestigieux centre médico-social, où sont accueillis une cinquantaine de garçons âgés de sept à dix-huit ans souffrant de « troubles du comportement et de la personnalité ».

En transférant autoritairement la direction de l'Institut à l'association Entr'aide universitaire, une filiale du groupe d'assurances MAE à la tête d'une cinquantaine de centres de rééducation pour jeunes, les pouvoirs publics infligent un nouveau camouflet aux cadres de l'association les Tournelles, brutalement mis à l'écart par un arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre ordonnant la fermeture provisoire de l'établissement et la nomination d'un administrateur chargé d'assurer l'intérim.

Ces décisions, personnellement soutenues par le ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, interviennent un an après la mise en examen, le 12 septembre 1997, pour viols et agressions sexuelles sur des mineurs de Robert Megel, l'ancien directeur des Tournelles, écarté puis remis en liberté cinq jours plus tard sous contrôle judiciaire avec interdiction de revenir à l'Institut. Elles reprennent à la lettre les recommandations formulées dans un rapport accablant rédigé conjointement par les inspections générales des affaires sociales (IGAS) et des services judiciaires, remis à la fin du mois d'août à Cyrille Schott, le préfet de Seine-et-Marne.

Dans ce document volumineux, les enquêteurs dénoncent « la dé-

rive du projet éducatif » des Tournelles, un « projet expérimental » d'éducation par le beau et le luxe entrepris il y a vingt ans par M. Megel. Celui-ci devait permettre la réadaptation sociale des pensionnaires à travers des conditions et un cadre de vie exceptionnels : les jeunes inadaptés, logés dans un « hôtel » aux normes d'un quatre étoiles construit pour 17 millions de francs au cœur d'un parc boisé de 15 hectares, bénéficiaient ainsi de séjours à l'étranger, de vacances au Club Med, de cadeaux somptueux ou de soirées dans des palaces parisiens (Lido, Carlton, restaurant Ledoyen) pour plusieurs dizaines de milliers de francs. « Ce projet a été mis en œuvre de façon stéréotypée par une équipe instable, faite de jeunes recrutés sans formation jusque dans des bars marocains », indique le rapport.

### LARGE MÉDIATISATION

Les enquêteurs analysent ensuite « la dérive financière et immobilière » de l'association des Tournelles et l'utilisation du système « à des fins personnelles ». « Le principal, mais non le seul bénéficiaire, était M. Megel, qui s'est assuré un train de vie fastueux aux Tournelles pendant vingt ans, note le rapport. Ces bénéficiaires ont usé et abusé aussi bien des fonds publics provenant du budget de l'Institut que des dons d'entreprises, d'un legs (de 35 millions de francs) et de ses revenus. (...) Les enfants ont bien davantage été utilisés pour servir le système financier immobilier et les intérêts personnels que l'inverse ».

Les inspecteurs expliquent par ailleurs comment l'Institut, qui jouissait d'une très large médiatisation et d'un exceptionnel réseau relationnel, a pu bénéficier pen-

dant longtemps d'une certaine impunité, grâce aux membres prestigieux de son conseil d'administration où siégeaient plusieurs hauts fonctionnaires, magistrats et des chefs d'entreprise. M. Megel, fonctionnaire détaché de la Protection judiciaire de la jeunesse, « avait conservé de nombreuses relations au sein même du ministère de la justice, observent les enquêteurs. Lui-même et les membres du conseil d'administration ont su promouvoir l'établissement des Tournelles auprès de cette administration où il semble avoir été considéré pendant plusieurs années comme un établissement modèle en raison de l'originalité de son programme éducatif ».

Malgré la nomination, en avril, d'une nouvelle équipe dirigeante à la tête de l'association, le préfet de Seine-et-Marne a estimé qu'il n'y avait pas eu « de rupture suffisante avec tout ce qu'il y a eu de critique dans le passé » pour lui laisser la gestion de l'Institut. Le préfet reproche entre autres aux cadres de l'association l'habitude d'avoir toujours eu recours à des relations dépassant le cadre départemental pour contourner les contrôles locaux. Il en veut pour preuve une lettre adressée le 22 avril au premier ministre, dans laquelle Philippe Sauzay, conseiller d'Etat, ancien administrateur nommé président de l'association des Tournelles en avril, se plaint de « l'agitation de l'administration locale ». « C'est une association d'escrocs, qui bénéficiait d'un certain nombre de protections », résume-t-on au cabinet de M<sup>me</sup> Aubry.

M. Sauzay dénonce pour sa part une « situation choquante et injuste », souligne les nombreuses erreurs contenues dans le rapport et les « allégations à la limite de la

diffamation ». Rappelant les divers services de la DDASS et des services fiscaux dont l'Institut a pu faire l'objet dans le passé, il dénonce une procédure « totalement illégale ». « Une voie de fait qui a pour objet de dépouiller l'association des Tournelles de tous ses biens », évalués par l'IGAS à 80 millions de francs.

### CHASSE AUX SORCIÈRES

Il s'agit enfin de l'enquête n'ait abordé à aucun moment le sujet des pratiques pédophiles, à propos desquelles des rumeurs ont commencé à circuler dès 1996 ; après plusieurs lettres de dénonciation envoyées par des anciens pensionnaires, une plainte a été déposée en mai 1997 par un jeune de dix-sept ans affirmant avoir été violé à plusieurs reprises par M. Megel. « Cette procédure indigne des représentants de l'Etat est une chasse aux sorcières sur un fond de rumeurs non étalées et de relents d'affaire Dutroux, alors que la seule personne mise en cause a quitté l'établissement depuis un an », ajoute Jean-Marc Borello, représentant de l'association.

Le 6 octobre, le parquet de Meaux a ouvert une enquête préliminaire pour abus de biens sociaux, abus de crédit et abus de pouvoir, afin de « vérifier les informations du rapport ministériel ». De son côté, l'association des Tournelles a déposé un recours devant le tribunal administratif pour contester l'arrêté préfectoral lui retirant la gestion de l'Institut. Elle a aussi procédé à un renouvellement de ses cadres ; Philippe Sauzay a dû récemment céder sa place de président à un jeune financier de vingt-cinq ans.

Alexandre Garcia

## TROIS QUESTIONS À... CLAUDE BARTOLONE

1 En tant que ministre délégué à la ville, vous demandez au maire de « tirer les premiers » et de s'inscrire dans une logique résolument intercommunale alors que les deux projets de loi censés organiser ce nouveau cadre ne sont pas votés. Les élus ne vont-ils pas attendre pour s'engager ?

Les élus ont déjà une pratique des contrats de ville. Et c'est, en fait, l'Etat qui a tiré le premier. Le gouvernement, en augmentant d'un tiers l'ensemble des financements de la politique de la ville, a donné le signal de la mobilisation. Mais nous demandons maintenant aux élus de définir un projet politique de solidarité pour leur territoire. Ce sera l'objet du projet de loi présenté en commun par l'ensemble des responsables des collectivités locales concernées. Ce sera à eux, avec l'Etat, de valider les programmes d'action à mettre en œuvre dans les sites prioritaires.

2 Le travail intercommunal sera-t-il un préalable à la signature des contrats ?

Rien ne sera figé. Pour un certain nombre de zones géographiques, en région parisienne, par exemple, l'agglomération n'est pas toujours le périmètre pertinent. Le projet de loi Chevènement prévoit des incitations

financières à l'intercommunalité mais dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants seulement. Pour les autres, et notamment les petites villes qui connaissent des difficultés qu'il va falloir prendre en compte, l'action pourra se situer au niveau communal.

3 Que se passera-t-il pour les villes qui refuseront d'entrer dans cette logique de solidarité urbaine ?

Il faudra bien qu'elles soient pénalisées, notamment financièrement quand elles refusent de construire du logement social. Il faut lever ce blocage par la loi si la persuasion ne marche pas. La loi d'orientation sur la ville (LOV) mériterait d'être renforcée. Il y aura aussi obligation pour le gouvernement de donner plus de force à la péréquation fiscale et financière entre communes riches et communes pauvres. La troisième clé, ce sont les crédits propres de la politique de la ville mais aussi, et surtout, les crédits communs des ministères. C'est là qu'est le vrai gisement. La bonne politique, c'est amener les différents ministères à s'engager en faveur du renouvellement urbain dans le cadre de leurs crédits propres. La politique de la ville a souvent joué, jusqu'ici, un rôle d'amortisseur social, elle doit devenir un moteur social de développement.

Propos recueillis par Christine Garin

**Télécommunications d'Entreprise**

**Ne vous contentez plus des standards existants**



**COLT**

11400 0 803 805 803



## Le CHU de Clermont-Ferrand devra recenser tous les personnels exposés à l'amiante

La recherche, ordonnée par la justice, est étendue aux intervenants extérieurs ayant travaillé sur le site

Le juge des référés du tribunal de Clermont-Ferrand a ordonné, mardi 10 novembre, à la demande de la CGT, une expertise qui devra établir

la liste de toutes les personnes ayant été professionnellement en contact avec l'amiante au sein du CHU de Clermont-Ferrand. Ce recensement

s'étendra à tous les intervenants extérieurs ayant pénétré dans l'enceinte du bâtiment pour des travaux d'entretien ou de maintenance.

**CLERMONT-FERRAND** de notre correspondant. Le juge des référés du tribunal de Clermont-Ferrand a donné satisfaction à l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme et au syndicat CGT du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Clermont-Ferrand en ordonnant, mardi 10 novembre, une expertise qui devra établir la liste de toutes les personnes ayant été professionnellement en contact avec l'amiante au sein de l'établissement.

Les syndicalistes ont immédiatement salué cette décision : « Pour la première fois, des salariés qui ont travaillé dans l'environnement de l'amiante vont pouvoir être recensés et, de ce fait, pourront faire valoir leurs droits pour le préjudice subi. » Le juge a en outre ordonné que les frais de cette expertise incombent à la direction.

Le recensement des personnes exposées à la fibre minérale cancérogène ne se limitera pas aux personnels hospitaliers mais s'étendra à tous les intervenants extérieurs ayant pénétré dans l'enceinte du CHU pour l'entretien ou la maintenance.

C'est là que réside l'intérêt de cette expertise, selon l'avocat de la CGT, M. Jean-Paul Teissou. Selon lui, « le rapport remis à Martine Aubry par le professeur Claude Got en août pointait cette catégorie de victimes, complètement négligées jusqu'à présent. Ce sont souvent les salariés d'entreprises du bâtiment qui ont percé les foyers pour des travaux de réparation, qui ont été amenés à inhaler des poussières d'amiante dans des conditions ayant entraîné vingt,

trente ou quarante ans plus tard, le déclenchement de maladies graves, de cancers broncho-pulmonaires et de mésothéliomes ».

Le scandale de l'amiante prend là toute sa dimension. De nombreuses victimes ont en effet été exposées de façon occasionnelle,

cons d'amiante, sans omettre les stagiaires ou les personnels à statut précaire. Le recensement doit permettre d'identifier les victimes potentielles, ce qui faciliterait le dossier complexe et douloureux de leur reconnaissance en maladie professionnelle et de leur in-

pourrait bénéficier d'un suivi post-professionnel, et qu'elles disposent de tous les recours nécessaires pour faire reconnaître leur maladie si elle se déclenche. »

Les bâtiments du centre hospitalier régional de Clermont-Ferrand ont été construits et floqués en deux tranches, en 1960 et en 1964. La direction est aujourd'hui confrontée à un important chantier de désamiantage. Elle affirme qu'elle n'a jamais minimisé les dangers de l'amiante, au point d'avoir récemment porté plainte contre deux entreprises de défonçage jugées responsables d'incidents et de dysfonctionnements.

Depuis plusieurs années, les syndicats réclamaient une liste des personnes exposées. Marie-Noëlle Cheville, secrétaire de la section CGT de l'hôpital, explique qu'une organisation syndicale exerce naturellement cette vocation. « Nous avons, dit-elle, un droit d'intervention dans le domaine de la prévention et de la santé publique. »

Selon la CGT, un seul cas de maladie professionnelle a été reconnu jusqu'à présent au CHU de Clermont-Ferrand. Il concerne un dessinateur du personnel technique. Trois autres dossiers seraient en cours d'examen. Les syndicats espèrent désormais que d'autres établissements publics ou privés seront contraints par la justice à ce type de recensement.

Brigitte Cante

**L'expertise entraînera la conservation des preuves de l'exposition à l'amiante, un élément absolument indispensable pour que les victimes fassent valoir leurs droits, en raison du caractère différé de la maladie**

lors de chantiers ou d'interventions ponctuelles. En imposant cette expertise à l'établissement hospitalier, qui devra se plonger dans ses archives pour retrouver l'ensemble des entreprises extérieures ayant accédé au site, la justice permet de constituer ce que M. Teissou appelle « une mémoire pour identifier l'origine de la maladie ». L'avocate du CHU, M. Anne-Marie Regnoux, avait jugé pour sa part, lors de l'audience, le 27 octobre, « impossible et aléatoire de dresser une liste exhaustive » des personnes exposées.

Les enjeux ne sont pas minces : savoir combien de salariés du bâtiment ou des travaux publics, d'ouvriers d'entretien, ont effectivement travaillé dans les locaux techniques, notamment au second sous-sol, où l'on avait stocké des gravats mélangés à des flo-

demisation par la Sécurité sociale. L'expertise entraînera en effet la conservation des preuves de l'exposition à l'amiante, un élément absolument indispensable pour que les victimes fassent valoir leurs droits, en raison du caractère différé de la maladie - les cancers de l'amiante se déclarent, en moyenne, une trentaine d'années après l'exposition.

« Ce sera aussi un point d'appui précieux, si les salariés victimes de l'amiante entament une procédure pour faute inexcusable de l'employeur », ajoute M. Teissou. Il est très important que toutes ces personnes sachent enfin qu'elles ont été exposées au risque, qu'elles

## Les représentants des sans-papiers de Limeil-Brévannes aux portes de Matignon

LA NUIT tombe sur l'hôtel Matignon, encerclé par les forces de l'ordre. « C'est pour quoi, aujourd'hui ? », demande une habitante du quartier, obligée de justifier son adresse pour franchir le barrage. « Les sans-papiers », lui répond un gendarme. Mardi 10 novembre, dans la rue de Varenne (7<sup>e</sup> arrondissement) entièrement bloquée, les militaires se préparent dans le froid à l'arrivée des manifestants.

Vers 18 heures, ils sont déjà deux, confortablement installés dans un café au coin de la rue. Léon Schwartzberg et François Aumaitre-Lopata, porte-parole des associations engagées dans la lutte des sans-papiers du Val-de-Marne, attendent avec un peu d'inquiétude le reste de leur délégation. Après deux refus, celle-ci entend demander une nouvelle fois à être reçue par le premier ministre, Lionel Jospin, pour plaider la cause des onze sans-papiers de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) en grève de la faim depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Après soixante-douze jours de jeûne, quatre d'entre eux ont dû être hospitalisés, mercredi 11 novembre à Créteil, en raison d'une « faiblesse et d'une fatigue extrêmes ».

Le Café du Petit Matignon s'anime peu à peu avec l'arrivée successive de Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le

racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), accompagné de Jacques Gaillet et des responsables de SOS-Racisme, du Gisti, de la Cimade et de la coordination nationale des sans-papiers. Assis à côté d'Anne Babut, membre de la Fondation France Libertés, Léon Schwartzberg retrouve le sourire : « Elle est mignonne, elle ressemble à une copine que j'avais à la bande à Bader. »

### AVEC L'APPEL DES VERTS

A 18 h 30, les quinze délégués, enchantés du déploiement de police prévu à leur intention, peuvent aborder les choses sérieuses. « Les voies de Matignon restent impénétrables, il va bien falloir trouver d'autres », lance Joseph Rossignol, le maire socialiste de Limeil-Brévannes : à l'initiative de la députée communiste Aline Paillet, leur délégation sera donc reçue au Parlement européen, mercredi 18 novembre, par le groupe de la Gauche unitaire européenne. Marie-Noëlle Liemmann, maire (PS) d'Adis-Mons (Essonne) et députée européenne, a déjà fait savoir qu'elle recevrait la délégation, qui compte aussi sur l'appui des Verts et des socialistes allemands, néerlandais ou italiens. Quant à Michel Rocard, on doute qu'il puisse accueillir « tous les défenseurs de la misère du monde ».

A 19 heures, le petit groupe se décide à quitter le café pour « aller constater » qu'il n'est pas reçu au ministère. « Nous voilà, les dangereux terroristes », s'esclaffe Mouloud Aounit à la sortie du Petit Matignon. « Nous sommes des citoyens et nous venons demander une entrevue au premier ministre », déclare Léon Schwartzberg aux gendarmes postés derrière les barrières. Un grand transmit la demande, pendant qu'une trentaine d'hommes supplémentaires arrivent en renfort.

Un émissaire se présente. « En ce qui concerne ce soir, il n'y a pas de possibilité de rendez-vous », prévient-il. Un autre jour alors ? « Je ne suis pas en mesure de vous le dire, je n'ai pas l'agenda du premier ministre. Envoyez un courrier et il vous répondra. » « Nous avons déjà envoyé trois lettres à Lionel Jospin, réplique Léon Schwartzberg. Il faut que vous sachiez que vous êtes dirigés par un premier ministre tellement modeste qu'il ne répond jamais à son courrier. Alors si vous voulez de l'avancement, ne vous adressez surtout pas à lui. » Les « terroristes » se séparent bientôt après un troisième échec. « Emissaire de Jospin, comme boulot, j'aimerais vraiment pas », marmonne le vieux professeur.

Alexandre Garcia

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75 Vte s/saisie Pal. Just. PARIS, JEUDI 26 NOVEMBRE 1998 à 14h30  
**UN APPARTEMENT à PARIS 18<sup>ème</sup>**  
5, RUE COUSTOU 2<sup>ème</sup> étage, porte face gauche.  
2 PIÈCES PRINCIPALES (29,80 M<sup>2</sup>) : entrée, salle de séjour, chambre, cuisine et salle de bains avec wc  
**MISE A PRIX : 100.000 F**  
S'adr. à la SCP CORDELLER, NICOLAS, RICHARD, JOURDAN, DELCOURT-POUDENX, AUBERY-DURIEUX, Avocats  
92, rue de Richelieu à PARIS 2<sup>ème</sup> - Tél. : 01.42.44.10.44  
Vis. s/pl. le Jeudi 19 Novembre 1998 de 09h00 à 11h00

75 Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 26 NOVEMBRE 1998 à 14h30  
**UN APPARTEMENT à PARIS 17<sup>ème</sup>**  
25, Avenue de Saint-Ouen (31,60 M<sup>2</sup> env.)  
Bâtiment I, au rez-de-chaussée  
Comp. : 2 PIÈCES PRINCIPALES, entrée, cuisine  
**MISE A PRIX : 180.000 F**  
S'adr. à la SCP ELIAH - STIBBE - ULLMO, Avocats à PARIS 8<sup>ème</sup>, 40, Rue de Monceau - Tél. : 01.45.63.55.55

75 Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 26 NOVEMBRE 1998, à 14h30  
**APPARTEMENT à PARIS (2<sup>ème</sup>)**  
12, rue du Quatre Septembre  
au 2<sup>ème</sup> étage, escalier B à gauche dans la cour, comprenant : entrée, séjour, cuisine, couloir, wc, pièce aveugle, cagibi, trois pièces, salle de bains, salle d'eau - CAVE  
**MISE A PRIX : 1.000.000 F**  
S'adresser à Maître Jean-Michel HOCQUARD, Avocat au Barreau de PARIS, 7, rue Saint Philippe du Roule (75008) PARIS - Tél. : 01.45.61.95.77  
Sur les lieux pour visiter le 23 NOVEMBRE 1998 de 14 h à 15 h

75 Vte s/saisie Pal. Just. PARIS, JEUDI 26 NOVEMBRE 1998 à 14h30  
**UN LOGEMENT à PARIS 18<sup>ème</sup>**  
24, rue Doudeauville  
Bât. B, 5<sup>ème</sup> étage, porte droite, 2 Pièces Principales (30,80 M<sup>2</sup>)  
compr. entrée, coin-cuisine, salle d'eau avec W.C. - CAVE au sous-sol  
**MISE A PRIX : 150.000 F**  
S'adr. à la SCP CORDELLER, NICOLAS, RICHARD, JOURDAN, DELCOURT-POUDENX, AUBERY-DURIEUX, Avocats Associés à PARIS 2<sup>ème</sup>, 92, rue de Richelieu - Tél. : 01.42.44.10.44  
Vis. s/pl. le Jeudi 19 Novembre 1998 de 13h à 15h

93 Vente au Tribunal de Grande Instance de PARIS, le LUNDI 30 NOVEMBRE 1998 à 14h  
**IMMEUBLE à AUBERVILLIERS (93)**  
22, rue de la Motte  
**MISE A PRIX : 1.250.000 F**  
M<sup>re</sup> CHEVROT, Avocat, 8, rue Tronchet à PARIS 8<sup>ème</sup> - Tél. : 01.47.42.31.15  
M<sup>re</sup> FRECHOU, Mandataire Judiciaire  
Visite le Mercredi 25 Novembre 1998 de 10h à 12h

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Gérard Fuchs

A la suite de notre article intitulé « A Paris, l'intervention d'un député PS en faveur de son fils après une bagarre provoquée par une grève des chauffeurs de bus » (Le Monde du 7 novembre), nous avons reçu de Gérard Fuchs, député de Seine-Maritime, la mise au point suivante : Je démens formellement l'allégation contenue dans le titre de l'article : je ne suis jamais intervenu pour obtenir prétendument le classement d'une affaire pénale concernant mon fils, ni auprès du parquet ni auprès du ministère de la Justice. Je défie quiconque d'apporter la preuve du contraire. Bien plus, j'ai précisé, tant auprès des services de police, lorsque je suis allé chercher mon fils au commissariat, qu'après de la RATP, que l'affaire, si elle existait, devait suivre son cours normal.

Je me suis toujours donné pour règle de ne jamais utiliser mon mandat et mon titre de parlementaire à des fins personnelles : ceux qui me connaissent peuvent en témoigner.

**Le Monde**  
A LA TELEVISION ET A LA RADIO  
**Le Monde des Idées**  
LCL  
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 18 h 10  
**Le Grand Jury**  
RTL-LCL  
Le dimanche à 18 h 30  
**De l'actualité à l'Histoire**  
HISTOIRE  
Les dimanches à 20 h 45, jeudi à 13 heures et 23 heures, vendredi à 11 heures et 19 heures, samedi à 8 h 30 et 16 h 30  
**Le Grand Débat**  
FRANCE-CULTURE  
Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis de chaque mois à 21 heures  
**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)  
**La « une » du Monde**  
BFM  
Du lundi au vendredi 13 h 05, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi 13 h 07, 15 h 04, 17 h 45

## LE MONDE diplomatique

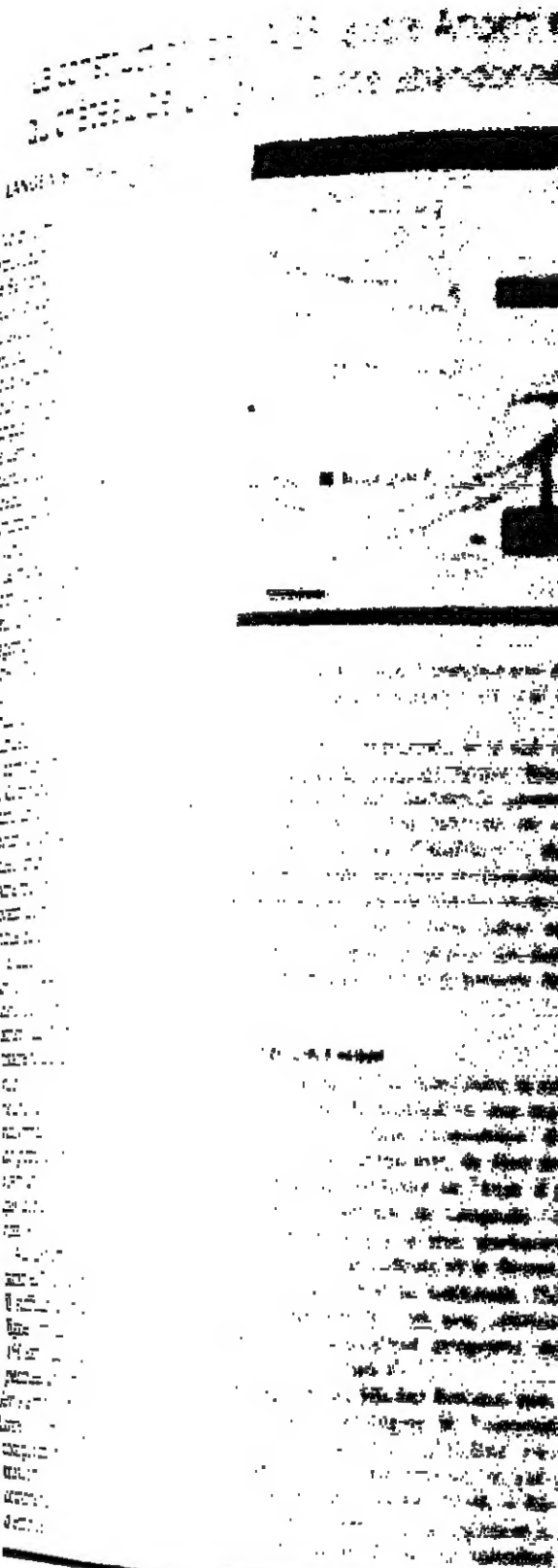
### CRISE FINANCIÈRE

Le système bancaire en déroute, par Ibrahim Wardé. - LTCM, un fonds au-dessus de tout soupçon (L.W.). - « Les meilleurs économistes du monde », par Serge Halimi. - Le bateau ivre de la finance, par Bernard Cassen. - Tempête sur les économies d'Amérique latine, par Carlos Gabetta.

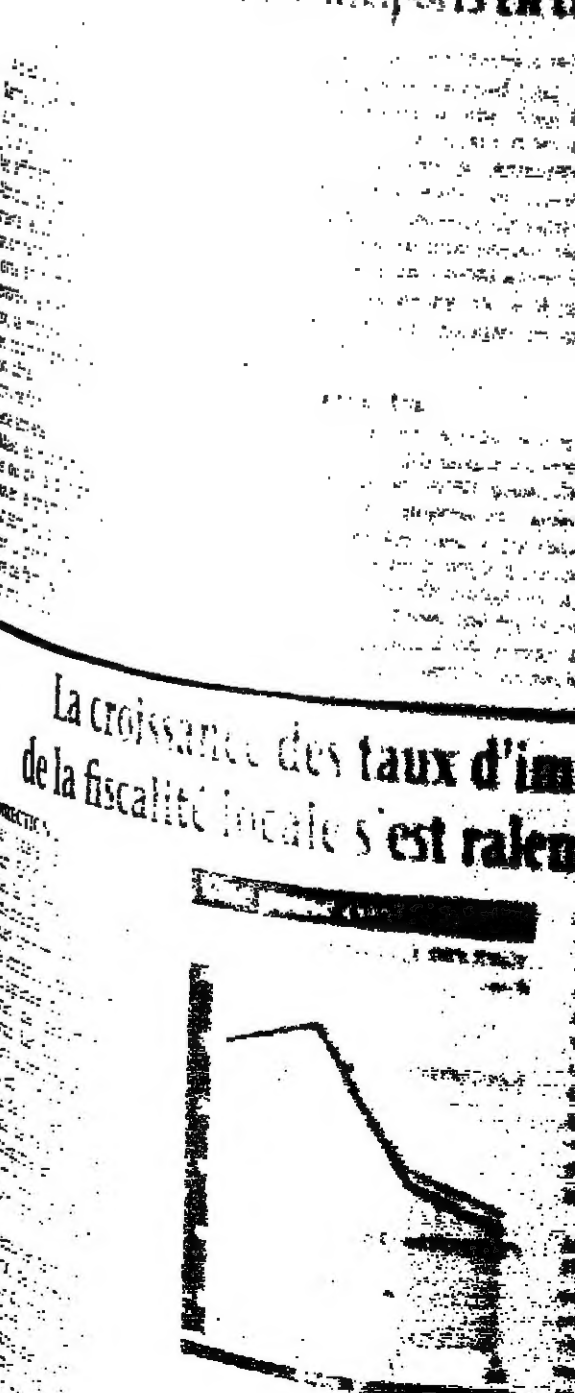
■ **CULTURE** : L'édition en ses nouveaux habits, par Herbert Prolongeau. - Entre insignifiance et silence (S.H.). - Le crédit perdu du photjournalisme, par Edgar Reskia. - « Photographie, ils ne vont pas nous croire », par Raymond Depardon. ■ **PROCHE-ORIENT** : La Palestine rongée par la colonisation, par Geoffrey Aronson. ■ **AFRIQUE** : Les héritiers de l'esclavage en Mauritanie, par Amel Daddah. ■ **QUÉBEC** : Le Parti québécois usé par le pouvoir, par Christophe Wargay. ■ **RUSSIE** : Un pays en mal d'Etat, par Moshe Lewin. - Le purgatoire des intellectuels, par Claude Frioux. ■ **FEMMES** : La parité, principe ou stratégie ?, par Françoise Gaspard.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

## Le château



## Transports en c



## La croissance des taux d'im de la fiscalité locale s'est ralenti





5011

## RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

### Le château, l'autoroute et le gâchis

La construction de l'A 85, entre Angers et Tours, continue à susciter des controverses : le tracé frôlant les murailles du château de Langeais a été abandonné au profit d'un contournement nord qui va bouleverser le coteau de Loire

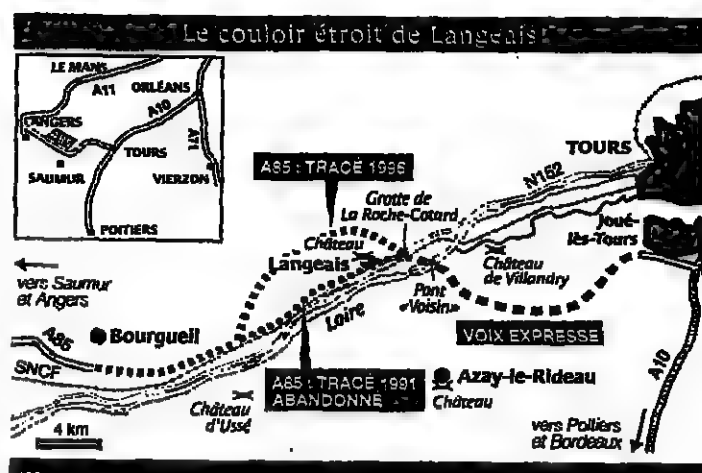
LANGEAIS (Indre-et-Loire)  
de notre envoyé spécial

Voici le projet le plus fou, le plus extravagant, aurait dit la marquise de Sévigné à la duchesse de Langeais, si ces nobles dames avaient pu avoir une conversation sur l'autoroute A 85 entre Angers et Tours. Tout semble ici avoir été réuni pour faire du franchissement de Langeais un condensé d'erreurs et de dérives : atteinte à l'environnement, excès de la décentralisation, directives contradictoires de l'administration, refus d'écouter le citoyen...

Le maire de Langeais, Alain Kergoat (divers gauche), est bien le seul à pousser un soupir de soulagement. « C'est fini, c'est réglé ! dit-il. D'un tracé terriblement mauvais, on est passé à un projet moins mauvais. » Certes le château de Langeais a été épargné, mais le contournement nord, concédé à Cofroute, va faire une saignée dans un coteau de Loire où s'épanouit le fameux vignoble de Bourgueil, cher à Jean Carmet, puis ensuite traverser un territoire forestier, avant de plonger le site préhistorique de La Roche-Cotard.

L'addition est lourde. « On a choisi, comme l'on fait toujours, en défaveur du milieu naturel, résumé, amer, Jean-Mary Couderc, universitaire tourangeau. Depuis des années, le choix du tracé de cet autoroute a échappé aux hommes raisonnables. Il est tombé aux mains de petits démenteurs locaux de pouvoirs et de responsables techniques, qui décident au nom de leurs intérêts. »

Au départ, l'affaire paraissait simple. Pour relier Angers à Tours, il suffisait de tracer un trait rectiligne : on allait ainsi au plus court (90 km), dans une région moins peuplée, et surtout on évitait d'aller s'embourber dans le val de Loire (110 km), source inévitable de complications. En 1976, l'administration de l'équipement le comprend si bien qu'elle écarte d'emblée le tracé Loire. C'était



sans compter sur l'obstination des élus pro-autoroutiers du val de Loire.

Sous leur pression, le tracé revient alors le long du fleuve. Pourtant, tous les spécialistes le savent : c'est là, dans cette portion de val de Loire - le val d'Aubion -, que ses crues sont les plus redoutables, grosses du Cher, de l'Indre et de la Vienne. Une autoroute bâtie sur un remblai peut constituer un dangereux obstacle à l'écoulement des eaux.

#### UN CRI UNANIME

Il y a aussi, sur ce parcours, le célèbre vin de Bourgueil et une myriade de hobereaux capables, du haut de leurs créneaux, de tirer les sonnettes au sommet de l'Etat. Il y a surtout ce verrou de Langeais - à cet endroit, il n'y a que quelques mètres entre le coteau et le fleuve, occupés déjà par la nationale 152 et la voie ferrée - et son célèbre château, aujourd'hui propriété de l'Institut de France.

Malgré tout, Michel Rocard, premier ministre, signe le 7 janvier 1991 la déclaration d'utilité publique (DUP), qui rendent ce parcours dans ce couloir étroit. « Rocard a été surpris par ses services », soutient aujourd'hui un membre

de l'association SOS-Val de Loire. Devant les réactions outrées, l'administration fait étudier des variantes mais les « perfectionnements » apportés aboutissent à un projet « encore plus monstrueux », reconnaît le maire de Langeais.

En 1993, Michel Barnier (RPR), ministre de l'environnement, visite les lieux. Il entend un cri unanime : « Pas touche au château de Langeais ! » Une nouvelle DUP, prise le 5 janvier 1996, rejette l'autoroute au nord de la ville par le coteau. Le commissaire enquêteur a pourtant donné un avis défavorable à ce

nouveau tracé. On justifie aussi le choix du « contournement nord » parce qu'il débouche sur le pont appelé « Voisin », du nom de l'ancien président du conseil général d'Indre-et-Loire qui a fait construire cet ouvrage. Ce pont inutilisé depuis des années pend au-dessus du fleuve comme une loque luxueuse et pourra ainsi être enfin ouvert à la circulation.

#### PASSAGE OBLIGÉ

Avec cette version « nord », un viaduc de 500 mètres de long et une tranchée « couverte » vont avoir raison du coteau de Bourgueil, archétype du paysage tourangeau, dont la destruction ne semble pas étonner ceux qui ont défendu si ardemment les pierres de Langeais. « Depuis ma fenêtre, je vois avoir neuf mètres de terre de remblai ! », se désole Gérard Galteau, vigneron à Ingrandes. Le ministère de l'agriculture avait pourtant émis un avis défavorable à ce tracé nord. On se bat toujours. Le syndicat des vins de Bourgueil est derrière nous. « Certes, trois hectares de vignes seraient détruits, mais le bourg de Bourgueil devrait être touché sur sept hectares », estime M. Galteau.

Le déboisement du sommet du coteau entraînera une baisse des

températures au sol. « On peut prévoir six degrés en moins. C'est le gel probable d'une centaine d'hectares de vigne », poursuit-il. Au-delà du coteau, le tracé prend pied sur un plateau forestier, franchit une zone humide, puis redescend sur la Loire à l'est de Langeais, traverse le site préhistorique de La Roche-Cotard, avant de déboucher sur le passage obligé du pont « Voisin ».

L'A 85 est coutumière de ce genre de dégâts. Ainsi, plus à l'ouest, sa section entre Vivy et Restigné, aujourd'hui achevée et en partie mise en circulation, est en complète contradiction avec les nouvelles directives concernant les zones inondables, contenues dans le Plan Loire.

Selon l'Aspie, une association locale de protection de l'environnement, « on a édifié un remblai de plus de 2 mètres de haut et de 14 kilomètres de long. Ce remblai, construit sans autorisation préalable comme l'exige la loi sur l'eau, crée une digue qui bloque totalement le champ d'expansion des crues ». Jeanne Raufaste, la responsable de l'Aspie, se félicite d'avoir pu cependant obtenir que ce « remblai ait été abaissé sur trois seuils ».

Pour l'Aspie, « les travaux de l'A 85 se font par petits bouts pour rendre chacun inéluctable par rapport aux précédents », et le « saucissonnage » des enquêtes publiques oblige les défenseurs des sites à multiplier les recours, alors que l'environnement « forme un tout ». « Tout le monde dénonce le système des enquêtes publiques où l'on fait croire aux citoyens qu'ils ont du pouvoir, mais qui en réalité permet aux élus de faire ce qu'ils veulent », insiste l'Aspie. Elle juge « catastrophiques » les deux tracés de Langeais, l'ancien comme le nouveau. Mais « nous ne voyons pas de solution », se désole M. Raufaste. La mise en service du « contournement nord » de Langeais est prévue pour les années 2002-2003.

Régis Guyotat

#### Un site paléolithique menacé

Le château de Langeais est une sombre et haute bâtisse moyenâgeuse, due à Louis XI, où fut célébré le mariage de Charles VIII et d'Anne de Bretagne. Un peu à l'écart du circuit des grands châteaux de la Loire, cet édifice est surtout célèbre par le roman de Balzac, *La Duchesse de Langeais*. Mais son histoire, parfaite Parisienne, n'a jamais vécu dans ces lieux. Si le château est désormais épargné par l'autoroute, les grottes préhistoriques de La Roche-Cotard figurent dans la bande des 300 mètres soumise à l'enquête publique. Cet ensemble, découvert en 1912, puis vidé d'une partie de son matériel conservé aujourd'hui au Musée du Grand-Pressigny (Indre-et-Loire), est considéré comme « un site majeur du paléolithique tourangeau ». L'archéologue Jean-Claude Marquet estime que ce site est « très loin d'être épuisé » et le service régional d'archéologie admet que cette zone présente « un potentiel archéologique relativement fort ».

### Privés de transports en commun, les Rennais redécouvrent le système D

#### RENNES

correspondance régionale

A pied, à vélo, en skate ou en voiture, les Rennais râlent, mais ils font avec. « En raison de la grève, aucun bus ne circule aujourd'hui », jeudi 12 novembre au matin, les affichettes n'avaient pas disparu des Abribus désertés. Depuis plus d'une semaine, les 250 000 habitants de l'agglomération rennaise doivent se passer de transports en commun. Les habitants du centre-ville n'en souffrent pas trop. Pour eux, la marche à pied est une habitude. Les sportifs prennent aussi la grève du bon côté. « Une demi-heure de marche, c'est vite fait et ça réveille ! », s'exclame une jeune athlète.

Mais les habitants des quartiers excentrés ou de la périphérie commencent à trouver le chemin des trottoirs bien long. « La semaine dernière, j'avais besoin de lait pour la petite, raconte, exaspérée, cette mère de famille. J'ai fait tout le chemin de chez moi à Carrefour à pied. Une demi-

heure de marche tout de même ! » Conscience de ce conflit qui dure, les voitures ont investi la ville. Tous les matins et tous les soirs, la rocade et les quais de la Vilaine sont saturés de véhicules. Embouteillages et énervement, les conducteurs perdent parfois patience. D'autant que la circulation est rendue encore plus difficile par les travaux de construction du VAL, le métro qui devrait parcourir le sous-sol de la ville en 2001 et soulager les grands axes de la ville...

#### CASSE-TÊTE

Déjà, en temps normal, trouver une place de parking en centre-ville s'avère une tâche compliquée. Cette semaine, se garer est devenu un casse-tête peu apprécié des Rennais. « On nous a encouragés à prendre les transports en commun pour lutter contre la pollution. C'est une bonne chose, admet Jocelyne, une étudiante. Mais quand il n'y a plus de bus, qu'est-ce qu'il nous reste ? », s'interroge-t-elle avant

de plaider, comme certains Rennais, pour l'établissement d'un service minimum « ou moins pour les anciens et pour les jeunes ». Une pétition circule pour réclamer le remboursement de l'abonnement mensuel au réseau.

En attendant, les Rennais ont recours au système D. Valérie part avec ses parents, en voiture, à 7 heures du matin, et attend plusieurs heures le début de ses cours à la bibliothèque universitaire ou au café. Le co-voiturage remporte un certain succès, manière aussi de faire connaissance avec ses voisins. L'auto-stop connaît aussi un regain de sympathie. Ceux qui ont les moyens s'attachent les taxis, mais sans garantie sur la durée du trajet.

Quant aux intrépides, ils roulent sans azimuts. Les adeptes de la bicyclette, particulièrement les étudiants, sont rejoints par les cyclistes du dimanche. Les vélos mis à la disposition des citoyens par la municipalité remportent un succès encore plus franc qu'à l'ordinaire. Rollerblades et

skateboards complètent la panoplie du Rennais débrouillard.

Rosanna, elle, adopte une solution radicale : « Depuis la grève, je ne vais plus à la fac ! » Mais elle sait que cela ne pourra durer.

Les grévistes, eux, sont déterminés à ne pas lâcher prise. Installé au dépôt de la plaine de Baud, le piquet de grève a pris ses aises : café, pizzas, et musique pour passer le temps. Les tracts et les affiches rappellent leurs revendications : respect des 35 heures hebdomadaires et amélioration des conditions de travail sont au cœur des discussions entre les syndicats CGT (majoritaire) et CFDT et la direction de la STUR (Société des transports urbains rennais), qui gère le réseau de bus de la ville. Devant le piquet de grève, un sapin de Noël veut symboliser la ténacité des employés, prêts à tenir, affirment-ils, jusqu'à la fin de l'année.

Gaëlle Dupont

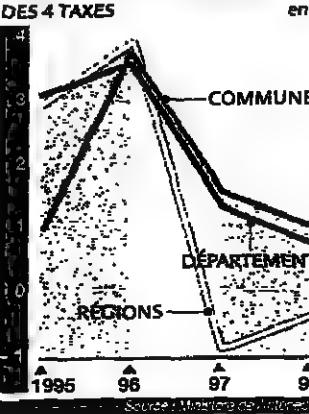
### La croissance des taux d'imposition de la fiscalité locale s'est ralentie en 1998

LA DIRECTION générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur (DGCL) vient de rendre publiques les données chiffrées de la fiscalité directe locale en 1998. Ces statistiques confirment la pause fiscale déjà apparue à travers les données non agréées de la fiscalité des communes, des départements et des régions. Les taux d'imposition qui avaient augmenté en moyenne de 1,3 % en 1997 ont connu une croissance de 0,8 % en 1998. Conséquence de ce ralentissement, la DGCL enregistre en 1998 « la plus faible augmentation du produit fiscal à législation constante depuis vingt ans ».

Les collectivités territoriales et les groupements de coopération intercommunale de métropole prélèveront, en 1998, 308,6 milliards de francs au titre des quatre taxes locales directes (habitation, foncier bâti et non bâti, taxe profession-

#### Une pause confirmée

croissance annuelle des taux des 4 taxes en %



nelle), soit 3,9 % de plus qu'en 1997 (2,6 % en francs constants). A « législation constante » (c'est-à-dire en ajoutant des ajustements liés à l'ap-

plication du pacte de relance pour la ville conclu en 1996), l'augmentation du produit fiscal est de 4,2 % (2,8 % en francs constants). Le produit fiscal voté par l'ensemble des collectivités est de 311,8 milliards, qui se décomposent ainsi : 201,9 milliards de francs pour les communes et les groupements de coopération intercommunale ; 85,6 milliards pour les départements ; 24,2 milliards pour les régions.

Toujours selon le calcul « à législation constante », le produit voté en 1998 pour la taxe d'habitation est le suivant : 43,8 milliards pour les communes et les groupements ; 19,3 milliards pour les départements ; 5,3 milliards pour les régions. Pour la taxe professionnelle, les chiffres sont : 98,8 milliards pour les communes et les groupements ; 43,3 milliards pour les départements ; 12,9 milliards pour les régions.

### Télécommunications d'Entreprise

Ne vous contentez plus des standards existants



0 803 805 803

### Viaduc de Millau : enquête publique du 16 décembre au 26 janvier

L'ENQUÊTE PUBLIQUE relative à la mise en concession du viaduc de Millau (Aveyron) se déroulera du 16 décembre au 26 janvier. La concession à un gestionnaire privé de ce viaduc à péage franchissant le Tarn devrait permettre d'achever d'ici à 2003 la liaison complète de l'autoroute A 75 (Clermont-Ferrand-Béziers), « soit quatre ans avant la mise en service du même itinéraire s'il était réalisé entièrement avec des crédits budgétaires », selon le ministère de l'équipement et des transports. Le contournement de Millau n'ayant pas donné lieu à une consultation publique depuis 1993, le dossier qui sera présenté à l'enquête comportera des « éléments généraux sur le choix retenu pour le viaduc ». Le projet n'est pas complètement défini à l'heure actuelle puisqu'il sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire (désigné ultérieurement).

Le viaduc, d'une longueur de 2,6 kilomètres, sera l'un des plus longs de France. Déclaré d'utilité publique le 10 janvier 1995, ce contournement a suscité de nombreuses polémiques, notamment pour son coût évalué à 1,5 milliard de francs mais qui, selon certaines évaluations comparatives, pourrait en fin de compte être le double (Le Monde du 9 septembre). Des élus locaux, soutenus par les Verts, ont proposé fin 1996 un contre-projet, plus à l'ouest et empruntant trois ouvrages de taille beaucoup plus modestes, qu'ils estiment « moins agressifs pour l'environnement et moins coûteux ».

#### DÉPÊCHES

■ ALSACE : le conseil régional d'Alsace qui, dans son projet de budget pour l'exercice 1999, avait prévu d'augmenter de 9 % les crédits (340 millions de francs) affectés aux établissements, vient de prendre des mesures complémentaires : indépendamment de l'en-

veloppe nationale décidée par Claude Allègre (4 milliards de francs de prêts à taux zéro pour quatre ans). Elle a débouqué, ainsi, 5 millions de francs pour financer, d'ici la fin de l'année, de petits travaux et l'acquisition de matériel. Elle prévoit, en outre, un crédit de 30 millions de francs destiné à la réalisation d'une quarantaine d'opérations légères répertoriées par les fournisseurs. (Corresp. rég.) ■ CENTRE : le président de la région Centre, Michel Sapin (PS), a annoncé, mardi 10 novembre, le lancement d'une campagne de concertation dans le cadre de la préparation du prochain contrat de plan Etat-Région, avec six forums, organisés dans les six départements de la région, auxquels sont invités les « acteurs » économiques, sociologiques, associatifs et universitaires. « Notre but est de mettre au point un projet régional fort pour pouvoir négocier avec l'Etat », a expliqué M. Sapin. Le premier forum se tiendra à Chartres le 23 novembre, sur le thème « Infrastructures, transports et communication ».

■ MARSEILLE : le trafic SNCF régional était encore perturbé, jeudi 12 novembre, dans la région de Marseille en raison d'une grève des agents de conduite. Seul un train sur cinq était prévu sur les banlieues d'Aix. Le mouvement de grève de 24 heures reconductible n'affectera pas le trafic TGV et trains Grandes lignes, précise la SNCF. Les agents de conduite protestent contre le manque d'effectifs. La CGT réclame l'ouverture de « véritables négociations ».

■ CORSE : un mouvement de grève du Syndicat des travailleurs corses (STC) bloquait, mercredi 11 novembre dans la soirée, le trafic des cargos de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) qui reliait la Corse au continent. Quatre cargos, dont le *Napoléon-Bonaparte* et le *Danielle-Casanova*, les deux ferries plus importants de la flotte de la SNCM, étaient toujours retenus, pour le troisième jour consécutif, dans les ports d'Ajaccio et de Bastia.



## HORIZONS

ENQUÊTE

## Humanitaires en rupture d'EquiLibre

Les « convois de la paix », qui sillonnaient la Bosnie en guerre et forçaient le blocus de Sarajevo, faisaient la fierté des volontaires d'EquiLibre. A l'heure de la reconstruction ont commencé les désillusions. La mauvaise gestion de l'association vient d'entraîner sa mise en liquidation judiciaire

Un jour, ils sont partis « faire de l'humanitaire ». Ils ont coincé dans leur valise, entre les pantalons d'été et les pull-overs d'hiver, des ouvrages d'histoire et des essais traitant d'un pays en proie à la guerre ou à la famine. Certains ont glissé un cahier à spirale dont ils notèrent les pages à la tombée de la nuit. Minutes d'intimité pour raconter, jour après jour, les choses vécues, ressenties. Les parents ont retenu leurs larmes, à la fois tristes et fiers. Pour expliquer les raisons d'un engagement qui demeure obscur, ils disent : « Notre enfant s'en est allé sauver le monde. » Les copains, dont la vie semble tout à coup ternie, sont un peu envieux. L'amoureux(se) rumine dans son coin, dans la crainte que le temps et la distance n'estompent les sentiments.

Ils s'appellent Anne-Laure, Jérôme, Isabelle et se sont portés volontaires pour la Bosnie. Le pays est en paix depuis l'automne 1995, mais il y a tant à faire en matière de reconstruction et de santé que les ONG multiplient les annonces dans les journaux. Anne-Laure, Jérôme et Isabelle ne sont ni architecte ni médecin. La première est spécialisée dans les relations internationales ; le deuxième est féru d'économie et de marketing ; la troisième, née de parents bosniaques vivant en France, militante, organisait des veillées à la bougie à la faculté de Montpellier lorsque les premiers obus tombèrent sur Sarajevo. Tous trois veulent « faire quelque chose d'utile, rendre service et connaître une expérience enrichissante ». En 1997, ils rejoignent l'association lyonnaise EquiLibre, qui présente l'avantage de recruter « toute personne de bonne volonté ».

« Le premier contact au siège de l'organisation a été chaleureux, se souvient Anne-Laure. Nous avons reçu une préparation au départ de quinze jours avec des informations sur EquiLibre et sur la mission en Bosnie, des jeux de rôles pour observer notre comportement en collectivité, et même des mises en situation de guerre avec des simulations d'attaque et de prise d'otages. Nous avons rencontré une psychologue qui nous a fait comprendre que notre décision était importante, qu'EquiLibre attendait de notre part un investissement total et une prise de responsabilité maximum. Ils dramatisaient, mais ça m'a rassuré. Tout cela semblait très sérieux et j'avais une impression de réelle transparence. »

EquiLibre est présente en Bosnie depuis le début du conflit, en 1992. Cette année-là, des « convois de la paix » sillonnaient les routes défoncées, zigzaguant entre les chevaux de frise, forçant les check-points avec des tonnes de vivres destinées aux réfugiés. Le premier humanitaire à pénétrer dans Sarajevo assiégée est un « EquiLibre » ; le premier à périr sous les balles d'un sniper aussi. « On passe là où les autres font demi-tour », clament-ils. Des journalistes profitent de la logistique de l'association et de la fougue des chefs de convoi pour franchir les lignes de front. Des personnalités - Simone Veil, Philippe Douste-Blazy, Bernard-Henri Lévy -, choquées par les rumeurs d'ouverture de camps de concentration, grimpent elles aussi dans les camions. La légende d'EquiLibre s'écrit ainsi, dans la cabine d'un poids lourd, où un académicien converse sous un déluge de feu avec un chauffeur routier bénévole. Les délégués du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui ont reçu la consigne de ne s'aventurer que là où un accord de passage les y autorise, volent d'un mauvais oeil la caravane d'EquiLibre. « Des casse-cou, des irresponsables », s'insurgent les agences humanitaires officielles. Mais les enclaves sont ravitaillées et, en France, on entend parler de Tuzla, Mostar ou Zenica, ces villes où échouent par dizaines de milliers les victimes de la purification ethnique. « Lorsque nous sommes arrivés à Sarajevo, les



habitants nous racontaient les convois qui entraient en ville malgré le blocus, la camionnette qui chaque jour chargeait les vieillards et les conduisait jusqu'au point d'eau le plus proche. Nous étions fiers d'avoir rejoint EquiLibre », reconnaissent Anne-Laure, Jérôme et Isabelle.

Les accords de Dayton ayant mis un terme à la guerre, les « convois de la paix » restent à quel. A Lyon, on invite les expatriés à observer l'environnement saccagé. L'heure est à la reconstruction. L'Office d'aide humanitaire de l'Union européenne (ECHO) presse les ONG d'œuvrer dans ce sens avec la promesse qu'elle financera les programmes jugés intéressants. EquiLibre se met sur les rangs, déploie jusqu'à cinquante expatriés, qui analysent les besoins. Des projets émergent : réhabilitation de maisons, écoles, dispensaires, avec l'appui d'entrepreneurs bosniaques dans le but de relancer l'économie locale exsangue, aide aux artisans menuisiers, ouverture d'une cantine pour les plus nécessiteux (5 500 repas servis chaque jour), développement agricole (serres et production de jus de fruits), aménagement d'un camion en salle de cinéma ambulante.

« C'est exactement cela que j'espérais en venant ici. Beaucoup de responsabilités, des contacts multiples et la satisfaction à la fin de chaque journée d'avoir contribué un peu au redressement de ce pays », explique Anne-Laure, nommée coordonnatrice des programmes. Et puis notre chef de mission a tenté brusquement l'ardeur de l'équipe. Les comptes de la mission Bosnie étaient à zéro et ce n'était, paraît-il, pas la première fois que cela arrivait. Je ne comprenais pas pourquoi. Les programmes étaient financés par ECHO. »

Les nouveaux venus déchantent. La transparence qu'ils avaient cru déceler à l'écoute de leur forma-

teur vire à l'opacité qui oblige les gens sur le terrain à naviguer sans boussole. « Pour je ne sais quelle raison, l'argent n'arrivait pas, raconte Jérôme, chargé du projet reconstruction. J'avais sous ma responsabilité huit chefs d'entreprises locales qui assuraient les travaux de réhabilitation. Les familles de quelque cent cinquante ouvriers vivaient grâce aux salaires qu'on leur versait, mais je ne pouvais pas les payer. La dette avait atteint 400 000 deuschemarks. »

« On a alerté le siège, qui s'est montré rassurant : l'argent allait arriver, poursuit Anne-Laure. Le président d'EquiLibre s'est déplacé pour nous informer qu'il reviendrait dans un délai de dix jours avec la somme nécessaire. Il n'est jamais revenu. Nous ne pouvions même plus payer les salaires de notre per-

sonnel. Le siège hurlait : « Continuez les programmes, ECHO doit ignorer tout ça. » On a émis l'idée de stopper le programme réhabilitation. « Pas question, a répondu le siège, car, dans ce cas, ECHO cessera de nous financer. » On a donc continué à engager des frais sans aucune sécurité. Lyon nous a fait parvenir un courrier stipulant que l'argent serait débouqué incessamment. Ça a rassuré un temps les entrepreneurs, notre personnel, le propriétaire de la maison et celui des bureaux que nous louions. Deux autres personnes du siège ont débarqué. L'essentiel du message fut : Vous êtes dans l'humanitaire, vous êtes donc là pour en baver. »

Venus aider des populations plongées dans le doute et le désarroi de l'après-guerre, les expatriés

éprouvent la désagréable impression d'agir dans le sens contraire. « Les entrepreneurs réclamaient leur dû et se montraient de plus en plus insistants, lâche Isabelle. Dix-sept menuisiers bossaient dur tous les jours pour équiper en fenêtres et portes les maisons ratapées. A la fin du mois, je ne pouvais pas les payer, c'était scandaleux. On brasse beaucoup d'argent et ça procure un certain pouvoir. Je me souviens d'un vieux homme qui réclamait un paquet humanitaire. Il n'aurait malheureusement pas dans les critères établis par EquiLibre. J'ai donc dû dire non à sa demande. Un ami bosniaque m'a dit : « Mais vous êtes qui, vous, les étrangers, pour refuser de donner un colis à un pauvre vieux et être incapables de payer les gens qui travaillent pour vous ? » Il avait raison et j'avais honte. »

« On avait tous un cœur gros comme ça. Ils nous ont cassés, ils nous ont abandonnés. Ils nous ont même obligés à trahir des gens qui nous faisaient confiance »

C'était stupide ! Toutes savaient que nous n'avions plus le sou. Lyon a finalement trouvé l'argent en ponctionnant sur le budget Croatie. Mais le mal était fait. Comment un chef de mission retenu contre sa volonté par les gens qu'il emploie peut-il encore faire preuve d'autorité ? »

Lorsqu'un peu d'argent parvient jusqu'à Sarajevo, l'équipe pare au plus pressé, verse des demi-salaires, remplit les réservoirs vides des véhicules, pose quatorze fenêtres à un immeuble à demi rebâti. Mais les dettes s'accumulent (jusqu'à 1 million de marks) et aucun signal n'indique qu'un redressement est envisageable. Pour se protéger et ne pas donner l'impression de cautionner leur siège, les expatriés entrent dans une série de décisions. Ils se couvrent en informant ECHO. Contre l'avis du siège, mais avec l'accord d'ECHO, ils ferment une à une les bases d'EquiLibre Bosnie en laissant sur place les équipements. Une dizaine de véhicules menacés de saisie sont rapatriés sur Lyon. Les chauffeurs actionnent leurs propres cartes de crédit pour acheter de l'essence et s'acquitter des taxes d'assurance. A court d'argent face à ses débiteurs, le chef de mission opte pour la solution forte et remonte à la source. Il convoque huit entrepreneurs bosniaques et les entraîne jusqu'à Lyon, où ils font le siège d'EquiLibre pendant trois mois.

A Sarajevo, l'équipe paie des salaires en bradant des véhicules, des ordinateurs, des groupes électrogènes, des tables et des chaises. Ultime humiliation, les expatriés sont expulsés de la maison qu'ils louaient en laissant des factures de téléphone et d'électricité impayées. Une télévision locale annonce qu'« EquiLibre est partie sans laisser d'adresse » et rend public le montant des dettes. Le siège, affolé, réclame le rapatriement immédiat de ses volontaires. La nuit précédant leur exfiltration de la Bosnie, un membre de l'ambassade de France loge chez lui les expatriés pour des raisons de sécurité. On leur propose même une escorte militaire française jusqu'à la frontière. Ils refusent et rallient la Croatie « en prenant soin d'ôter les stickers EquiLibre apposés sur les portes de la dernière voiture en [leur] possession ». La mission Bosnie s'achève sur ce départ précipité. EquiLibre est placée en redressement judiciaire en juin 1998. La liquidation judiciaire a été prononcée le 3 novembre par le tribunal de grande instance de Lyon. L'association, qui doit cesser toute activité, ne comptait plus que onze salariés. Mauvaise gestion ? Détournement de fonds ? Les volontaires ignorent les raisons de la débâcle. Ils savent qu'EquiLibre fut riche et prospère. En témoignent le vaste domaine acquis par l'association, non loin de Lyon, et son impressionnante flotte de camions.

« J'ai l'impression d'avoir été manipulée. On a été pris au piège de notre engagement, cette appartenance forte qu'il fallait toujours avoir en tête », dit Anne-Laure. « Je me sens responsable parce qu'on a mis des gens dans la merde », avoue crûment Jérôme, qui en veut à tout le monde, « même à ECHO, qui file du fric n'importe comment et à qui les ONG servent de sous-traitants. » « On avait tous un cœur gros comme ça, ils nous ont cassés, ils nous ont abandonnés. Ils nous ont même obligés à trahir des gens qui nous faisaient confiance », constate amèrement Isabelle.

Ils sont revenus en Bosnie, travaillent à nouveau dans l'humanitaire pour le compte d'autres ONG. Œuvre de rachat ? Non, disent-ils, puisqu'on n'est pas coupable. Des victimes, peut-être, à qui on doit des mois de salaires impayés et qui ont subi un préjudice moral profond. Anne-Laure se souvient de cette femme de ménage à qui elle ne pouvait même plus acheter de médicaments. Ce constat, à l'époque, l'avait accablée. Le souvenir la poursuit, douloureux.

Christian Lecomte  
Dessin : Nicolas Vial

مكتبة



50 من الجول

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## La fin du discours sacrificiel

L'Europe bouge. Le sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement des 24 et 25 octobre en avait déjà été un signe. Il avait été marqué par un net changement de ton des dirigeants politiques européens, l'adoption d'une posture volontariste face à des marchés financiers omnipotents. Les déclarations, plus récentes, des principaux responsables de l'euro zone en faveur d'une politique de soutien à la croissance en sont une suite naturelle et heureuse.

Engagée dans un mouvement de reprise, l'Europe est menacée à la fois par les effets de la crise financière mondiale et les conséquences d'un éventuel euro surévalué. Le combat contre le chômage pourrait se trouver entravé par ce double danger. Dans ces conditions, il est essentiel pour les pays européens de se préserver des marges de manœuvre et de travailler à éviter une monnaie trop forte. C'est le sens, général, des propos tenus ces derniers jours aussi bien par Gerhard Schröder, le nouveau chancelier allemand, que par Massimo D'Alema, le président du conseil italien et par Dominique Strauss-Kahn, le ministre français de l'économie.

Chacun d'eux préconise un renouveau du discours sacrificiel qui, sous l'influence du couple Kohl-Tietmeyer, avait dominé l'Europe au cours des années éculées. L'obsession rigoriste qui, à l'époque du règne du ministre allemand des finances, le dogmatisme Theo Waigel, avait abouti au « pacte de stabilité » - ce carcan qui contraignait à l'excès les politiques économiques nationales - doit être abandonnée. La diabolisation du déficit budgétaire et l'adoration du mark fort ne sont plus de mise. La priorité est à la croissance et à l'emploi. C'est cette musique de fond qu'on veut entendre. Reste la question des instruments.

Il ne saurait être question de renoncer à une gestion saine des finances publiques et à la stabilité monétaire. Ni la dette publique ni l'inflation ne sont des remèdes aux maux dont souffrent les Onze. Pour l'instant, aucune des trois grandes capitales de l'euro zone - Paris, Rome et Bonn - ne suggère de changer de cap dans ces domaines. Mais certains maillages pourraient avoir des effets désastreux. Exiger des banques centrales une baisse des taux tout leur en annonçant un gonflement des déficits publics, c'est le meilleur moyen pour braver les grands argentiers et les marchés, et obtenir une hausse des taux.

L'orchestration proposée par la France, plus prudente, est plus habile. Dominique Strauss-Kahn veut lui aussi une baisse des taux, mais il ne le crie pas sur les toits : il sait qu'alors, il risquerait de mettre dans l'embarras les banquiers centraux qui cherchent à démontrer leur indépendance. DSK propose que l'Europe s'inspire de l'Amérique : qu'elle se dirige vers les autorités monétaires s'installe un compromis semblable à celui réalisé au début des années 90 entre M. Greenspan et M. Clinton. Moins de déficit et de taux plus bas. C'est ce cocktail qui a été, en grande partie, à l'origine de huit années de croissance outre-Atlantique.

**LE MONDE** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergeon, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Porcetti, Pierre Georges, Jean-Yves Lhote  
Directeur artistique : Dominique Royon  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet  
Rédacteurs en chef : Alain Fournet, Erik Lohmeyer (éditions et analyses)  
Laurent Crebasse (suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kénaan (Débat) ; Erik Le Breton (Internation) ; Patrick Jermann (France) ; Franck Nottel (Sciences) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Baud (Jeunesse) ; Jacques Séguy (Culture) ; Christian Misset (Société) ; Edwy Plenel (Éditorial)  
Rédacteur en chef technique : Edwy Plenel  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur éditorial : Erik Lohmeyer ; Directeur délégué : Anne Clémenceau  
Conseiller de la direction : Alain Baille ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet ; paratextes audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1949), Jacques Raveit (1949-1962), André Laurens (1962-1965), André Fournet (1965-1971), Jacques Lecaillon (1971-1994)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904  
Capital social : 50 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs de Monde » ; Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ; Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Verdict modéré au Nuremberg japonais

LE TRIBUNAL international chargé de juger les principaux criminels de guerre japonais, dont le général Tojo et ses collaborateurs au « cabinet de Pearl-Harbor », a rendu aujourd'hui son verdict. Le général Tojo, qui lança le Japon dans la guerre aux côtés de l'Axe, a été condamné à mort par pendaison, mais sur les vingt-trois accusés jugés avec lui six seulement partageront son sort. Les autres sont pour la plupart condamnés à l'emprisonnement à vie.

Les condamnés à mort sont les suivants : les généraux Matsui, Muto et Kimura, et M. Hirota, ancien ministre des affaires étrangères, principaux responsables de la guerre d'agression contre l'Asie orientale, la Chine, les Etats-Unis, l'Angleterre et la Hollande, et coupables également d'atrocités ; les généraux Itagaki et Doihara, coupables des mêmes crimes, et responsables en outre d'avoir préparé la guerre contre l'URSS. M. Shigemitsu, ancien ministre des affaires étrangères, a seul été reconnu coupable pour l'agression contre l'Indochine et a été condamné à sept ans de prison. Un recours en grâce est ouvert aux accusés jusqu'au 19 novembre.

Le verdict du tribunal international, où siégèrent pendant plus de deux ans les représentants de onze puissances, est considéré comme relativement modéré. Les condamnations à mort frappent surtout des militaires, et les politiques qui entourèrent Tojo dans le dernier acte du drame, au moment de l'agression contre les Etats-Unis, sauvent tous leur tête, comme le général Oshima, ambassadeur du Japon à Berlin, et son partenaire à Rome, Shiratori. (13 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 06-36-27-04-54

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-38-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

## Un simple répit au Kosovo

UN CALME très précaire règne au Kosovo depuis le retrait, fin octobre, des quelques milliers de policiers et militaires serbes dépêchés par Belgrade, au début de l'année, pour écraser les velléités indépendantistes des Albanais de cette province de Serbie. Aujourd'hui les armes se sont (à peu près) tues. Cela ressemble plus à un simple répit qu'à une paix durable tant qu'aucun règlement politique de la crise ne se profile.

Les positions des Albanais et des Serbes paraissent inconciliables. Au mieux, les Serbes ne veulent entendre parler que d'un « certain degré d'autodétermination » pour le Kosovo, notion encore assez vague dessinée à grands traits, dans son projet, par l'émisaire américain au Kosovo, l'ambassadeur (en Macédoine) Richard Hill. Les Albanais, eux, s'y opposent. « Problème de confiance », expliquent-ils. Comment garantir un tel accord alors que l'actuel président yougoslave, Slobodan Milosevic, supprima d'un trait de plume, en 1989, la large autonomie dont le Kosovo disposait dans le cadre la Constitution « tite » de 1974 ? L'accord de 1996 sur l'enseignement, qui devait permettre aux jeunes Albanais de reprendre leurs cours à l'université de Pristina, n'a pas davantage été respecté par Belgrade. Et c'est quelques jours après être convenu, le 15 mai dernier à Belgrade, de rencontres hebdomadaires avec Ibrahim Rugova, le leader pacifiste des Albanais du Kosovo, que Milosevic lança une offensive destructrice dans l'ouest de la province.

Pour les Albanais, il n'y a donc qu'une voie acceptable, celle de l'indépendance. Au pire, une partie d'entre eux consentiraient à demeurer au sein de l'actuelle Fédération yougoslave (RFY), leur « république du Kosovo » disposant dans ce cas des mêmes droits que les autres composantes de la RFY (Serbie et Monténégro). Loin de résoudre le problème kosovar, la politique musclée de Belgrade a creusé encore davantage le fossé séparant Serbes et Albanais. Huit mois d'opérations policières serbes ont jeté environ 250 000 personnes, sur les routes, détruit des milliers de maisons et tué près de 2 000 personnes. Le Kosovo n'étant pas la Bosnie, le salut de Milosevic ne peut pas venir du « nettoyage ethnique ». Il est difficilement imaginable de vider cette région de ses 2 millions d'habitants.

Une autre thèse refait donc surface : la partition du Kosovo. Selon ce scénario, Milosevic, convaincu que cette province peuplée à 90 % d'Albanais est perdue, chercherait à sauver l'essentiel : le nord et l'ouest de la province, sièges des monastères orthodoxes et des mines, demeureraient en Serbie. Le déplacement des populations à l'intérieur du Kosovo serait à venir. L'offensive policière de cette année ne serait qu'un avant-goût d'une tragédie dont les pages les plus sombres resteraient à écrire. Le statu quo est tout aussi intenable. Les indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont refait surface dès que les troupes de choc serbes déployées dans la province ont été rapatriées. Les accrochages se multiplient alors que ni les Serbes ni les Albanais ne semblent avoir les moyens d'imposer militairement leurs solutions.

L'UCK REFORCÉE

Aux interrogations sur les objectifs de l'homme fort de Belgrade répond la désunion du camp albanais. Soutenu à bout de bras par la communauté internationale, Ibrahim Rugova ne peut plus se prévaloir, comme c'était le cas il y a quelques mois, d'être le seul représentant de la communauté albanaise. Les élections générales organisées en mars dernier par les Albanais du Kosovo ont, certes, donné la victoire à sa Ligue démocratique (LDK). Mais les résultats de ce scrutin, organisé sur fond de violences serbes, n'ont pas été reconnus par l'UCK.

L'UCK, balayée militairement par les Serbes, sort politiquement renforcée de la crise dans le camp albanais. Elle est devenue un interlocuteur, toujours mystérieux, mais incontournable dans le règlement de la crise. De l'avis général, elle a subi peu de pertes durant les offensives serbes. A quelques exceptions près, elle a le plus souvent refusé le combat. Elle est populaire auprès des Albanais, pour qui les destructions serbes ne sont pas tant un retour de bâton aux provocations de l'UCK qu'elles ne sanctionnent l'échec de la ligne pacifiste suivie depuis plus de dix ans par Rugova. L'opposition entre les deux camps est maintenant manifeste.

La pression militaire de l'OTAN a permis d'arrêter l'offensive serbe et d'éviter une « catastrophe humanitaire ». Le déploiement de la Mission de vérification au Kosovo

(KVM) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), opérationnelle fin novembre, pourrait séparer durablement les belligérants. Mais les navettes Pristina-Belgrade de l'ambassadeur Hill ne remplacent pas le dialogue direct des Albanais entre eux et avec les Serbes. Arroutée sur le principe du respect des frontières existantes, la communauté internationale repousse toute idée d'indépendance du Kosovo tout en cherchant à contenir les excès des Serbes.

Un Kosovo indépendant, répète-t-on dans les chancelleries, risquerait de déstabiliser toute la région ; de faire exploser une Macédoine,

acceptée à contrecoeur par ses voisins grecs et bulgares, où vit une forte minorité albanaise. Car en filigrane de la crise au Kosovo, c'est la « question albanaise » qui se pose. Celle d'une nation dont la moitié de ses membres vit, depuis la fin de la première guerre mondiale, en dehors d'Albanie (au Kosovo, en Macédoine ou au Monténégro). Un nombre croissant d'Albanais pensent que leur heure est venue et se pressent à rêver d'être réunis au sein d'un même Etat. Cette option pourrait en séduire davantage encore si une solution politique n'est pas trouvée rapidement.

Christophe Châtelot

## Les gens par Kerleroux



## RECTIFICATIFS

### CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde du 10 novembre, à propos des réactions des membres du Conseil constitutionnel à l'affaire Dumas, ils sont deux actuellement - et non pas six - à avoir siégé sous la présidence de Robert Badinter. Depuis le remplacement de ce dernier par Roland Dumas, il y a eu deux renouvellements du tiers du Conseil et la nomination d'Alain Lancelot à la place de Marcel Rudloff, décédé.

### AUDIOVISUEL

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 7 novembre, l'ensemble du projet de loi sur l'audiovisuel public a été approuvé par le Conseil d'Etat, seule la première partie ayant été adoptée sous « réserves ».

### PRÉCISION

#### HARLEM DESIR

Harlem Désir, qui comparait, le 5 novembre, devant le tribunal correctionnel de Lille pour avoir bénéficié d'un emploi présumé fictif dans une association régionale de formation alors qu'il était président de SOS-Racisme (Le Monde du 7 novembre), nous demande de préciser que sa rémunération s'est élevée à 8 900 francs net par mois de novembre 1986 à octobre 1987, soit une somme totale de 98 000 francs. Les montants invoqués par l'accusation - 200 000 francs - correspondent à l'ensemble des sommes déboursées par l'association (salaires, charges sociales et fiscales). Ce salaire, précise M. Désir, était sa seule rémunération à une époque où il était président de SOS-Racisme, dont il ne pouvait pas être salarié en raison du statut fiscal des associations.

Jean-Paul Besset

## Le territoire, une idée neuve en France

Suite de la première page

Or, mises bout à bout dans leur soudaine concomitance - toutes prendront force de loi avant la fin 1999 - ces lois, telles des pièces de Meccano, jetteront la perspective d'une nouvelle organisation de l'espace collectif, rendant possibles, au quotidien, de nouvelles pratiques individuelles. La face de la France et, en même temps, celle de l'Europe pourraient s'en trouver changées, bien plus qu'après n'importe quelle alternance électorale.

Énumérons : d'ici à l'échéance fatidique du nouveau siècle, la France va devoir « digérer » tout à la fois la nouvelle loi d'orientation agricole, l'Agenda 2000 européen, les contrats de plan Etat-régions, la loi de développement et d'aménagement du territoire, huit grands schémas collectifs de service (transports de voyageurs et de marchandises, énergie, santé, enseignement et recherche, environnement, culture, information), une autre génération de fonds structurels européens avec les ressources et les zonages différents qu'ils impliquent, le plan Université du troisième millénaire, les règles de l'intercommunalité, la transformation des collectivités territoriales en acteurs économiques à part entière... Toutes mesures qui paraissent sectorielles, indépendantes les unes des autres, et qui semblent arriver en vrac, selon des calendriers encore incertains, secondaires, donc. Rien ne serait plus faux de le croire. Non seulement ces lois impliquent des choix financiers décisifs, à hauteur de centaines de milliards de francs, mais elles visent au cœur de la réalité de tous les jours. Ne portent-elles pas, toutes,

sur l'architecture du territoire, ses frontières, ses centres de décision, ses équilibres, son maillage ainsi que sur les manières de l'occuper, de l'entretenir, d'y organiser la vie, de s'y déplacer, d'y créer des richesses, d'y vivre ensemble ?

C'est ainsi que la loi d'orientation agricole, avec le contrat territorial d'exploitation, révolutionne le rôle des paysans et des ruraux - qui occupent 80 % du territoire français -, associant l'entretien de l'espace à la fonction productrice. A travers les schémas de service, ce sont les modes de transport qui sont en jeu - particulièrement les places respectives de la voiture, du camion et du rail - la production et la répartition de l'énergie, l'implantation et la spécialisation des centres d'enseignement et de recherche, la carte sanitaire de l'Hexagone, la conservation des fleuves, des forêts, des paysages... La loi sur l'aménagement du territoire ne sera plus nationale, avec Paris qui distribue au gré des clientèles ou des urgences, mais plurirégionale. Elle consacrerait l'apparition de deux nouveaux venus, les « agglomérations » (regroupements ou communes autour de la ville centre) et les « pays » (bassins géographiques de vie, de culture et d'emploi), qui transgressent les traditionnelles frontières communales, cantonales ou départementales, démontant l'héritage des révolutions française et napoléonienne.

### NOUVELLE ALCHIMIE

Dans ce nouvel environnement « structurant », les contrats de plan Etat-régions permettront à ces derniers, outre d'affirmer des priorités singulières conformes à leur identité, de renouer avec la grande tradition de la planification à la française, s'installant à un niveau de pouvoir proche de celui de leurs concurrents européens. Parallèlement, l'intercommunalité, avec sa fiscalité propre, signera la fin du chacun-pour-soi et de la culture de clocher. Les collectivités



## Réflexion faite, oui aux fonds de pension

par Jean-Claude Boulard

**J** Al longtemps lutté contre l'idée d'introduire les fonds de pension dans le financement de nos systèmes de retraite. Il s'agit alors de combattre une capitalisation ouverte uniquement aux personnes pouvant épargner, donc inégalitaire, et prétendant se substituer pour partie à la répartition.

Le risque était réel et le resterait si des précautions n'étaient prises, comme le révèle la thèse de certains représentants des assureurs qui proposent de geler l'enveloppe financière consacrée à la répartition à son niveau actuel pour faire une place à la capitalisation. Ce principe aurait déstabilisé les bases de financement de la répartition qui, pour se consolider, ne peut échapper à un ajustement de ses cotisations.

L'engagement d'abroger la loi Thomas traduit la volonté d'écarter les systèmes inégalitaires fondés sur l'épargne individuelle. La création d'un fonds de réserve montre le souci d'utiliser la capitalisation en priorité pour consolider les régimes par répartition.

La répartition se trouvant confirmée dans son rôle majeur, le terrain apparaît déblayé pour dégager les raisons et les conditions de mise en place de fonds de pension collectifs. Si l'approche purement franco-française du fonds de pension reste une im-

passé, l'accès au financement international des retraites devient une urgence.

Les retraites versées dans une année, qu'elles proviennent de la répartition ou de la capitalisation, sont toujours financées par un prélèvement sur la croissance de l'année. La seule différence entre les deux systèmes tient à l'outil de prélèvement. En répartition, le prélèvement s'opère à travers les cotisations; en capitalisation, il se réalise à travers les revenus du capital.

Contrairement à la mythologie de la lessiveuse ou de l'argent mis de côté pour l'utiliser plus tard, ce n'est pas par un prélèvement sur le bas de laine, ce n'est pas par décapitalisation que se financent les pensions, mais sur les revenus du capital. La décapitalisation effacerait en effet très vite la valeur du capital. Les retraites de l'année ne peuvent se financer que sur la richesse produite dans l'année.

Or, dans la France de 2015, avec 2 actifs pour 1 retraité, un niveau de croissance, même élevé, ne suffira pas à garantir l'équivalent du montant actuel des pensions, que les prélèvements se fassent en répartition ou en capitalisation, même si l'épargne générée par les fonds de pension sert de levier à la croissance.

Le véritable apport des fonds de pension, c'est de permettre de prélever une partie de la crois-

sance extérieure. A travers les fonds de pensions anglo-saxons, américains entre autres, qui possèdent, par exemple, 30 % de capital de Renault, les travailleurs domiciliés en France participent déjà au financement des retraites américaines. Si nous ne bougeons pas, dans dix ans, à travers ces fonds de pensions, une part de la croissance intérieure financera les pensions de non résidents, alors que nous n'aurons que notre propre croissance pour financer nos propres pensions.

Les régimes de répartition s'appuient exclusivement sur la croissance intérieure. Seuls les fonds de pension permettent de prélever sur la croissance externe.

Un pays développé et démographiquement vieillissant comme la France doit impérativement élargir l'assiette du financement de ses retraites. Telle est la raison du caractère incontournable des fonds de pension.

En participant par exemple au financement de la croissance d'un pays comme la Chine, les fonds de pension prélèveront sur la production intérieure brute chinoise. Cette idée n'a rien de « néo-impérialiste ». Il est logique que, si l'épargne dégagee par les fonds de pension contribue au financement de la croissance d'un pays, il y ait un retour à travers les revenus du capital.

Mais, objectera-t-on, les Fran-

çais, à travers les emprunts russes, ont déjà fait l'expérience douloureuse du financement sans retour de la croissance externe. Il est vrai que la mise en œuvre des fonds de pension implique des règles de prudence, de sécurité, de transparence qui restent à construire.

Il est du reste probable que l'importance croissante que prendront ces fonds dans le financement des entreprises modifiera les comportements d'actionnaires. A la recherche de gains à court terme, peu compatible avec les engagements à moyen et long terme qu'implique le financement des retraites, devra se substituer un comportement favorable à la croissance durable.

Fort est cependant de constater que ce n'est pas le cas aujourd'hui alors que les fonds américains jouent le plus souvent les profits à court terme et la spéculation.

Au plan interne, la sécurité passe par la création des fonds dans un cadre paritaire communautaire géré hors de l'emprise du système financier. Au plan international, le développement des fonds de pension exigera de nouvelles et puissantes réglementations.

Jean-Claude Boulard est député (PS) de la Sarthe.

## Les étranges conclusions de Thomas Piketty

par Pascal Salin

**D**'APRÈS une étude récente de Thomas Piketty, dont *Le Monde* du 6 novembre a fait largement état sous la plume de Laurent Mauduit, les contribuables français seraient peu sensibles aux variations des taux les plus élevés de l'impôt sur le revenu, ce qui ferait perdre une grande partie de leurs justifications aux propositions consistant à diminuer ces taux. Ces résultats sont tellement surprenants, tellement contraires à ce que montrent incontestablement les expériences étrangères et le raisonnement théorique qu'ils sont nécessairement suspects.

Si l'on suit cet auteur, en effet, il y aurait, pour les impôts comme pour tout le reste, une « exception française » : alors que, presque partout dans le monde, on a compris qu'il fallait dégraisser le mammoth étatique, en France, on continue à prétendre qu'il faut accroître l'interventionnisme étatique; alors que presque partout dans le monde on a compris que la diminution des taux d'imposition les plus élevés stimulait la croissance sans priver l'Etat de recettes fiscales, il faudrait admettre que les Français ne se comportent pas comme les autres : les titulaires de hauts revenus seraient tellement heureux de payer des impôts qu'ils seraient tout à fait insensibles aux taux de ces impôts !

Cela n'est tout simplement pas crédible. La fameuse courbe de Laffer constitue le point de référence de toute réflexion dans le domaine fiscal. Certes, Arthur Laffer, s'il a eu le mérite de populariser l'idée à laquelle on a donné son nom - l'assiette d'un impôt varie en sens inverse du taux de cet impôt (de telle sorte qu'au-delà d'un certain point les recettes fiscales diminuent lorsque le taux augmente) - n'en est certainement pas l'inventeur.

Nombreux, en effet, sont ceux qui, avant ou après lui, ont souligné cette idée, pour la simple et bonne raison qu'il s'agit seulement de l'application au domaine spécifique de la fiscalité des principes généraux de l'analyse économique. Nier la courbe de Laffer, c'est donc nier la possibilité d'une étude scientifique du comportement humain et se réfugier dans l'obscurantisme ou un pragmatisme approximatif. C'est en s'appuyant sur les principes les plus généralement admis de toute la profession des économistes - à savoir la loi de l'utilité marginale décroissante - que Geoffrey Brennan et James Buchanan ont montré qu'un Etat dont l'objectif serait d'extraire le maximum de ressources des citoyens devrait imposer un impôt sur le revenu à taux dégressif et non un impôt sur le revenu à taux progressif. En effet, dans ce cas, il prélèverait sur chaque unité de revenu supplémentaire produite par chaque individu juste ce qui serait nécessaire pour ne pas l'inciter à renoncer à l'activité correspondante. Raisonnement d'une telle rigueur que l'on peut mettre quasiment au défi de démontrer qu'il

est erroné. Pour un économiste habitué au raisonnement théorique, ces idées sont incontournables et des travaux empiriques, nécessairement arbitraires, qui prétendraient démontrer le contraire sont nécessairement suspects.

Cette conviction est renforcée si l'on se tourne vers les faits. La réforme fiscale de Margaret Thatcher a fait tomber les taux d'impôt sur le revenu les plus élevés, de 83 % à 40 %. Alors qu'on prévoyait - en utilisant une optique purement comptable - une chute des recettes fiscales de 1,5 milliard de livres, on a enregistré une augmentation de 0,3 milliard de livres. Les foyers fiscaux les plus riches ont augmenté leurs contributions au budget à la fois en termes relatifs et absolus. On a constaté par ailleurs un renversement des flux migratoires, les individus les plus productifs, au lieu de fuir la Grande-Bretagne, décidant d'y revenir. Aux Etats-Unis, le taux maximum de l'impôt sur le revenu est passé de 77 % en 1921 à 24 % en 1928, et l'on a constaté une forte hausse des revenus salariés, des recettes fiscales et de l'emploi. Et l'on trouve des résultats comparables aux Etats-Unis, sous Kennedy aussi bien que sous Reagan, et dans bien d'autres pays.

Les titulaires de hauts revenus seraient tellement heureux de payer des impôts qu'ils seraient tout à fait insensibles aux taux de ces impôts ! Cela n'est tout simplement pas crédible.

L'idée selon laquelle il y aurait une exception française dans le domaine du comportement des contribuables n'est donc pas tenable. Mais alors, comment expliquer les résultats de Thomas Piketty ? Les « expériences » françaises de baisse des impôts qu'il a examinées n'ont rien de comparable avec celles que nous venons d'évoquer. Les baisses en question ont été de si faible amplitude qu'elles ne pouvaient guère avoir qu'une influence mineure par rapport aux autres facteurs importants qui influencent les recettes fiscales (et qui n'ont pas été évalués).

Mais il existe aussi une autre raison, certainement plus fondamentale. Pour apprécier réellement les effets d'une variation d'impôts sur le comportement des contribuables et sur les recettes fiscales, il n'est pas correct d'isoler la variation d'un seul impôt, par exemple l'impôt sur le revenu. Ce qui détermine le comportement d'un contribuable, c'est le taux marginal de prélèvement qu'il subit en tenant compte de tous les impôts et cotisations qui frappent la même matière fiscale (par exemple : l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales, la CSG, mais aussi la TVA, qui, contrairement à ce que l'on dit, n'est pas un impôt sur la consommation, mais un impôt sur le revenu). Ainsi, la faible baisse des taux marginaux de l'impôt sur le revenu en 1996 a été plus que compensée par l'augmentation des autres prélèvements, de telle sorte qu'il était évidemment impossible de voir apparaître un « effet Laffer » positif.

Il est enfin curieux qu'on puisse à la fois prétendre que la baisse des charges sociales sur les bas revenus aurait un effet sur l'emploi - il existerait dans ce cas un « effet Laffer » - alors que cet effet disparaîtrait pour des taux d'imposition plus élevés ! Il y a là une incohérence manifeste.

Pascal Salin est professeur d'économie monétaire à l'université Paris-Dauphine.

### PME, le plus court chemin de l'avenir

**HP Brio Office**

**SPECIAL PME**

D79251 et D2826A NOUVEAU

- Nouveau format ordinateur avec Windows 98
- Processeur Intel® Celeron® 333 MHz (60 MHz de cache)
- Disque dur de 4,3 Go
- 32 Mo de mémoire
- Lecteur CD-ROM 32x, interface audio 16 bits
- Carte graphique Matrox AGP 1X - 24x
- Modem 56 Kbps (carte d'abonnement gratuite)
- Microsoft Office Edition PME
- Livré avec un écran 15 pouces

**8490 FHT 10239 F TTC**

**Compagnons parfaits du HP Brio Office**

**HP OmniBook 2100**

Avec modem PCMCIA 56 Kbps

F159W/G52

- Processeur Intel® Pentium® 8 233 MHz
- Ecran 12,1 pouces couleur active
- 32 Mo de mémoire
- Disque dur 4 Go
- Lecteur CD-ROM 24x
- Modem 56 Kbps
- Garantie 1 an avec entraînement et retour sur site
- Livré avec un modem interne PCMCIA 56 Kbps

**13490 FHT 16269 F TTC**

**HP LaserJet 1100A**

C4218A NOUVEAU

- Imprimante, copieur, scanner
- Vitesse d'impression à 30 ppm
- Format A4 et A5
- Connectable en réseau via un boîtier HP JetDirect

**3690 FHT 4431 F TTC**

**HP Colorado 5Go**

C4355B

- Capacité : 5 Go
- Taux de transfert : jusqu'à 35 Mo/min
- Interface : IDE (standard sur modèle externe)
- NTFS : 250.000 fichiers
- Livré avec Colorado Backup II pour Windows 95/98 (incluant Disaster Recovery) et Windows NT
- Garantie 2 ans échange sur site

**1120 FHT 1331 F TTC**

**HEWLETT PACKARD**

Expanding Possibilities

\* HP Et tout devient possible

**1 800 800 500**

ou rendez-vous sur [www.france.hp.com](http://www.france.hp.com)

pentium II

HP préconise Windows 98. Office 98 est une marque déposée de Microsoft Corporation. Les autres noms de produits sont des marques de leurs propriétaires respectifs.

AUTOMOBILE

Toyota compte sur l'Eu

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...



ranges conclusions  
omas Piketty

Salin

مكتبة من الكتب

# ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

15

**AUTOMOBILE** Premier constructeur nippon, Toyota commence à construire sa future usine française près de Valenciennes. La première pierre a été posée jeudi 12 novembre.

● LA PRODUCTION démarrera dans deux ans. Les effectifs devraient atteindre 2 000 personnes dans une région où le chômage s'élève à 19 %.

● CET INVESTISSEMENT s'inscrit dans une stratégie internationale offensive. Toyota compte sur l'Europe et les Etats-Unis pour compenser la chute de son marché domestique.

● HIROSHI OKUDA, le président de Toyota, estime, dans un entretien au Monde, que le marché européen devrait passer de 15 à 20 millions d'unités par an grâce aux ventes dans les ex-pays de l'Est.

● L'OBJECTIF de Toyota d'occuper 5 % de ce marché, contre 3 % aujourd'hui, pourrait être revu à la hausse en cas de succès de la Yaris, la petite voiture qui sera produite dans le Nord.

## Toyota compte sur l'Europe pour compenser la chute du marché nippon

Le président du groupe japonais, Hiroshi Okuda, explique qu'il se donne cinq ans pour rentabiliser l'usine de Valenciennes, dont la première pierre est posée jeudi 12 novembre. Le constructeur prévoit des résultats 1998 aussi bons que ceux de 1997 grâce à son développement international

**PRÉSIDENT** de Toyota depuis 1995, Hiroshi Okuda, cinquante-cinq ans, est le premier dirigeant d'un constructeur japonais de l'automobile à ne pas être issu de la famille fondatrice. Bien qu'ayant fait toute sa carrière en interne, il s'est attaqué à la culture traditionnelle du groupe, qui va ouvrir une usine à Valenciennes (Nord), pour privilégier son internationalisation et son occidentalisation.

«Après un pic à 14 millions de véhicules en 1998, le marché automobile européen devrait progresser légèrement dans les années à venir. Est-ce le meilleur moment de vous y développer ?»

«Tout d'abord, je serais moins pessimiste que vous sur l'évolution

du marché, car je pense que les ventes seront désormais tirées par le développement des pays émergents d'Europe de l'Est. Nous espérons que l'ensemble des marchés européens, d'environ 15 millions de véhicules par an actuellement, atteindra les 20 millions d'ici quelques années.

«De plus, la philosophie de Toyota est de concevoir des voitures localement pour chacun de ses marchés. Nous avons commencé par nous implanter en Grande-Bretagne, où nous fabriquons actuellement deux modèles (Corolla et Avensis) et nous nous apprêtons à compléter notre offre sur le créneau des petites voitures avec la Yaris. Créée pour l'Europe, ce modèle sortira de l'usine de Valenciennes dès 2001.

«Le créneau des petits véhicules est actuellement l'un des plus encombrés en Europe. Comment comptez-vous vous y imposer ?»

«Dans cette gamme, la Yaris se situera entre les modèles Twingo et Clio de Renault. Pour faire la différence, nous nous appuyons sur les qualités intrinsèques de ce véhicule offrant un maximum d'espace habitable dans un minimum de volume, ainsi qu'une faible consommation de carburant grâce à son moteur 2 litres.

«Vous comptez donc jouer la carte marketing de la protection de l'environnement ?»

«Oui. Ce point est un des axes majeurs de notre stratégie dans le monde. En effet, la protection de l'environnement sera l'une des grandes préoccupations du siècle à venir et certains spécialistes affirment que l'automobile est responsable de 30 % de l'effet de serre. En tant que constructeurs, nous devons donc tout faire pour réduire cette nuisance, tant sur nos véhicules que dans nos usines. A Valenciennes, par exemple, notre slogan sera : «Vert et propre». Grâce à l'expérience que nous avons acquise en matière d'écologie, ce site ne produira aucun déchet, ne fera aucun bruit et dégagera très peu d'émissions polluantes. Cette unité entourée d'arbres s'intégrera en outre parfaitement dans le paysage.

«Votre usine de Valenciennes sera l'une des plus productives en France ce qui, logiquement, devrait vous permettre de pratiquer des prix plus bas que ceux de vos concurrents. Allez-vous utiliser cette arme pour conquérir de nouvelles parts de marché ?»

«Ce n'est pas notre intention, même si nous devions mettre plus de temps avant de devenir bénéficiaires.

«Actuellement, vous réalisez encore près de 50 % de vos ventes sur le marché japonais, qui a chuté de plus de 15 % depuis le début de l'année. Quelles seront les conséquences de ce recul sur

vos ventes en Europe ?»

«Non. Nous comptons nous situer dans les mêmes gammes de prix que nos concurrents car nous n'avons pas du tout l'intention de perturber notre segment de marché. Les marges que nous dégagerons grâce à nos gains de productivité seront aussitôt réinvesties afin de développer les services offerts aux clients et d'améliorer notre communication.

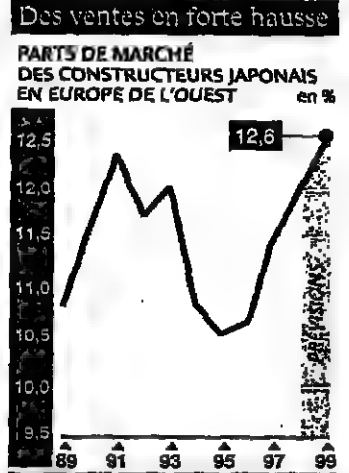
«Vous vous apprêtez à dépenser 4 milliards de francs sur trois ans pour construire votre usine française. Combien de temps vous donnez-vous pour rentabiliser cet investissement ?»

«Quand nous nous implantons sur un nouveau site, nous acceptons de rester déficitaire pendant trois ou quatre ans. En général, la cinquième année, nous dégagerons des bénéfices. Si c'est le cas à Valenciennes, nous considérerons que l'opération est un succès.

«En cas d'échec, pourriez-vous être amené à vous retirer ?»

«Ce n'est pas notre intention, même si nous devions mettre plus de temps avant de devenir bénéficiaires.

«Actuellement, vous réalisez encore près de 50 % de vos ventes sur le marché japonais, qui a chuté de plus de 15 % depuis le début de l'année. Quelles seront les conséquences de ce recul sur



**Des ventes en forte hausse**

Les ventes de Toyota en Europe ont augmenté de 10,5% en 1997 par rapport à 1996, et de 10,7% par rapport à 1995. Les ventes de la Yaris sont également mentionnées, avec une augmentation de 1,5% en 1997 par rapport à 1996, et de 1,5% par rapport à 1995.

### Résultats contrastés pour les constructeurs japonais

Numéro un de l'automobile nipponne, Toyota ne tardera pas à annoncer ses résultats semestriels, comme viennent de le faire ses concurrents. Nissan (n°2) et Mitsubishi (n°4) sont en perte, respectivement, de 1,4 et 1,3 milliard de francs. Ces deux constructeurs ont subi de plein fouet la chute de leurs ventes nationales. Mitsubishi, dont le chiffre d'affaires est en baisse de 16,2 %, a annoncé un plan de restructuration prévoyant des suppressions d'emplois aux Etats-Unis et en Thaïlande, ainsi que la fermeture d'une usine japonaise.

La situation de Honda (n°3) est à l'opposé : il a enregistré des résultats records à 6,6 milliards de francs, avec des ventes en hausse de 12 %, grâce à son excellente implantation internationale, notamment aux Etats-Unis. Mazda (groupe Ford) a lui aussi tiré son épingle du jeu après avoir réduit ses coûts et investi en Europe : il a multiplié par dix son bénéfice net, à 247 millions de francs.

## Le projet de Valenciennes accroît la concurrence pour PSA et Renault

LE 9 DÉCEMBRE 1997, Hiroshi Okuda, président de Toyota, annonçait l'installation de la première usine française du leader automobile nippon à Oismaing, un petit bourg à 7 km de Valenciennes, dans le Nord. Saluant la création de 2 000 emplois dans cette zone où le taux de chômage atteint 19 %, Lionel Jospin avait reçu M. Okuda à l'Hôtel Matignon, et deux ministres, Martine Aubry (emploi) et Christian Pignatelli (industrie), avaient fait le déplacement. Jeudi 12 novembre, M. Okuda devait revenir à Oismaing poser la première pierre de l'usine. Mais, cette fois, seul Christian Pignatelli et les élus locaux, très impliqués dans ce projet, ont répondu présents à l'invitation.

Malgré des mois de bagarre pour convaincre Toyota de choisir la France, «on ne peut pas dire que l'Etat français soit très engagé sur ce dossier», observe Jean-Louis Borloo, maire apparenté UDF de

Valenciennes. Cette relative discrétion des pouvoirs publics peut se comprendre. L'installation de cette nouvelle usine d'une capacité de 150 000 véhicules par an risque d'aggraver les problèmes du secteur automobile français, qui souffre déjà de surcapacité et de sureffectifs.

Voilà sans doute pourquoi les aides publiques offertes au constructeur devraient rester relativement modestes. Bien qu'aucun chiffre n'ait été officiellement divulgué, on estime que les financements étatiques, via la prime d'aménagement du territoire, s'élèveront à 20 millions de francs. Une somme symbolique au regard de l'investissement réalisé (4 milliards de francs) et du plafond d'aide théoriquement autorisé dans le Valenciennais (70 000 francs par emploi créé).

La région devrait ajouter 40 millions de francs sous forme d'aide à la formation, une décision prise malgré l'opposition des Verts et de leur chef de file, Marie-Christine Blandin. Mais l'essentiel de l'effort sera fourni par les communes, qui assureront la transformation des 250 hectares de champs cédés en terrain industriel (raccordement, financement de 10 millions de francs pour réaliser des fouilles archéologiques...) et se sont mobilisés, avec l'aide des administrations locales, pour faciliter la mise en route du projet.

**UNE MAIN-D'ŒUVRE JEUNE**

L'ANPE de Valenciennes s'est dotée d'un «pôle Toyota», qui a déjà reçu près de 10 000 candidatures, alors que les recrutements ne démarreront pas avant 1999 pour les cadres et début 2000 pour les opérateurs. «Nous avons également proposé de mettre en place des formations techniques, mais Toyota préfère recruter une main-d'œuvre polyvalente qu'il formera ensuite lui-même», explique

M. Borloo. Même localement, cette arrivée ne fait pas que des heureux. Le président de la chambre de commerce et d'industrie de Valenciennes vient de quitter ses fonctions, en partie parce que les chefs d'entreprise locaux s'inquiètent des conséquences de l'implantation de Toyota, qui risque de faire monter les salaires.

La qualité de la main-d'œuvre de Toyota, jeune, adaptable, bien formée, devrait lui assurer un niveau de productivité de 25 à 30 % supérieur à celui des usines françaises traditionnelles. De quel inquiéter les deux constructeurs nationaux, Renault et Peugeot-Citroën, dont les ouvriers sont plus âgés (quarante-cinq ans en moyenne). «Nous devons réaliser 5 % de gains de productivité chaque année pour rester dans la course, car, avec une usine comme celle de Toyota, nous ferions tout de suite 25 % de plus», avait expliqué la direction de Renault lors

d'une réunion avec les syndicats.

Au moment où les partenaires sociaux s'apprêtent à négocier le passage aux 35 heures, l'arrivée du groupe nippon pourrait donc compliquer le débat. Elle donne un argument supplémentaire aux constructeurs qui souhaitent obtenir du gouvernement des mesures d'âge, destinées à faire partir le personnel le plus âgé. Les syndicats, de leur côté, insistent sur la nécessité d'embaucher pour rajeunir la pyramide des âges. Le tour de vis que le gouvernement vient de donner aux préretraites cofinancées par l'Etat leur laisse peu d'espoir d'obtenir gain de cause.

### Toyota en chiffres

● **Chiffre d'affaires** : 495,5 milliards de francs pour l'exercice clos en mars 1998, soit une baisse de 4,6 % par rapport à 1997.

● **Résultat net** : 19 milliards de francs, en hausse de 17,5 % par rapport à l'an dernier.

● **Ventes** : 4,4 millions de véhicules en 1998 (dont 3,7 millions de voitures particulières et 778 000 cars et bus). Au Japon, les ventes atteignent 1,9 million de véhicules, contre 2,2 millions en 1997. A l'étranger, elles s'élèvent à 2,5 millions, contre 2,3 millions l'an dernier.

● **Parts de marché** : 3,1 % en Europe occidentale et 1 % sur le marché français.

## La Commission européenne veut renforcer les droits des salariés

**BRUXELLES** (Union européenne) de notre correspondant

La Commission européenne entend renforcer la réglementation concernant l'information et la consultation des salariés dans les pays de l'Union. Devant le refus répété du patronat de négocier avec les syndicats sur ce thème - refus que vient encore de vivement déplorer Padraig Flynn, le commissaire chargé de la politique sociale et de l'emploi -, elle a transmis, mercredi 11 novembre, aux gouvernements des Quinze une proposition de directive, qui va sensiblement plus loin que les dispositions actuellement en vigueur.

La Confédération européenne des syndicats (CES), à laquelle adhèrent FO, la CFDT et la CFTC, est satisfaite : «La Commission vient de conforter l'Europe sociale», a estimé Emilio Gabaglio, son secrétaire général. En revanche, l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (Unice) a réagi avec virulence : «Cette proposition est néfaste pour les entreprises. Elle représente une ingérence totalement inacceptable dans les systèmes de relations industrielles des Etats membres. J'en appelle aux responsables politiques de l'Union euro-

péenne pour y faire barrage...», a déclaré Dirk Hudig, le secrétaire général de l'Unice. La Commission, quant à elle, a bon espoir de trouver une majorité qualifiée au Conseil pour adopter sa proposition.

Le marché unique, la tendance à la mondialisation et demain l'euro, ont comme conséquence une accélération des fusions, délocalisations, restructurations d'entreprises. Ces phénomènes, qui exigent une grande mobilité et une «adaptabilité» des travailleurs, peuvent être regardés comme positifs s'ils concourent à améliorer la compétitivité de l'économie. Mais à la condition, note la Commission, qu'ils s'opèrent dans un environnement socialement acceptable, ce qui implique en particulier «une information et une consultation qui permettent aux travailleurs de faire face au changement et de l'anticiper».

Selon la Commission, les dispositions nationales et communautaires qui existent sont insuffisantes ou inefficaces, souvent l'implication des travailleurs se fait trop en aval du processus de décisions. Dans son esprit, la nouvelle directive, qu'elle propose d'appliquer aux entreprises de plus de 50 salariés (3 % des entreprises de

l'Union européenne, représentant 53 % des travailleurs), permettra de compléter ce qui existe et de remédier aux carences des droits nationaux. Il s'agit de faire réagir les salariés sur ce qui va se produire, de manière à ce que des solutions alternatives à celles proposées par les directions puissent éventuellement être retenues. Ce qui signifie bien sûr que l'information et la consultation aient lieu avant que la décision ne tombe !

**«MÉCANISMES DE CODÉCISION»**

L'Unice proteste : «Cette nouvelle proposition est trop détaillée et représente une charge disproportionnée pour les entreprises. Obliger la direction à rechercher un accord avec les représentants des salariés avant que certaines décisions puissent être prises introduit en pratique des mécanismes de codécision dans des millions d'entreprises de plus de 50 salariés.»

Selon le projet de directive, l'employeur devra assurer l'information et la consultation régulière des travailleurs sur l'évolution économique et stratégique de l'entreprise, sur la situation et l'évolution prévisible de l'emploi, sur les décisions susceptibles d'entraîner des changements substantiels concernant l'organisation du travail et les

relations contractuelles. La Commission insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un cadre : sa mise en œuvre devra s'opérer avec souplesse, les modalités pouvant fort bien être négociées entre les partenaires sociaux.

Le projet innove également sur le terrain des sanctions, que M. Flynn veut dissuasives. Lorsque le nouveau texte entrera en vigueur, en cas d'informations et consultations non conformes aux exigences de la directive, les décisions prises par la direction (par exemple la fermeture d'un site) resteront opposables à des tiers (banquiers, fournisseurs, administrations) mais seront considérées comme illégales, donc nulles, dans les relations avec les salariés.

Le contrat du salarié continuera donc à exister, il sera payé, jusqu'à ce que la situation ait été régularisée (soit que l'information-consultation ait lieu, soit, lorsque c'est impossible, que l'administration ait mis en place la structure juridique chargée de pallier la défaillance de l'employeur). «L'annulation des effets juridiques d'une décision sur les contrats de travail est une sanction extrême et disproportionnée», estime l'Unice.

Philippe Lemaître

**WEEK-END CONCORDE À NEW YORK 39 900 F**

**ESCAPADE LYONNAISE MACH 2 6 500 F**

**DU 16 AU 17 DÉCEMBRE 98**

**DU 17 AU 20 DÉCEMBRE 98**

**AU DÉPART DE PARIS ET LYON**

**Brochure sur simple demande**

**RENSEIGNEMENTS KUONI : 04 78 42 57 51**



## Le président d'EDF souhaiterait modifier le statut des agents

La CGT dénonce la faiblesse des investissements

L'Humanité du 12 novembre publie les extraits d'un document confidentiel émanant de François Roussely, président d'EDF. Selon ce texte, le statut du personnel

coûte moins cher à l'entreprise que la direction l'a longtemps prétendu mais l'ouverture à la concurrence nécessite néanmoins sa transformation.

A TROIS MOIS de l'ouverture à la concurrence du marché européen de l'électricité, la CGT dénonce l'absence d'ambition de l'électricien national dans la production. Une étude sur « les capacités de production d'EDF », réalisée par ce syndicat, estime qu'au rythme actuel des investissements et en tenant compte d'une augmentation annuelle de 3 % de la demande, l'entreprise publique ne pourra, dans vingt ans, assurer que la moitié de la consommation française. Simultanément, le quotidien communiste L'Humanité du 12 novembre publie le document « Réponses aux attentes et interrogations dans le domaine social », définissant la politique du président d'EDF, François Roussely. Au sommaire, la modification par décret du statut des électriciens et des gaziers, qui régit depuis 1946 la vie sociale des agents.

Commentant, le 10 novembre, l'étude sur la production, Denis Cohen, secrétaire de la Fédération CGT de l'énergie, estimait que pour EDF « cette politique de non-investissement crée l'insuffisance qui

donne aux fournisseurs privés la possibilité de se rendre indispensables ». Dans ces conditions, l'adaptation en droit français de la directive européenne traduit « la volonté non pas d'ouvrir la production d'électricité à la concurrence mais de faire cadeau au secteur privé d'une part importante de cette activité ». Pour qu'EDF puisse répondre à la demande future, « il faudrait décider dès maintenant de la réalisation d'une dizaine de tranches nucléaires ».

### MODIFICATION NÉCESSAIRE

Sous le titre « EDF : ce que veut François Roussely », le quotidien du Parti communiste révèle la conception du nouveau président de l'entreprise publique exposée aux 230 chefs d'unité à la mi-octobre à Nantes. « Personne ne peut croire que l'on va faire vivre une politique sociale au travers de ce mausolée emprisonné dans le marbre », a-t-il affirmé en évoquant le statut des agents. La modification serait rendue nécessaire pour mettre en place la réduction du temps de travail et identifier, dans les comptes,

le régime des retraites. Ce document évoque les surcoûts des agents EDF-GDF face aux autres entreprises du secteur, comme la Lyonnaise des eaux ou Vivendi. Il ne serait « que de 5,10 % ou 15 % » et non de 50 % comme l'affirmait l'ancienne direction. « C'est un écart important mais sans commune mesure avec les 50 % annoncés », a souligné M. Roussely.

Affichant sa volonté de renouer la concertation, le président d'EDF dénonce aussi « le dialogue singulier » avec la seule CFDT et la mise à l'écart de la CGT, majoritaire avec 53 % des voix. « On ne portera pas l'entreprise plus loin en pensant qu'une organisation syndicale est notre ennemie de classe ou que 50 % des agents ne mérite pas que nous leur parlions ». Une déclaration appréciée par la CGT, qui s'inquiétait de l'importance de la CFDT dans la composition du comité exécutif de l'entreprise. Sur les cinq membres de l'état-major, deux sont proches de ce syndicat : le secrétaire général et la directrice du personnel.

Dominique Gallois

## L'Italie libéralise le secteur de l'électricité

Conformément à la directive européenne, le gouvernement italien met fin au monopole de l'Enel. Les dirigeants de centre-gauche s'apprêtent à une ouverture à la concurrence plus large que ne l'impose Bruxelles

### ROME

Trente-six ans après la nationalisation de l'industrie électrique en 1962, l'Enel (Ente Nazionale per l'Energia Elettrica, équivalent de l'EDF) ne sera plus à l'avenir un monopole. Cette libéralisation décidée après l'adoption, mardi 10 novembre, d'un décret-loi par le conseil des ministres, ouvre la porte à la prochaine privatisation de l'un des derniers mastodontes de l'Etat, sujet de discorde entre le pouvoir et les communistes orthodoxes d'une part et les syndicats d'autre part. Paradoxalement, c'est un gouvernement de centre-gauche conduit par un ancien communiste, Massimo D'Alema, qui met fin à ce monopole institué par un autre gouvernement de centre-gauche, celui d'Amintore Fanfani. Cela ne s'est pas fait sans difficultés. Il a fallu des mois de polémiques pour mettre au point ce texte déjà critiqué comme « une libéralisation de façade » et qui, pour certains, aura peu de conséquences pratiques, du moins dans les prochaines années. Une opinion que,

bien évidemment, ne partage pas le ministre de l'Industrie, Pierluigi Bersani, pour lequel « cette sortie du monopole légal aboutira à un système rénové : une vraie libéralisation qui fera croître la concurrence et laissera un espace à de nouveaux acteurs sans détruire ceux qui existent ».

L'Enel deviendra une holding financière régnant sur plusieurs sociétés séparées et indépendantes, qui contrôleront chacune la production, la vente, la distribution et l'acheminement de l'électricité. La date du 19 février 1999 pour la libéralisation, fixée par l'Union européenne, sera donc respectée (lire ci-dessous). A partir de cette date, le calendrier imposé par Bruxelles sera non seulement suivi mais anticipé puisque l'ouverture du marché sera de 30 % en 1999, 35 % en l'an 2000, pour arriver à 40 % en 2002.

### SURVEILLANCE

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la part de l'Enel ne devra pas dépasser 50 % et la société d'Etat devra donc céder d'ici là, au moins 15 000 mégawatts sur les 36 000 de sa puissance de production actuelle. Ce qui devra rapporter dans les caisses de l'Etat 15 000 milliards de lires (51 milliards de francs) et permettre ainsi de réduire l'endettement ainsi que de rendre la holding plus attractive sur les marchés financiers en vue de la privatisation. En 2001, avec un an d'avance, devra être créée la Bourse de l'énergie, chargée de faciliter le libre accès au marché de l'électricité. Un organisme de tutelle, l'Autorité pour l'énergie, aura pour mission de surveiller le bon fonctionnement de la concurrence et pourra signaler à l'Antitrust les violations de celle-ci.

### La déréglementation selon les pays

Adoptée en 1996, la directive européenne sur l'électricité prévoit une ouverture progressive du marché à partir du 19 février 1999. Elle ne concerne que les grands consommateurs - les clients « éligibles » -, qui pourront choisir leur fournisseur. A la demande de la France, la distribution a été écartée du périmètre de la déréglementation. La part ouverte à la concurrence devra être d'au moins 25 % en 1999, de 30 % en l'an 2000 et de 33 % en 2003. Les Etats ont une marge de manœuvre pour transposer la directive dans leurs droits nationaux.

- L'Allemagne, la Suède et la Norvège ont décidé d'ouvrir dès 1999 leur marché à 100 %.
- L'Italie et l'Espagne vont au-delà de la décision de Bruxelles en ouvrant 30 % de leur marché.
- La Grande-Bretagne, précurseur en la matière, va encore plus loin, en ouvrant aussi à la concurrence la distribution d'électricité aux particuliers.
- En France, la transposition sera progressive et respectera les seuils fixés. Le projet de loi, actuellement étudié par le Conseil d'Etat, sera présenté au conseil des ministres le 9 décembre. La discussion parlementaire devrait débuter en février.

Michel Bôle-Richard

## Shell supprime 3 000 emplois en Europe

ROYAL DUTCH SHELL va supprimer 3 000 emplois en Europe d'ici à la fin de 1999 dans le cadre de la restructuration de sa filiale Shell Europe Oil Products, chargée du raffinage, de la distribution et de la vente de ses produits, a confirmé, le 11 novembre, Eric Nickson, porte-parole du groupe, sans préciser la répartition géographique des suppressions d'emplois. Ce chiffre représente environ 20 % des effectifs de Shell Europe Oil Products (SEOP), qui emploie 15 000 salariés. « Cette décision n'est pas nouvelle. Nous avons annoncé il y a exactement quinze mois notre intention d'abaisser les coûts de SEOP. A l'époque, nous avions déjà calculé qu'il serait nécessaire de réduire d'environ 3 000 le nombre de salariés », a ajouté M. Nickson. Shell a déjà annoncé la fermeture de la raffinerie de Haven, en Angleterre, où sont employées 400 personnes. Un conseil d'administration se réunira le 19 novembre pour discuter de l'avenir de la filiale de Relschett, près de Strasbourg (Bas-Rhin), qui emploie quelque 300 personnes.

## REGARDEZ BIEN, LA PERFORMANCE EST SOUVENT INVISIBLE.

Le SH 888 est bi-bande ce qui lui permet de fonctionner sur les réseaux GSM 900 et 1800, et offre une connexion de très haute qualité.



Cette liaison infrarouge reliant le téléphone à votre ordinateur portable est en réalité invisible.

Le SH 888 comprend une carte PC. Ce qui permet : a) de se connecter à internet, b) d'envoyer et de recevoir fax et e-mail directement sur votre ordinateur portable.

### LE NOUVEAU ERICSSON SH 888 REND INTERNET MOBILE.

Une liaison infrarouge et une carte PC intégrée, permettent de connecter le SH 888 à un ordinateur portable sans le moindre branchement. Impossible de le cacher plus longtemps, il s'agit d'un accès mobile à internet, et d'un moyen d'envoyer ou de recevoir e-mail et fax.

Où que vous soyez, avec votre mobile, internet est avec vous.

Son système bi-bande, autrement dit sa capacité à recevoir sur deux fréquences, signifie moins d'appels coupés et des communications internationales de meilleure qualité.

Soudain, où que vous soyez, tout devient beaucoup plus simple.

ERICSSON

<http://mobile.ericsson.com>

Microsoft se dans le téléphone

Bildung und Kultur  
Mondadori et Bertelsmann scellent une alliance dans l'édition





## libéralise e l'électricité

peenne, le gouvernement italien  
geants de centre-gauche s'apprê  
plus large que ne l'impose Bru

Les ministres de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Environnement ont annoncé mardi 10 novembre que le gouvernement italien s'apprête à libéraliser le marché de l'électricité. Cette mesure, qui sera mise en œuvre à partir de 1999, permettra aux consommateurs de choisir leur fournisseur d'énergie. Le gouvernement italien, dirigé par Romano Prodi, a ainsi pris une décision majeure pour ouvrir le marché de l'électricité à la concurrence. Cette mesure est considérée comme une étape importante dans la réforme du secteur énergétique italien.

Le ministre de l'Industrie, Antonio Di Pietro, a déclaré que cette réforme vise à encourager l'investissement dans les infrastructures et à réduire les coûts pour les consommateurs. Le ministre de l'Environnement, Antonio Di Pietro, a également souligné l'importance de cette mesure pour promouvoir l'énergie renouvelable. Le ministre de l'Énergie, Antonio Di Pietro, a enfin précisé que cette réforme sera mise en œuvre en plusieurs étapes, à partir de 1999.

Le ministre de l'Industrie, Antonio Di Pietro, a déclaré que cette réforme vise à encourager l'investissement dans les infrastructures et à réduire les coûts pour les consommateurs. Le ministre de l'Environnement, Antonio Di Pietro, a également souligné l'importance de cette mesure pour promouvoir l'énergie renouvelable. Le ministre de l'Énergie, Antonio Di Pietro, a enfin précisé que cette réforme sera mise en œuvre en plusieurs étapes, à partir de 1999.

Le ministre de l'Industrie, Antonio Di Pietro, a déclaré que cette réforme vise à encourager l'investissement dans les infrastructures et à réduire les coûts pour les consommateurs. Le ministre de l'Environnement, Antonio Di Pietro, a également souligné l'importance de cette mesure pour promouvoir l'énergie renouvelable. Le ministre de l'Énergie, Antonio Di Pietro, a enfin précisé que cette réforme sera mise en œuvre en plusieurs étapes, à partir de 1999.

Le ministre de l'Industrie, Antonio Di Pietro, a déclaré que cette réforme vise à encourager l'investissement dans les infrastructures et à réduire les coûts pour les consommateurs. Le ministre de l'Environnement, Antonio Di Pietro, a également souligné l'importance de cette mesure pour promouvoir l'énergie renouvelable. Le ministre de l'Énergie, Antonio Di Pietro, a enfin précisé que cette réforme sera mise en œuvre en plusieurs étapes, à partir de 1999.

## Microsoft se lance en pionnier dans le téléphone mobile intelligent

L'entreprise d'informatique s'est associée à la société spécialisée Qualcomm

Il s'agit d'une des premières alliances industrielles d'envergure destinées à développer le « téléphone mobile intelligent », c'est-à-dire à

associer la téléphonie et l'informatique. Au-delà de la consommation grand public, la nouvelle société Wireless Knowledge cherchera ses pre-

miers clients au sein des entreprises, en créant un lien entre les appareils mobiles et l'ordinateur de bureau.

**SEATTLE**  
de notre envoyé spécial  
Pourra-t-on demain, à partir de son téléphone mobile, envoyer du courrier électronique (un e-mail), consulter des horaires d'avions, ou passer un ordre de Bourse ? C'est en tout cas ce type de services qu'entend développer Microsoft, qui, pour ce faire, vient de s'associer à Qualcomm, une entreprise américaine spécialisée dans la téléphonie numérique mobile. « Le téléphone mobile numérique est prêt à engendrer l'informatique mobile », assure Irwin Jacobs, le PDG de Qualcomm, en annonçant, le 10 novembre, la création de Wireless Knowledge, une entreprise fondée à parts égales avec Microsoft.

Après les expériences de réception des messages du courrier électronique sur Internet par les téléphones mobiles et les pagers, il s'agit d'une des premières alliances industrielles d'envergure destinées à développer le « téléphone mobile intelligent » (smart phone en anglais), c'est-à-dire à associer la téléphonie et l'informatique. Seul pré-

cédent : le rapprochement du britannique Psion (ordinateurs de poche) et de fabricants de téléphones tels que Nokia. Steve Ballmer, le président de Microsoft, s'est déclaré « très enthousiasmé » par la création de Wireless Knowledge. « Je veux pouvoir accéder à l'information sans fil », a-t-il précisé, indiquant, par exemple, qu'il passe 80 % de ses appels téléphoniques depuis sa voiture et qu'il a besoin de lire ses messages électroniques de la même manière. L'accès aux cartes routières ou aux informations sur les restaurants devra également s'affranchir de la ligne fixe.

**STANDARDISATION**  
Mais l'enjeu de l'alliance entre Microsoft et Qualcomm dépasse largement le marché de la consommation grand public. Wireless Knowledge cherchera d'ailleurs ses premiers clients au sein des entreprises. Il s'agit de créer un lien entre les appareils mobiles et l'ordinateur de bureau. Un salarié pourra ainsi modifier, à tout moment et où qu'il se trouve, un lieu de rendez-vous sur l'agenda qu'il

partage avec ses collègues de travail. Et ces derniers accéderont de la même façon à l'information mise à jour depuis leur téléphone portable, leur pager ou leur ordinateur de poche (palm computer). Le projet vise à étendre à tous les outils de communication sans fil le réseau interne des entreprises, aujourd'hui limité aux ordinateurs. Pour y parvenir, Wireless Knowledge mise sur les technologies Internet et sur l'ensemble de normes de la téléphonie mobile numérique (CDMA, GSM, CDPD et Mobitex). Une volonté de standardisation qui fait la part belle à Microsoft. Steve Ballmer ne cache pas que son investissement dans Wireless Knowledge, dont le montant n'a pas été révélé, participe de la « croisade Windows CE [version grand public de Windows] », qu'il entend poursuivre. Il s'agit d'étendre la suprématie dont dispose Windows aux nouveaux ordinateurs-téléphones sans fil. L'alliance avec Qualcomm lui apporte une expertise à la fois dans les technologies de transmission numérique sans fil et dans les téléphones mobiles eux-mêmes.

Depuis quelques mois, Qualcomm et l'américain 3Com (équipements pour les réseaux informatiques) collaborent sur l'intégration à un téléphone portable du PalmPilot, l'ordinateur de poche de cette dernière société, dont deux millions d'exemplaires ont été vendus dans le monde. Le résultat devrait être commercialisé en 1999, avec le système d'exploitation de 3Com.

Microsoft ne laisse guère de marge de manœuvre à ses concurrents potentiels sur de nouveaux marchés. Au sujet de Wireless Knowledge, le cabinet de consultant Andrew Seybold émet déjà un pronostic très favorable : « Le consortium devrait devenir le leader du marché des transmissions de données sans fil et des services associés, qui est estimé à 20 milliards de dollars aux environs de 2002. » L'entreprise dirigée par John Major, ancien directeur chez Qualcomm, prévoit d'ouvrir ses nouveaux services dès janvier 1999 et d'obtenir un premier client dans l'industrie en avril.

Michel Alberganti

## Le géant américain du négoce Cargill victime de la crise financière

La société annonce des licenciements

**LA SOCIÉTÉ** de négoce américaine Cargill est en pleine restructuration. Après avoir annoncé, mardi 10 novembre, le rachat de son concurrent Continental Grain pour renforcer sa place de numéro un mondial sur le marché des céréales, elle a fait part, le lendemain, de son intention de licencier les tiers des 900 salariés travaillant sur les marchés financiers et immobiliers. Cargill justifie cette décision par les pertes importantes qu'elle a subies sur le marché russe.

Depuis plusieurs semaines, les licenciements se multiplient dans les établissements financiers américains, frappés par la crise boursière et l'effondrement des marchés émergents. Le géant Cargill n'a pas été épargné. Depuis plusieurs semaines, une rumeur circulait que le courtier américain avait perdu 200 millions de dollars (1,1 milliard de francs) à la suite de la débâcle financière en Russie. Après avoir refusé de confirmer cette information, le groupe a finalement annoncé, fin octobre, un résultat trimestriel en baisse de

96 %, à 4 millions de dollars. Dans la foulée, le président des activités financières démissionnait.

La réduction des activités financières du groupe intervient au moment où Cargill double ses efforts pour affirmer sa suprématie sur le marché des céréales. Le rachat de Continental Grain, un des grands négociants céréaliers mondiaux, à un prix qui n'a pas été dévoilé, lui permet d'agrandir considérablement son réseau. Leurs parts de marché dans le commerce du blé, du soja, du maïs, devraient dépasser les 35 % aux États-Unis. Une situation qui risque de poser des problèmes au regard de la législation antitrust.

Cette acquisition majeure pourrait avoir aussi des conséquences dans les autres activités du groupe. Cargill, qui travaille aussi dans le négoce de l'acier, du pétrole et d'autres matières premières, pourrait être amené à réviser l'ensemble de son portefeuille.

Martine Orange

## Bill Gates souhaite témoigner devant le tribunal

**BILL GATES**, le PDG du fabricant américain de logiciels Microsoft, voudrait être entendu par le tribunal qui, depuis le 19 octobre à Washington, instruit le procès antitrust de son entreprise. Mercredi 11 novembre, lors d'un entretien sur la chaîne de télévision ABC, M. Gates s'est déclaré prêt à venir témoigner si on lui demande, a rapporté l'Agence France-Press. Non que le PDG de Microsoft ait été écarté du procès. Longuement entendu par le département de la justice en août, son témoignage a été enregistré. Et c'est via cette vidéo que M. Gates a été entendu en ouverture du procès. Puis, par bribes, pour éclairer les dépositions des témoins de l'accusation (des dirigeants des sociétés Netscape, Apple et Intel).

« Ils ont intentionnellement décidé de ne pas m'appeler comme témoin pour pouvoir montrer des bribes de la vidéo », dénonce le PDG de Microsoft, expliquant : « Le gouvernement aurait pu m'appeler comme témoin. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? ». A en croire l'accusation,

c'est M. Gates qui n'a pas tenu à se déplacer. Au premier jour du procès, Stephen Houck, représentant les États associés à la plainte du gouvernement américain contre Microsoft, a ainsi dénoncé « l'absence de trêpe » de M. Gates. L'intéressé ne figure pas non plus parmi les douze témoins retenus par Microsoft pour se défendre.

Cette soudaine volonté de M. Gates de se déplacer en personne intervient alors que les témoignages, au procès, se font de plus en plus accablants sur les pratiques de son entreprise. Les déclarations d'un dirigeant d'Intel sur la façon dont Microsoft a fait pression sur son groupe pour qu'il abandonne certains projets (Le Monde du 11 novembre) ont notamment fait l'effet d'une bombe. A la différence de Netscape, ou d'Apple, rivaux déclarés de Microsoft, Intel a des intérêts communs avec le fabricant de logiciels. Ce témoignage n'en a donc que plus de poids.

Philippe Le Cœur

## Mondadori et Bertelsmann scellent une alliance dans l'édition

**LE PREMIER** éditeur italien de livres et de magazines, le groupe Mondadori, contrôlé par Silvio Berlusconi, renforce ses liens avec Bertelsmann, le géant allemand de l'édition et leader européen de la communication. Les deux groupes ont annoncé, mercredi 11 novembre à Milan, la constitution d'une société commune dans le domaine des clubs de livres et leur volonté de vendre conjointement des livres sur Internet.

Concrètement, une nouvelle société, baptisée Mondo Libri, va absorber Club degli Editori, le club de livres du groupe italien, et celui de Bertelsmann, Euroclub. Les deux entreprises, qui conserveront chacune leur marque commerciale, réaliseront ensemble un chiffre d'affaires de près de 680 millions de francs et comptent 2 millions de membres. La nouvelle entité sera dirigée au cours des trois premières années par un responsable du groupe italien.

« Mondadori est notre allié naturel en Italie et nous ne voulons pas empoisonner nos relations » en menant des discussions avec d'autres partenaires potentiels italiens, a souligné Frank Woessner, en charge de la division livres de Bertelsmann. Les deux groupes, qui éditent des magazines en commun, - via Gruener und Jahr -, étudieraient d'ailleurs la possibilité d'un échange capitaliste de plus vaste envergure. Les

deux groupes souhaitent à terme vendre des livres en italien sur Internet, tout en se réservant la possibilité de commercialiser les ouvrages des concurrents de Mondadori.

Cette nouvelle alliance entre les groupes européens intervient alors qu'ils multiplient leurs offensives stratégiques depuis le début de l'année. Mondadori a ainsi conclu un partenariat aux États-Unis avec l'éditeur Ziff-Davis en juin et vient d'annoncer son intention d'acheter, en Italie, le département d'édition scolaire d'Ugo Mursia.

Pour plus de 6,6 milliards de francs, Bertelsmann a, de son côté, mis la main en mars sur le second éditeur américain, Random House, avant de conclure, voici un mois, une alliance d'envergure avec un autre américain, Barnes and Noble, dans la vente de livres sur Internet. Le groupe allemand, qui est également lié à 50/50 avec Havas dans les clubs des livres via France Loisirs, négocie toujours avec le groupe français un accord dans l'édition et la presse professionnelle. Alors que le club de livres français est en perte de vitesse, les discussions patinent depuis plus d'un an, mais pourraient, selon un porte-parole du groupe allemand, « aboutir avant la fin de l'année » (Le Monde du 4 novembre).

Nicole Vulser  
(avec Bloomberg)

Intel Inside Pentium

hier, un jeu de construction  
aujourd'hui, un monde de possibilités par une grande

hier, un camescope  
aujourd'hui, un studio d'effets spéciaux par Vao



## COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

## Le commerce électronique, chance pour les pays en voie de développement

La 10<sup>e</sup> Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) a tenté de faire monter les pays les plus pauvres dans le « train » de la révolution numérique. Une volonté qui se heurte au sous-équipement et à des priorités de première urgence

## LYON

Dechen Jamyang est venue du Bhoutan, petit pays coincé entre l'Inde et la Chine, qui s'ouvre depuis peu aux échanges internationaux. Agée d'une trentaine d'années, cette jeune femme ne sait pas ce que veut dire « commerce électronique » : elle vient, lundi 9 novembre, d'en entendre parler pour la première fois. « Chez nous [un royaume fermé de six cent mille habitants], nous n'utilisons pas Internet parce que nous n'avons

pas d'ordinateurs ni de réseau de téléphone, explique-t-elle. Nous essayons pour l'instant de rendre accessibles, à moins de trois jours de marche dans les montagnes, nos villages qui n'ont ni eau ni électricité. »

Quelques ordinateurs sont néanmoins apparus au Bhoutan il y a cinq ans et restent principalement utilisés par l'administration. Cet état de fait témoigne de l'écart énorme qui sépare les pays riches qui, depuis 1992, font de l'accès aux technologies de l'information une priorité politique, de ceux qui luttent encore contre la faim ou tentent de promouvoir l'accès aux soins pour tous et l'école.

Ce retard n'empêche toutefois pas Dechen Jamyang d'être « sûre qu'Internet deviendra, un jour, une réalité » pour elle. C'est en tout cas le pari pris par les Nations unies, qui viennent d'organiser leur dixième Conférence pour le commerce et le développement (Cnuced), à Lyon du 9 au 12 novembre.

## Pékin, Bogota ou Le Caire sur Internet

En 1992, la Cnuced a lancé le programme des pôles de commerce pour aider les micro-entreprises à réduire les coûts des transactions, faciliter les formalités administratives et accéder à Internet. Il en existe aujourd'hui 149, gérés par le secteur privé ou para-public, dans 89 pays (de la Chine à la Colombie en passant par l'Égypte). Le site Internet ([www.unctad.org](http://www.unctad.org)) utilisé par sept millions de petits entrepreneurs est devenu le premier réseau mondial de commerce électronique pré-transactionnel. Un tiers des utilisateurs affirme avoir vendu ses produits grâce à ce canal : 34 % des transactions sont inférieures à 10 000 dollars (55 000 francs environ), mais certaines atteignent plusieurs millions. Les mauvaises infrastructures de télécommunications ou le prix prohibitif des connexions à Internet constituent les principaux handicaps. Compte-tenu de la taille du projet, la Cnuced veut désormais passer la main au secteur privé pour s'occuper des pays les moins avancés.

structures commerciales et de distribution, seraient même « défavorisées ». « Dans le cybermarché, la position géographique et la taille de l'entreprise sont moins importantes, donc les pays en développement devraient en bénéficier », précise à son tour Jean-François Rischard, vice-président à la Banque mondiale.

Certains pays comme l'Inde, la Chine ou le Chili, cités en exemple, abattent déjà leurs cartes. L'industrie du logiciel de Bangalore (Inde) est l'une des premières au monde et le gouvernement indien, qui vient d'ouvrir le marché de l'accès à Internet la semaine dernière, a décidé, il y a quatre mois, de faire du commerce électronique sa priorité nationale. Il a d'ailleurs créé un groupe de travail spécifique.

En Chine, il se serait créé, en 1997, plus de lignes de téléphone qu'en Afrique ces cinquante dernières années. Et le gouvernement

chilien, en libérant le secteur des télécommunications auparavant monopolisé par l'État, avait réussi à faire baisser ses coûts de connexion de 30 %, ouvrant la voie d'Internet à des milliers de personnes à faible revenu. Mais ces pays constituent des exceptions.

## MITCH CONTRE LE WEB

A ce jour, le commerce électronique est surtout maîtrisé par les pays riches : 75 % du trafic Internet étant localisé aux États-Unis qui comptent, avec l'Europe, la majorité des cent vingt millions d'utilisateurs. Un ordinateur intégrant un modem est vendu 2 000 dollars (environ 11 000 francs) en Équateur, alors que, dans ce pays, un enseignant du secteur public gagne environ 100 dollars par mois. Les pays pauvres disposent de 2,6 lignes de téléphone pour cent habitants et

de deux ordinateurs pour mille habitants, selon des statistiques citées par un représentant de la Banque mondiale. Enfin, la crise asiatique de 1997, ou encore le cyclone Mitch qui s'est récemment abattu au Honduras et au Nicaragua, les tirent un peu plus vers le bas. Ainsi, en Indonésie, deux fois plus de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en 1998 qu'en 1996, a reconnu M. Ricupero dans son rapport sur le commerce et le développement pour 1998.

Mais les économistes de la Cnuced en sont convaincus : « Il faut que ces pays fassent entendre leur voix, qu'ils disent ce dont ils ont besoin, quelle est leur vision. Et c'est urgent, parce que la prochaine conférence ministérielle de l'OMC sur le commerce électronique est fixée à avril prochain », prévient Bruno Larvin, responsable du commerce électronique à la Cnuced. « Même s'ils n'en ont pas en-

core conscience, ils y seront confrontés d'une manière ou d'une autre », affirme de son côté Francis Strauss-Kahn, ministre français de l'économie et des finances. L'attraction d'un tel outil est phénoménale.

Malgré toutes leurs difficultés, ces pays sont exhortés à se former (la Cnuced gère un programme lourd de formation à distance), à tenter des expériences – via les pôles de commerce par exemple –, à corriger leurs erreurs et à revenir. Pour espérer faire partie du nouvel ordre économique mondial, Bruno Larvin y croit : selon lui, il est plus facile de faire comprendre en deux heures à une Colomblenne comment exporter des hamacs sur Internet que de tenter d'y sensibiliser certains dirigeants français...

Florence Amalou

## Havas rachète la totalité du groupe L'Étudiant

LE GROUPE HAVAS a annoncé le rachat du groupe L'Étudiant, mardi 10 novembre. En plus du mensuel éponyme, ce groupe créé en 1975 publie des hors-séries, des guides, et organise quelque vingt-sept Salons (dont vingt-deux en province dans les grandes villes universitaires). Il a réalisé en 1997-1998 un chiffre d'affaires de 153 millions de francs et affiché un résultat net de 7 millions de francs et un résultat d'exploitation de 20 millions de francs. Le montant de la vente est de 174 millions de francs. Havas contrôle désormais 100 % de L'Étudiant.

Les dirigeants du groupe, René Silvestre, PDG, et Benoît Prot, directeur général, conservent leurs fonctions. Ce sont eux qui ont créé

la société il y a plus de vingt ans – avec un investissement de départ de 20 000 francs – à partir d'un guide pratique annuel destiné aux étudiants et publié en octobre 1975, transformé ensuite en trimestriel puis en mensuel. Le journal L'Étudiant et les guides ne représentent plus aujourd'hui qu'un tiers du chiffre d'affaires du groupe. L'Étudiant annonce une diffusion totale payée de 86 000 exemplaires, un chiffre non contrôlé par l'organisme de contrôle des ventes de la presse, Diffusion Contrôle, ex-OJD.

Le groupe s'est diversifié, notamment en créant les Salons de L'Étudiant, qui représentent aujourd'hui 40 % du chiffre d'affaires du groupe et progressent de 17 % par an. En 1993, le groupe avait conduit à céder 24 % de son capital aux fonds de pension du GAN. Aujourd'hui, les deux fondateurs, qui détenaient 76 % du capital, ont préféré céder leur société.

« S'adosser à un grand groupe nous permet d'assurer la pérennité de l'entreprise et d'accélérer le développement, à la fois dans le multimédia et à l'international », explique Benoît Prot, qui fonde le développement à venir sur les Salons, mais aussi sur l'information consacrée à la formation continue, sur laquelle L'Étudiant travaille déjà via sa filiale Génération Formation avec ses Dico-guides destinés aux responsables de formation des entreprises ou ses ouvrages tournés vers le grand public.

## PRIME DE CÉSSION

A l'occasion de la vente à Havas, les 130 salariés du groupe (dont trente et un journalistes) vont se voir verser une prime globale de 5 millions de francs – soit, en moyenne, trois mois de salaire par personne. « Une prise de contrôle se traduit généralement par une restructuration. Nous voulons, par ce geste, montrer que nous n'avons pas bâti ce groupe seuls et continuer à aller dans le sens de l'innovation », indique Benoît Prot. Depuis plus de vingt ans, le groupe L'Étudiant a vu passer plusieurs dizaines de journalistes qui ont rejoint, ensuite, la presse quotidienne ou les magazines. « La rigueur de l'information pratique exigée est une bonne formation et a donné naissance à une pléiade de rédacteurs qui ont exercé partout ailleurs », fait remarquer le directeur général de L'Étudiant.

« Cette acquisition permet à Havas de se renforcer dans l'un de ses cœurs de métiers, l'information spécialisée », notamment dans le secteur de l'éducation, a indiqué de son côté la filiale de Vivendi. Havas est déjà présent dans l'édition (Nathan, Bordas, etc.) et a racheté le deuxième éditeur de livres scolaires et éducatifs espagnol, Anaya. Le groupe présidé par Eric Licoys veut mettre en place « des synergies avec les autres sociétés ». Pour L'Express notamment, les Salons de L'Étudiant constituent une possibilité de faire la promotion du newsmagazine d'Havas et d'ap-

procher de nouveaux lecteurs jeunes.

L'acquisition de L'Étudiant a lieu après la reprise du Quotidien du médecin, des éditions La Découverte-Syros, des groupes espagnols Doyma (médical) et Anaya. Havas, qui a considérablement réduit son périmètre ces derniers mois, affiche un chiffre d'affaires de 18 milliards de francs. Il s'apprête à annoncer de nouvelles acquisitions : la fin de l'année devrait notamment être marquée par l'annonce d'une joint-venture dans la

presse spécialisée avec le géant allemand de la communication (presse, édition, audiovisuel) Bertelsmann.

Les discussions se poursuivent entre les deux partenaires, chacun revendiquant la présidence du nouvel ensemble. Les valorisations de l'ensemble des actifs, qui permettront d'affiner la répartition de l'enveloppe exacte de la « corbeille de mariage », devraient être connues fin novembre.

Alain Salles

## DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : Rachid Arhab, coprésentateur du journal de 13 heures de France 2 avec Carole Gaessler, a été victime d'une chute, et s'est fracturé le col du fémur, mercredi 11 novembre à Verdun, d'où il présentait en direct le journal pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Armistice. Carole Gaessler devait présenter seule les journaux de 13 heures des 12 et 13 novembre en attendant la nomination du suppléant de Rachid Arhab pendant sa convalescence.

■ **PRESSE** : Pierre Briançon et François Lenglet ont été nommés directeurs adjoints de la rédaction du bimensuel L'Expansion. Pierre Briançon, ancien rédacteur en chef de Libération, sera en charge du secteur de la micro-économie et des nouvelles technologies. François Lenglet, actuellement rédacteur en chef de L'Expansion, s'occupera de la macro-économie et des pages Débats.

■ **CHRISTOPHER BALDELLI** a été nommé directeur délégué adjoint du pôle presse régionale d'Hachette-Filipacchi Médias, au côté de Philippe Zagdoun. Cette nomination confirme les ambitions du groupe Hachette dans ce secteur, depuis la création de La Provence et la reprise de Nice-Matin. Né en 1964, Christopher Baldelli a été conseiller auprès des ministres de la communication Nicolas Sarkozy et Philippe Douste-Blazy. Il a rejoint le groupe Lagardère en 1997.

■ Le quotidien France-soir a été publié sur fond bien, jeudi 12 novembre, pour célébrer le 40<sup>e</sup> anniversaire des Schtroumpfs, nés dans Spirou en 1958. Un cahier est consacré à l'histoire des petits lutins bleus. L'actualité est illustrée par le scénariste de la BD Luc Barthélemy, le dessinateur Pascal Garray et le coloriste José Granmont.

■ **AUDIOVISUEL** : Fox Entertainment Group, qui regroupe aux États-Unis les activités du groupe de Rupert Murdoch dans le cinéma (les studios Twentieth Century Fox) et la vidéo, la télévision (le réseau Fox Television et cinq chaînes payantes) et des clubs sportifs, a introduit 18,6 % de son capital, mercredi 11 novembre, à la Bourse de New York au prix de 22,5 dollars l'action. Le groupe Murdoch utilisera les revenus de cette opération pour réduire sa dette et financer un programme de rachat de ses propres actions. La mise sur le marché américain de Fox, qui a permis de lever 2,8 milliards de dollars, représente la troisième plus importante introduction en Bourse aux États-Unis, après celles de Conoco et de Lucent. – (AFP.)

## PERISSOL 1998

## RÉSIDENTE ÉTUDIANTS À PARIS

- Loi Périssol + économie de la TVA
- Loyers garantis
- Taux préférentiel
- Crédit 100% possible
- Studio à partir de 349 000 F. HT

☎ 01.47.42.85.95



مكتبة من الكتب



# ses conclusions is Piketty

lin

... Pour un écono-  
miste, ces idées sont in-  
acceptables. Elles sont  
non seulement arbitraires,  
mais elles sont dénuées  
de tout fondement.

Cette conviction est renforcée  
par la connaissance des faits.  
La France est le pays où la  
progression des revenus est la  
plus faible. Alors qu'on parle  
d'une croissance de 1,5 %, les  
revenus réels ne progressent  
que de 0,5 %.

Les Français sont les plus  
riches d'Europe. On a constaté  
qu'ils ont accumulé plus de  
richesses que les autres.  
C'est pourquoi ils ont le droit  
de se faire respecter.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

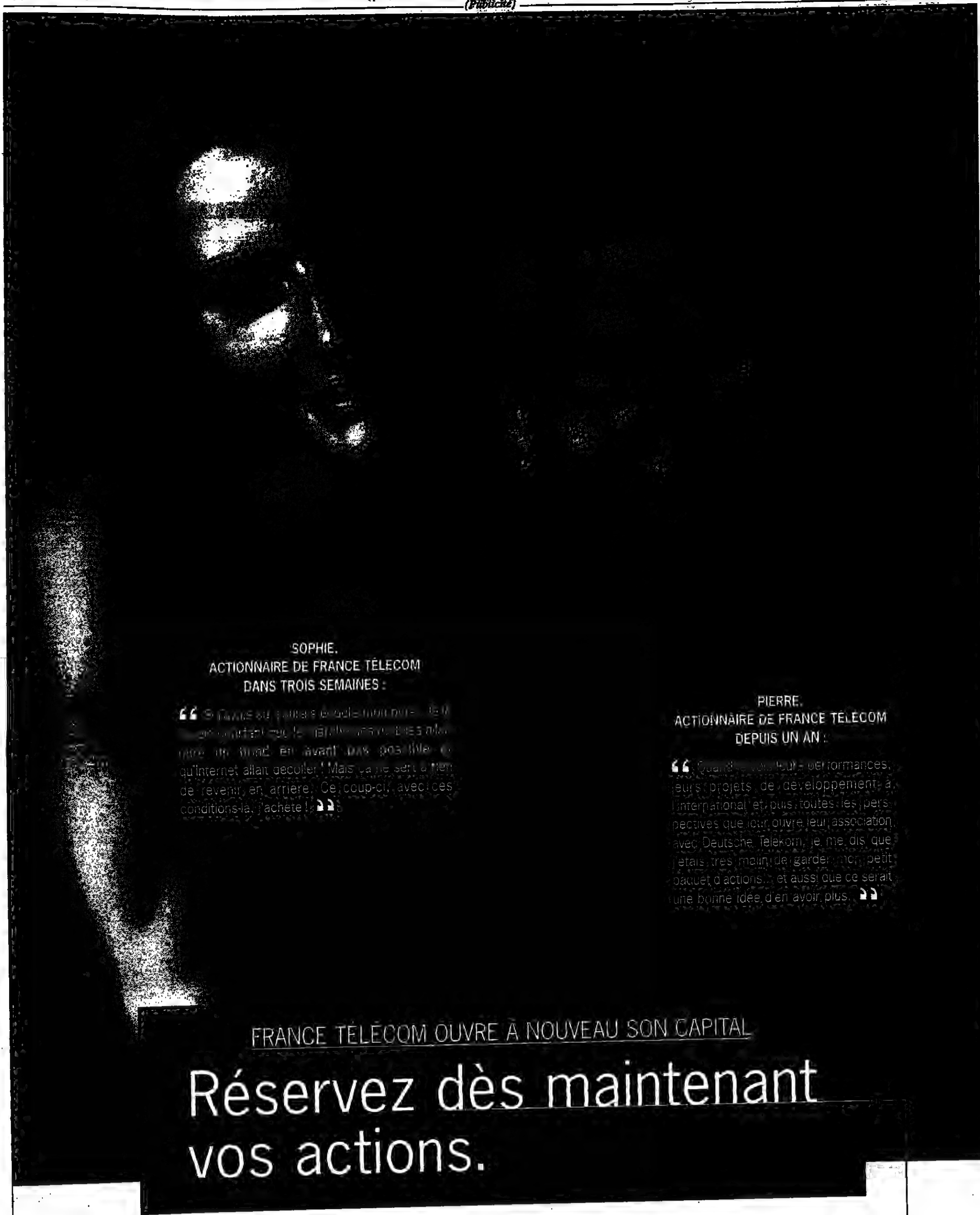
Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.

Les hauts revenus sont  
soumis à des impôts  
exorbitants. Cela n'est  
pas juste. Les hauts revenus  
ont le droit de travailler  
plus longtemps.



SOPHIE.  
ACTIONNAIRE DE FRANCE TÉLÉCOM  
DANS TROIS SEMAINES :

“ C'est l'avenir qui m'a convaincue. Je  
crois en l'avenir de la France. Je crois  
en l'avenir de l'Internet. Mais la ne sert à rien  
de revenir en arrière. Ce coup-ci, avec ces  
conditions-là, j'achète ! ”

PIERRE.  
ACTIONNAIRE DE FRANCE TÉLÉCOM  
DEPUIS UN AN :

“ Quand on voit les performances,  
les projets de développement à  
l'international et puis toutes les per-  
pectives que l'on ouvre leur association  
avec Deutsche Telekom, je me dis que  
j'étais très malin de garder mon petit  
paquet d'actions. Et aussi que ce serait  
une bonne idée d'en avoir plus. ”

FRANCE TÉLÉCOM OUVRE À NOUVEAU SON CAPITAL

## Réservez dès maintenant vos actions.

En réservant vos actions avant la période de l'Offre à Prix Ouvert, vous avez la garantie soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé (dans la limite de 30 000 F par personne), soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé. Vous bénéficierez également des conditions privilégiées réservées aux particuliers. Pour les connaître en détail, appelez le 10 10 ou contactez votre banque, Caisse d'Épargne, La Poste, le Trésor public ou une société de bourse.

Renseignez-vous en appelant le

**10 10**\*

appel gratuit 24h sur 24

L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



\* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 code 1010FT (0,12 F la connexion puis 0,37 F la minute en France Métropolitaine) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>  
Un document de référence enregistré et une note d'opération préliminaire visée par la CCF sont disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.



## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **TOYOTA** : le premier constructeur automobile japonais pose, jeudi 12 novembre, la première pierre de son usine française d'Onnaing (Nord). (lire p. 15).

● **FIAT** : le constructeur automobile italien a annoncé mercredi, qu'il mettra au chômage technique plusieurs dizaines de milliers d'employés italiens, en décembre et janvier, en raison de la faiblesse des ventes automobiles.

● **EXOR** : la famille Agnelli, propriétaire de Fiat, a annoncé, mardi, le lancement d'une offre publique d'achat de 1,6 milliard de dollars (9 milliards de francs) sur les 60 % du capital de la holding luxembourgeoise Exor qu'elle ne possède pas encore. Exor détient 19 % du Club Méditerranée, 75 % de Château Margaux, 20,5 % du Rockefeller Center.

● **SEMICONDUCTEURS** : les ventes mondiales, après un recul de 10,9 % en 1998, devraient progresser de 9,1 % en 1999, à 133,4 milliards de dollars, a estimé, mercredi, l'association de l'industrie américaine des semi-conducteurs (SIA).

● **GIAT INDUSTRIES** : le groupe d'armement terrestre bénéficiera d'une recapitalisation significative « d'ici à la fin de l'année », a annoncé le délégué interministériel aux restructurations de la défense, mardi, à Roanne. L'Etat pourrait apporter 2 milliards de francs.

## SERVICES

● **MICROSOFT** : Bill Gates demande à démissionner dans le procès anti-trust. (lire p. 17.)

● **BRITISH AEROSPACE** : le groupe britannique a annoncé, mercredi, le rachat des 50 % du capital de BAeSema (systèmes pour combat naval) détenus par la société franco-britannique de services informatiques Sema Group.

● **CABLE & WIRELESS** : l'opérateur téléphonique britannique a annoncé, mercredi, qu'il s'attaquera seul aux différents marchés européens, faute d'avoir pu conclure l'alliance avec Telecom Italia annoncée en avril.

## FINANCE

● **HONGKONG** : des grandes banques d'affaires internationales ont proposé au gouvernement de Hongkong d'émettre un important emprunt convertible en actions de sociétés cotées à la Bourse de Hongkong.

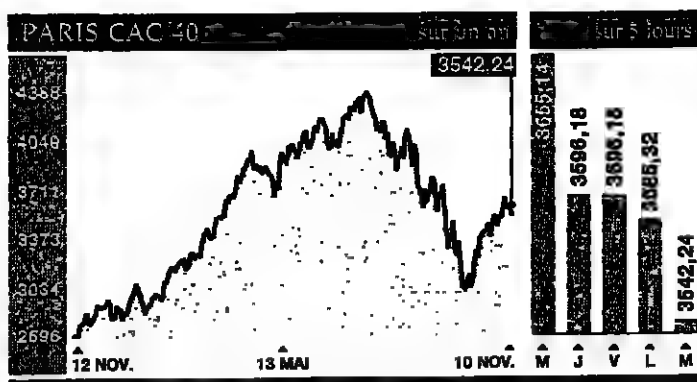
● **CREDIOP** : la banque italienne San Paolo-IMI négocierait la vente de sa participation de 60 % dans l'institut spécialisé dans le crédit aux collectivités locales Crediop à la banque française Dexia, qui en détient déjà 40 %. Cette transaction atteindrait environ 1 000 milliards de francs (3,4 milliards de dollars) selon le quotidien financier *Milano Finanziaria*.

● **GE Capital** : la division financière du conglomérat industriel américain General Electric a annoncé, mercredi, l'acquisition du courtier en assurance français Moral SA. Rebaptisé EPC Services, Moral SA rejoindra la division Employers Ré.

## RÉSULTATS

● **BT** : le groupe britannique de télécommunications a annoncé, jeudi, un résultat imposable de 2,601 milliards de livres (24,3 milliards de francs) au premier semestre (+66,1 %). Hors éléments exceptionnels, le résultat imposable semestriel recule de 2,3 %, à 1,538 milliard de livres.

★ Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



## Principaux écarts au règlement mensuel

	Cours 10/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
ROSEL	10,15	+7,22	+13,92
CNP ASSURANCE	10,15	+4,51	+13,92
PRIMA	10,15	+4,08	+8,96
FINEXT	10,15	+3,08	+10,02
CFE VALFOND A	10,15	+3,29	+32,30
IK	10,15	+5,12	+17,36
FRANCE TELECO	10,15	+2,78	+74,20
BOUYGUES	10,15	+2,53	+78
AVIOO	10,15	+3,58	---
UNIBAIL	10,15	+2,40	+34,44

	Cours 10/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
EUROTUNNEL	10,15	-10,06	-28,88
CREDIT FONCIER	10,15	-9,87	-10,03
ATOS	10,15	-8,05	-30,46
IS	10,15	-6,30	-35,15
ACCOR	10,15	-6,33	+0,44
MOLINIER	10,15	-6,10	-32,75
TECHNIP	10,15	-6,10	-12,75
RHONE-POULENC	10,15	-5,97	-3,48
THOMSON-CSF	10,15	-5,80	-4,18
SANOFI	10,15	-5,78	+33,68

## LES PLACES BOURSIERES

## PARIS

LA BOURSE de Paris était en baisse de 0,48 % à la mi-journée. L'indice CAC 40 se trouvait à 3 527,79 points, après une ouverture différée à 10 h 45 en raison de problèmes techniques. Le mouvement de consolidation, entamé au début de la semaine, se poursuivait. La légère progression du dollar, à 5,6470 francs en milieu de matinée, ainsi que les propos tenus par le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, en faveur d'une baisse des taux, ne suffisaient pas à inverser la tendance. La baisse était dominée par l'action Michelin, en chute de 6,1 %, après l'annonce d'un chiffre d'affaires sur neuf mois jugé décevant. Le titre Dassault Systèmes poursuivait sa baisse, cédant 4,9 %, après l'annonce du transfert de la participation de l'Etat à Aerospaciale. France Télécom, en revanche, continuait de progresser, gagnant 4 %.

## TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo s'est inscrit en net repli de 2,45 %, à 14 075,06 points, à l'issue de la séance du jeudi 12 novembre. Les opérateurs n'ont guère semblé convaincus par les dernières propositions de relance du Parti libéral-démocrate au pouvoir.

## NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a terminé la séance du mercredi 11 novembre en baisse de 0,45 %, à 8 233,62 points. Il s'agit de la troisième séance de repli consécutive, et les investisseurs ont montré des signes d'inquiétude face au risque d'une intervention militaire en Irak. Après l'annonce de résultats sur le 4<sup>e</sup> trimestre supérieurs aux prévisions, le titre Intel a gagné 6,3 %. En revanche, les valeurs bancaires étaient orientées à la baisse : BankAmerica a cédé 4,3 % et Citigroup a perdu 2,7 %.

## Indices boursiers

	Cours 10/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
Europe 17h35			
PARIS CAC 40	3527,79	-1,20	-0,48
SF 120	18,12	-1,19	-17,90
SF 250	18,87	-0,10	-18,87
SECONDO MAR	10,83	-0,23	-10,83
MIDCAC	5,85	-0,18	-5,85
LONDRES FT100	4,82	-1,13	-4,82
AMSTERDAM AEI	14,26	-1,54	-14,26
BRUXELLES BEL	33,30	-0,01	-33,30
FRANCOFORT D30	10,37	-1,84	-10,37
MADRID IBEX35	23,41	-1,55	-23,41
MILAN MIB30	19,01	-1,34	-19,01
SUISSE SMI	4,43	-1,83	-4,43
STOCK 66	1,20	-1,20	-1,20
EURO STOXX 32	1,48	-0,08	-1,48
EURO STOXX 50	1,42	-1,42	-1,42

## Monde

	Cours 09/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
NEW YORK DJ	8233,62	-0,45	-0,45
SP 500	18,87	-0,08	-18,87
NASDAQ	21,39	-0,08	-21,39
BUENOS AIRES M	10,87	-1,59	-10,87
JOHANNESBURG	27,24	-2,25	-27,24
MEXICO BOLSA	30,65	-1,94	-30,65
SANTIAGO IPSA	19,17	0,34	-19,17
SAO PAULO BOVL	5,34	-1,19	-5,34
TORONTO FSE 100	4,58	-0,08	-4,58
ASIE 10h15			
BANGKOK SET	12,51	-0,08	-12,51
HONGKONG H	18,51	-0,24	-18,51
SEOUL	11,05	-5,47	-11,05
SINGAPOUR ST	22,28	-3,87	-22,28
SYDNEY ALL O	2,92	-0,22	-2,92
TOKYO NIKKEI	14075,06	-2,45	-2,45

## ÉCONOMIE

## Le FMI adresse un satisfecit à la France

LE FONDS monétaire international (FMI) a adressé un satisfecit à l'économie française dans son avis annuel sur la situation économique de la France publié mercredi 11 novembre. Pour 1998, la croissance du produit intérieur brut (PIB), tirée par « une demande intérieure dynamique », devrait être de 3,1 % et ralentir en 1999 à 2,8 %, des prévisions inchangées par rapport à celles publiées en septembre. Il y a toutefois une marge d'incertitude « importante » pour 1999 compte tenu de l'environnement extérieur et de la crise asiatique. « Des profits élevés, une vive croissance des exportations et une bonne maîtrise des coûts ont contribué au vif redressement de l'investissement des entreprises », commente le FMI, qui invite les responsables à une politique budgétaire plus stricte pour alléger la fiscalité et les coûts du travail afin de relancer l'emploi. (lire p. 4.)

■ L'intérêt de plus en plus grand des Français pour les placements financiers se confirme : un ménage sur deux a désormais de l'épargne en Bourse, soit autant que le nombre de ménages propriétaires de leur logement principal. Il y a vingt ans, 10 % des ménages ne possédaient ni actifs financiers ni logement, un chiffre aujourd'hui ramené à 6 % dans le cadre d'un mouvement général d'enrichissement, selon la dernière étude de l'INSEE sur les revenus et le patrimoine des Français. (lire p. 8.)

■ **JAPON** : le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir s'est mis d'accord jeudi sur les grandes lignes d'un plan de relance portant sur plus de 10 000 milliards de yens (440 milliards de francs). Le projet du PLD autorise aussi les réductions d'impôts souhaitées par le premier ministre Keizo Obuchi, pour un montant de 7 000 milliards de yens.

■ **KOWEÏT** : le Koweït a lancé un programme de réformes destinées à stimuler son économie déprimée, qui prévoit notamment une réduction des subventions et des taxes à la consommation, selon la presse.

■ **BRESIL** : l'aide au Brésil financée par les organismes internationaux et les pays riches pourrait atteindre 42 milliards de dollars (230 milliards de francs), a annoncé mercredi la *Gazeta Mercantil*, citant des « sources financières en Europe ».

■ **ROYAUME-UNI** : la Banque d'Angleterre a fortement réduit mercredi ses prévisions de croissance pour le Royaume-Uni, mais affirme qu'une récession n'était pas inévitable. Le comité de politique monétaire de la banque centrale a évalué à un sur quatre la possibilité que l'économie connaisse une récession au troisième trimestre 1999. En août, cette estimation était d'une chance sur huit.

■ **RUSSIE** : le premier ministre russe Evgueni Primakov a assuré mercredi que l'émission monétaire déjà effectuée par Moscou était « proche de zéro », a rapporté l'agence Interfax. M. Primakov a expliqué à la presse qu'imprimer 25 milliards de roubles (8,9 milliards de francs) « était normal », même selon les critères des experts du Fonds monétaire international (FMI).

■ Le taux d'inflation en Russie s'est établi à 4,5 % en octobre, après 38,4 % en septembre et 3,7 % en août, a indiqué, mercredi, le comité d'Etat aux statistiques, cité par Interfax. Sur les dix premiers mois de 1998, l'inflation a été de 56,4 %, contre 9,3 % pendant la même période de 1997.

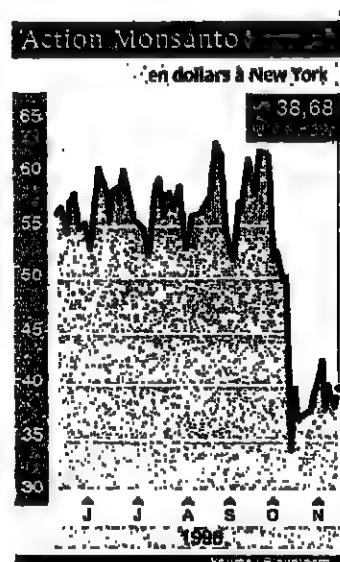
■ **CHINE** : les exportations chinoises se sont effondrées au mois d'octobre, reculant de 17,3 % par rapport au même mois de 1997, a annoncé, jeudi, l'agence Chine nouvelle. Sur les dix premiers mois de l'année, la progression des exportations revient à 1,3 %, contre 20,9 % sur l'ensemble de l'an dernier.

## Valeur du jour : Monsanto tire les leçons de son échec

UN MOIS après l'échec des négociations en vue d'une fusion avec le laboratoire pharmaceutique américain Home Products (AHM), le groupe de biotechnologie américain Monsanto a décidé de restructurer son organisation et ses finances. Cette annonce devrait révéler son cours de Bourse, qui a plongé de plus de 35 %, à 38,68 dollars.

Le groupe, qui a dépensé plus de 8 milliards de dollars (45 milliards de francs) au cours des deux dernières années pour renforcer ses compétences dans les sciences de la vie (biotechnologie et pharmacie), doit maintenant le refinancer. Il projette donc de faire appel au marché, pour un total de 4 milliards de dollars (22,5 milliards de francs) sous forme d'une émission d'actions nouvelles de 1 milliard de dollars, de l'émission de titres convertibles pour 500 millions de dollars et d'un emprunt à long terme de 2,5 milliards de dollars.

Par ailleurs, il devrait céder des actifs pour un total de 1 milliard de dollars. Ces désinvestissements devraient concerner les activités, qui ne figurent pas directement dans les trois axes stratégiques du groupe : la pharmacie, l'agriculture et la nutrition. Déjà, la cession pour 300 millions de dollars, de la société Solaris (produits pour gazon et jardin) a été annoncée. Certains actifs spécialisés dans les semences pour le coton devraient



distribuer ce produit ainsi que les autres molécules de son portefeuille de recherche et développement, en est réduit à compter sur ses propres forces ou à trouver un autre partenaire, ce qui coûte plus cher. Dans l'activité semencière, Monsanto a déclaré qu'il n'entendait plus faire d'importantes acquisitions et qu'il se contenterait de cibles modestes pour compléter son implantation géographique mondiale.

également être cédés sous la pression du ministère de la Justice, qui considère que Monsanto est en position dominante dans cette activité. De plus, la compagnie devrait supprimer entre 700 et 1 000 emplois, soit entre 2,5 % et 3,5 % de ses effectifs, dans le but de réduire ses coûts administratifs de 20 % en 1999. La facture du plan de restructuration, estimée entre 400 et 600 millions de dollars, devrait être intégralement imputée dans les comptes du quatrième trimestre 1998.

A l'avenir, Monsanto entend concentrer ses forces sur le lancement de médicaments prometteurs comme le Celebrex, un produit pour traiter l'arthrose, développé par sa filiale Searle et qui dispose d'un important potentiel de vente. Toutefois, Monsanto qui comptait sur American Home Products pour son portefeuille de recherche et développement, en est réduit à compter sur ses propres forces ou à trouver un autre partenaire, ce qui coûte plus cher. Dans l'activité semencière, Monsanto a déclaré qu'il n'entendait plus faire d'importantes acquisitions et qu'il se contenterait de cibles modestes pour compléter son implantation géographique mondiale.

Enguérand Renault

## Matières premières

	Cours 09/11	Var. % 09/11
En dollars		
MÉTAL (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS	0,22	-0,22
ALUMINIUM 3 MOIS	0,11	-0,11
PLOMBE 3 MOIS	0,05	-0,05
ETAIN 3 MOIS	0,18	-0,18
ZINC 3 MOIS	0,10	-0,10
NICKEL 3 MOIS	0,48	-0,48
MÉTAL (NEW YORK)		
ARGENT A TERME	0,30	-0,30
PLATINE A TERME	0,21	-0,21
GRAINES DENRÉES		
BLÉ (CHICAGO)	0,04	-0,04
MAÏS (CHICAGO)	0,14	-0,14
SOJA CRU (CHICAGO)	0,14	-0,14
SOJA TOURTEAU (CHICAGO)	0,14	-0,14
SOFTS		
CACAO (NEW YORK)	0,41	-0,41
CARÉ (LONDRES)	0,41	-0,41
SUCRE BLANC (PARIS)	0,41	-0,41

## Pétrole

	Cours 09/11	Var. % 09/11
En dollars		
BRENT (LONDRES)	0,30	-0,30
WTI (NEW YORK)	1,94	-1,94
LIGHT SWEET CRUDE	1,94	-1,94

## Or

	Cours 09/11	Var. % 09/11
En francs		
OR FIN KILLO BARRE	0,08	-0,08
OR FIN LINGOT	0,08	-0,08
ONCE D'OR LONDRES	0,08	-0,08
PIECE SUISSE 20 F.	1,27	-1,27
PIECE SUISSE 10 F.	0,63	-0,63
PIECE SUISSE 5 F.	0,31	-0,31
PIECE SUISSE 2 F.	0,15	-0,15
PIECE SUISSE 1 F.	0,07	-0,07
PIECE SUISSE 0,50 F.	0,03	-0,03
PIECE SUISSE 0,25 F.	0,01	-0,01
PIECE SUISSE 0,10 F.	0,00	-0,00
PIECE SUISSE 0,05 F.	0,00	-0,00
PIECE SUISSE 0,02 F.	0,00	-0,00
PIECE SUISSE 0,01 F.	0,00	-0,00

## TAUX

● **France** : les obligations ont ouvert sur une note stable, jeudi 12 novembre. Aussitôt après avoir commencé en baisse de 2 centimes, le contrat notional du Matif se reprit et gagnait 5 centimes, s'établissant à 109 points. Les opérateurs hésitaient visiblement sur l'orientation à prendre après les propos tenus par Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, selon qui « il ne serait pas déraisonnable » d'avoir « des taux plus faibles ». Ils s'interrogent aussi sur la poursuite de la rigueur budgétaire en Europe.

● **Allemagne** : profitant de la faiblesse des actions à l'ouverture, le marché obligataire allemand s'orientait à la hausse, jeudi 12 novembre. Le contrat sur le Bund progressait de 13 centimes, à 112,25 points. Les opérateurs attendaient le discours sur la stratégie monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) que son président, Wim Duisenberg, devait prononcer dans l'après-midi à New York.

## MONNAIES

● **Le dollar** se reprenait jeudi 12 novembre en début de journée face aux principales devises. Il était en légère hausse face au yen, s'échangeant à 123,17 yens, contre 121,55 yens mercredi soir en Europe. Le billet vert progressait également face au franc, à 5,6497 francs, et au mark, à 1,6852 deutschemark, contre respectivement 5,6277 et 1,6783 mercredi.

Au début de la semaine, le dollar a été affaibli par le recul de la Bourse de New York. « Le dollar suit l'évolution du marché des actions et comme le Dow Jones a réalisé une mauvaise performance, il s'est replié », a expliqué Julian Jessop, économiste chez Nikko Europe à Londres. D'autre part, les cambistes se montrent prudents à l'approche de la réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) le 17 novembre, qui pourrait peut-être baisser à nouveau le loyer de l'argent aux Etats-Unis.

## Cours de change

	Cours 10/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
1001 11h35			
FRANCE	5,63	-0,59	-9,37
DM	1,94	-1,94	-1,94
YEN 100	123,17	-1,62	-1,62
YEN 100	123,17	-1,62	-1,62
FLORIN	1,50	-1,50	-1,50
FR 5	1,29	-1,29	-1,29
LIBRE	0,63	-0,63	-0,63
ECU	0,86	-0,86	-0,86
DOLLAR	1,17	-1,17	-1,17

## Taux d'intérêt (%)

	Taux 10/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
FRANCE	3,38	-0,27	-8,21
ALLEMAGNE	3,51	-0,18	-5,22
COE-BRETAG	5,40	-0,15	-4,73
ITALIE	3,91	-0,50	-5,51
JAPON	0,01	-0,01	-0,01
ETATS-UNIS	4,03	-0,81	-5,24
SUISSE	1,03	-0,01	-0,01
PAIS-BAS	3,18	-0,25	-8,24

## Matif

	Cours 10/11	Volume	derrière	premier
Notionnel 5,5				
DECEMBRE 98	100	100,74		
PIB 3 mois				
DECEMBRE 98	96,42	96,42		

## Marché des changes

	Cours 10/11	Var. % 09/11	Var. % 10/11
ALLEMAGNE (100)	327	8,93	8,78
AUTRICHE (100)	46,18	49,25	49,25
BELGIQUE (100)	15,08	16,78	16,78
CANADA (100)	5,37	3,97	3,97
DANEMARK (100)	87	87	87
ESPAGNE (100)	3,65	4,25	4,25
ETATS-UNIS (100)	106	5,94	5,94
COE-BRETAGNE	106	116	116
GRECE (100)	1,75	2,25	2,25
IRLANDE	7,92	8,76	8,76
ITALIE (100)	3,13	3,83	3,83
JAPON (100)	4,43	4,78	4,78
NORVÈGE (100)	70,50	79,50	79,50
PAIS-BAS (100)	2,95	3,85	3,85
SUÈDE (100)	66	76	76
SUISSE (100)	382	416	416

## RÈGLEMENT MENSUEL

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998

13 NOVEMBRE 1998



## RÈGLEMENT MENSUEL

**JEUDI 12 NOVEMBRE**  
Liquidation : 23 novembre  
Taux de report : 3,63  
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40  
↗

**PARIS**  
**+0,19%**  
**CAC 40**  
**3551,53**

VALEURS FRANÇAISES	Cours prééd.	Derniers cours	% +/-	Compensation (1)
B.A.P. (T.P.)	915	911	- 0,42	985
Crédit Lyonnais (T.P.)	913	913	0	985
Renault (T.P.)	2640	2640	0	2720
Sanofi S.A. (T.P.)	1146	1150	+ 0,34	1160
Thomson S.A. (T.P.)	124	124	0	970
AGF	317	317	0	350
Air Liquide	397	391	- 0,22	385
Alcatel	300	300	0	351
Alcan	135,90	135,50	- 0,29	136
Alcan Technol.	220	196	- 0,27	1691
Atos C.A.	1051	1050	- 0,09	1044
B&L Invest.	693	680	- 0,47	609
B&L Invest.	777	780	+ 0,38	780
Bazar Nat. Y&B	681	665	- 2,35	665
Bertrand Faure	382,20	382,20	0	382
B.P.C.	363	351	- 3,30	341
B.P.	551	556	+ 0,90	556
B.P.	349	351,30	+ 0,63	349
Bollore Technol.	1015	1010	- 0,49	1028
Bongrand	2490	2485	- 0,20	2520
Bouygues	1214	1218	+ 0,32	1050
Bouygues Off.	1212	1216	+ 0,33	1050
Bull	49,10	49,05	- 0,10	54
Canal	1375	1340	- 2,40	1242
Carbone	850	838	- 1,41	785
Carrefour	1010	1111	+ 10,00	1010
Carrefour	3575	3502	- 2,05	3850
Casino Guichard	537	546	+ 1,67	547
Casino Guichard-D.P.	333,50	332,50	- 0,29	345
Cassini (S.A.)	1010	1010	0	1010
C.C.F.	390,10	388,60	- 2,43	391,50
Cegid (E.P.)	1043	1020	- 2,20	980
Cemsa Europ. Ream	38,75	41,20	+ 6,32	37,25
C.F. (Forrester)	362	357	- 1,39	186,40
Chambre de Commerce	286	286	0	286
Chargers	305	309	+ 1,31	290
Christian Dior	622,00	632	+ 1,62	660
Christian Dior	566	547	- 3,35	510
Cifra	1047	1047	0	478
Ciments Français	310	312	+ 0,64	306
Claude	469	472	+ 1,91	490
Club Méditerranée	433	467	+ 2,43	379,70
CNP Assurances	185	186,50	+ 0,79	185

Colas	1246	1230	228	1251	Lagergren
Compaq's Entrep.	11	10	21	176	Laguarda
Compaq's Mod.	3550	3590	257	3542	Laguarda (Col.)
CPR	235	236	402	255.30	Lagerrod
Cred.Fin.France	84	83	1.19	70	Legrain
Credit Lyonnais CA	500	500		40s	Legrain Ind.
CSC Consumer's	446	446	556	490	Legrain Ind.
Daimler	4705	4700	-0.10	499s	Lehr
Danone	1630	1613	-1.04	1699	Lehigh Moot Hen
Dassault-Aviation	1800	1825		1360	Marlene Wendel
Dassault Systems	224	175.10	-4.86	201	Metaphor
De Dietrich	307	285.25	-7.25	307	Metaphor
Devaud-Lyly	827	801	-3.34	820	Montages SA
Devaud-Lyly-Cal Li	60.80	61	-0.32	57	Moynier
DFA France	769	766	-0.13	778	Mars
DIME (Daimler)	72	72		72	Mars-Daimler
Dymation	175	174.50	-0.63	180	Nord-Sud
Eiffage	1123	1090	-3.82	1090	Nordson (Ny)
Elage	654.50	649	-1.26	667	NRJ
Elc Asphalte	675	792	-4	630	Oliver
Erasmus	149.50	144	-4.24	144	Orion
Eurofret	990	990	-	1001	Parthe
Esso Ind.	2350	2540	-40	2190	Pechnichy Act Ord
Esso	2530	2530	-1.23	1910	Perenn-Ricard
Eurofret	3065	3027	-1.23	3020	Plastic-Print Ltd
Euro Disney	8.50	8.60	1.17	7.85	Plastic-Print Ltd
Europa 1	1355	1355	-1.54	1710	Primagaz
Eurochemie	470	470	-0.47	467	Prunier
Financ. SA	300	580	-	547	Publicis
Fines-Lit	121.50	117.10	-3.62	117.40	River Contreux
Floral	449	-	-	405	Renault
France Telecom	3987	3987	-1.68	3980	Rend
Franseries	4951	4940	-0.62	4910	Rheims
Galeria Lafayette	6650	6650	-0.30	6600	Rhone-Poulenc CA
Galeria Lafayette	478	473.10	-1.02	455	Rochefortale Com
Gaz et Eau	356.80	359	-0.95	365	Rochette (CA)
Gie et Eau	542	542	-	542	Royat Canal
Geophysique	375	370.10	-1.30	372	Rue Impretrie (Ly)
G.P.F.	652	649	-0.66	646	Sage SA
Groupe	149	147.10	-1.27	142	Sagem SA
Groupe Andre S.A.	542	542	-	542	Sagat (Ny)
Groupe GTM	690	678	-1.73	565	Sagat (Ny)
Groupe Parthenon	462	462.50	0.19	-	Sanel
Gpe Valloire Act	345	345	-	325	Sauquillet (Ns)
G.Zimmer (Ly)	126	125.50	-0.15	113.30	Schneider SA
Gulfair	780	780	-	780	Sidex
Guyenne Casagoue	2450	2475	-1.02	2390	S.E.R.
Hachette Fili-Med.	1220	1225	-0.39	1169	Serfing CA
Havas Advertising	970	941	-2.98	942	SETA
Hercules	523	520	-0.95	545	Selichman
Immosa France	472	474	-0.44	465.50	S.E.R.
Informages Entrep.	350	342	-2.38	315	S.G.E.
Ingersoll	144	142	-1.38	131	Sidel
Interban	145.10	145.10	-	146	Silic CA
Interp	1705	1705	-1.12	1705	Simo
ISIS	428	428	-0.70	395	S.I.T.A.
Jean Leclercq	459	459	-219	499	Sis Rossignol
Klempien	1129	1134	-0.40	1112	Soc.Fonc.Lyonnaise
Labinal	1516	1500	-1.05	1495	Societe Generale

[illegible]

0,40	446	General Elect. *	504	491,10	- 2,25	476,50
1,71	598	General Motors *	378,00	366	- 3,20	374,80
0,22	190	Harris Corp. Gold *	25,70	25,85	0,15	25,40
0,22	190	Hecla *	20,10	20,25	0,03	20,28
1,21	389	Hoechst *	238,10	239	+ 0,07	237,70
0,22	188	ILM *	82	84	+ 2,75	79,25
0,12	109	LCI *	56,90	55,50	- 1,75	49
0,22	190	McVale *	56,90	57,7	+ 0,12	56,6
2,47	365	Kingsfisher plc *	51,90	53	- 1,75	49
1,47	528	Marathon *	91,10	88,00	- 2,50	88,55
1,28	528	McDonald's *	390	389	- 0,25	389,75
0,22	190	McDonald's *	524	515	- 3,75	518,25
0,25	65	Metropolitan Corp *	32,25	31,30	- 3,40	31,70
0,45	140	Mobile Corporation *	416,90	410,00	- 1,55	411,40
0,45	140	Morgan J.P. *	353	357	+ 0,62	352,38
0,25	275	Nestle SA Nestlé *	11550	11550	0	11550
0,25	275	Nestle SA Nestlé *	72	72,00	+ 1,11	70,89
1,30	124	Nokia A. *	499	504	+ 1	493
0,25	190	Norsk Hydro *	209,30	212	+ 1,29	208,01
0,25	190	Parafin *	208	193	- 7,50	208,5
0,25	190	Phillips 66 *	266	260,33	- 2,17	262,5
0,75	670	Placer Morris *	358	340	- 5,34	353
0,25	190	Placer Dome Inc *	92,50	89,00	- 3,56	92,05
0,25	190	Procter Gamble *	499	495	- 1,20	497,8
0,25	190	Ranfacor *	316	316	0	316
0,25	190	Ranfacor *	15	14,65	- 2,33	15
0,25	190	Rio Tinto PLC *	70	—	—	68,10
0,25	190	Royal Dutch *	126,10	125,50	- 1,52	126,62
0,25	190	Saga Enterprises *	21,50	22,20	+ 0,90	20,6
0,25	190	Shell Int'l. Petroleum *	36,50	36,5	0	36,5
3,39	102,60	Siti Transport *	32,60	33,25	+ 1,99	32,60
2,30	1996	Siemens *	362	369	+ 1,93	362,10
0,25	674	Sooy Corp. *	593,70	579	- 2,66	590,90
0,25	674	Stamco Electronics *	316	319	+ 2,64	313,36
0,25	674	Sunbeam Bank *	57,10	57,30	+ 1,40	53
1,20	32,50	T.D.K. *	21,00	—	—	19,80
0,25	175	Teléfonos *	450,10	246	- 1,63	394,10
0,25	175	Teléfonos *	26,30	27	+ 2,66	25,64
3,16	205	Unilever *	431	436	+ 1,16	420
0,25	11,25	United Technol. *	353	350	- 0,54	346
1,74	193,40	Volkswagen AG *	128,50	126,00	- 0,58	194,90
0,25	193,40	Volkswagen AG *	123,50	151,80	+ 1,94	147,50
0,25	193,40	Zambian Copper *	8,90	9,60	+ 2,22	7,65

**COMPTANT**

Une sélection Cours relevés à 12h50  
JEUDI 12 NOVEMBRE

## OBLIGATIONS

DESIGNATIONS	du nom.	du coupon
HAZOP 97-01-02		1.020
CEPHE 97-01-03	108,99	1.010
CEPHE 97-03-06 TPE		1.010
CFD 97-06-05-05	122,65	1.010
CFD 97-06-07-03	134,25	1.010
CFD 10,25-00-01-01	113,50	1.050
CFI 8,9-88-07-01	107,35	1.270
CNA 95-02-07	129,11	1.030
CRM 85-02-04-03	137,59	1.320
CRM 97-01-08-07	107,95	1.010
EDF 85-04-05-03 CA	106,70	1.010
EDF 85-04-04-04	112,20	1.330
Financed 85-04-04	131,30	1.010
Financed 86-02-02	131,92	1.010
Flora 87-03-09-03	103,85	1.010
DAT TMB 87-09 CA	100	2.010
DAT 1,25-85-09-03	102,24	1.010
DAT 85-09-00-01 CA		1.010

[illegible]

## SECOND

## MARCHE

**JEUDI 12 NOVEMBRE**

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Accia (Ns) #	38	38
AFPE #	799	722
Agle #	496	523
Albert S.A (Ns) ♦	205	190,60
Alcan (Ns) ♦	385	385
Alcan (Ns) ♦	130	130
Alpe P. (Ns) ♦	1040	1040
Alpe P. (Ns) ♦	990,10	990,60
Alpe P. (Ns) ♦	1261,10	1327,60
Alpe P. (Ns) ♦	730	837,60
Alpe P. (Ns) ♦	119,90	119,90
Alpe P. (Ns) ♦	415,90	415,90
Alpe P. (Ns) ♦	340,10	340,10
Alpe P. (Ns) ♦	135	135,20

[illegible]

GR Industries #	222	281
Grocoet (Ly.) #	17	17
GLN S.A.	138	138
Geo Collins & Ly.	176	176
Kindy	117	117
Guerbet S.A.	131	142
Hermes Int'l.	445	450
Hural Dubois	697	700
ICST Group	125	125
ILCA	178	178
ICOM Information	309	309
Industrie Particip.	95	95
Inf. Computer #	53,50	53,50
IPBM	49,90	49,90
ME-Metropole TV	912	929
Manitou #	936	936
Manoel	429,30	430
Marie Brizard	430	430
Mas-Livres/Prof.	40	40
Mecotel (Ly.)	88,70	88,70
MCI Counter #	320	320
Monnery Jouteau	93	93
Net-Ad	61,50	61,50
NSC Coe (Nly)	60	60
Onet #	589	589
Paul Predault	187	187

## NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 12 NOVEMBRE

VALEURS	Cou néc
---------	------------

Company	2005 Revenue	% Change
Apollon Oncor	26	34
Behring	363.90	22
BYPR	374	22
Chemtec	1.49	21
Duram Duro	440	18
Eurofrost scientific	550	18
FDM Pharma n.	21	17
Genset	506	17
Guyanaor action 8	5.10	16
Infinite	197	16
Johri-Regel	359	14
LA Chir Group	126	14
Olizec	625	13
Omniscan	684	10
Picoagig	100	10
R21 Santé	346	10
Serp Recytage	805	10

## MARCHE LIBRE

Une sélection. Cours relevés

**JEUDI 12 NOVEMBRE**

	VALEURS	Co
--	---------	----

Euractec	♦	39,90	39,90
Europe Finance Ind.	♦	680	680
Globe-ICI	♦	210	210
ICI-SCF	♦	441	441
Saï Lectures du Monde	♦	198,90	198,90
Traç de File	♦	139,90	139,90

**ABRÉVIATIONS**  
 B = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nantes.  
 N = Names.

**SYMBOLES**  
 c = catégories de création - sans indication catégorie 3; c = cours précédant; o = coupon détaché; d = droit détaché; o = offert; d = demandé; ? offre réduite; ! demande réduite; \* contrat d'animation.

## SICAV et FCP

**Une sélection**  
Cours de clôture le 10 novembre

VALEURS	Émission	Rachats
---------	----------	---------

[illegible]

CDG Asset Management		
Liveat Bourne Inv. D.P.E.A.	102,524	99,938
Nord St. Dev. Corp.	12,352	263,289
Nord St. Development D. Corp.	3,565.98	2,247.91
<b>MULTI-PROMOTEURS CBSP-CDG</b>		
Patrimoine Retraite C.D.	313.11	323.64
Patrimoine Retraite D.D.	339.29	286.40
Minist <sup>1</sup> :		
CDG TRESOR	3614 CDG TRESOR (7.8 P. Rm)	250.00
Montréal C.D.	20,502.48	20,903.45
Montréal, depuis Scaur C.D.	3,931.34	2,029.06
<b>CAISSE D'ÉPARGNE</b> Scaur en (25 P. Rm)		
CDG (25 P. Rm)		
Équit. Act. Capitalisation D.P.E.A.	35,300	32,643
Équit. Exp. Financière C.D.	277,824	244.04
Équit. Expansion C.D.	76,573.70	86,873.70
Équit. Growthview C.D.	4,200.32	4,200.32
Équit. Growthview C.D.	2,819.79	2,737.67
Équit. Monétaire C.D.	134,801.91	134,801.91
Équit. Monétaire D.D.	1,249,534	1,249,534
Équit. Tiresse C.D.	2,067.48	2,067.48
Équit. Tiresse C.D.	311.13	311.13
Équit. Trimestriel D.D.	2,306.78	2,005.46
Équit. Tiresse C.D.	156.94	136.94
Équit. Growthview C.D.	1,424.04	1,424.04
Équit. Tiresse C.D.	12,840.02	12,840.02
Équit. Tiresse C.D.	2,684.45	2,671.91
Équit. Tiresse C.D.	106.55	106.25
<b>CDG</b>		
<b>CAISSE D'ÉPARGNE</b>		
Amplia	12,244.66	12,244.66
Amplia Américaine	25.48	19.52
Amplia Act	60.48	58.31
Amplia C.D.	1,797.61	1,797.61

Enbridge	2037,87	75
Enbridge Energy	317,59	75
Indocom Convert. C.	1568,00	75
Indocom Convert. D.	1300,24	75
Indocom Europe Heavy	103,69	75
Indocom Hor. Eur. D.	112,65	75
Indocom Hor. Eur. D.	112,65	75
Indocom Ind. China	967,51	75
Indocom Orient C.	164,28	75
Indocom Orient D.	147,38	75
Indocom Sulf. D.	83,03	75
Indocom Sulf. D. C. D.	211,31	75
Indocom Unit 1	150,51	75
Indocom Unit 2	137,82	75
Indocom Unit 3	137,82	75
Indocom Unit 4	137,82	75
Indocom Unit 5	137,82	75
Indocom Unit 6	137,82	75
Indocom Unit 7	137,82	75
Indocom Unit 8	137,82	75
Indocom Unit 9	137,82	75
Indocom Unit 10	137,82	75
Indocom Unit 11	137,82	75
Indocom Unit 12	137,82	75
Indocom Unit 13	137,82	75
Indocom Unit 14	137,82	75
Indocom Unit 15	137,82	75
Indocom Unit 16	137,82	75
Indocom Unit 17	137,82	75
Indocom Unit 18	137,82	75
Indocom Unit 19	137,82	75
Indocom Unit 20	137,82	75
Indocom Unit 21	137,82	75
Indocom Unit 22	137,82	75
Indocom Unit 23	137,82	75
Indocom Unit 24	137,82	75
Indocom Unit 25	137,82	75
Indocom Unit 26	137,82	75
Indocom Unit 27	137,82	75
Indocom Unit 28	137,82	75
Indocom Unit 29	137,82	75
Indocom Unit 30	137,82	75
Indocom Unit 31	137,82	75
Indocom Unit 32	137,82	75
Indocom Unit 33	137,82	75
Indocom Unit 34	137,82	75
Indocom Unit 35	137,82	75
Indocom Unit 36	137,82	75
Indocom Unit 37	137,82	75
Indocom Unit 38	137,82	75
Indocom Unit 39	137,82	75
Indocom Unit 40	137,82	75
Indocom Unit 41	137,82	75
Indocom Unit 42	137,82	75
Indocom Unit 43	137,82	75
Indocom Unit 44	137,82	75
Indocom Unit 45	137,82	75
Indocom Unit 46	137,82	75
Indocom Unit 47	137,82	75
Indocom Unit 48	137,82	75
Indocom Unit 49	137,82	75
Indocom Unit 50	137,82	75
Indocom Unit 51	137,82	75
Indocom Unit 52	137,82	75
Indocom Unit 53	137,82	75
Indocom Unit 54	137,82	75
Indocom Unit 55	137,82	75
Indocom Unit 56	137,82	75
Indocom Unit 57	137,82	75
Indocom Unit 58	137,82	75
Indocom Unit 59	137,82	75
Indocom Unit 60	137,82	75
Indocom Unit 61	137,82	75
Indocom Unit 62	137,82	75
Indocom Unit 63	137,82	75
Indocom Unit 64	137,82	75
Indocom Unit 65	137,82	75
Indocom Unit 66	137,82	75
Indocom Unit 67	137,82	75
Indocom Unit 68	137,82	75
Indocom Unit 69	137,82	75
Indocom Unit 70	137,82	75
Indocom Unit 71	137,82	75
Indocom Unit 72	137,82	75
Indocom Unit 73	137,82	75
Indocom Unit 74	137,82	75
Indocom Unit 75	137,82	75
Indocom Unit 76	137,82	75
Indocom Unit 77	137,82	75
Indocom Unit 78	137,82	75
Indocom Unit 79	137,82	75
Indocom Unit 80	137,82	75
Indocom Unit 81	137,82	75
Indocom Unit 82	137,82	75
Indocom Unit 83	137,82	75
Indocom Unit 84	137,82	75
Indocom Unit 85	137,82	75
Indocom Unit 86	137,82	75
Indocom Unit 87	137,82	75
Indocom Unit 88	137,82	75
Indocom Unit 89	137,82	75
Indocom Unit 90	137,82	75
Indocom Unit 91	137,82	75
Indocom Unit 92	137,82	75
Indocom Unit 93	137,82	75
Indocom Unit 94	137,82	75
Indocom Unit 95	137,82	75
Indocom Unit 96	137,82	75
Indocom Unit 97	137,82	75
Indocom Unit 98	137,82	75
Indocom Unit 99	137,82	75
Indocom Unit 100	137,82	75
Indocom Unit 101	137,82	75
Indocom Unit 102	137,82	75
Indocom Unit 103	137,82	75
Indocom Unit 104	137,82	75
Indocom Unit 105	137,82	75
Indocom Unit 106	137,82	75
Indocom Unit 107	137,82	75
Indocom Unit 108	137,82	75
Indocom Unit 109	137,82	75
Indocom Unit 110	137,82	75
Indocom Unit 111	137,82	75
Indocom Unit 112	137,82	75
Indocom Unit 113	137,82	75
Indocom Unit 114	137,82	75
Indocom Unit 115	137,82	75
Indocom Unit 116	137,82	75
Indocom Unit 117	137,82	75
Indocom Unit 118	137,82	75
Indocom Unit 119	137,82	75
Indocom Unit 120	137,82	75
Indocom Unit 121	137,82	75
Indocom Unit 122	137,82	75
Indocom Unit 123	137,82	75
Indocom Unit 124	137,82	75
Indocom Unit 125	137,82	75
Indocom Unit 126	137,82	75
Indocom Unit 127	137,82	75
Indocom Unit 128	137,82	75
Indocom Unit 129	137,82	75
Indocom Unit 130	137,82	75
Indocom Unit 131	137,82	75
Indocom Unit 132	137,82	75
Indocom Unit 133	137,82	75
Indocom Unit 134	137,82	75
Indocom Unit 135	137,82	75
Indocom Unit 136	137,82	75
Indocom Unit 137	137,82	75
Indocom Unit 138	137,82	75
Indocom Unit 139	137,82	75
Indocom Unit 140	137,82	75
Indocom Unit 141	137,82	75
Indocom Unit 142	137,82	75
Indocom Unit 143	137,82	75
Indocom Unit 144	137,82	75
Indocom Unit 145	137,82	75
Indocom Unit 146	137,82	75
Indocom Unit 147	137,82	75
Indocom Unit 148	137,82	75
Indocom Unit 149	137,82	75
Indocom Unit 150	137,82	75
Indocom Unit 151	137,82	75
Indocom Unit 152	137,82	75
Indocom Unit 153	137,82	75
Indocom Unit 154	137,82	75
Indocom Unit 155	137,82	75
Indocom Unit 156	137,82	75
Indocom Unit 157	137,82	75
Indocom Unit 158	137,82	75
Indocom Unit 159	137,82	75
Indocom Unit 160	137,82	75
Indocom Unit 161	137,82	75
Indocom Unit 162	137,82	75
Indocom Unit 163	137,82	75
Indocom Unit 164	137,82	75
Indocom Unit 165	137,82	75
Indocom Unit 166	137,82	75
Indocom Unit 167	137,82	75
Indocom Unit 168	137,82	75
Indocom Unit 169	137,82	75
Indocom Unit 170	137,82	75
Indocom Unit 171	137,82	75
Indocom Unit 172	137,82	75
Indocom Unit 173	137,82	75
Indocom Unit 174	137,82	75
Indocom Unit 175	137,82	75
Indocom Unit 176	137,82	75
Indocom Unit 177	137,82	75
Indocom Unit 178	137,82	75
Indocom Unit 179	137,82	75
Indocom Unit 180	137,82	75
Indocom Unit 181	137,82	75
Indocom Unit 182	137,82	75
Indocom Unit 183	137,82	75
Indocom Unit 184	137,82	75
Indocom Unit 185	137,82	75
Indocom Unit 186	137,82	75
Indocom Unit 187	137,82	75
Indocom Unit 188	137,82	75
Indocom Unit 189	137,82	75
Indocom Unit 190	137,82	75
Indocom Unit 191	137,82	75
Indocom Unit 192	137,82	75
Indocom Unit 193	137,82	75
Indocom Unit 194	137,82	75
Indocom Unit 195	137,82	75
Indocom Unit 196	137,82	75
Indocom Unit 197	137,82	75
Indocom Unit 198	137,82	75
Indocom Unit 199	137,82	75
Indocom Unit 200	137,82	75
Indocom Unit 201	137,82	75
Indocom Unit 202	137,82	75
Indocom Unit 203	137,82	75
Indocom Unit 204	137,82	75
Indocom Unit 205	137,82	75
Indocom Unit 206	137,82	75
Indocom Unit 207	137,82	75
Indocom Unit 208	137,82	75
Indocom Unit 209	137,82	75
Indocom Unit 210	137,82	75
Indocom Unit 211	137,82	75
Indocom Unit 212	137,82	75
Indocom Unit 213	137,82	75
Indocom Unit 214	137,82	75
Indocom Unit 215	137,82	75
Indocom Unit 216	137,82	75
Indocom Unit 217	137,82	75
Indocom Unit 218	137,82	75
Indocom Unit 219	137,82	75
Indocom Unit 220	137,82	75
Indocom Unit 221	137,82	75
Indocom Unit 222	137,82	75
Indocom Unit 223	137,82	75
Indocom Unit 224	137,82	75
Indocom Unit 225	137,82	75
Indocom Unit 226	137,82	75
Indocom Unit 227	137,82	75
Indocom Unit 228	137,82	75
Indocom Unit 229	137,82	75
Indocom Unit 230	137,82	75
Indocom Unit 231	137,82	75
Indocom Unit 232	137,82	75
Indocom Unit 233	137,82	75
Indocom Unit 234	137,82	75
Indocom Unit 235	137,82	75
Indocom Unit 236	137,82	75
Indocom Unit 237	137,82	75
Indocom Unit 238	137,82	75
Indocom Unit 239	137,82	75
Indocom Unit 240	137,82	75
Indocom Unit 241	137,82	75
Indocom Unit 242	137,82	75
Indocom Unit 243	137,82	75
Indocom Unit 244	137,82	75
Indocom Unit 245	137,82	75
Indocom Unit 246	137,82	75
Indocom Unit 247	137,82	75
Indocom Unit 248	137,82	75
Indocom Unit 249	137,82	75
Indocom Unit 250	137,82	75
Indocom Unit 251	137,82	75
Indocom Unit 252	137,82	75
Indocom Unit 253	137,82	75
Indocom Unit 254	137,82	75
Indocom Unit 255	137,82	75
Indocom Unit 256	137,82	75
Indocom Unit 257	137,82	75
Indocom Unit 258	137,82	75
Indocom Unit 259	137,82	75
Indocom Unit 260	137,82	75
Indocom Unit 261	137,82	75
Indocom Unit 262	137,82	75
Indocom Unit 263	137,82	75
Indocom Unit 264	137,82	75
Indocom Unit 265	137,82	75
Indocom Unit 266	137,82	75
Indocom Unit 267	137,82	75
Indocom Unit 268	137,82	75
Indocom Unit 269	137,82	75
Indocom Unit 270	137,82	75
Indocom Unit 271	137,82	75
Indocom Unit 272	137,82	75
Indocom Unit 273	137,82	75
Indocom Unit 274	137,82	75
Indocom Unit 275	137,82	75
Indocom Unit 276	137,82	75
Indocom Unit 277	137,82	75
Indocom Unit 278	137,82	75
Indocom Unit 279	137,82	75
Indocom Unit 280	137,82	75
Indocom Unit 281	137,82	75
Indocom Unit 282	137,82	75
Indocom Unit 283	137,82	75
Indocom Unit 284	137,82	75
Indocom Unit 285	137,82	75
Indocom Unit 286	137,82	75
Indocom Unit 287	137,82	75
Indocom Unit 288	137,82	75
Indocom Unit 289	137,82	75
Indocom Unit 290	137,82	75
Indocom Unit 291	137,82	75
Indocom Unit 292	137,82	75
Indocom Unit 293	137,82	75
Indocom Unit 294	137,82	75
Indocom Unit 295	137,82	75
Indocom Unit 296	137,82	75
Indocom Unit 297	137,82	75
Indocom Unit 298	137,82	75
Indocom Unit 299	137,82	75
Indocom Unit 300	137,82	75
Indocom Unit 301	137,82	75
Indocom Unit 302	137,82	75
Indocom Unit 303	137,82	75
Indocom Unit 304	137,82	75
Indocom Unit 305	137,82	75
Indocom Unit 306	137,82	75
Indocom Unit 307	137,82	75
Indocom Unit 308	137,82	75
Indocom Unit 309	137,82	75
Indocom Unit 310	137,82	75
Indocom Unit 311	137,82	75
Indocom Unit 312	137,82	75
Indocom Unit 313	137,82	75
Indocom Unit 314	137,82	75
Indocom Unit 315	137,82	75
Indocom Unit 316	137,82	75
Indocom Unit 317	137,82	75
Indocom Unit 318	137,82	75
Indocom Unit 319	137,82	75
Indocom Unit 320	137,82	75
Indocom Unit 321	137,82	75
Indocom Unit 322	137,82	75
Indocom Unit 323	137,82	75
Indocom Unit 324	137,82	75
Indocom Unit 325	137,82	75
Indocom Unit 326	137,82	75
Indocom Unit 327	137,82	75
Indocom Unit 328	137,82	75
Indocom Unit 329	137,82	75
Indocom Unit 330	137,82	75
Indocom Unit 331	137,82	75
Indocom Unit 332	137,82	75
Indocom Unit 333	137,82	75
Indocom Unit 334	137,82	75
Indocom Unit 335	137,82	75
Indocom Unit 336	137,82	75
Indocom Unit 337	137,82	75
Indocom Unit 338	137,82	75
Indocom Unit 339	137,82	75
Indocom Unit 340	137,82	75
Indocom Unit 341	137,82	75
Indocom Unit 342	137,82	75
Indocom Unit 343	137,82	75
Indocom Unit 344	137,82	75
Indocom Unit 345	137,82	75
Indocom Unit 346	137,82	75
Indocom Unit 347	137,82	75
Indocom Unit 348	137,82	75
Indocom Unit 349	137,82	75
Indocom Unit 350	137,82	75
Indocom Unit 351	137,82	75
Indocom Unit 352	137,82	75
Indocom Unit 353	137,82	75
Indocom Unit 354	137,82	75
Indocom Unit 355	137,82	75
Indocom Unit 356	137,82	75

[illegible]

		ASSET MANAGEMENT	
		Service vocal: 08 36 68 54 62 (2,3 Hrs)	
392,45	82,35		
2333,01	8199,34		
100,00	23,47		
480,53	347,69		
2104,37	2035,25		
<b>RAL BANK</b>			
1895,19	1895,19		
1086,01	1044,29		
2195,52	2136,47		
<b>Slack Info Post:</b>			
<b>08 36 68 50 (2,3 Hrs)</b>			
127,61	119,50		
127,24	124,94		
100,00	100,00		
119,15	107,76		
1125,77	1056,39		
1052,72	1037,02		
100,00	100,00		
10,34	76,36		
293,02	287,39		
574,00	569,09		
127,25	124,94		
759,63	722,39		
366,55	326,01		
124,03	123,84		
114,11	111,00		
1269,86	1146,05		
1189,56	1166,74		
1129,61	1104,00		
153,92	148,00		
136,60	132,00		
680,05	670,00		
249,60	240,00		
15403,88	15330,86		
14895,39	14816,86		
42206,35	42006,35		
251 547,67	241 236,37		
53896,60	53701,02		
		Admônistrative C.	399151,57
		Admônistrative D.	303979,47
		Cadence 2 D.	1080,68
		Cadence 3 D.	1067,96
		Cadence 3 D.	1069,64
		Capitales D.	434,03
		Capitales D.	379,52
		Capitales D.	10777,78
		Sociologie C/D	329,11
		Interologie C.	64,75
		Interaction France D.	1162,49
		Sûreté D'effort C.	3811,35
		Sûreté Dynamique C.	1391,25
		Sûreté Equilibre 2.	295,05
		Sûreté PE4 3.	315,53
		Société Europe	1311,80
		SG France oppo.	2403,74
		SG France oppo. D.	2328,57
		SG France oppo.	2221,57
		SG France D.	1289,69
		Sopargame D.	303,82
		Sopargame	309,10

**BANQUE POPULAIRE  
ASSET MANAGEMENT**

Account France Europe.....	100,00	250,85
Account France Monde.....	257,12	250,85
Account Futur C.....	1097,26	982,66
Account Futur D.....	938,29	915,80
Coxers.....	2111,76	2076,46
Mixes.....	2581,66	2538,51

<b>CIC</b>	<b>CIC BANQUES</b>
Francis.....	162,30
Francis Pierre.....	173,07

Cred.Mut.Ep.Moide	181,251	201,500	Revenus Trimest. D	0
Cred.Mut.Ep.Oblig	2056,14	2056,14	Thésora C	0
Cred.Mut.Ep.Quatre	1119,41	1092,48	Thésora D	0
Fonds communs de placements			Trésors C	0
CM Option Moderation	114,88	112,88	Trésors D	0
			Solstice D	0

1380,94	1380,94	
1090,81	1090,81	
954,36	954,36	
278936,61	278936,61	
2398,76	2398,76	

**SYMBLES**

◇ cours du jour; ♦ cours précédent.



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

**SCIENCES** Une équipe internationale de paléontologues vient de mettre au jour au Niger, dans le désert du Ténéré, le squelette d'un dinosaure à gueule de crocodile du genre spinosaure.

saure, qu'ils ont baptisé *Suchomimus tenerensis*. ● RATTACHÉS AUX THEROPODES — ces bipèdes carnivores géants popularisés par le film Jurassic Park —, considérés comme les lointains

ancêtres des oiseaux, les spinosaures ont longtemps constitué une énigme. ● APRÈS LA PERTE du premier squelette, lors du bombardement de Munich durant la seconde guerre mon-

diale, les fossiles ont fait défaut. Une série de découvertes a relancé, à partir des années 80, l'intérêt pour ces monstres dévoreurs de poissons. ● LE NOUVEAU spécimen complet et enri-

chit les hypothèses des chercheurs. Il prouve notamment que le crâne des spinosaures a connu une évolution analogue à celle des crocodiles quand ils sont devenus piscivores.

## La résurrection du dinosaure à gueule de crocodile

Le premier exemplaire de spinosaure fut découvert en 1915, puis détruit pendant la deuxième guerre mondiale. Un squelette presque complet vient d'être découvert au Niger. Cette trouvaille, venant après d'autres, récentes, sort de l'ombre l'un des membres les plus mystérieux de la famille des théropodes

L'HISTOIRE scientifique du spinosaure commence par une double mort. Il apparaît dans les registres des paléontologues dès 1915. Cette année-là, l'Allemand Ernst Stromer décrit, pour la première fois, un dinosaure carnivore à museau et dents de crocodile. *Spinosaurus aegyptiacus* — ainsi nommé parce que ses restes fossilisés ont été trouvés dans une oasis d'Égypte centrale — se nourrissait de poissons et écumait les rives d'Afrique du Nord il y a quelque 95 millions d'années. Comme tous ses semblables, il disparaît 30 millions d'années plus tard, probable victime des conséquences de la chute d'une météorite géante. Beaucoup plus récemment, ce sont les bombes déversées par les Alliés sur Munich durant la seconde guerre mondiale qui détruisent les restes de *Spinosaurus aegyptiacus* (et toute la collection de fossiles d'Ernst Stromer).

Pendant plusieurs décennies, le souvenir du dinosaure à gueule de crocodile ne survit qu'à travers les descriptions rédigées par le paléontologue allemand. Pourtant, les traces de son passage ne sont pas rares. « En Afrique du Nord, les terrains du crétacé renferment des fossiles de spinosaure en quantité », affirme Eric Buffetaut, directeur de recherche au CNRS. Mais il s'agit la plupart du temps de dents ou de morceaux de mâchoire isolés. Et, dans la mesure où l'anatomie de ce dinosaure est très mal connue, ils peuvent passer très facilement pour des restes de crocodile et ne sont pas toujours reconnus.

L'intérêt pour ce malchanceux de l'évolution renaît un peu à partir des années 80 avec l'extinction de pièces un peu plus intéres-



Un monstre de 11 mètres de longueur amateur de poisson

Sa corpulence et ses griffes de héros carnivore ne l'empêchaient pas de se nourrir de poisson. Son crâne a d'ailleurs, pour cette raison, évolué d'une manière similaire à celui des crocodiles. Son squelette, presque complet, vient d'être mis au jour au Niger, en plein désert du Ténéré, dans le lit d'un ancien fleuve.

santes : des fragments de museau et des griffes de membres antérieurs en Afrique (notamment par Dale Russell et par Philippe Taquet, du Muséum d'histoire naturelle de Paris), au Brésil et, surtout, en Angleterre où fut découvert un squelette presque complet baptisé *Baryonyx walkeri*.

**GRUPES EN FORME DE FAUCILLE**  
La découverte qui vient d'être faite dans la région de Gado-faoua, en plein désert du Ténéré, dans les dépôts alluvionnaires d'un ancien fleuve, tombe à pic. Le squelette, décrit dans un article de l'hebdomadaire scientifique américain *Science* du 13 novembre par Paul Sereno (université de Chicago) et son équipe (composée de chercheurs américains et britanniques ainsi que d'un Nigérien et du Français Didier Dutheil, du Muséum d'histoire naturelle de Paris), est plus complet que celui de *Baryonyx*.

Plus intéressant encore : en combinant les portions de crâne découvertes avec celles de *Baryonyx*, Paul Sereno montre que l'analogie avec le museau de crocodile (notamment une mâchoire inférieure extrêmement fine) est encore plus frappante que ne l'imaginaient les paléontologues. C'est la raison pour laquelle le chercheur américain a baptisé son spécimen *Suchomimus tenerensis* (du grec *souchos*, crocodile, et *Ténéré*).

Les spinosaures appartiennent à la famille des théropodes. Considérés comme les lointains ancêtres des oiseaux (*Le Monde* du 18 mai 1996), les théropodes comptent dans leurs rangs l'archéoptéryx volant mais aussi les terribles vélociraptor et le tyrannosaure (six tonnes, six mètres au garrot), dinosaures bipèdes et carnivores popularisés par Steven Spielberg dans *Jurassic Park*. C'est dire l'amplitude de

l'évolution qu'ils ont connue, conséquence des conditions de vie très variées qu'ils ont dû affronter durant les quelques dizaines de millions d'années de leur règne terrestre. D'après Paul Sereno, les spinosaures ont commencé à constituer une famille distincte il y a plus de 125 millions d'années. Ils partagent un certain nombre de caractéristiques. Leurs griffes recourbées en forme de faucille ou de croc de boucher

témoignent de leur apparentement aux carnivores. Le rôle de l'apophyse dorsale monstrueusement développée sur une partie de leurs vertèbres est plus difficile à expliquer. Selon l'hypothèse la plus communément admise, ces sortes de mâts osseux — dont la longueur pouvait atteindre, dans certains cas, 1,70 mètre — servaient de support à une « voile-radeau » dorsale. Le sang circulant dans les vaisseaux de la grande surface de peau qui y était

### Evolutions parallèles

L'évolution du crâne des théropodes est tout à fait parallèle à celle des crocodiliens, souligne Thomas Holz (université du Maryland), dans un commentaire publié par l'hebdomadaire scientifique américain *Science* du 13 novembre. Dans les deux cas, les dents en forme de lame ont peu à peu été remplacées par des crocs coniques, plus aptes à saisir les poissons au vol qu'à déchirer les muscles. L'allongement du museau permettait une meilleure pénétration dans l'eau, tandis qu'un solide palais secondaire rendait la gueule plus résistante à la torsion engendrée par les soubresauts des « grosses prises ».

Jean-Paul Dufour

## Greenpeace s'inquiète des rejets de l'usine de la Cogema à la Hague

**GREENPEACE** s'alarme du niveau des rejets atmosphériques de krypton 85 (K 85), un gaz rare produit par l'usine de retraitement de la Cogema à la Hague (Manche). L'association écologiste a constaté que la concentration de cet isotope radioactif pouvait atteindre un niveau d'activité de 90 000 becquerels par mètre cube d'air, soit « 90 000 fois le niveau ambiant ». L'organisation a demandé, lundi 9 novembre, que soit apprécié « l'effet sur la santé des populations ». Le groupe radioécologie Nord-Cotentin, chargé par le gouvernement de dresser un inventaire de ces rejets et de mesurer leur impact, procède actuellement à cette évaluation. Il dispose de données du même ordre de grandeur. La dose « pour le groupe de population le plus exposé » serait de l'ordre de 8 microsieverts par an, selon Annie Sugier, présidente du groupe radioécologie Nord-Cotentin. Soit moins d'un centième de la dose limite annuelle pour le public. Ces rejets restent en deçà des autorisations accordées à l'industrie, lesquelles devraient être révisées à la baisse et faire prochainement l'objet d'une nouvelle enquête publique.

### DÉPÊCHES

**TELÉPORTATION** : des chercheurs américains du Norman Bridge Laboratory of Physics (Caltech, Pasadena), dirigé par Jeff Kimble, viennent, en association avec des physiciens danois (Aarhus University) et britanniques (University of Wales), de réussir une opération de téléportation. Ces chercheurs ont téléporté un faisceau de lumière, et plus précisément ses propriétés, en recréant plus loin son double parfait. Il y a un an, une équipe autrichienne d'Innsbruck et une équipe italienne de Rome avaient réussi une telle expérience avec des photons isolés (*Le Monde* du 18 décembre 1997).

**■ AFFAIRES** : un rapport, établi par le comité d'hygiène et de sécurité de l'université Rennes-1, met en cause les conditions de travail qui prévalaient au sein d'une unité — fermée depuis juillet — de l'Inserm. Cette unité, dirigée par le docteur Bernard Bihain, effectuait des travaux sur l'obésité, pour lesquels elle utilisait des marqueurs radioactifs, notamment de l'iode 125. Selon le rapport, la manipulation de ce radioélément, qui peut être à l'origine d'affections de la thyroïde, s'effectuait sous une hotte non conforme. L'unité 391 de l'Inserm a été fermée à la suite du départ de son directeur, que certains de ses collaborateurs avaient accusé de falsifier des résultats scientifiques (*Le Monde* du 29 juillet). L'ensemble du dossier fait l'objet d'une enquête préliminaire du SRP.

## Au CERN de Genève, les physiciens des particules violent le temps

**LA NATURE** a horreur de la symétrie. Hypocrite, elle donne l'impression d'y souscrire, fait de son mieux pour démontrer sa bonne foi et, à la moindre occasion, emprunte des chemins détournés pour en faire à sa guise. Il y a quarante ans, les physiciens, habiles à édicter des règles, s'imaginaient l'avoir concédée dans un carcan de lois dont elle aurait du mal à s'extraire. Cette théorie impliquait notamment que, dans le monde subatomique, les particules et les interactions qui les relient obéissent à des lois parfaitement symétriques. En d'autres termes, il était possible dans une expérience de remplacer un paramètre par son symétrique sans que les phénomènes observés changent. Un peu comme une main qui prendrait une pomme et son image dans un miroir.

A cette époque, les physiciens avaient mis en évidence trois symétries de ce type baptisées C, P et T. Selon eux, les lois de la physique qui décrivent l'infiniment petit étaient invariantes lorsqu'on leur appliquait la transformation C (comme conjugaison de charge),

qui consiste à remplacer dans une expérience la matière par de l'antimatière. De même, la transformation P (parité) met en scène des particules au travers de leur image dans un miroir. Enfin, ce qui est plus intuitif, la symétrie T (renversement du temps) revient en quelque sorte à passer le film à l'envers.

Ces tabes de la loi semblaient des outils d'autant plus infaillibles que des considérations théoriques impliquent que les grandes lois de la physique sont « invariantes » dans la transformation globale CPT qui associe dans une même expérience l'antimatière, l'effet miroir et le renversement du temps. « Cette symétrie CPT est une bible dont on a prouvé jusqu'à dix-neuf chiffres après la virgule qu'elle était invariante », s'enflamme Estie Aslanides, du Centre de physique des particules de Marseille (CNRS/IN2P3). La contestation conduirait à une révolution intellectuelle dont on imagine mal aujourd'hui qu'elle soit possible.

### DÉSINTÉGRATIONS RADIOACTIVES

Tout allait donc pour le mieux jusqu'à ce jour de 1956 où un premier choc fit vaciller cette belle « invariance CPT ». Deux physiciens, Tsung Dao Lee et Chen Ning Yang, montrèrent en effet que la parité P était violée dans certaines désintégrations radioactives (radioactivité bêta) commandées par une des quatre grandes forces de l'univers : l'interaction faible. La communauté scientifique s'émouvait de cette découverte et en déduisit aussitôt que si P n'était pas conservée, alors que la combinaison CPT demeure invariante, cela signifiait que C pouvait être violée à son tour. La preuve en fut apportée rapidement ainsi que la certitude que la combinaison CP, falsant correspondre à la matière son antimatériau vue dans un miroir, constituait elle aussi un invariant universel. Mais en 1964, nouveau coup de

tonnerre dans le monde de la physique subatomique. James Cronin, Val Fitch et James Christenson (Princeton), et un « post-doc » français du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), René Turlay, observent que des particules, les mésons K, se désintègrent deux fois sur mille d'une façon interdite par l'invariance CP. Si CP est violée, même faiblement, cela signifie donc que T, la symétrie par inversion du temps, l'est aussi puisque le produit CPT demeure, malgré les années qui passent, invariant.

Rude remise en cause pour les chercheurs, qui considéraient que les lois de la physique découvertes par Galilée, Newton et Einstein étaient parfaitement symétriques vis-à-vis du renversement du temps et ne faisaient donc pas la différence entre le passé et le futur. Les années ont passé sans que l'on puisse apporter la moindre preuve directe de ce phénomène. Mais en 1985, le Laboratoire européen pour la physique des particules de Genève (CERN) a approuvé une expérience couvrant un large domaine et concernant « l'étude comparée des kaons neutres et de leurs antiparticules ». Baptisée CP LEAR, elle a été réalisée par une centaine de chercheurs appartenant à neuf pays dont la France. Y ont participé : le Centre de physique des particules de Marseille (CNRS/IN2P3-Université de la Méditerranée), le Centre de spectrométrie nucléaire et de spectrométrie de masse d'Orsay (CNRS/IN2P3) et le Service des particules de Saclay (CEA-Dapnia). Les premières données ont été réunies en 1991 et l'analyse des informations recueillies jusqu'en 1996 sur les accélérateurs de particules du CERN a permis d'observer enfin cette « violation du temps » à travers du comportement de ces fameuses particules que sont les kaons et les anti-kaons.

Que reste-t-il aujourd'hui de ce jeu de chaises musicales qui a conduit à la démonstration, en

principe sans faille, de la violation des trois symétries P, C et T, mais aussi à la confirmation de l'invariance inébranlable du produit CPT ?

Un compte rendu publié prochainement par *Physics Letters B* : l'observation préliminaire, par des voies différentes, de ce phénomène par l'équipe KTeV (Kaon Tevatron) sur le grand accélérateur du Fermi Lab, près de Chicago ; et une grande et passionnante question sur les origines du monde et sur les raisons qui ont fait que moins d'un milliardième de seconde après la grande explosion (Big Bang) qui lui a donné naissance, l'Univers ait choisi d'être composé de matière plutôt que d'antimatière. Le viol des symétries pourrissent-elles y être peut-être pour quelque chose. « On pense que ce sont des processus de ce type qui sont à l'origine de cette grande histoire de la matière et de l'antimatière dans l'Univers », explique Marc Dejardin, du Service de physique des particules du CEA.

**« DÉFINIR DES STANDARDS »**  
« Cependant, reconnaît-il, les mesures que nous faisons aujourd'hui ne sont pas suffisantes pour l'expliquer. Nous ajoutons des pièces au puzzle, mais il nous manque toujours une sorte de vision globale qui nous permette de rattacher ces résultats aux origines de l'Univers. » Peut-être les expériences sur le point d'être lancées aux États-Unis (Babar), au Japon (Bell) et en Allemagne (Hera-B) avec d'autres particules, des « quarks-bottom », le permettront-elles. « A défaut, nous pouvons toujours, plaisante Marc Dejardin, si nous rencontrons des extraterrestres, être en mesure de définir des standards de droiture et de gauche avec la violation de la parité, de matière et d'antimatière avec la violation de CP et de passé et de futur avec la violation de T ! »

Jean-François Augereau

## BILAN DU MONDE

174 fiches-pays sur votre Minitel

avec les analyses de nos correspondants dans le monde (mises à jour en mai 1998) et les chiffres-clés pour chaque pays

**3615 LEMONDE**  
rubrique BDM

مكتبة العالم

## La Route du rhum ins... des trajectoires différe...

Contrairement à ce que l'on croit, les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.

Les concurrents de la Route du Rhum ne sont pas tous des pêcheurs. Certains sont des professionnels de la mer, d'autres des amateurs. Mais tous ont en commun de vouloir gagner la course.



## La Route du rhum inspire aux navigateurs des trajectoires différentes sur l'Atlantique

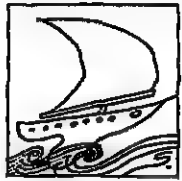
Contrairement à la majorité des concurrents, Francis Joyon a parié sur le sud et les alizés

Les marins du Rhum commencent à laisser entrevoir les options qu'ils ont choisies. Sur la route directe, les trimarans de Paul Vatine (Chauss'Europ)

et Laurent Bourgnon (Primagaz) alternent en tête de la course, de plus en plus menacés par celui d'Alain Gautier (Brocéliande). Francis Joyon

(Banque Populaire) tente seul le pari du sud. Dans le classement des monocoques, Thomas Coville (Aquitaine-Innovations) a pris la tête.

AVEC LES SEPT FAVORIS – les multicoques de classe I – toujours en course sans écarts significatifs à l'échelle de l'Atlantique, l'épreuve reste ouverte. On attendait les premiers multicoques aux abords de l'archipel des Açores dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 novembre.



Il est encore trop tôt pour juger des bénéfices ou des maléfices de l'option sud, rebaptisée « option Loïck Peyron-Francis Joyon ». Cette recherche de la route des alizés dans laquelle Joyon s'avère plus radical que les autres le relègue pour l'instant en 18<sup>e</sup> position. Mais le skipper de Banque Populaire s'obstine à vouloir obliger vers le sud-ouest.

Passé au large du détroit de Gibraltar, il se dirigeait vers l'archipel de Madère et se déstabilisait en jouant les ornières. « J'ai recueilli deux hirondelles visiblement

à bout de souffle », a-t-il expliqué jeudi 12 novembre dans un télé. Elles sont bien contentes d'avoir trouvé un perchoir bleu sur la mer. Elles se contentaient de tourner autour du mât sans pouvoir s'y poser, puis se sont décidées à chercher un abri dans la cabine pour échapper aux embruns. Je leur ai préparé des miettes et de l'eau. Entre migrants, normal de se donner un coup de main.

Les « orthodromistes », ceux qui ont choisi la route la plus directe, ont été légèrement ralentis en traversant une bulle anticyclonique. Paul Vatine (Chauss'Europ), Laurent Bourgnon (Primagaz) et Alain Gautier (Brocéliande) l'ont négociée au mieux, décrochant légèrement Marc Guillemot (Biscuits-La Trinitaine) et Franck Cammas (Groupama). Tous les cinq devaient se recaler sur l'ouest pour doubler l'île de Flores, la plus à l'ouest de l'archipel des Açores.

Gautier, qui n'avait pas démaillé la course sous les meilleurs auspices (bris de palan d'état), est devenu l'homme à surveiller pour

Vatine et Bourgnon qui se sont partagé la tête de course depuis le départ. Il est revenu sur eux en trombe, mercredi 11 novembre, parcourant 350 milles (650 km) en 24 heures ; un record depuis le début de l'épreuve. « C'est pas des vacances, plaisantait-il. Pour aller à la Guadeloupe, il y a de meilleurs moyens, mais on s'était préparé. Ces bateaux sont exigeants quelle que soit leur allure ».

ANCIEN MAIS RAPIDE

A mi-chemin entre les orthodromistes et Joyon, François-René Carlier épate ses concurrents en tenant un bon rang à la barre du plus ancien trimaran de classe I (Laiterie-Saint Malo-Défi Malouin). Mais il a annoncé une escale technique dans la région. Loïck Peyron, un peu au sud de Carlier et peu bavard depuis le départ, continue donc seul dans son coin.

Du côté des monocoques, Thomas Coville (Aquitaine-Innovations) a ravi le commandement à Catherine Chabaud (Whirlpool/Europe 2), 2<sup>e</sup> monocoque ; 10. Jean-Luc Van den Heede (Aigle), 3<sup>e</sup> monocoque,

en faisant route légèrement plus au sud. En vieux briscard, Jean-Luc Van den Heede (Aigle) veille. Le trio des poursuivants composé de Jean Maurel (Maisons Côté Ouest/Aigle), Bernard Mallaret (Baume et Mercier) et Raphaël Dineili (Sodebo) accuse déjà un retard sur le nouveau leader et devra se méfier de Philippe Monnet (Unet) qui accélère sérieusement au Sud.

Patricia Jolly

■ Classement le 12 novembre à 5 h 26 (TU) : 1. Paul Vatine (Chauss'Europ) ; 2. Laurent Bourgnon (Primagaz) ; 3. Alain Gautier (Brocéliande) ; 4. Marc Guillemot (Biscuits La Trinitaine) ; 5. Franck Cammas (Groupama) ; 6. François-René Carlier (Laiterie Saint Malo-Défi Malouin) ; 7. Loïck Peyron (Fujicolor II) ; 8. Thomas Coville (Aquitaine-Innovations), 1<sup>er</sup> monocoque ; 9. Catherine Chabaud (Whirlpool/Europe 2), 2<sup>e</sup> monocoque ; 10. Jean-Luc Van den Heede (Aigle), 3<sup>e</sup> monocoque, etc.

## Rugby : les Barbarians français battent l'Argentine (38-30)

POUR LE PREMIER MATCH de sa tournée en France, l'équipe d'Argentine s'est inclinée face à une sélection de Barbarians français sur le score de 38 à 30, mercredi 11 novembre à Bourgoin. Les Barbarians – sélection « ponctuelle » formée sur la base de critères de beau jeu et de spectacle – ont inscrit 6 essais en tout, contre 4 pour leurs adversaires. C'est toutefois en privilégiant le secteur défensif que la différence a été faite. Le deuxième ligne canadien de Perpignan, Mike James, s'est fait une entorse grave à la cheville droite avec fracture de la malléole externe durant la rencontre.

Les « Pumas » argentins doivent affronter en test-match l'équipe de France samedi 14 novembre à Nantes, au stade de la Beaujoire.

■ BASKET-BALL : Villeurbanne a réussi une grande performance en allant infliger la première défaite au PAOK Salonique dans sa salle (69-65), mercredi 11 novembre, pour le compte de la septième journée de l'Euroleague.

■ FOOTBALL : Andreas Köpke, le gardien de but allemand de l'Olympique de Marseille, devrait signer un contrat avec les Glasgow Rangers (Ecosse) pour remplacer le gardien français Lionel Charbonnier qui s'est gravement blessé (rupture des ligaments croisés du genou), le 5 novembre lors d'un match de coupe de l'UEFA opposant son équipe à Leverkusen (Allemagne).

■ VOILE : Pierre Fehlmann a démissionné de son poste de Commodore du défi suisse « Fast 2000 » lancé par le club nautique de Morges pour la prochaine Coupe de l'America. Ambassadeur et coordinateur du défi, le vainqueur de la Whitbread 1986 a cédé à la pression du skipper français Marc Pajot, chef d'équipe du projet suisse.

■ LOTO : résultats des tirages n° 90 effectués mercredi 11 novembre. Premier tirage : 10, 14, 30, 37, 42, 46 ; numéro complémentaire : 49. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapport pour 5 numéros et le complémentaire : 985 695 F ; 5 numéros : 9 260 F ; 4 numéros et le complémentaire : 386 F ; 4 numéros : 193 F ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F ; 3 numéros : 18 F. Second tirage : 5, 8, 24, 34, 39, 42 ; numéro complémentaire : 22. Rapport pour 6 numéros : 12 818 385 F ; 5 numéros et le complémentaire : 69 255 F ; 5 numéros : 8 435 F ; 4 numéros et le complémentaire : 338 F ; 4 numéros : 169 F ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F ; 3 numéros : 16 F.

## Football : Bordeaux reste dans le sillage de l'OM

AVEC 21 000 SPECTATEURS par match en moyenne, la 13<sup>e</sup> journée du championnat de France a confirmé l'intérêt croissant du public qui ne se lasse pas de la domination de Marseille, toujours invaincu. Seul Bordeaux résiste encore à cette emprise de l'OM, en limitant son handicap à deux points. Les Girondins se sont imposés (2-0) à Lorient, mercredi 11 novembre, grâce à des buts de Michel Pavon (8<sup>e</sup> minute) et Sylvain Wilford (80<sup>e</sup>). « Il reste trop de rencontres pour spéculer sur un duel avec Marseille », a déclaré l'entraîneur bordelais Elie Baup. Nous espérons simplement que l'écart demeurera en l'état jusqu'au 30 janvier 1999 où nous recevons le leader. Une manière comme une autre d'avouer que la suprématie de l'OM n'est pas accep-

tée comme une fatalité dans les rangs des Girondins.

Après cinq succès de rang, le Stade rennais est redescendant de son nuage en s'inclinant (1-3) à Lens, qui avait préparé la partie comme un choc de Coupe d'Europe avec une mise au vert précédée d'une esquisse de psychodrame avec la démission refusée de l'entraîneur, Daniel Leclercq. Les Nordistes ont dû attendre l'ultime quart d'heure pour concrétiser une supériorité que le technicien rennais, Paul Le Guen, ne leur a pas contestée : « Les Lensois nous ont bousculés, nous avons manqué d'ambition et d'agressivité ». Rennes conserve sa 3<sup>e</sup> place mais compte désormais 7 points de retard sur l'OM.

Monaco a enregistré devant Auxerre son 6<sup>e</sup> succès (3-2) pour autant de matches disputés au stade Louis-II. David Trezeguet a réussi un doublé en dix minutes (50<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup>), ce qui permet au club de la Principauté de consolider sa 4<sup>e</sup> place à dix points de Marseille. Le Paris-SG aurait-il déjà soldé l'effort Jorge ? Battu (1-2) à Montpellier, samedi 7 novembre, le PSG continue de s'enliser après son résultat nul (2-2) face à Metz, au Parc des Princes. Relégués en 11<sup>e</sup> position à 17 points de Marseille, les Parisiens sont à la merci des équipes qui luttent pour le maintien. « Nous manquons de rigueur en défense », a déploré le milieu Yann Lachuer. « Une nouvelle fois, on a gâché beaucoup d'occasions, il y a chez nous un sentiment d'auto-satisfaction », a observé l'arrière central Alain Goma. Tout est dit.

E. B.

D2 : Troyes rejoint Saint-Etienne en tête

Saint-Etienne, qui restait sur cinq victoires consécutives, a été tenu en échec (1-1), mercredi 11 novembre, par Laval au stade Geoffroy-Guichard devant 33 925 spectateurs. Les Verts restent en tête du classement de division 2 à l'issue de la 14<sup>e</sup> journée, mais ils ont été rejoints par Troyes, vainqueur de Guingamp (2-1). Le Red Star, qui a changé d'entraîneur (Jean-Luc Girard succède à Jean Serrafin), a concédé un match nul (1-1) à Châteauroux, alors que Nice, la lanterne rouge, a été incapable de battre l'avant-dernier, Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

LE GAZ NATUREL  
EST L'ÉNERGIE  
PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS.  
LES FRANÇAIS  
ADORENT QUAND LES PRIX  
BAISSENT.

DONC ?

Donc, le prix du gaz naturel baisse encore. Être l'énergie préférée des Français, ça se mérite tous les jours. C'est pourquoi Gaz de France fait tout pour vous proposer toujours plus de confort, de services, d'innovations et bien entendu... d'économies ! Ceux

qui ont fait le choix du gaz naturel le savent bien. D'ailleurs, ils ne se privent pas de le vérifier : en cette fin d'année, le prix du gaz naturel baisse encore sur leur facture. POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER GAZ DE FRANCE AU 09 69 10 10 10.

GAZ DE FRANCE, LE CHOIX DE LA QUALITÉ.



D2 : Troyes rejoint Saint-Etienne en tête

Saint-Etienne, qui restait sur cinq victoires consécutives, a été tenu en échec (1-1), mercredi 11 novembre, par Laval au stade Geoffroy-Guichard devant 33 925 spectateurs. Les Verts restent en tête du classement de division 2 à l'issue de la 14<sup>e</sup> journée, mais ils ont été rejoints par Troyes, vainqueur de Guingamp (2-1). Le Red Star, qui a changé d'entraîneur (Jean-Luc Girard succède à Jean Serrafin), a concédé un match nul (1-1) à Châteauroux, alors que Nice, la lanterne rouge, a été incapable de battre l'avant-dernier, Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).

Amiens (0-0).



## Les campagnes pour les produits « éthiquement corrects » poussent les entreprises à respecter les règles d'un « commerce équitable » avec le tiers-monde. Mais les consommateurs sont-ils prêts à suivre ?

lica, également accusé de vendre des meubles et autres produits fabriqués par des enfants, a dû faire des excuses publiques et a élaboré aussi un code de conduite. Gap, le géant américain de l'habillement, a été la cible d'une campagne démontant que certains de ses vêtements étaient fabriqués dans des

**PLUS NOMBREUX EN FRANCE**  
Après les Etats-Unis, le mouvement pour les produits éthiques commence à gagner la France, où les consommateurs français sont de plus en plus nombreux à se dire prêts à s'engager sur la voie de

[illegible]

**conduite**

Plusieurs marques ont précédé le mouvement. Yves Rocher, par exemple, qui s'est engagé dans le combat pour l'écologie : les déchets issus de ses sites industriels sont recyclés à plus de 80 %, il mène une opération de reboisement au Liban, achète son sésame bio au Burkina pour soutenir cent villages.

Restent encore en suspens les vraies questions : convaincre les consommateurs de payer plus cher pour la bonne cause et surtout éviter l'usage marketing que les distributeurs pourraient faire du label « éthique » en le transformant en simple argument de vente...

**Véronique Cauhapé**

**LOS ANGELES**  
*correspondence*

L'affaire est prise très au sérieux par les militants de l'Animal Protection Institute, qui exigent que General Mills, le distributeur américain, redessine ses pots, vendus à plus de 500 millions d'exemplaires en 1997. Le numéro deux du marché du yaourt après Danone (dont les pots cylindriques ne sont pas mortels) refuse de modifier ce design qui identifie la marque sur les étagères des supermarchés, mais a quand même gravé un avertissement discret : « Protégez les animaux sauvages. Ecrasez : avant de jeter. » Une concession jugée insuffisante par ceux qui luttent contre les mauvais traitements de l'espèce animale, et menacent d'un appel au boycottage des cruels yaourts.

**DAUPHINS : BOYCOTTAGE RÉUSSI**  
Même si les petits mammifères suscitent moins la compassion du public que le sort des dauphins décimés par les pêcheurs de thon, les entreprises américaines s'inquiètent beaucoup du moindre mouvement d'opinion publique qui pourrait porter atteinte à leur image de marque, et donc à leurs profits. Avec un embargo et un boycottage, la campagne exemplaire, et réussie, pour sauver les dauphins avait donné le ton de la décennie de la bonne conscience qui demande désormais aux consommateurs américains de ré-

fléchir avant de déboursier leurs dollars. Les pêcheries ont dû modifier leurs techniques de prise pour avoir le droit d'imprimer le label « *dolphin safe* » (inoffensif pour le dauphin) sur leurs boîtes de thon, et reconquérir le marché. Mais ce qui a été bon pour l'in-

dustrie de la pêche ne l'est pas pour tout le monde. La rentabilité des produits éthiques est en effet loin d'être établie dans tous les secteurs, comme l'ont appris à leurs dépens certains entrepreneurs qui ont lancé des produits «fondamentalement bons». Les glaces Ben & Jerry's (qui offrent le parfum «Rainforest Crunch») ont perdu des parts de marché au profit de marques moins éthiques, mais moins chères. Encore plus exemplaires sont les déboires financiers de The Body Shop, une chaîne de produits de beauté qui a fondé sa réputation sur le respect de la main-d'œuvre et de l'environnement.

« Peu de gens sont prêts à payer plus pour acheter correct », explique Mona Doyle, présidente du Consumer Research Network de Philadelphie, qui sonde régulièrement des groupes de consommateurs et constate que les moins de 35 ans seraient enclins à débours davantage pour une bonne cause, tandis que le public américain reste plus sensible au sort des animaux qu'à celui de lointains travailleurs. « Les consommateurs n'ont pas envie qu'on les culpabilise parce qu'ils achètent à bas prix. Et ils estiment que ce n'est pas à eux de payer le surcoût, mais aux fabricants, dont la réputation en tire un avantage. »

Et si une commission nommée par la Maison Blanche a annoncé une série de recommandations réglementant le travail dans les usines américaines délocalisées dans les pays du tiers-monde, le Congrès vient, de son côté, d'autoriser discrètement la reprise de la pêche « par encerclement » fatale aux dauphins, allant jusqu'à autoriser un quota de 5 000 morts par an... Les bonnes intentions des consommateurs américains sont encore coincées à la porte du supermarché.

**Claudine Mulard**

Le café et quelques autres produits qui bénéficient de cette appellation « équitable » arrivent sur le marché français

## Un héros de roman

★ **Max Havelaar ou les ventes de café de la Compagnie commerciale des Pays-Bas**, Ed. Actes Sud, collection « Babel », 1991, 439 p., 57 F.

En créant son label, Max Havelaar offre au consommateur la garantie d'une denrée produite et vendue dans des conditions commerciales et sociales correctes. L'obtention du label répond à des conditions très pré-

cises qui engagent tous les acteurs de la filière : torréfacteur, producteur, importateur, distributeur. Chacun doit s'engager à respecter quatre critères de base :

1. Limiter le nombre des intermédiaires. Les torréfacteurs « engagés Max Havelaar » devront acheter le plus directement possible aux petits producteurs re-

indispensables à l'octroi du label, Max Havelaar s'engage à contrôler régulièrement chacun des acteurs concernés. Tel est son rôle. Et rien de plus. Max Havelaar ne vend ni n'achète et ne représente, en aucune manière, une marque de café.

Dix ans après sa création, l'association a étendu son action

La France est à la traine. Seulement 3 % à 4 % des consommateurs connaissent ce label (contre 70 % aux Pays-Bas). Certaines régions font cependant exception. En 1993, le café Max Havelaar réalise, en effet, une percée spectaculaire en Bretagne, où il est rapidement distribué dans des grandes surfaces telles qu'Inter-

Outre Max Havelaar, deux autres organisations de commerce équitable fonctionnent selon des critères identiques : Transfair et Fairtrade. Une structure européenne - Fairtrade labelling organizations (FLO) - coordonne leur action. Elles concernent 17 pays producteurs (en Amérique latine, Afrique et Asie) et font vivre 700 000 familles.

V. Ca.

**A la recherche d'un nom de compositeur  
ou d'un titre d'œuvre ?**

Consultez notre rubrique MUS  
**3615 LEMONDE**

groupés au sein de coopératives reconnues par l'organisation.

2. Acheter à un prix « équitable », quelles que soient les fluctuations du cours afin d'assurer au producteur un niveau de vie décent.

3. Etablir entre partenaires des relations contractuelles à long terme en assurant notamment aux producteurs un préfinancement partiel afin d'éviter un trop fort endettement.

4. Assurer le fonctionnement démocratique des coopératives homologuées « Max Havelaar » en respectant la liberté d'expression de chaque membre et une répartition équitable du revenu des ventes. Les coopératives doivent être ouvertes aux nouveaux arrivants, rester indépendantes de tout pouvoir (religieux ou politique), produire un café qui réponde à des normes de haute qualité, favoriser le développement local en investissant dans des infrastructures communes.

vers d'autres pays d'Europe - la Belgique, le Danemark, la Suisse (où le café labellisé Max Havelaar occupe 5 % du marché) - et à d'autres produits tels que le miel, les bananes, le cacao, le thé et le sucre. Elle a aussi fini par convaincre les institutions. Parmi elles, le Parlement européen, qui, dès le 8 octobre 1991, à Stras-

**MUS**  
A la recherche d'un  
ou d'un titre  
Consultez notre  
**3615 LE**

● 300 000 livres : romans, biographies, essais...

Monde Editions : dessins de Plantu, Prix du jeune écrivain

les sélections du Monde des livres et du Monde des poches

Recherche bibliographique et commande de livres  
Livraison à domicile

**3615 LEMONDE**  
(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

مكة من مكة

**VEDREDI**  
 sono le prime  
 di Aprile, e  
 alle cinque  
 sono comin-  
 ciate le  
 passeggiate  
 e le  
 feste  
 di primavera.  
 Jones di  
 me di

**LA LITTÉRATURE**  
graphes sont  
sont d'été  
quelques re  
théopie d'été  
Cécile d'été  
Léon Viller  
compte  
Jacques C  
70 ans de  
résumé

Scandrius

## MOTS CROISÉS

[illegible][illegible]



50

Les Américains hésitent parfois entre leur intérêt et leur bonne conscience

## Pluie et vents forts à l'Ouest

**VENDREDI**, les hautes pressions se sont repliées sur l'Afrique du Nord, l'ouest de l'Europe reste donc exposé au défilé de dépressions venant de l'Atlantique. Un passage pluvieux de faible activité a traversé la France mais une nouvelle perturbation est attendue sur l'ouest du pays. Elle sera assez active et s'accompagnera d'un net renforcement des vents de sud-ouest, surtout en Manche et en Atlantique.

**Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie.** - Le temps se gâtera rapidement par l'ouest. Pluies et vents forts marqueront une journée assez douce. Des éclaircies reviennent sur la pointe bretonne l'après-midi. On attend de 10 à 14 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le soleil du matin aura bien du mal à résister. La pluie reviendra rapidement par l'ouest pour se généraliser l'après-midi. Il fera entre 8 et 12 degrés.

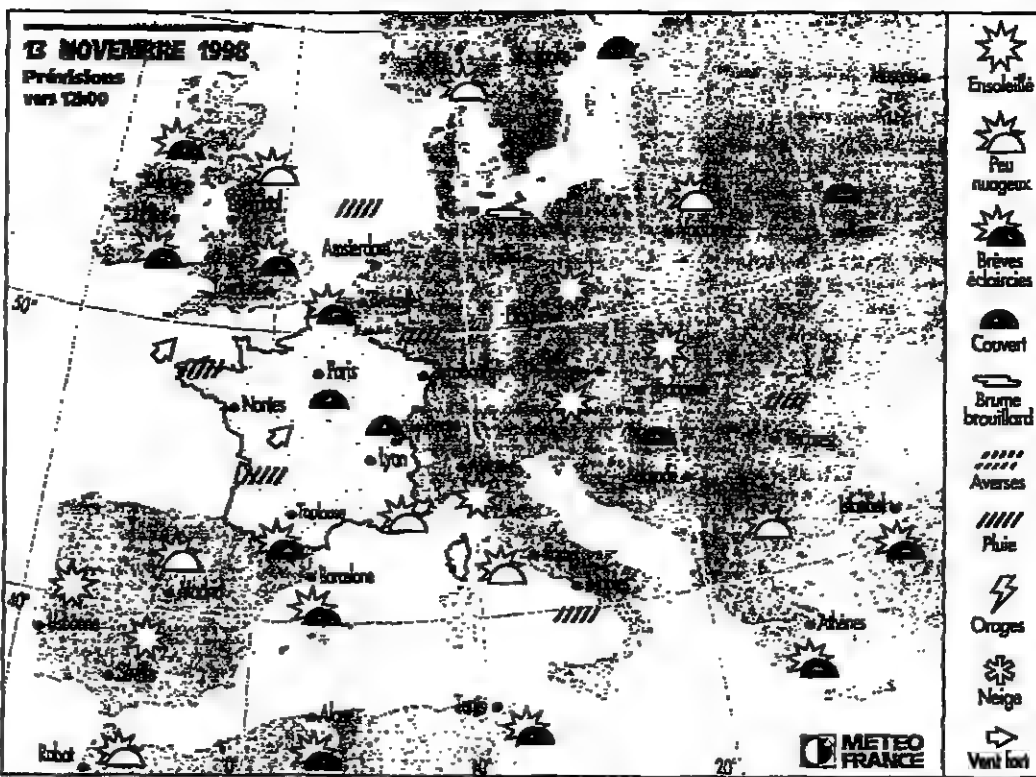
**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** - La journée débutera dans la grisaille et l'humidité. Le soleil réussira à percer en matinée et s'imposera sans trop de mal l'après-midi. On attend de 7 à 10 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Après quelques éclaircies matinales, une nette dégradation est attendue dès la mi-journée. Il pleuvra une bonne partie de l'après-midi. Il fera entre 12 et 15 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Du Limousin à l'Auvergne, il ne faudra pas trop se fier aux éclaircies du matin. La pluie reviendra en force l'après-midi. Le soleil résistera jusqu'au soir en Rhône-Alpes malgré les nuages. On attend entre 8 et 12 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le vent de nord-ouest s'essoufflera vers la mi-journée autour du golfe du Lion. Le ciel offrira de bons moments de soleil malgré quelques passages nuageux. Il fera entre 13 et 17 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**FRANCE.** « La neige autrement », c'est ce que proposent, du 12 au 18 novembre, les Gîtes de France (59, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, tél. : 01-49-70-75-75) qui présentent des séjours originaux pour les enfants et à la carte pour les adultes. On peut s'y procurer (30 F au lieu de 60 F) un guide contenant 2 000 adresses.

**ROYAUME-UNI.** Les Thistle Hotels annoncent des promotions pouvant aller jusqu'à tiers des prix affichés. Le prix d'une chambre, dans ces 4-étoiles britanniques, débute à 800 F environ. Au Thistle Victoria, l'un des 24 établissements de Londres, nuit à 1 230 F au lieu de 2 000 F. Parmi les 30 autres hôtels de la chaîne, celui d'Edimbourg, à 1 000 F environ la chambre au lieu de 1 700 F. Un bon de fidélité accompagne cette formule valable du 13 décembre 1998 au 28 février 1999 et du 28 mars au 11 avril. Réservations au 01-44-74-17-47.

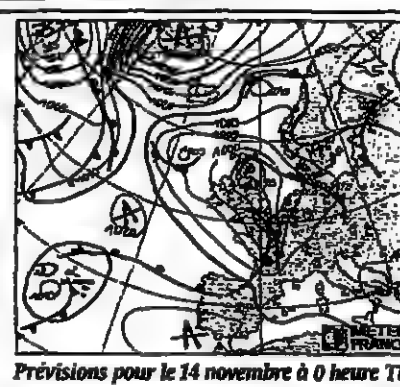
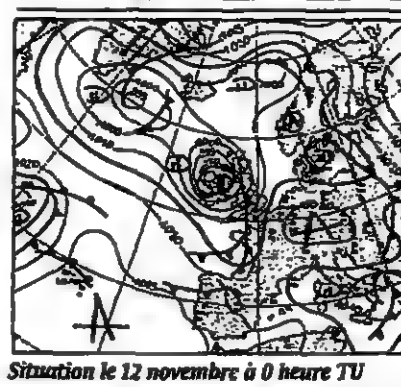
**PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE 1998**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	2/7 C	ATHÈNES	14/17 N	24/30 P	KIEV	-2/2 C	VENISE	1/9 S	LE CAIRE	17/24 S
AJACCIO	6/16 N	NANTES	4/13 P	BARCELONE	7/17 N	LISBONNE	14/20 S	VIENNE	-1/5 S	MARRAKECH	12/28 S
BIARRITZ	9/18 P	NICE	7/14 N	BERLIN	4/7 S	LIVERPOOL	7/8 S	AMSTERDAM	15/25 S	NAIROBI	15/25 S
BORDEAUX	5/14 P	PARIS	5/9 C	BELGRADE	1/7 C	LONDRES	2/4 P	BRUXELLES	15/28 S	PRETORIA	15/20 S
BOURGES	2/9 C	PAU	4/15 P	MUNICH	1/4 C	LUXEMBOURG	2/4 P	BUENOS AIRES	15/28 S	RABAT	13/21 N
CASIN	7/12 P	PERPIGNAN	8/16 N	OSLO	1/6 C	MADRID	5/16 N	CARACAS	24/28 S	TUNIS	12/19 N
CHERBOURG	6/11 P	RENNES	5/12 N	PRAGUE	0/5 P	MILAN	4/12 S	CHICAGO	-3/6 S	ASHE-OCÉANIE	
CLERMONT-F.	2/1 C	STRASBOURG	2/8 C	ROME	-2/6 S	MOSCOW	11/17 N	LOS ANGELES	13/19 S	BANGKOK	23/30 N
DUN	3/8 N	TOULOUSE	4/12 P	SEVILLE	2/6 N	NEW YORK	9/17 N	MONTREAL	-3/2 N	BOMBAY	23/31 S
GRENOBLE	2/8 N	TOURS	3/11 P	SOFIA	0/5 P	SAN FRANCISCO	5/14 N	SANTIAGO	9/23 S	DIKARTIA	27/30 P
LILLE	4/9 N	FRANCE outre-mer		ST-PETERSBURG	-10/7 C	AFRIQUE	8/22 N	SINGAPOUR	25/31 S	DUBAI	23/30 S
LIMOGES	2/8 P	CAYENNE	23/30 P	STOCKHOLM	1/7 N	ALGER	18/23 N	DAKAR	25/31 S	NEW DELHI	18/26 S
LYON	2/8 N	FORT-DE-FR.	24/29 P	ISTANBUL	10/15 S	VARSOVIE	1/3 N	KINSHASA	23/29 P	SEOUL	10/19 S
MARSEILLE	6/12 N	NOUMEA	21/26 N							SYDNEY	18/22 P

**PRÉVISIONS POUR LE 14 NOVEMBRE 2000**

FRANCE métropolitaine	NANCY	2/7 C	ATHÈNES	14/17 N	24/30 P	KIEV	-2/2 C	VENISE	1/9 S	LE CAIRE	17/24 S
AJACCIO	6/16 N	NANTES	4/13 P	BARCELONE	7/17 N	LISBONNE	14/20 S	VIENNE	-1/5 S	MARRAKECH	12/28 S
BIARRITZ	9/18 P	NICE	7/14 N	BERLIN	4/7 S	LIVERPOOL	7/8 S	AMSTERDAM	15/25 S	NAIROBI	15/25 S
BORDEAUX	5/14 P	PARIS	5/9 C	BELGRADE	1/7 C	LONDRES	2/4 P	BRUXELLES	15/28 S	PRETORIA	15/20 S
BOURGES	2/9 C	PAU	4/15 P	MUNICH	1/4 C	LUXEMBOURG	2/4 P	BUENOS AIRES	15/28 S	RABAT	13/21 N
CASIN	7/12 P	PERPIGNAN	8/16 N	OSLO	1/6 C	MADRID	5/16 N	CARACAS	24/28 S	TUNIS	12/19 N
CHERBOURG	6/11 P	RENNES	5/12 N	PRAGUE	0/5 P	MILAN	4/12 S	CHICAGO	-3/6 S	ASHE-OCÉANIE	
CLERMONT-F.	2/1 C	STRASBOURG	2/8 C	ROME	-2/6 S	MOSCOW	11/17 N	LOS ANGELES	13/19 S	BANGKOK	23/30 N
DUN	3/8 N	TOULOUSE	4/12 P	SEVILLE	2/6 N	NEW YORK	9/17 N	MONTREAL	-3/2 N	BOMBAY	23/31 S
GRENOBLE	2/8 N	TOURS	3/11 P	SOFIA	0/5 P	SAN FRANCISCO	5/14 N	SANTIAGO	9/23 S	DIKARTIA	27/30 P
LILLE	4/9 N	FRANCE outre-mer		ST-PETERSBURG	-10/7 C	AFRIQUE	8/22 N	SINGAPOUR	25/31 S	DUBAI	23/30 S
LIMOGES	2/8 P	CAYENNE	23/30 P	STOCKHOLM	1/7 N	ALGER	18/23 N	DAKAR	25/31 S	NEW DELHI	18/26 S
LYON	2/8 N	FORT-DE-FR.	24/29 P	ISTANBUL	10/15 S	VARSOVIE	1/3 N	KINSHASA	23/29 P	SEOUL	10/19 S
MARSEILLE	6/12 N	NOUMEA	21/26 N							SYDNEY	18/22 P



## VENTES

**LA LITTÉRATURE** et les autographes seront à l'honneur ce mois-ci, avec la vente, à Paris, de quelques trésors de deux bibliothèques célèbres, celles de Jacques Guérin et du commandant Paul-Louis Weiller, bibliophiles accomplis.

Jacques Guérin, qui revendique 70 années de collectionneur, offre aux enchères le manuscrit original d'*Une saison en enfer*. Il s'agit de la première version de 1873, sur six pages raturées et corrigées, du chef-d'œuvre en prose d'Arthur Rimbaud. Ce texte d'une rareté inégale, dont on attend 5 à 6 millions de francs, est accompagné de dix poèmes manuscrits de Rimbaud, tous datés de la période 1870-1873, estimés entre 150 000 et 600 000 francs selon la longueur et l'intérêt.

Autres grandes pièces de collection, la première plaquette des *Chans de Maldoror*, publiée par Isidore Ducasse (dit comte de Lautréamont) à ses frais en 1868, dont il ne subsiste aujourd'hui que 5 ou 6 exemplaires (trois d'entre eux appartenant à des bibliothèques publiques) (de 600 000 à 800 000 F) et deux lettres autographes de l'auteur (150 000 F et 350 000 F). Le ca-

ractère atypique de l'œuvre de Lautréamont, sa mort prématurée à 24 ans, Pont rangé, comme Rimbaud, parmi les poètes maudits.

Industriel et mécène, le commandant Paul-Louis Weiller a consacré ses loisirs à l'achat d'objets d'art de toute sorte, et constitué une bibliothèque de premier ordre. Les œuvres les plus anciennes sont des

manuscrits enluminés du début du XV<sup>e</sup> siècle en parfait état de conservation (de 1 à 3 millions de francs); celles de nombreux auteurs classiques sont présentées dans des éditions recherchées et des reliures de grande qualité (à partir de 12 000 F à 15 000 F). Parmi les pièces uniques figurent l'exemplaire d'Alfred de Musset du *Lella* de George

Sand, avec un envoi autographe datant du début de leur liaison (500 000 F à 600 000 F), ou encore le manuscrit autographe signé de la *Mazurka* opus numéro 3 de Chopin (de 300 000 à 400 000 F).

La longue tradition littéraire qui jalonne l'histoire de Paris lui a peut-être permis de rester la capitale de la bibliophilie. C'est pourquoi So-

theby's regrette que l'état actuel de la réforme des commissaires-priseurs français ne lui permette toujours pas de vendre l'impressionnante collection de Jaime Ortiz-Patino. Les amateurs pourront du moins en admirer les pièces les plus importantes, qui seront exposées à la galerie Charpentier en novembre. On trouve là encore

un florilège de pièces rares : l'exemplaire personnel de Louis XIV d'un manuscrit rehaussé de cartes en couleur relatant ses campagnes de Flandre, présenté dans sa magnifique reliure d'origine avec ses fermoirs en bronze ciselés et dorés (de 800 000 à 1 million de francs), la première édition des *Fleurs du mal* avec envoi autographe de Baudelaire à Eugène Delacroix, et une correction de la main du poète (de 1,2 à 1,5 million de francs).

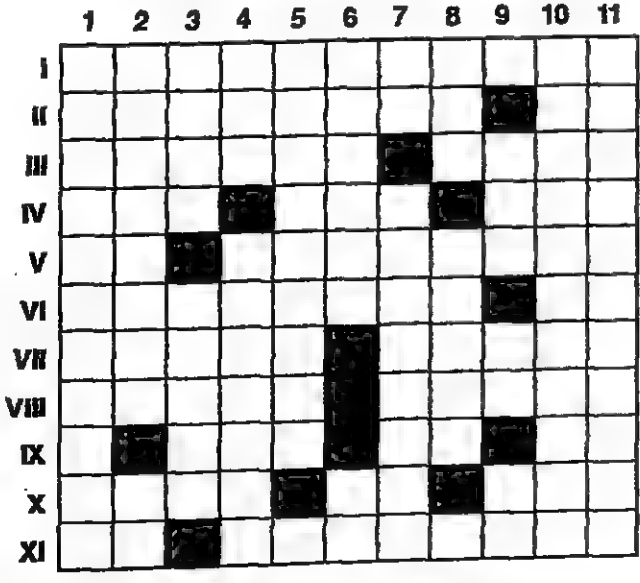
Catherine Bedel

**★ Vente Jacques Guérin, Drouot-Montaigne, mardi 17 novembre.** Exposition la veille de 10 à 20 heures, le matin de la vente de 10 à 12 heures. Etude Tajan, tél. : 01-53-30-30-30; vente Paul-Louis Weiller, Drouot-Richelieu, lundi 30 novembre. Exposition samedi 28 de 11 à 18 heures. Etude Laurin-Guillevin-Buffetaud, tél. : 01-46-61-61-61; vente Ortiz-Patino à Londres, mercredi 2 décembre. Exposition chez Sotheby's Paris mardi 17 novembre de 17 à 20 heures, mercredi 18 novembre de 10 à 20 heures, jeudi 19 novembre de 10 à 18 heures. Galerie Charpentier, 67, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98271

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

I. Pour faire court. - II. Ne ménage pas la monture. Drame à Hiroshima. - III. Mélange paralysant. Trouble. - IV. Dépôt en liquide. Coule du Jura au Rhin. Compagnon de Mahomet. - V. A moitié plat. Un des grands de Bordeaux. - VI. Comme un trafic venu du large. Dans la gamme. - VII. Oiseau-trompette. Réservoir de science. - VIII. Indication avant l'exécution. Me déplacera. -

### VERTICALEMENT

I. Évite le passage par les urnes. - 2. Accompagne l'action au cinéma. Bon rapport. - 3. Difficile à trouver. Difficile à passer. - 4. Prénom. En beauté. - 5. Prom-

nade musicale en toute liberté. - 6. Un démonstratif qui a bien vieilli. Ses feuilles ne font pas son livre. - 7. Interjection. Faciles d'accès. - 8. Met la balle en meilleure position. Possessif. - 9. Condamné par la morale. En lisse. Le palladium. - 10. S'intéresse aux noms à condition qu'ils soient propres. - 11. Tache.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 98270

**HORIZONTALEMENT**  
I. Amincissant. II. Rebouteux. - III. Ruinée. Lien. - IV. Ans. Implorer. - V. Ni. TL. Eymet. - VI. Géules. Est. - VII. Ere. Extasie. - VIII. Menottes. PS. - IX. Jeté (tiré). Ose. - X. Nin. Eau. Pli. - XI. Tiens. Tâtes.

### VERTICALEMENT

I. Arrangement. - 2. Meunière. II. - 3. Ibis. Léline. - 4. Non. TL. OE. - 5. Cuelliettes. - 6. Item. Extra. - 7. Se. Peste. Ut. - 8. Sully. Aso. - 9. Ardoises. Spl. - 10. Ensispèle. - 11. Thiettes. Is.

## L'ART EN QUESTION

N° 91

En collaboration avec

Musée National

## La statuaire des Téké

**SUR LA RIVE DROITE** du fleuve Zaïre se trouve la terre ancestrale des Batéké, dont le royaume, fondé vers le VIII<sup>e</sup> siècle, est dirigé par un roi, le Makoko. Considéré comme un personnage sacré, il est l'intermédiaire entre les esprits et les vivants, il garantit l'ordre de l'univers et assure la fertilité de son pays.

Les Téké ont sculpté des fétiches de petite taille, le plus souvent masculins, dans un style d'une relative unité : ce sont des statuettes aux formes triangulaires, le visage décoré de longues scarifications parallèles, la barbe carrée, les jambes massives et pliées.

Certaines portent contre l'estomac une petite boîte contenant une médecine magique.



Statuette masculine téké, rive droite du Congo; bois dur jaunâtre à patine brun sombre; hauteur 50 cm. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, actuellement au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, pour l'exposition « Batéké, peintres et sculpteurs d'Afrique centrale », jusqu'au 4 janvier 1999.

En 1944, se tint à Brazzaville une conférence qui devait poser les fondements de l'Union française. Qui en fut l'initiateur ?  
● Félix Eboué ? ● Le général de Gaulle ?  
Réponse dans *Le Monde* du vendredi 20 novembre

■ Solution du jeu n° 90 paru dans *Le Monde* du 6 novembre : la deuxième version du *Pèlerinage à l'île de Cythère*, de Watteau, l'*Embarquement pour Cythère*, fut achetée par Frédéric le Grand de Prusse, et appartient aux collections du château de Charlottenbourg, à Berlin.



## DISPARITIONS

**RUMER GODDEN**, écrivain, est mort dimanche 8 novembre à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Née le 10 décembre 1907 dans le Sussex (Grande-Bretagne), elle passe ses plus jeunes années en Inde. Rédigeant à cinq ans ses premiers poèmes, commençant à huit ans son autobiographie, cet écrivain précoce et prolifique n'écrit pas moins de soixante livres : pièces de théâtre, romans, poèmes, nouvelles, livres pour enfants ainsi qu'une biographie de Hans Christian Andersen. Traduite en douze langues - en français, chez Albin Michel -, ses plus grands succès sont les livres dans lesquels elle célèbre la richesse de la vie indienne. Son premier livre édité est *Chinoise Puzzle* en 1935. Mais son amour pour l'Inde se retrouve surtout dans son troisième roman, le plus populaire, *Black Narcissus* en 1938. La première édition américaine se vendit en quatre jours. Elle s'attache ensuite avec Jean Renoir à la scénarisation de son roman *The River* publié en 1946 (*Le Fleuve*, 1949). Sorti en 1951, le film fut tourné sur les bords du Gange aux environs de Calcutta. En 1994, elle entreprend ce qui devait être sa dernière grande aventure en Inde à l'occasion d'un documentaire tourné par la BBC sur sa vie d'écrivain.

**WOLFGANG STRESEMANN**, chef d'orchestre autrichien, est mort à Berlin, vendredi 6 novembre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il fut pendant plus de vingt ans directeur intérimaire de l'orchestre philharmonique de Berlin alors qu'Herbert von Karajan était au pupitre et tenait la baguette. Né à Dresde, fils d'un chancelier et ministre des affaires étrangères de la République de Weimar, Wolfgang Stresemann commence sa carrière musicale dans les années 20 comme compositeur, chef d'orchestre et critique. En 1939, fuyant le nazisme, il s'installe en Suisse puis aux États-Unis. Après la fin de la guerre, il regagne l'Allemagne et devient directeur de l'orchestre radio-symphonique de Berlin avant d'être nommé, en 1959, directeur intérimaire de la Philharmonie de Berlin, fonctions qu'il occupa jusqu'en 1978, puis de 1984 à 1986.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 7 novembre est publié :

- **Accords internationaux** : un décret portant publication du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc portant création d'une commission bilatérale pour l'attribution, la gestion et le suivi des bourses de mérite destinées aux étudiants marocains inscrits dans les grandes écoles françaises, signé à Rabat le 27 février 1998.

Au *Journal officiel* du dimanche 8 novembre sont publiés :

- **Sécurité** : deux circulaires relatives à la délinquance des mineurs et à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité intérieure.
- **Notation** : un décret modifiant les conditions de notation des professeurs d'enseignement général de collège.

● **Téléphone** : un arrêté autorisant la société FirstMark Communications à établir et exploiter un réseau de télécommunications expérimental de boucle locale radio ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public.

● **Presse** : un décret relatif au fonds d'aide au portage de la presse.

● **Insertion** : un arrêté portant nomination au Conseil national de l'insertion par l'activité économique, Claude Alphandéry en est le président.

Au *Journal officiel* daté lundi 9-mardi 10 novembre sont publiés :

- **Budget** : une loi portant règlement définitif du budget de 1996.
- **Europe** : une circulaire du premier ministre relative à la procédure de suivi de la transposition des directives communautaires en droit interne.

● **Droits de l'homme** : une circulaire relative à la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la mobilisation du milieu scolaire le 10 décembre 1998.

● **Nouvelle-Calédonie** : une décision proclamant les résultats de la consultation des populations de la Nouvelle-Calédonie du dimanche 8 novembre 1998. Inscrits : 106 698 ; votants : 79 202 ; suffrages exprimés : 77 097 ; oui : 55 400 ; non : 21 697.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> **LACASSAGNE**  
**LE FIER DE BRAS**  
et Aurélie  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
**Alexandre**,  
le 9 novembre 1998.

Françoise et Yves **CUAU**  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
leurs troisième et dernière petite-enfant,  
**Charles**,  
chez  
Caroline et Stéphane **CUAU**,  
le 5 septembre, à Paris, et  
**Gabriel**,  
chez  
Agnès et Guy **BOULLENGER**,  
le 28 octobre, à Grasse.

**Anniversaires de naissance**  
- 13 novembre 1971.  
**Alice**,  
Malice, la Reine des délices.  
Bon anniversaire !  
De la part de toute la maison,  
13 novembre 1998.

## Adoptions

- Bordeaux, Issy-les-Moulineaux,  
Rueil-Malmaison.  
**Mauricio et Jeanine**,  
leurs grands-parents,  
Joël et Hông-Hanh,  
leurs parents,  
Elise (Thach-Khê),  
leur sœur,  
Annick et Florence,  
leurs tantes,  
Christophe, Anne, Aymeric et Marion,  
leurs cousins,  
sont heureux d'annoncer l'entrée de  
**Liêm-Khê et Yân-Khê**,  
dans la famille Luguern.

Certes, elles sont un peu moins  
mignonnes que lorsqu'elles sont  
arrivées en France en... 1973, mais on les  
aime quand même autant...

**Vous pouvez  
nous transmettre  
vos annonces la veille  
pour le lendemain  
jusqu'à 16 h 30**

## Décès

- Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Clair Dayras,  
M. et M<sup>me</sup> Christian Dartiguenave,  
ses frère, sœur, beau-frère et belle-sœur.  
Ses neveux et nièces et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Jacques Mussey,  
sa tante,  
Ses nombreux cousins,  
Et ses fidèles amis,  
font part du rappel à Dieu de

**Solange DAYRAS**,  
survenue le samedi 7 novembre 1998.

Solange a fait don de son corps à la  
médecine.  
La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 14 novembre, à 10 heures, en  
l'église Saint-François-de-Sales, 7, rue  
Brenonnière, Paris-17<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

- François Goldschmidt,  
son époux,  
Hubert et Mireille Goldschmidt,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> François GOLDSCHMIDT**,  
née Jacqueline **FRIBOURG**,  
survenue, le 8 novembre 1998, à La Celle-  
Saint-Cloud (Yvelines), dans sa quatre-  
vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le  
10 novembre, à Paris, dans l'intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
1035 Fifth Avenue,  
New York, NY 10028.  
525 East 86th Street,  
New York, NY 10028.

- M<sup>me</sup> Georges NAY,  
sa mère,  
M<sup>me</sup> Jean-Gérard NAY, née Danièle  
Algerie,  
son épouse,  
Jean-François  
et sa compagne Alexandra,  
Valérie Beuret,  
ses enfants,  
Le docteur François NAY,  
M<sup>me</sup> Catherine NAY et M. Albin  
Chalandon,  
M. Dominique NAY et M<sup>me</sup> Micheline  
Morissonneau et leur fils Jean-Arthur,  
M. et M<sup>me</sup> René Rony et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Jacques Sautier,  
Ses frères, sœur, neveux, beaux-frères  
et cousins,  
ont la très grande douleur de faire part du  
décès de

**M. Jean-Gérard NAY**,  
ingénieur ECP (1959),  
commandeur de l'Ordre national  
du Mérite,  
conseiller du commerce extérieur,  
survenue le 6 novembre 1998, à Paris, à  
l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mardi 17 novembre, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue  
du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité  
familiale au cimetière des Mesnuls  
(Yvelines).

La famille demande d'associer à son  
souvenir  
**M. Georges NAY**,  
son père, décédé le 8 novembre 1997.

Elle remercie le docteur Jean Trédaniel  
et toutes les équipes du professeur Hirsch  
de l'hôpital Saint-Louis, à Paris, pour leur  
soutien moral et humain.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
11, rue de Thann,  
75017 Paris.

- M<sup>me</sup> Jean Rotulo,  
son épouse,  
M. Alain Rotulo,  
son fils, et son épouse Christiane,  
M<sup>me</sup> Catherine Rotulo,  
sa fille,  
M<sup>me</sup> Flora Rotulo,  
sa sœur,  
Delphine et Thomas Rotulo,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Serge et Elise Bobroff,  
ses neveux, leurs épouses et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Létang,  
son beau-frère et sa belle-sœur,  
Ainsi que ses fidèles amis,  
ont la grande tristesse de faire part du  
rappel à Dieu de

**M. Jean ROTULO**,  
expert honoraire près la Cour d'Appel  
de Versailles,  
président honoraire  
de l'Union des Collèges d'Experts  
près la Cour d'Appel de Versailles,  
Past président du Lion's Club  
de Versailles-Dryen.

Il décède le 9 novembre 1998, muni des  
sacrements de l'Eglise, dans sa  
quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 13 novembre, à 11 heures, en  
l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à  
Chaville, 1427, avenue Roger-Salengro,  
et suivie de l'inhumation dans le caveau  
de famille, le même jour, dans l'intimité.

M<sup>me</sup> Jean Rotulo,  
34, rue du Docteur-Darin,  
92370 Chaville.  
M. et M<sup>me</sup> Alain Rotulo,  
5, rue de Jardy,  
92370 Chaville.  
M<sup>me</sup> Catherine Rotulo,  
11, rue de Montesson,  
75007 Paris.

- Nous avons la douleur de faire part  
du décès, à la veille de ses quatre-vingt-  
dix ans, de

**M. Ange François TADDEI**,  
officier dans l'ordre  
de la Légion d'honneur.

De la part de  
Son fils,  
Sa femme,  
Ses petits-enfants,  
Ses arrière-petits-enfants,  
Ses sœurs,  
Son frère,  
Ses belles-sœurs et beaux-frères,  
Ses nièces et neveux,  
Parents et amis.

Les obsèques se dérouleront vendredi  
13 novembre 1998, à Monticello, à  
15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

**Pauline TRETIAK**  
nous a quittés entourée des siens.

Albert Tretiak,  
son mari,  
Michel et Philippe,  
ses fils,  
Ida et Fanny,  
ses sœurs,  
Et toute leur famille.

Inhumation : samedi 14 novembre  
1998, à 10 h 45, au cimetière du Père-  
Lachaise.

- M. et M<sup>me</sup> Michel Corvein  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Waline,  
M. René Waline,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Thomazeau,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Francis Waline,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Jacques Waline  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Waline,  
ont la profonde tristesse de faire part du  
décès de

**M<sup>me</sup> Marcel WALINE**,  
née Marie-Joséphine **WONNER**,  
leur mère, grand-mère et arrière-grand-  
mère,  
survenue le 10 novembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 13 novembre, à 14 h 30, en la  
paroisse Saint-François de Molitor,  
29, rue Michel-Ange, Paris-16<sup>e</sup>, en union  
de pensée avec le

**professeur Marcel WALINE**,  
son époux.

**Jacques WALINE**,  
son fils,  
l'abbé **Paul WONNER**,  
son frère.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires de décès**  
- Il y a un an,  
**André BOUCOURECHLEV**  
nous quitte.

Nous t'aimons.

**Patrice COUSSONNET**,  
agréé d'arrabé  
est  
parti pour un monde d'autres rêves  
(Ch. Weber).

Dans les nôtres, nous sommes heureux  
de le retrouver.

- Il y a dix ans, disparaissait  
**Yvonne DUPOUY**.

Nous ne l'oublions pas.

- 13 novembre 1997,  
**Michel GROSSET**.

A ceux qui l'ont aimé.

- 12 novembre 1997,  
**Olivier**.

tu nous a donné, trente-huit années, de  
lumière de vivre, de générosité, d'amour.  
Tu nous manques.

**Hommages**  
- Hommage : Célébration des  
soixante-dix ans d'Elie Wiesel, Prix Nobel  
de la Paix.

Dimanche 22 novembre 1998, à  
20 heures, à l'Unesco. Concert avec  
l'Orchestre philharmonique de Prague et  
la participation exceptionnelle  
d'Avram Frad.

Lundi 23 novembre, à 20 h 30,  
Salon Capis. Leçon biblique  
d'Elie Wiesel : « L'héroïsme tragique de  
Joad ». Réservations et programmes au  
Centre communautaire de Paris.  
Tel. : 01-49-95-95-92.

## Débats

Rencontres littéraires  
jeudi 19 et vendredi 20 novembre 1998  
« Prose au-devant du nouveau »  
ou trente ans  
de littérature française contemporaine.  
Rencontres et débats  
Musée d'art moderne de la Ville de Paris.  
Renseignements et réservation à  
Paris Bibliothèque : 01-44-78-80-50.

Rencontre pour le lancement  
de l'ouvrage *Mamie Spierke*, un parcours  
dans le monde, coédité par les éditions du  
Nœud de l'Alliance israélite universelle  
et la Fondation du Judaïsme français. En  
présence d'Elie Wiesel, Prix Nobel de la  
Paix. Le vendredi 20 novembre 1998, de  
11 h 30 à 13 h 30.  
Sur invitation. Alliance israélite  
universelle.  
Renseignements au : 01-53-32-88-55/  
78 et au 01-44-75-55-00.

## Colloques

**L'AMBASSADE D'AUTRICHE**  
et l'Institut culturel autrichien  
organisent un colloque,  
le vendredi 20 novembre 1998,  
de 9 heures à 18 heures,  
Sénat de la République,  
salle Médicis,  
15 ter, rue de Valenciennes, Paris-6<sup>e</sup>.

**RENCONTRE  
FRANCE - AUTRICHE**  
« Un modèle européen pour la société  
du XXI<sup>e</sup> siècle ? »

Haut patronage :  
M<sup>me</sup> Catherine Trautmann,  
ministre de la culture.

D'intellectuels français  
et autrichiens se réuniront pour réfléchir  
sur les fondements possibles  
d'un modèle européen pour la société  
du prochain siècle.

Intervenants français :  
Luc Ferry, écrivain et philosophe,  
Dominique Schnapper,  
directeur de recherches à l'Ehess,  
Jean-Dieter Vincent, université Paris-XII,  
Fascil Bruckner, écrivain et philosophe,  
Joël Roman,  
réducteur en chef, revue *Esprit*,  
Gilles Lipovetsky, écrivain et philosophe.

Intervenants autrichiens :  
Adolf Hölzl, philosophe, Vienne,  
Thomas Macho,  
université libre de Berlin,  
Peter Heintel, université de Klagenfurt,  
Konrad Paul Lissmann,  
université de Vienne,  
Wolfgang Müller-Funk,  
université de Vienne,  
Robert Leser, université de Vienne.

Inscriptions : Martina Garcia  
Tél. : 01-40-63-30-88.

Réalisé avec l'aide financière  
de la Bank Austria.

**Communications diverses**  
**CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE  
DES DROITS UNIVERSELS  
DE L'HOMME**

Le Centre des droits de l'homme et de  
la femme propose un dossier gratuit  
d'information pour les établissements  
scolaires qui en feront la demande.  
Adresse : CDH, BP 16,  
75622 Paris Cedex 13.  
Nous diffusons aussi par téléphone  
permanent l'intervention de  
René Cassin à l'ONU, le 9 décembre  
1948, au 01-43-82-77-77.

- Poésie : Eugenio Montale, Journal  
posthume.  
Le tout dernier recueil du poète italien,  
Prix Nobel 1975 (Poésies VII, éditions  
Gallimard, Bilingue), sera présenté par  
son traducteur, Patrice Dyerval Angelini,  
avec la participation de M<sup>me</sup> Annalisa  
Cina.

Mercredi 18 novembre 1998, 17 h 30.  
Bibliothèque universitaire-lettres,  
100, boulevard Carliane,  
06200 Nice.  
Entrée libre.

**Soutenances de thèse**  
- Denzita Bantcheva a soutenu sa  
thèse « Humour et plaisir dans l'œuvre  
de J. Delfeil », sous la direction du  
professeur Roger Dadeux, université  
Paris-VII, le 7 novembre 1998. Mention  
Très Honorable avec les félicitations du  
jury.

- M. Marc Corbucci a soutenu sa  
thèse de doctorat intitulée  
« L'inspiration du cinéma. Poétique  
des films et interprétation : l'exemple  
des mélanges hollywoodiens », le samedi  
7 novembre 1998. Il a obtenu la men-  
tion Très Honorable avec des félicitations  
qui lui ont été accordées à l'unanimité par  
un jury composé de MM. Francis Bordat  
(université Paris-X), civilisation améri-  
caine, Jean-Louis Leutrat (directeur, uni-  
versité Paris-III, cinéma), Michel Marie  
(université Paris-III, cinéma) et Jean-  
François Manzi (université de Nice - IUF,  
philosophie). *Cum gratia saluti.*

**Le Monde  
DES PHILATELISTES**

Chaque mois  
toute l'actualité  
du timbre

Cherchez votre marchand de journaux - ZF

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

## Saint-Etienne

A voir et à lire  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire

EXPOSITION  
Saint-Etienne  
A voir et à lire



**EXPOSITION** Du 7 au 15 novembre, Saint-Etienne organise pour la première fois une biennale du design. Forte d'une excellente collection publique d'art moderne et d'une

école dynamique où l'on enseigne cette discipline, cette cité de la Loire née de la révolution industrielle cherche à créer de nouveaux courants d'échanges entre l'industrie et la

culture. ● **EXPOSITIONS** et colloques sont l'occasion de mettre les étudiants en contact avec des entreprises moyennes à la recherche d'innovation et de qualités formelles. ● **TOUR-**

NÉE vers l'étranger et notamment l'Europe de l'Est, l'école des beaux-arts est l'une des vingt-neuf en France à délivrer un diplôme d'Etat tout en étant financée par les collectivités lo-

cales. Municipal lui aussi, le Musée d'art moderne met en scène de manière éclatante les relations que le XX<sup>e</sup> siècle a tissées entre l'art contemporain et les objets du quotidien.

## Saint-Etienne ouvre ses portes au design d'art et d'essai

Accueillante à la création internationale, l'école des beaux-arts de la cité manufacturière de la Loire organise, jusqu'au 15 novembre, une Biennale pour renouer les liens entre culture et industrie

### SAINT-ÉTIENNE

de notre envoyée spéciale

Sans attendre que Glasgow, métropole renouée de l'Ecosse, célèbre en 1999 son année du design, Saint-Etienne, capitale du cycle et patrie du catalogue de vente par correspondance, organise pour la première fois une biennale en ce domaine. Pourquoi Saint-Etienne ? Ou plutôt comment une cité de deux cent mille habitants, tout droit issue de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle et encore endolorie des soubresauts de la reconversion de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, cherche-t-elle à se distinguer, à ne pas se contenter de vivre dans l'orbite lyonnaise, refusant de se « villorbaniser », comme on dit ici ?

Sans doute s'est-elle souvenue devoir certains de ses atouts culturels aux industriels du siècle dernier : un Musée d'art et d'industrie particulièrement présent sur la scène contemporaine, une école des beaux-arts ouverte sur l'étranger. Institutions toutes deux municipales, objets des soins particuliers du maire, Michel Thiollière (UDF-rad.), en liaison avec le milieu économique local. Le tout concourt à créer un événement, déployé sur une dizaine de jours, qui ne ressemble à rien de répertorié mais qui, voulant atteindre le public au-delà des professionnels, prend aussi le risque de mêler les discours dans une tour de Babel sans sous-titres et sans décryptage.

Au Palais des expositions, il ne faut pas s'attendre à l'espace glacé du produit fini : c'est plutôt la générosité de l'expérimentation qui domine, dans la cohabitation fantasmagorique des dernières merveilles de l'automobile et des travaux d'ébénistes africains, des trouvailles baroques des designers slovaques et des incalculables d'ateliers des Jeunes Occidentaux, ou encore les recherches en écologie urbaine menées par les municipalités des pays développés. Saint-Etienne, avec son tramway centenaire et modernisé, ne pouvait pas faire moins que donner un thème d'aménagement citadin à une partie des manifestations.

Ni Milan ni Courmayeur, la biennale n'est pas un de ces Salons du meuble où les marchands italiens proposent à des portefeuilles anglo-américains le dernier état du chic invisible et du confort estampillé. Elle

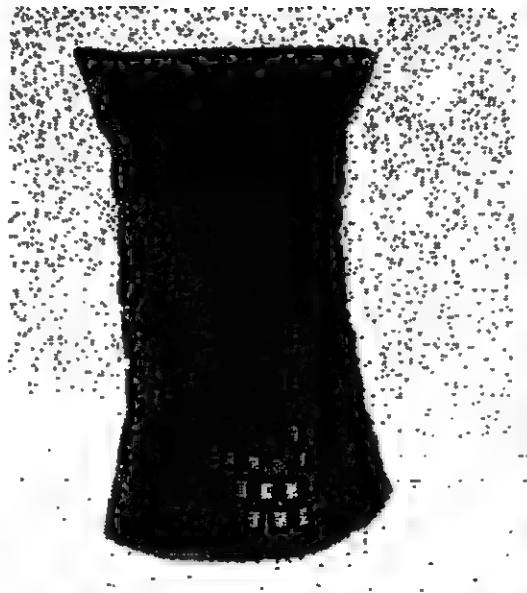
semble plutôt tenter le grand écart entre les entreprises, déjà pourvues en designers intégrés, et un bouillonnement d'ateliers, une effusion d'idées frontées à des cultures différentes, celles du deuxième monde notamment : autour de la Méditerranée (l'école des beaux-arts dispose d'une antenne pédagogique à Thessalonique, en Grèce) et dans les pays de l'Est (elle entretient des relations suivies avec la Slovaquie, et c'est à une étudiante originaire de ce pays en plein réveil que l'on doit l'affiche de la manifestation).

### UNE FÊTE ET UN MANIFESTE

En plus d'un hommage à Alvar Aalto, au Centre de congrès, deux expositions sont présentées au Musée d'art moderne, un des rares en France à admettre le design dans ses collections permanentes et à permettre une confrontation de l'art contemporain et de l'histoire des formes du quotidien : le siège au XX<sup>e</sup> siècle et l'aventure du catalogue raisonné mise en perspective sous les lampes du pop art et de l'emballage des couleurs. Cet environnement culturel de qualité existe en fond de décor et bénéficie à l'école des beaux-arts de Saint-Etienne, dont le directeur, Jacques Bonnavat, est l'animateur de cette biennale, avec des élèves très engagés dans la préparation de ce qui est un peu leur fête. En même temps qu'un manifeste.

Avec cinq cents inscrits, venus d'autres régions ou d'autre pays (un quart d'étrangers), c'est une des cinquante-cinq écoles des beaux-arts financées par les collectivités locales et sous tutelle de l'Etat. C'est aussi l'une des vingt-neuf qui dispensent un cursus design et l'une des rares où l'on peut préparer un post-diplôme.

En réunissant dans la revue *Azimuts* (n° 14) - éditée par l'école depuis 1990 - les expériences de dix années d'enseignement et en présentant récemment à Marseille, dans les docks de la joliette, des travaux d'élèves sélectionnés à travers la France, les écoles d'art - avec l'appui de la délégation aux arts plastiques du ministère de la Culture - entendaient militer pour leur forme : des étudiants proches des plasticiens, avec qui ils partagent les deux premières années d'études ; une plus grande liberté



Travaux sur les matériaux réalisés avec les élèves des beaux-arts de Saint-Etienne par Niall O'Flynn, Irlandais installé à Barcelone, animateur de l'un des douze ateliers organisés à l'occasion de la Biennale.

d'esprit ; une formation générale plus ouverte. La comparaison vaut surtout pour les formations techniques de designer, qui sont, dans certains cas, des apprentissages du dessin industriel, sous la coupe du monde économique.

« Le principal avantage pour les jeunes gens qui choisissent les écoles d'art, c'est justement qu'elles ne sont pas spécialisées », affirme Edc Jourdan, designer reconnu (auteur no-

talement du mobilier pour la Fondation Cartier et pour le nouveau théâtre d'Auxerre), qui dit avoir beaucoup appris lors de ses études dans cette école des beaux-arts de Saint-Etienne, où il est maintenant professeur, avant d'entrer aux Arts déco à Paris. « Elle singe moins le milieu professionnel, elle a une approche moins technique, même si le matériel de dessin assisté par ordinateur est le même que dans les grandes

écoles. Elle fait travailler les élèves beaucoup plus en amont. La maturation est plus lente, plus riche. »

Interrogés séparément, étudiants et professeurs s'accordent sur ce point : ils défendent un système qui laisse le temps de s'épanouir, selon son rythme personnel, et qui encourage la créativité. Selon Marc Thébaud, inspecteur des enseignements artistiques pour le ministère, une récente enquête montre que les trois

quarts des diplômés trouvent du travail dans les deux ans. « La faisabilité technique d'un objet, c'est le plus facile à régler, estime-t-il. Ce qui compte, c'est la charge d'art, selon la formule de Duchamp. » Ancien élève de l'école de Bourges, professeur à Reims, et animateur d'un atelier pour la biennale, Pierre Charpin confirme : « Ceux qui sortent ne sont pas forcément des bêtes d'agence, mais rien ne les empêche de le devenir. Ici, ils apprennent à penser. » De l'imagination, un peu d'utopie et une manière de poser des questions plutôt que de décrier des réponses.

### « TROP » D'OBJETS

Ce que tous regrettent, c'est la séparation corporatiste trop nette, en France, entre les designers industriels et les « artistes », cantonnés dans le mobilier et l'objet. Ils en appellent au modèle italien, où il arrive plus souvent aux entreprises de faire confiance à des personnalités d'artiste tout en respectant leur travail. Tous ont en tête l'exemple du Milanais Ettore Sottsass, qui a pu dans une même vie dessiner des machines pour Olivetti et lancer le mouvement de remise en question des poncifs du design que fut le groupe Memphis.

« Design, dix ans » est le titre - modeste - du bilan présenté à Marseille : encore un peu tôt pour y découvrir une pépinière de créateurs, mais assez pour y déceler un état d'esprit qui conduirait à s'interroger sur une époque qui produit « trop » d'objets, qui se laisse envahir, comme l'espace urbain se laisse coloniser. En proposant comme sujet à son « workshop » de Saint-Etienne la voiture, Pierre Charpin n'invitait pas les élèves à dessiner une nouvelle voiture, mais à s'interroger sur sa symbolique, sa place dans la cité.

« Je pousse les étudiants à s'investir dans le domaine public, dit aussi Eric Jourdan, qui est l'auteur, à Ville-neuve-le-Roi, d'un aménagement de bord de Seine empreint de modernité stylistique. La question n'est pas d'obtenir du mobilier urbain de plus en plus beau. C'est plutôt de penser l'espace autrement et de faire en sorte qu'il y ait moins. » Un design civique : plus d'idées, moins d'objets.

Michèle Champenois

## Ronan Bouroullec contre le vide minimaliste

LE PLUS JEUNE des douze designers invités à animer un « workshop » à l'école des beaux-arts est à peine plus âgé que certains élèves. Mais, à vingt-sept

### PORTRAIT

Pour faire vivre l'objet, ce jeune designer travaille la lumière comme une sculpture

ans, ce Quimpérois, ancien élève de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs à Paris, est vite entré dans la carrière, sans rien perdre de son enthousiasme. Déjà confronté à la grande industrie (Boffi en Italie), déjà exposé dans la capitale (chez Neoto), remarqué par une carte blanche du Via, il apparaît comme un modèle de matière, à la recherche d'une combinatoire des formes qui donne une liberté aux compositions qu'il agence.

« L'idée de l'atelier, explique Ronan Bouroullec, était de travailler la lumière comme une sculpture, de faire vivre l'objet. J'exerce habituellement seul. J'ai aimé ce travail en équipe, où on doit exprimer le pourquoi à chaque étape. Les étudiants en design des écoles d'art me semblent plus ouverts au contact des autres plasticiens. » Sa propre formation ? Au lycée, avant le baccalauréat, un premier travail avec les matériaux, puis, à Paris, de mauvais souvenirs d'un BTS de

design dans une école « patronnée par un industriel de l'automobile, qui influence tellement l'enseignement que, même quand on dessine un autre objet, il ressemble à une voiture » ; enfin, une excellente éducation aux Arts déco.

Mais, dès l'âge de dix-huit ans, Ronan Bouroullec a travaillé dans des agences ou présenté ses propres créations. Il reproche aux écoles leur inertie : « Dans la vie, tout va très vite. Il reproche au design de s'adresser à une élite, de créer une distance entre lui et le grand public. » Le courant minimaliste ? « Cette idée de pureté absolue me fait un peu peur, c'est presque totalitaire. On ne vit pas dans un monde pur, nettoyé. Quand on travaille avec les jeunes Slovaques, on voit bien qu'ils se méfient de ces canons de la modernité : ça leur rappelle l'idée

autoritaire du progrès imposé, une même forme pour tous. Eux ne rêvent que de design californien, des lignes optimistes. »

Auteur d'une série de vases dessinés pour s'emboîter et composer, à partir de sept éléments, des ensembles toujours différents, Ronan Bouroullec n'est ni un bavard ni un exubérant des formes. « Adepte de la ligne minimale, seulement, dit-il. Pas au sens de l'impartialité, au contraire. Plus notre époque miniaturise la technologie, moins on nous demandera de l'envelopper. Eclairer, aujourd'hui, on peut le faire sans avoir besoin d'un objet. Mais nous avons besoin de formes affectives. C'est la raison de ces objets éclairants surdimensionnés : je les vois comme des repères, des signes totémiques. »

M. Ch.

### A voir et à lire

● **Expositions** : « Univers urbain, civilisation de l'objet » : Parc Expo, 31, boulevard Jules-Janin, Saint-Etienne. Tél. : 04-77-38-51-10. De 10 heures à 19 heures. - « Alvar Aalto » : centre des congrès, 23, rue Ponchartré. Tél. : 04-77-47-78-00. De 10 à 18 heures. - « Travaux d'étudiants » : école des beaux-arts, 15, rue Henri-Gomard. Tél. : 04-77-47-88-00. De 10 heures à 18 heures. Les trois jusqu'au 15 novembre. ● **Azimuts** : réalisée par l'école des

beaux-arts de Saint-Etienne depuis 1990, la revue *Azimuts*, tribune de réflexion pour les professionnels et les étudiants, est aussi un outil d'expérimentation pour sa maquette et son graphisme.

Sous le titre *Design, dix ans*, elle a publié le bilan de l'enseignement dans les 29 écoles d'art en région (n° 14, 50 F) et les actes du colloque de Nancy (avril 1997, 35 F).

● **Le catalogue de la biennale** est le n° 15 d'*Azimuts* (50 F).

## L'histoire du siècle racontée par les meubles modernes

LA LIGNE CONTINUE, LA SURFACE FLUIDE, sièges contemporains, PRISONIC, 1968-1975. Musée d'art moderne, La Terrasse, Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. Tramway ligne 4. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. 14 F et 23 F (durant la biennale). Jusqu'au 13 décembre.

### SAINT-ÉTIENNE

de notre envoyée spéciale Ayant reçu en partage la belle collection moderne du Musée d'art et d'industrie, le Musée d'art moderne de Saint-Etienne s'est enrichi depuis 1992 de donations et dépôts importants qui confirment son rang parmi les tout premiers musées français, pour le XX<sup>e</sup> siècle. Un très grand Stella fraîchement acquis à prix place, non loin d'un Viallat, dans cette architecture rigoureuse et limpide conçue en 1987 par Didier Guichard, sans autre effet que celui de prendre la lumière de là où elle vient, du ciel. Pas d'encastrement. L'imposant ensemble monumental de Claes Oldenburg respire autant que les toiles de Cy Twombly et de Lichtenstein.

Municipal, encouragé par des entreprises stéphanoises comme la famille propriétaire des magasins Casino, sa réputation doit beaucoup à l'action passionnée de Bernard Ceysson, directeur, dont Jacques Beaufret, conservateur qui connaît bien la maison, a pris la

succession en août. Se référant aux idées plus que centennaires d'un Marius Vachon qui voulait encourager les industries d'art et aux impulsions données par Maurice Alémand en 1947, le Musée de Saint-Etienne est l'un des rares à avoir fait entrer le design et la photographie dans les collections permanentes et à les mettre en scène régulièrement par des expositions.

Des six cents pièces de mobilier et objets contemporains (où ne figurent pas les œuvres de décorateurs comme Ruhlmann mais les innovations techniques destinées à la série comme les Breuer, Thonet, Perriand, Prouvé, etc.), Jacques Beaufret a extrait une double suite, des années 30 aux années 70.

### « PRISU » DE 1968 À 1975

Avec la ligne continue, puis avec les moulages de surfaces plastiques, il montre comment le métal plié, le bois courbé, les assises légères en surplomb, les chaises sans pieds, les formes souples, ont dessiné une manière de se débarrasser des conventions du mobilier bourgeois et ont promu le siège au rang d'œuvre d'art produite en série. Curiosité : une petite chaise noire attribuée à Breuer, retrouvée dans un magasin à Lyon, datant des années 30. Chiner du moderne à ses moments perdus, voilà à quoi on reconnaît un conservateur averti.

C'est aussi de la patience et des

trouvailles qu'il a fallu à Françoise Bernicot, professeur à l'Ecole des beaux-arts, pour rassembler les éléments d'un thème a priori plus facile d'accès : le catalogue « Prisus » ou l'évocation d'un moment de la vie socioculturelle française, ces années de 1968 à 1975 durant lesquelles, deux fois par an, un catalogue de meubles contribuait à changer l'espace de vie d'une génération aux couleurs des fleurs du mouvement hippie et d'Andy Warhol réunis.

Reconstituer - comme une installation - quelques pages de ces catalogues, où Marc Held voisinait avec Gae Aulenti, où les meubles en plastique moulé et les sièges en tube démontables se présentaient sous des lithographies de Marilyn pop art, est loin d'être futile. Surtout quand on peut, comme c'est le cas à Saint-Etienne, les rapprocher de pièces de la collection permanente.

On peut voir ainsi confrontés à la domesticité ordinaire les éclats de céramique de *La Lune bleue*, de Tony Cragg, ou des *Sporri*, tableaux-pièces de tables suspendues où figurent, collés, des reliefs de repas, et un Wesselmann, tableau de néon imitant une enseigne de restaurant avec des objets de cuisine, où l'on retrouve le bleu, le rouge et le jaune, dominantes primaires de cette époque qui voulait changer le monde.

M. Ch.



## Les « mini-foires spécialisées » de Bâle

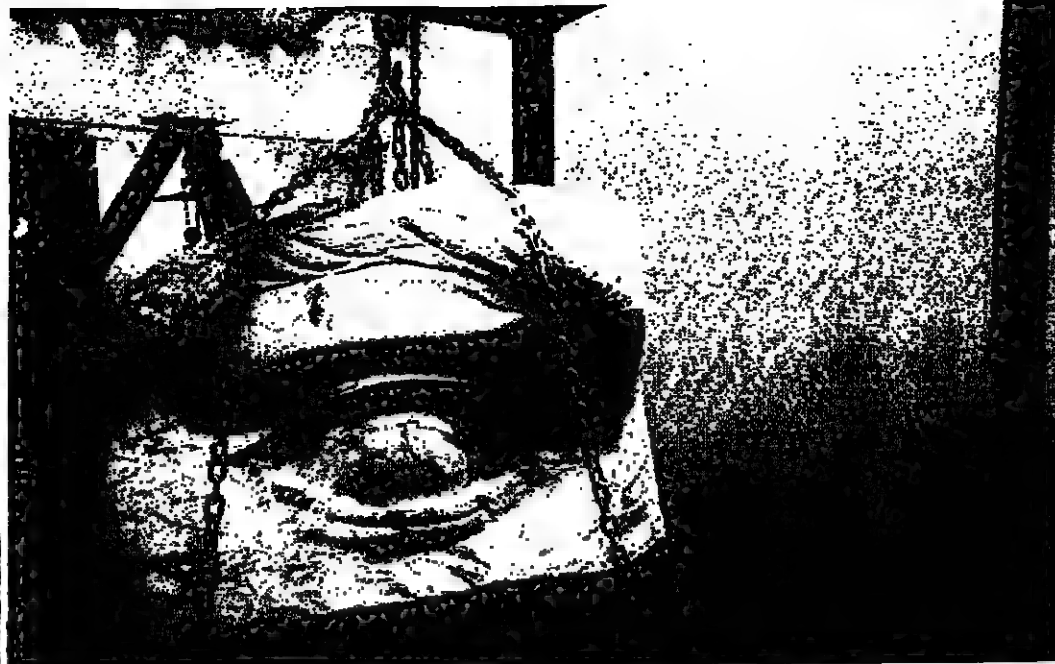
La quatrième édition du salon d'antiquités TEFAF

**BÂLE**  
de notre envoyé spécial  
Napoléon écrivait comme un cochon : les barbouzes qui s'emparent de la missive qu'il expédia, le 11 mars 1815, à Marie-Louise durent faire récrire ses pattes de mouche. L'original et sa transcription causèrent un certain émoi au Congrès de Vienne : l'empereur y annonça sa fuite de l'île d'Elbe et son retour triomphal vers Paris. Les deux manuscrits sont à Bâle, dans le stand de la galerie new-yorkaise Kenneth W. Rendell, qui participe pour la première fois au salon d'antiquités The European Fine Art Fair (TEFAF), dont c'est la quatrième édition. TEFAF est aussi le siège du salon de Maastricht, qui réunit les plus grands antiquaires du monde en mars aux Pays-Bas. Soucieux de toucher un nouveau public, les organisateurs néerlandais ont exporté leur salon en Suisse. Certains le considèrent comme une annexe ou une antichambre. D'autres ont compris que la Suisse abritait quelques grands collectionneurs.

TEFAF rassemble plusieurs mini-

foires spécialisées. De la bijouterie, un peu de mobilier, des livres, quelques curiosités, un peu d'art moderne comme la superbe *Brigitte Bardot*, brochée en 1961 par Antonio Saura, que la Ortol Galleria de Barcelone a vendu pour 250 000 francs suisses (environ 1 million de francs). Bâle distille aussi un soupçon d'art contemporain, avec les trois sculptures monumentales (six tonnes chacune) d'Anne et Patrick Poirier, installées par la galerie Piltzer. Des fragments géants de colonnes ou de sculptures antiques, suspendus à des poutrelles métalliques peintes en vermillon, sous-titrés « Hommage à Bâle, cité de l'art et de l'archéologie ». Clin d'œil malicieux, et d'ailleurs apprécié, à ce qui fait vraiment la force de TEFAF : les antiquités et l'art primitif. Vingt-quatre galeries en proposent. Avec celles vouées à l'art oriental et islamique, on arrive à un total de trente-cinq. Qui présentent, dans biens des cas, des pièces dignes de musées.

Les collectionneurs ne s'y sont pas trompés. On y a croisé Hubert



« Fragments 1998 », installation d'Anne et Patrick Poirier, à Bâle.

de Givenchy, président de Christie's France, et le chanteur de rock Rod Stewart, mais aussi des conservateurs (Metropolitan Museum de New York, Prado, Staatliche Sammlung Egyptischer Kunst de Munich). Ce dernier s'est offert un buste égyptien (1990-1650 av. J.-C.), vendu par la galerie Alt America de Stuttgart. Et la Royal Athena Galerie, de New York, a très rapidement trouvé un amateur pour sa pièce maîtresse, un torse romain

de marbre. Elle propose aussi un choix étonnant de vases grecs, dont un assez croquignolet craté à figures rouges (460-450 av. J.-C.) où gambadent des satyres qui, pour le coup, méritent bien leur nom. La ménade qu'ils entourent a d'excellentes raisons d'être effarouchée : à 65 000 dollars (environ 365 000 francs), cela place la gaudriole assez haut. Mais le marchand est content : il sait qu'il trouvera ici une clientèle plus

importante qu'aux Etats-Unis. Entendez, mieux informée et moins bégueule.

Harry Bellet

★ The European Fine Art Fair (TEFAF Basel), bâtiment 4, Messe Basel, Messeplatz, CH-4021, Bâle. De 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 novembre. Tél. : (00-31) 73-689-00-90. Entrée : 25 francs suisses (environ 100 francs).

## A Cologne, l'une des plus belles installations de sculptures contemporaines vue depuis longtemps

**COLOGNE**  
de notre envoyé spécial  
Depuis trente-deux ans, Cologne abrite une foire d'art moderne et contemporain organisée par la Fédération des galeries allemandes, le Bundesverband Deutscher Galerien (BVDG). Elle est colossale (et s'est même répandue dans la ville avec l'opération « Brückengänge », une trentaine de jeunes artistes exposés dans des contenants) et sérieusement organisée, avec des visites guidées, à destination des particuliers, comme des entreprises, particulièrement soucieuses en Allemagne de collectionner l'art contemporain. C'est probablement l'existence de ces entités à très fort pouvoir d'achat, et les grands travaux en cours à Berlin, qui ont inspiré la section Köln Sculptur, trente-cinq stands monographiques dédiés à des œuvres monumentales. De Penck à Judd, de Morellet à une étonnante installation de Jenny Holzer, de Gottfried Honneger (dont la galerie avait presque tout vendu) à Tony Cragg, c'est une des plus belles installations de sculptures contemporaines que l'on ait vue depuis long-

temps. A Cologne, les plus grands stands tirent avec les 150 mètres carrés. Sauf celui de Karsten Greve, qui mesure près du double. Privilège du président de la commission d'admission, qui réajuste sur ses voisins, harmonieusement répartis le long de l'allée royale qui mène à la place de Greve.

**DES COLLECTIONNEURS DANS LES ALLÉES**  
Un témoignage d'un brin de mégamallisme et d'un sens commercial aigu, dans la mesure où, découragés par l'immensité de la foire, pourtant réduite de trois cent vingt à deux cent soixante exposants (une centaine sont étrangers, dont neuf français), les gros clients pressés, les conservateurs chargés des achats pour les collections d'entreprises, les fondations et les musées, se laissent volontiers guider vers ces stands cossus, vastes et accueillants, au détriment des relégués, des sans-grade. Lesquels protestent, car l'enjeu est d'importance : la région de Rhénanie est une des plus riches d'Allemagne, et la Hollande et la Belgique sont proches. Lorsque l'on évoque la possible concurrence de la nou-

velle foire de Berlin, les marchands sourient : à Berlin, 60 % des visiteurs étaient des artistes. Ici, ce sont des collectionneurs.

Ils sont moins nombreux cette année, au dire des habitués. Les marchands, rarement gauchistes, l'expliquent par la victoire des socialistes en Allemagne, et les anglophones qu'elle provoquerait au sein de la bourgeoisie. Mais l'Allemand collectionne tout de même, avec un sérieux qui impressionne. Et fait parfois sourire : pas un client qui n'arpeute les allées muni de son Kunstkompass, une liste des cent meilleurs artistes contemporains que publie chaque année, en novembre, le magazine *Capital*. Le tiercé de 1998 : Bruce Nauman, Gerhard Richter et Sigmar Polke. Le premier Français est d'ailleurs : Christian Boltanski. Il devance Jeff Koons, ce qui, hors de tout jugement esthétique, étonne un peu les spécialistes du marché de l'art. C'est que les critères du Kunstkompass sont acrobatiques, et pas exempts de quelques erreurs : une photographie de Philip-Lorca Dicordia est attribuée à Nan Goldin, par exemple, ce qui met en rage la galerie Art & Public de Ge-

neve, propriétaire de l'œuvre. Malheur à qui présente des artistes ne figurant pas dans la liste, ou jugés trop coûteux par *Capital*. Ce que confirme Françoise Paviot, qui sait qu'elle ne vendra bien que les photographes dont les clients connaissent déjà le travail, lorsqu'ils ont bénéficié d'une exposition dans un musée allemand, par exemple. Ce travail de fond a été très justement entrepris par les services diplomatiques français en Allemagne. L'Institut français de Cologne même depuis plusieurs années une action exemplaire, et l'ambassadeur a rencontré ses compatriotes marchands pour leur demander de quelle manière il pourrait les aider. L'initiative est trop rare pour n'être pas saluée.

Ha. B.

★ Art Cologne, Internationale Messe für Moderne Kunst, Messelände Köln-Deutz Rheinhausen, Messeplatz 1, D-50679 Köln. Tél. : (00-49) 221-82-10. De 11 heures à 20 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 novembre.

## Pour les Musées de France, « Jardin à Auvers » est bien un vrai Van Gogh

LES EXPERTS s'opposent pour savoir si *Jardin à Auvers* est un tableau peint par Vincent Van Gogh. Mais tout le monde s'accorde pour qualifier cette œuvre de maudite. Le dernier rebondissement le prouve. Les deux héritiers de Jean-Marc Vernes, qui a acheté le tableau aux enchères en 1992 pour 55 millions de francs, demandent au tribunal de grande instance de Paris la nullité de la vente et le remboursement du tableau, augmenté des frais (2,7 millions de francs), à l'héritier et légataire universel du vendeur, Marc Walter, et aux commissaires-priseurs Binoche et Godeau, qui avaient dispersé le tableau.

Pourquoi ? Au moment de la

vente, aucune réserve sur l'authenticité du tableau n'avait été

émise, mais à la suite d'articles de presse et d'avis d'experts énoncés en 1996, le doute s'est insinué. Les partisans de l'authenticité – notamment les experts Walter Feilchenfeldt et Roland Dorn dont nous avons publié l'argumentation, documents à l'appui (*Le Monde* du 27 septembre 1996) –, sont au moins aussi convaincus que ceux qui affirment le contraire, mais la rumeur l'a emporté : en décembre 1996, le tableau n'a pas trouvé preneur lors d'une nouvelle mise en vente organisée par Jacques Tajan à la demande des héritiers du banquier décédé en 1995.

L'offensive judiciaire des héritiers Vernes ne s'appuie sur aucun élément nouveau. Leur avocat, Bernard du Granrut, se place sur

un autre terrain : « Nous ne disons pas que *Jardin à Auvers* est un faux, mais qu'il est devenu invendable. Jamais Jean-Marc Vernes ne l'aurait acheté s'il avait eu connaissance des doutes. » Dans son assignation de vingt-sept pages, M<sup>re</sup> du Granrut a d'ailleurs beau jeu de rappeler que Jean-Marc Vernes avait acheté en 1992 un tableau qui venait d'être classé monument historique par l'Etat, à la demande de la direction des Musées de France (DMF). La DMF a toujours considéré *Jardin à Auvers* comme un chef-d'œuvre « particulièrement original » de Van Gogh, une toile qui ne peut sortir du territoire français. Considérant que cette interdiction lui causait un grave préjudice, l'ancien propriétaire du tableau, Jacques Walter, avait poursuivi

l'Etat. Après une longue bataille de procédure, la Cour de cassation lui avait octroyé, le 20 février 1996, 145 millions de francs.

Les doutes et polémiques n'ont pas altéré la conviction de la DMF : « Il n'a jamais été question d'une seconde de déclassement du tableau. C'est un vrai Van Gogh », a-t-on déclaré au Monde mardi 10 novembre dans les services concernés. Pour qu'il soit l'Etat ne s'est-il pas porté acquiescent lors de la vente Tajan ? « Nous avons déjà payé 145 millions de francs pour que ce tableau ne sorte pas du territoire. On ne pouvait le payer une deuxième fois. »

La DMF reconnaît légalement qu'elle avait « encouragé » Jean-Marc Vernes à acheter *Jardin à Auvers*, invitant ensuite ce dernier à faire une dation pour couvrir les frais de sa succession. Mais aujourd'hui, l'Etat – toujours parce qu'il estime avoir « déjà payé » le tableau – ne veut plus entendre parler de dation. « La commission chargée d'évaluer une dation rejetait certainement le tableau », répond M<sup>re</sup> du Granrut. Ce dernier va néanmoins rencontrer Françoise Cachin, directrice des Musées de France, dans les prochains jours. Et pas seulement parce qu'il est l'avocat de la DMF dans d'autres affaires. Va-t-il demander à Françoise Cachin d'acquiescer l'œuvre ? « Je ne peux vous répondre », dit-il. Reste une question. Au cas où les héritiers Vernes obtiendraient le remboursement des 55 millions de francs versés en contrepartie de l'interdiction de sortie du territoire ? « Nous n'en sommes pas là », dit-on à la direction des Musées de France. Il faudrait pour cela un procès en révision justifié par le dépôt de nouvelles pièces. « C'est une question délicate et indécise », avance M<sup>re</sup> du Granrut.

Michel Guerrin

## L'Esplanade de Saint-Etienne sauve sa saison malgré l'incendie criminel qui l'a ravagée

SAINT-ETIENNE

de notre envoyé spécial

« On a un peu l'impression de rêver. » Jean-Louis Pichon, directeur de l'Esplanade de Saint-Etienne, présente ainsi la reprise de la saison 1998-1999 de son institution ravagée par un incendie d'origine criminelle le 13 septembre. Après un mois et demi de négociations, de jonglages avec les plannings, les salles, les artistes et les agents, et moyennant quelques changements de dates, la programmation annoncée est presque intégralement sauvée. Seul le Festival Massenet, articulé autour d'une reconstitution du *Roi de Lahore*, qui devait être organisé au mois de novembre, est reporté à l'année prochaine et deux pièces pour le jeune public ont dû être annulées.

Onze lieux (de la Comédie de Saint-Etienne au Palais des spectacles, de la Salle Jeanne-d'Arc à la Cathédrale Saint-Charles) accueilleront les soixante-six spectacles de l'Esplanade, à des conditions préférentielles. Cela occasionnera bien sûr un surcroît de travail pour le personnel et un dépassement budgétaire qui a été fixé à 500 000 francs jusqu'à la fin de l'année 1998. Jean-Louis Pichon se félicite de la solidarité de ses confrères stéphanois.

Combien de temps durera cette « Esplanade hors les murs » forcée ? Jean-Louis Pichon souhaite que le délai ne dépasse pas deux ans. Pour l'instant, les experts évaluent les dégâts occasionnés par le sinistre. Ils sont impressionnants. Tout le cœur de l'édifice a été ravagé : scène et grande salle ne sont qu'un amas de tôles tordues, enchevêtrées, noircies, à ciel ouvert. La petite salle Co-

peau, les locaux administratifs et les ateliers de décors et costumes n'ont pas été directement touchés, mais seule l'auscultation du bâtiment permettra de déterminer s'ils n'ont pas été atteints.

D'ici la fin de l'année, le conseil municipal de Saint-Etienne devra prendre une décision : la reconstruction sur le site ou le transfert dans une autre partie, plus centrale, de la ville. « C'est l'occasion d'examiner toutes les hypothèses », affirme Martine Fontanilles, adjointe (UDF) à la culture, tout en précisant : « La vocation de l'Esplanade, tournée vers la création lyrique et chorégraphique, la musique classique, le théâtre jeune public, le rock, la variété et le jazz ne sera pas remise en cause. »

Pierre Moulinier

DU 14 AU 30 NOVEMBRE  
à 20h45  
MATINÉE DIMANCHE à 15h30

**LE DIBBOUK**  
mise en scène  
DANIEL MESGUICH

ESPACE RACHI  
Centre d'Art et de Culture  
39, rue Broca - 75005 Paris  
01 42 17 10 36/38

**CULTURE**  
**EN**  
**RÉGIONS**

**villa gillet**  
hors les murs  
4, rue Gaziéro - 69005 Lyon  
Conférence européenne :  
J.-B. de Foucauld et  
M. de L. Pintasillo  
« Une identité spirituelle pour l'Europe ? »  
Lundi 16 novembre à 19h30  
Tarifs/Res. : 04.78.27.02.48

28 congrès  
interprofessionnel  
de l'art  
contemporain /  
cipac  
**l'art,**  
une éducation  
à faire  
centre  
international  
de congrès  
Vinci - Tours  
26 & 27 novembre  
renseignements  
**02 47 64 40 13**

Sous les auspices  
de la P.A.C.A.  
**JOE DOWNING**  
« UNE VIE DE PEINTURE »  
CHAPELLE DES CALVAIRIENNES  
MAYENNE, 21 Nov. - 13 Déc. 98  
CENTRE CULTUREL  
PIERRE KREFF (Vaz), Janv. - Fév. 99  
dans cette rubrique  
vous pouvez  
nous contacter  
01 42 17 38 38

## Deux regards de photographes au-delà des barreaux

Les prisonnières des barreaux Evelyn Anwood et l'Algérien Mohammed Grattiened à la Maison de la Culture

Le 13 novembre, la Maison de la Culture de Paris accueillait deux photographes, Evelyn Anwood et Mohammed Grattiened, pour une exposition intitulée « Deux regards de photographes au-delà des barreaux ». Evelyn Anwood, une femme d'origine britannique, a été détenue pendant plusieurs années dans des prisons américaines. Mohammed Grattiened, un Algérien, a été détenu pendant plusieurs années dans des prisons algériennes. Les deux photographes ont utilisé leur expérience de la prison pour créer des œuvres puissantes et émouvantes. L'exposition est ouverte jusqu'au 15 novembre.

**INSTANTANÉ**  
**LA RODRIGUES**  
**NEW MORNING**  
L'Esplanade de Saint-Etienne a été ravagée par un incendie criminel le 13 septembre. La programmation de la saison 1998-1999 a été affectée. Les spectacles sont reportés à l'année prochaine. Les organisateurs travaillent pour minimiser les dégâts et assurer la continuité de la saison.

**Château et les élèves du Conservatoire**  
Le Conservatoire de Saint-Etienne a organisé une série de concerts pour les élèves du Château. Les concerts ont lieu tous les samedis soir. Les billets sont disponibles à la caisse du conservatoire.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 01 48 00 20 20 - Tél. 01 48 00 20 21  
Informations téléphoniques : 01 48 00 20 21  
du 14 au 30 novembre  
MATINÉE DIMANCHE à 15h30  
**LE DIBBOUK**  
mise en scène  
DANIEL MESGUICH  
ESPACE RACHI  
Centre d'Art et de Culture  
39, rue Broca - 75005 Paris  
01 42 17 10 36/38

مكتبة الامم المتحدة



من المنظر

## Deux regards de photographes au-delà des barreaux

Les prisonnières vues par Jane Evelyn Atwood et l'Algérie par Michaël von Graffenried à la Maison de La Villette

**TROP DE PEINES, FEMMES EN PRISON.** de Jane Evelyn Atwood (Maison de La Villette) et **ALGÉRIE, PHOTOGRAPHIES D'UNE GUERRE SANS IMAGES**, de Michaël von Graffenried (Pavillon Paul-Delouvrier). Parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Tél. : 0-803-306-306. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin ou Porte-de-La Villette. Du jeudi au dimanche, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 janvier 1999.

Il faut voir les deux expositions dans la foulée ; en profiter, au lieu, pour prendre un bol d'air au Parc de La Villette, avant de se replonger dans un univers étouffant : l'Algérie marquée par le terrorisme, photographiée par Michaël von Graffenried ; les femmes en prison à travers le monde, de Jane Evelyn Atwood.

Il s'agit de deux photographes au croisement du journalisme et du reportage d'auteur, tradition vivace depuis les années 50. Le premier est suisse, la seconde américaine. Tous deux sont installés en France. Tous deux s'éloignent des journaux, qui accordent peu de place à des sujets sociaux, et se reportent vers les musées ou les festivals (ici le Mois de la photo) ou vers les pages d'un livre. Graffenried sort le sien avec un long texte à la première personne (éditions Hazan, 160 p., 195 F) ; celui de Atwood sortira en mars aux États-Unis.

Le Parc de La Villette, avec son patron Bernard Latartre, occupe un créneau fédérateur, la photographie au carrefour du documentaire, de l'art, de l'actualité, du social, modernisé selon une présentation très actuelle : grands formats sans vitrine, parfois flottant dans l'air ; accrochage aéré.

Atwood et Graffenried ont en commun le goût des univers clos. La première a travaillé avec la Légion étrangère, des aveugles, des prostituées ; le second s'était immergé dans un étrange camp de nudistes, en Suisse. Voici deux auteurs engagés dans leur sujet, et qui provoquent admiration et respect : Jane Evelyn Atwood est entrée pour la première fois en 1989 dans une prison de femmes et, depuis, elle a photographié une quaran-

taine d'établissements à travers l'Europe et les États-Unis. Graffenried s'est rendu à dix reprises en sept ans dans un pays où 69 photographes et journalistes ont été assassinés entre mai 1993 et janvier 1997.

Une différence fondamentale les sépare : Atwood réalise ses images avec l'accord des gens tandis que Graffenried, tel un paparazzi, photographie à l'insu de la population algérienne, usant du panoramique pour attraper plus d'informations. Parce que c'est la seule façon, il l'explique bien dans le livre, de rendre compte de cette « guerre sans images ».

De là naissent deux attitudes : Atwood contrôle, construit, dénonce et interpelle, quand Graffenried ne peut que dire et tenter d'attraper ce qu'on lui donne à voir dans un pays où l'honneur est inviolable. La première a le temps, l'autre est dans l'urgence et l'immédiat. La première cadre, joue avec la lumière, le graphisme des lieux clos, une douleur mise en forme, l'émotion des regards ; le second est déjà content quand il peut capter un document.

Evidemment ils font des photos qui leur ressemblent. Il y a une douleur, comme un fardeau porté, chez Atwood. Un semblant de croyance en une photographie qui pourrait (un peu) changer le monde, ou du moins qui informe et culpabilise, à coup d'images lyriques et efficaces, mais aussi de mots précis liés à une connaissance sérieuse du sujet. Il y

### INSTANTANÉ VIRGINIA RODRIGUES AU NEW MORNING

La musique populaire brésilienne a ses amateurs éclairés, qui aiment venir au New Morning, fameux club de jazz du 10<sup>e</sup> arrondissement parisien. Il y a deux semaines, un quintet d'exception, formé à la base par le fils, le petit-fils de Tom Jobim et le violoncelliste Jacques Morelenbaum, y avait donné une sublime leçon de bossa-nova. Soyons fûtes, délicieusement décadents, ce sont des musiciens rompus aux exercices de reconstruction/déconstruction que suppose l'interprétation originale d'une œuvre.

Convoquée à Paris, le 11 novembre, pour un exercice similaire - interpréter -, la Bahianaise Virginia Rodrigues, trente-trois ans, cantatrice plantureuse et débutante, noire et fille de marchand de rues, a renvoyé la musique populaire brésilienne au catéchisme. Découverte à Bahia lors d'une audition publique du Théâtre Oclodum, poussée et finalement produite (pour l'album *Sol Negro*, chez Hannibal/Rykodisc) par le chanteur Caetano Veloso, Virginia Rodrigues est expédiée dans la fosse aux loups tout juste armée d'un concept : le jamais-vu. On a sans doute pensé ici que le mariage du populaire et de la sophistication lyrique serait du meilleur effet. Virginia Rodrigues au New Morning, c'est le courage

de l'humble monté au front de l'imposture.

La chanteuse n'a ni la voix, poussée façon castrat, ni le répertoire adéquat - *Manha de Carnaval* de Luis Bonfá et Antonio Maria, *Lua, lua, lua*, *lua de Caetano Veloso*, une samba d'Ary Barroso, une romance de Dorival Caymmi... Du solide, mais sans les racines émotives. C'est en étant eux-mêmes et rien d'autre que les va-nu-pieds aux vies de grandes souffrances et de grands plaisirs, comme la Cap-Verdienne Cesária Évora, ont pu se faire aimer. Pas en se contentant jusqu'à la chasteté pour jouer les Margaret Price des favelas et répondre aux désirs des esthètes blancs.

Véronique Mortaigne



« Parloir intérieur » à la maison d'arrêt pour femmes de Dijon.

## Patrice Chéreau et les élèves du Conservatoire vers les sommets de Shakespeare

**HENRI VI** (troisième partie) et **RICHARD III** (fragments), de William Shakespeare. Mise en scène : Patrice Chéreau. Avec les élèves de troisième année du Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Dans le cadre du Festival d'automne à Paris. MANUFACTURE DES CEILLETS, Ivry-sur-Seine. Jusqu'au 22 novembre (complet).

Patrice Chéreau est un habitué des sommets théâtraux. Sur le ciment sans apprêts, familier pour lui, de la Manufacture des ceilleux, Henri VI lui permet de graver une première cime avant d'envoyer sa cordée d'élèves du Conservatoire en reconnaissance chez Richard III (Le Monde daté 8-9 novembre).

Histoire de prouver qu'après deux mois de travail la jeune équipe est capable de vaincre tous les rochers. Le metteur en scène a choisi d'approcher son troisième Shakespeare par une succession de lignes de crêtes, dans la note tenue de bout en bout d'un paroxysme à peine rompu par quelques touches musicales ironiques. Un théâtre véhément comme le hard rock, soutenu par une rage collective sans défaillance.

Richard est « né pour mordre le monde ». Et son emportement est tel que tous se mettent à mordre avec lui, puis contre lui, lorsque la fureur de celui qui est « venu les pieds devant » s'élargit inexorablement, jusqu'à la rupture. Henri VI lui accorde un long monologue en forme d'autoportrait, un plateau de conscience. « Je peux sourire, et

tuer en souriant... Je peux mouiller mes joues d'artificielles larmes, adapter mon visage à d'artificielles circonstances ». Et s'il prétend « faire la leçon du sanglant Machiavel », c'est dans le simulacre comme voix royale vers l'assassinat. Pour Richard, le pouvoir est au bout du théâtre. Nul mieux que lui ne sait capter l'œil de l'autre et conquérir son entendement. Son premier crime est de faire théâtre du monde réel. Où personne, pas même Buckingham, ne pourra l'égaliser.

### APPROCHE DE LA BESTIALITÉ

Il faut deux mondes pour se mener la guerre mais, à force d'éliminations, une seule famille princière fera l'affaire. Dans leurs impers murailles, les Lancastre et les York sont entrés silencieusement. Deux tribus, deux hordes, deux meutes qui se jettent dans une effroyable mêlée. Premiers d'innombrables corps-à-corps, poursuivis jusqu'au coup mortel ou jusqu'à l'effusion. Les survivants se retirent en rampant. Il ne restera que quelques grosses chaussures éparpillées, pierres tombales posées à la va-vite, intouchables. Enterrement d'une certaine civilisation. Approche de la bestialité. Et Richard qui joue des deux : un pied dans la chaussure indéfectible du pied-bot et l'autre nu, claudiquant entre l'animal et l'homme, comme pour démontrer à chaque mouvement la cruauté supérieure du second.

« Quand les lions se font la guerre, les agneaux paissent de leur activité ». Partout, l'animal est invoqué : crapaud (bossu), sanglier, porc-épic, loup qui « transforme le royaume en charnier ». Gestes, rictus, courses où l'homme hésite sur

son apparence. Transports de corps blessés, agonisants : cadavres trainés, exhibés, jetés ; tête coupée, brandie. Et la seule couleur du sang, giclant en gouttelettes, comme le fil rouge dessinant le seul chemin possible vers la couronne, vers un rêve d'amour absolu scellé dans le meurtre. Violence, intensité. Le jeu des poursuites lumineuses mis au point pour dans la solitude des champs de coton se pousser à une vitesse supérieure. Il fonctionne comme une succession de travellings de cinéma, le passage d'un plan à un autre, qui tantôt accélère, tantôt immobilise un visage, un cri, sans que jamais la course avec la mort paraisse devoir s'arrêter.

Patrice Chéreau a choisi d'en finir sèchement avec Richard III, au beau milieu d'un mouvement, d'un dialogue (« Arrêtez-vous, j'ai un mot à vous dire ! »). Une manière de rappeler à quel point il allait à nouveau manquer à la scène. Qui, en effet, le connaissant, ne l'aurait parié ? Le « travail d'atelier » est devenue œuvre à part entière. Et le signe d'inachèvement trop soudainement marqué apparaît comme une nuit proclamée contre tous. Les élèves du Conservatoire forment une troupe maigre, d'une maturité avertie. Quelques grandes scènes (le cauchemar et l'assassinat de Clarence ; le ballet des hommes autour des enfants ; la séduction de Lady Anne ; le dialogue des mères...) montrent l'étendue du registre de chacun. Jérôme Huguet est Richard III, celui qui parle « tout l'univers contre rien », un ange du mal capable de tenir l'implacable crescendo du « sans pitié ». Il l'est.

Jean-Louis Perrier

## SORTIR

### PARIS

#### ANGE DES PEUPLIERS

Cette « comédie-mystère », selon son auteur Jean-Pierre Milovanoff, s'écrit par son atmosphère. Le vieil Elias (Robert Bouvier) attend les infirmiers qui l'emmenaient à l'hospice, et il voit la mort arriver, sous la forme d'un ange (Jérôme Kircher) qui lui accorde une dernière faveur : faire revenir à la ferme ceux qui y vécurent trente ans auparavant. Laurence Mayor signe une mise en scène sobre, douce, et claire. Ce spectacle a été créé à Avignon en 1996.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. Du mercredi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures ; le mardi, à 19 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. Du 12 novembre au 20 décembre.

#### L'Engagement citoyen au Forum des Images

Cette programmation sur l'engagement citoyen est née du désir de participer au regain d'intérêt pour un cinéma à vocation sociale, pour montrer des œuvres qui mettent en question le monde. Figurent des films et documentaires d'Armand Gatti, dramaturge et cinéaste engagé aux côtés des exclus (les 14 et 15 novembre) et de Zarina Khan, philosophe, et metteur en scène, en collaboration avec François Stuck, d'*Ados amor*, une chronique écrite et interprétée par des adolescents de Seine-Saint-Denis (le 20 novembre).

Forum des Images (ex-Vidéothèque),

porte Saint-Eustache, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-Les Halles. Jusqu'au 26 janvier. Tél. : 01-44-76-02-00.

Rétrospective Marco Bellocchio A la Cinémathèque française, une rétrospective du réalisateur italien Marco Bellocchio qui, contestant les « valeurs bourgeoises » (*La Chine est proche*, *Au nom du père*, *Viol en première page*...), a tourné des films militants et des films-enquêtes (*Fous à délier*) ou des adaptations de pièces de théâtre (*La Mouette*). Il s'est aussi intéressé aux fantasmes et aux dérèglements comportementaux (*Le Saut dans le vide*, *Les Yeux la bouche*, *Autour du désir*, *Le Rêve du papillon*). Le cinéaste sera présent le 28 novembre, avec le comédien Lou Castel, pour la présentation de son premier film, *Les Poings dans les poches* (1996).

Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadéro. Du 12 au 29 novembre. Tél. : 01-56-26-01-01.

Tim Berner's Paraphrase Paraphrase est le nom du trio du saxophoniste Tim Berner, résident de la scène new-yorkaise né en 1954. Un nom clin d'œil, l'une des pistes d'une formation en pleine liberté, fondée par son leader comme un outil pour improviser de longs morceaux qui se terminent une fois épuisées les possibilités d'en varier ambiances et climats. Drew Gress est à la contrebasse, Tom Rainey à la batterie. Le trio jouera au Festival de jazz de Nevers, vendredi 13 novembre. *Instantes charnières*, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-42-37-25-91.

(Publicité)

## ANGE DES PEUPLIERS

Jean-Pierre Milovanoff  
Laurence Mayor

Première ce soir

01 44 62 52 52

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Best Men** de Tamra Davis (Etats-Unis, 1 h 26).  
**Dances, Twins** de Tim McCanlies (Etats-Unis, 1 h 38).  
**Elizabath** de Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 2 h 04).  
**Le Fascisme ordinaire** de Michael Romm (URSS, 2 h 13).  
**Femmes** dessin animé d'Eric Darnell et Tim Johnson (Etats-Unis, 1 h 19).  
**Mary à tout prix** de Peter Farrelly et Bobby Farrelly (Etats-Unis, 1 h 59).  
**Slam** de Marc Levin (Etats-Unis, 1 h 40).  
**Snake Eyes** de Brian De Palma (Etats-Unis, 1 h 38).

**TROUVER SON FILM**  
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-08-09-78 (2,23 F/mn).

**REPRISES**  
**La Femme modeste** de Vincente Minnelli, avec Gregory Peck, Lauren Bacall. Américain, 1957 (2 h).  
**Reflet Médicis**, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

**VERNISSAGES**  
André Kertész : l'intime plaisir de lire *Frac Forum des Halles*, niveau-1, rue Porte-Lescot, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Les Halles. Tél. : 01-40-41-40-00. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Du 12 novembre au 23 janvier. Entrée libre.

**ENTREES IMMEDIATES**  
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Pas moi, Pas** de Samuel Beckett, mise en scène de Ghislaine Dumont, avec Djamel Zemmour, Yveline Danard, Christine Combes et Sylvie Harland.  
**Aktion-Théâtre**, 11, rue du Général-Blaize, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Ambroise. Le 12, à 21 h 30. Tél. : 01-43-36-74-62. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 20 décembre.  
**Un riche, trois pauvres** de Louis Calaferte, mise en scène d'Hélène Ninérola.  
**Théâtre Paris-Villette**, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-

**Pantin**, Le 12, à 21 heures. Tél. : 01-42-02-02-68. De 65 F à 135 F.  
**The King's Consort** Heandel à l'opéra. James Bowman (haute-contre), Robert King (clavier, direction).  
**Théâtre des Champs-Élysées**, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 350 F.  
**Tomaz Stanko**, Bobo Stenson, Anders Jormin.  
**New Morning**, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. Le 12, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.  
**Marc Ogeret** Hommage à Léo Ferré.  
**Sentier des Halles**, 50, rue d'Aboukik, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sentier. Le 12, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 100 F à 120 F.  
**Cook the Linear** Ailleux, 13, rue Jean-Beaupère, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-44-55-82-82.  
**Johnny Clegg**, Juluka & Sipho M'Chunu Centre culturel Boris-Vian, rue du Morvan, 91 Les Ulis. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-69-07-65-53. 160 F.

**RÉSERVATIONS**  
**Max Black** de Heiner Goebbels, mise en scène de l'auteur.  
**Théâtre des Amandiers**, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du 3 au 15 décembre. Tél. : 01-46-14-70-00. De 55 F à 140 F.  
**Chick Corea** *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. Les 17 et 18 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 130 F.  
**Cesária Évora** Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 8<sup>e</sup>. Du 23 au 25 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-49-95-99-99. 211 F.

**DERNIERS JOURS**  
15 novembre :  
**Mélie courtes** Quoi où, Improptu d'Ohio, Catastrophe et Pas, quatre courtes pièces de Samuel Beckett, mises en scène de Bruno Meyssat.  
**Théâtre Gérard-Philipe**, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.  
20 novembre :  
**Electra** d'Hugo von Hofmannstahl, d'après Sophocle, mise en scène de Michel Cerdà.  
**Théâtre de la Cité internationale**, 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques au 01-48-00-20-17 ou sur Minitel, 36-17 Drouot  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sont indiquées particulièrement, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. "Exposition la matin de la vente."  
Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc, 92304 LA DEFENSE CEDEX. 01-48-04-01-83.

**MERCREDI 18 NOVEMBRE**  
Armes. Objets d'art et d'ameublement. PIAASA.  
**VENDREDI 20 NOVEMBRE**  
**S.7- LES PHOTOGRAPHIES DE DORA MAAR.**  
Succession de Madame Dora Maar-Kovitch.  
Expert : Mme M. Chomette. Expo. les 19 et 20/11 de 11h à 18h.  
PIAASA et MATEIAS Millon & Associés  
**S.12- Grands vins et spiritueux. DEPARTEMENT VINS - LOUDMER.**  
LOUDMER, 14, rue Orange Bouteiller (75009) 01.44.79.50.50  
PIAASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS  
5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10

DU 13 AU 19 NOVEMBRE  
A 2000 F  
LE DIBBOU  
DANIEL MESSEUR  
ESPACE RACH  
01 42 17 18 36



## EN VUE

Mercredi 11 novembre à 11 heures et 11 minutes, Zurich, Berne et Saint-Gall, villes suisses, ont lancé le traditionnel coup d'envoi de la saison carnavalesque.

Mehdi Mahdavi-Kia, footballeur iranien qui, pendant la Coupe du Monde, avait marqué un but contre les États-Unis, vient d'être exempté de service militaire « en signe de reconnaissance ».

Dans le « camp de rééducation » du canton de Dufrenoy, en Chine, 800 détenus travaillent douze heures par jour, sept jours sur sept, à la fabrication de ballons ronds.

Peter Young, banquier fraudeur qui recherchait l'anonymat devant le tribunal de Londres, où il était jugé le 10 novembre, n'a pu échapper aux photographes, malgré une perruque, un sac à main et une robe à fleurs.

Lord Irvine, ministre britannique de la justice, qui doit présider les séances interminables de la Chambre des lords, supplie les parlementaires de le dispenser du port de la perruque. « Il n'en est pas question », a aussitôt fait savoir Gerald Howarth, député conservateur.

Mardi 10 novembre, le père Adam Schult, porte-parole de l'épiscopat polonais, invitait à « la plus extrême prudence » les exorcistes et les apprentis-exorcistes réunis à Białystok : « car il arrive qu'un possédé du diable soit confondu avec un malade mental ».

Mgr Christodoulos, chef de l'Eglise orthodoxe grecque, ouvre, pour inciter les jeunes à fréquenter les églises – « même avec des boucles d'oreille ou en mini-jupes » –, des messes tardives le dimanche et un « cyber-café » près de la cathédrale d'Athènes.

Selon un récent sondage, les appels grecs placent plus volontiers leur confiance dans l'Eglise orthodoxe que dans l'armée.

La nomenclature en est réduite à manger de l'herbe et des glands, selon Astrid Heiberg, présidente de la Fédération internationale des sociétés de Croix-Rouge et de Croissant-Rouge, de retour de Corée du Nord où la famine s'étend.

A la naissance, les bébés des îles Cook pèsent en moyenne 800 grammes de plus que les bébés américains. La petite République de Nauru, en Micronésie, compte 77 % d'obèses. Aux îles Tonga, qui organisent des concours d'amaigrissement, le roi Taufa'ahau Tupou IV a donné l'exemple en perdant 70 kg.

« La Chine se situe au sixième rang des marchés de Coca-Cola », a récemment annoncé La Bingsong, vice-président de la filiale chinoise du géant américain.

Christian Colombani

## Le mystérieux et dangereux séducteur de Stockholm

La police et la presse populaire suédoises traquent depuis trois semaines un homme atteint du sida qui, sous une de ses multiples fausses identités, a multiplié les aventures sexuelles non protégées

LA PRESSE SUÉDOISE l'a baptisé « HIV-mannen », l'homme au VIH, le virus de l'immunodéficience humaine. Le visage de cet homme en cavale est apparu le 21 octobre à la « une » des journaux, sur décision de la police : un peu empâté, une mèche noire tombant sur le front, des yeux inexplicables. Derrière cette photo se cache un personnage dont les enquêteurs n'ont sans doute pas encore découvert toutes les facettes. En effet, l'homme a réussi à tromper tout son monde depuis plus de dix ans. Ce fin dissimulateur, aux multiples identités, recherché dans plusieurs pays, au-

rait eu des rapports sexuels non protégés avec plus de cent cinquante jeunes Suédoises tout en se sachant porteur du virus du sida.

En septembre, une jeune femme porte plainte contre le suspect, affirmant qu'il l'avait violée après lui avoir fait absorber un somnifère. La police l'arrête et découvre chez lui un carnet contenant 190 noms de femmes, âgées de dix-huit à vingt-sept ans, dont certaines étaient notées de 0 à 10. Bronze, vêtu à la mode et parlant anglais, il n'avait visiblement aucun mal à séduire ses victimes dans les bars branchés de Stockholm. L'homme



prétendait organiser des grandes fêtes. En réalité, il était chauffeur de taxi au noir et recevait les allocations sociales. Relâché pour insuffisance de preuves, il a disparu depuis.

Après la publication de sa prétendue identité – James Kimball, Américain âgé de quarante ans – plus de 150 jeunes femmes ont subi des tests de dépistage du sida : une seule aurait été contaminée. Une quinzaine d'entre elles affirment avoir été droguées et violées. Deux hommes auraient également eu des rapports sexuels avec lui. Les tabloïds lancèrent des appels à témoins : publièrent des entretiens

de victimes ; expliquèrent comment s'attrape le virus et où suivre des tests. Le quotidien Expressen proposa même à ses lecteurs d'écouter la voix du fugitif sur Internet pour aider la police.

Celle-ci s'aperçut que Kimball était une fausse identité, obtenue par un certain Mehdi Tayeb, d'origine iranienne. Le passeport américain a été émis à Miami en 1985, peu après la condamnation avec sursis de son détenteur pour rapports sexuels avec une mineure de treize ans. La police locale le soupçonnait aussi de proxénétisme, sous une autre fausse identité : Fabian Fox, directeur de l'agence Models & Actors of Florida. Depuis, le mystificateur aux quatre dates de naissance aurait utilisé au moins deux autres faux noms. Dont un en France, où il vécut avant d'émigrer en Suède au début des années 90.

Depuis plus de trois semaines, le fugitif, passible d'une peine de dix ans de prison en Suède, échappe à la police. On croit l'avoir vu au Danemark et en Finlande. Les enquêteurs disent l'avoir repéré aux Pays-Bas, grâce à des appels passés depuis son téléphone mobile. Il devrait être à court d'argent, spéculent les journaux. Certains journaux se demandent comment autant de femmes ont pu céder aux avances d'un inconnu. « La presse pour adolescents contribue à donner une image sexualisée – et très simplifiée – de la vie », avance Dagens Nyheter comme explication.

Antoine Jacob

## DANS LA PRESSE

## THE WASHINGTON POST

Jim Hoagland

Le président Bill Clinton se prépare à des frappes militaires contre l'Irak ce mois-ci, déterminé à ne pas répéter les erreurs et le chaos qui ont marqué l'affrontement raté de l'hiver dernier avec Saddam Hussein à propos des inspections des Nations unies destinées à contrôler l'armement de ce dernier. Le régime irakien est une menace évidente pour ses propres citoyens ainsi que pour ses voisins. Bagdad a résolulement refusé de remettre aux Nations unies les manuels, les données informatisées et tout autre documentation lui permettant de reconstruire rapidement ses armées de destruction de masse. On ne peut laisser M. Saddam refaire ses poisons mortels à l'abri de sa cachette. Seule une campagne ayant

pour but de libérer définitivement l'Irak de sa domination peut justifier le fait, pour l'unique superpuissance restante, d'avoir de nouveau recours à la guerre contre une nation pauvre et démunie.

## LE FIGARO

Pierre Rousselin

Dans les prochains jours ou les prochaines semaines, le ciel étoilé de Bagdad risque fort de s'illuminer à nouveau. A des centaines de kilomètres, bien à l'abri dans les eaux calmes du Golfe, une armada de lanceurs de missiles Tomahawk est prête à cracher le feu. Depuis la guerre du début 1991, les généraux américains ont eu sept ans pour se préparer à cet assaut à distance, qui ne doit faire aucune victime dans leurs rangs. Deux répétitions générales, en 1993 et 1996, ont servi à peaufiner de nouvelles frappes, qui

paraissent aujourd'hui à peu près inévitables.

## DIE WELT

Thomas Schmid

Presque tous les problèmes qui sont devenus brûlants étaient alors [dans les années 80] décelables : la mise en danger des systèmes de retraite comme l'absence de souplesse et d'innovation de tout le système de sécurité sociale, la rigidité conservatrice des relations entre employeurs et salariés comme la dégradation du système éducatif. Ces problèmes n'étaient pas aussi urgents qu'aujourd'hui, ils auraient pu être résolus de manière pragmatique avec un petit peu de courage. Au lieu de cela, l'Allemagne s'est divisée dans un combat anachronique entre « droite » et « gauche » qui a finalement conduit à ce que presque toutes les décisions importantes ont

été remises à plus tard. Le temps perdu est la grande hypothèque qui pèse sur le gouvernement Schröder.

## FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Sans qu'un iota soit changé à l'article 6 de la Loi fondamentale, on va bouleverser la législation. Le mariage et la famille vont perdre ainsi « la protection particulière de l'Etat » qui était jusqu'à présent garantie (...). Les Verts demandent même que « la subvention du certificat de mariage » soit à l'avenir supprimée. Quand les couples légitimes ou illégitimes, associant des personnes de même sexe ou de sexe différent, sont traités en droit de la même façon des qu'ils sont enregistrés quelque part, au service des impôts, des logements ou de l'état civil, « la protection particulière » n'existe plus même si elle reste inscrite dans la Loi fondamentale.

[www.iris.sgdg.org/mediation/](http://www.iris.sgdg.org/mediation/)

Un site de médiation et de conseil pour résoudre à l'amiable les conflits entre internautes français

SÉBASTIEN CAVENET, qui enseigne le droit à Poitiers, consacre plusieurs heures par semaine à résoudre bénévolement des litiges entre internautes. Depuis l'ouverture de son site, en avril, il a déjà examiné plus de deux cents « plaintes », avec l'aide de deux autres volontaires, membres comme lui d'IRIS (Inventons un réseau Internet solidaire), association militante pour le développement des activités « non marchandes » sur Internet.

Dès qu'il est sollicité par une « victime », M. Cavenet contacte l'autre partie pour le convaincre de se prêter à la médiation. Si l'accusé refuse, la mission prend fin, mais s'il se prête au jeu, le médiateur propose des solutions à l'amiable, puis veille à leur mise en œuvre. A ce jour, plus de quatre-vingts affaires ont ainsi été résolues. Parmi ses plus belles réussites, M. Cavenet cite ce groupe d'internautes, qui, pour protester contre les tarifs de France Télécom, avait affiché sur son site des logos détournés de



l'opérateur public, mais aussi des logos authentiques, ce qui créait la confusion. Le médiateur a convaincu les protestataires de retirer les logos non modifiés, et France Télécom de ne pas trop s'offusquer des pastiches. Les affaires de contrefaçon de

sites concernant des entreprises sont plus délicates, mais là encore, M. Cavenet a su apaiser quelques conflits. Il traite également d'affaires très personnelles : un amant éconduit avait, par dépit, affiché sur son site des photos de nu de son ex-partenaire, accompagnées

de commentaires désobligeants. Une fois le dialogue rétabli, il a accepté de les retirer. Pour M. Cavenet, cette affaire est exemplaire, car quelques semaines plus tôt, un cas similaire était passé devant un tribunal, qui avait prononcé une condamnation assez lourde : l'interdiction de l'autorégulation pour limiter l'ingérence des juges et des bureaucrates dans la vie du réseau est ici prouvée de façon concrète.

Le médiateur est aussi appelé à intervenir avant qu'un conflit n'apparaisse : « Des internautes qui ont un doute sur la légalité de leur site nous demandent conseil. Parfois, c'est un bon réflexe, qui évite des ennuis ultérieurs. Mais c'est aussi le signe d'un malaise grandissant. A force de voir les tribunaux s'emparer d'affaires insignifiantes et sévir avec brutalité, les Français prennent peur et pratiquent l'auto-censure. Plus nous résoudrons nos différends à l'amiable, mieux nous préserverons la liberté d'expression sur le Net. »

Yves Eudes

## SUR LA TOILE

## LES ALLEMANDS S'ÉQUIPENT

En Allemagne, entre octobre 1997 et octobre 1998, particuliers et entreprises ont dépensé plus de 1,62 milliard de deutschemarks (5,4 milliards de francs) en équipements et activités liés à Internet. C'est cinq fois plus que la somme dépensée au cours des douze mois précédents. (Reuters.)

## PIRATAGE POUR TOUS

La grande banque musicale en ligne américaine MP3.com (Le Monde du 15 septembre) est accusée par le fabricant de logiciels Liquid Audio de favoriser le piratage de musique sur Internet. En effet, le site de MP3.com donne accès à un logiciel, baptisé a2b2wav, qui permet de décoder les fichiers musicaux de Liquid Audio, donc de les télécharger et de les écouter sans acquiescer de droits. MP3.com refuse de se plier aux exigences de Liquid Audio, qui menace d'aller en justice. Plus généralement, les professionnels de l'industrie musicale sont opposés à la technologie MP3, qui permet de diffuser sur Internet des fichiers sonores de haute qualité et de les reproduire indéfiniment et gratuitement. [www.mp3.com](http://www.mp3.com) [www.liquidaudio.com](http://www.liquidaudio.com)

## Curiosités naturelles

par Alain Rollat

L'ADAGE selon lequel il ne faut jamais se fier aux apparences vaut pour les merveilles de la nature. Dans le désert mexicain du Chihuahuan, par exemple, il existe des piscines naturelles d'une fascinante beauté. L'eau y a la couleur de l'émeraude. Elle est si limpide, si pure qu'elle semble provenir d'une invisible source de jeunesse. Chacun de ces trous d'eau, d'une dizaine de mètres de diamètre et de trois à dix mètres de profondeur, se présente sous la forme d'un bassin circulaire qu'on croirait creusé par une main magique. La faune endémique qui habite ces « pozas esmeraldas », depuis des millions d'années, est unique au monde. Les savants ont recensé une soixantaine de poissons, tortues et autres espèces qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Le contraste entre ces aquariums et les terres stériles qui les bordent révèle la formidable capacité de résistance

des écosystèmes les plus fragiles. Mais sous cette illustration de la puissance vitale de l'eau se cache une autre leçon sur laquelle Nicolas Hulot, qui faisait son retour, mercredi soir, dans une nouvelle mouture d'« Ushuaïa » remplie d'images aussi belles qu'exceptionnelles, a eu raison d'insister. Car cette curiosité microscopique offre aussi matière à réfléchir sur la destinée de l'espèce humaine. La loi naturelle qui prévaut dans l'univers clos de ces piscines d'émeraude a développé, en effet, chez les espèces animales qui y cohabitent, un instinct de survie d'une extrême intensité : pour ne pas disparaître, chaque génération s'entre-dévore à qui mieux mieux ! La question est donc de savoir si cette façon radicale de subsister préfigure celle qui attend le genre humain le jour où l'eau potable sera devenue, partout, aussi rare que dans ce désert.

Etait-ce un signe ? Pendant que Nicolas Hulot, sur TF1, se penchait sur le pôle métaphysique de ce qu'il appelait « la molécule bleue », Patrick de Carolis, sur France 3, revenait, dans « Des racines et des ailes », sur une autre curiosité naturelle découverte en Colombie, en 1988, par la télévision française, et baptisée alors « le petit ange de Bogota ». Alveiro Vargas avait neuf ans quand il a commencé à laver les pieds des vieillards de son bidonville à la façon d'un enfant-jésu précoce. Il en a aujourd'hui dix-neuf et sa vocation de sainteté n'est pas démentie. Avec les dons que lui a vus un reportage de 1988, il a fait bâtir un hospice pour les exclus d'une société qui s'entre-dévorent déjà. Ce futur Prix Nobel de la compassion universelle oppose ainsi un mystérieux veto à la prédiction venue du Chihuahuan. Quelle est donc la couleur de la molécule d'ange ?

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
**360 F**  
d'économie  
soit  
**7 semaines**  
de lecture  
**GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET  
DEVENEZ LECTEUR  
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

\* Prix de vente au numéro (Taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ F 801 MQ 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

Le Monde (ISSN 0244-4788) est publié deux fois par semaine, le mardi et le vendredi. Les abonnements sont payés en espèces ou par chèque.

1 AN 2 190 F 2 960 F

3 mois 598 F 790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre

abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphones 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc

93040 Châtillon Cedex

## FILMS DE LA SOIRÉE

19h30 : Les Fugitifs (M6)  
20h30 : Les Fugitifs (M6)  
21h30 : Les Fugitifs (M6)

## GUIDE TÉLÉVISION

19h30 : Les Fugitifs (M6)  
20h30 : Les Fugitifs (M6)  
21h30 : Les Fugitifs (M6)

## FILMS DU JOUR

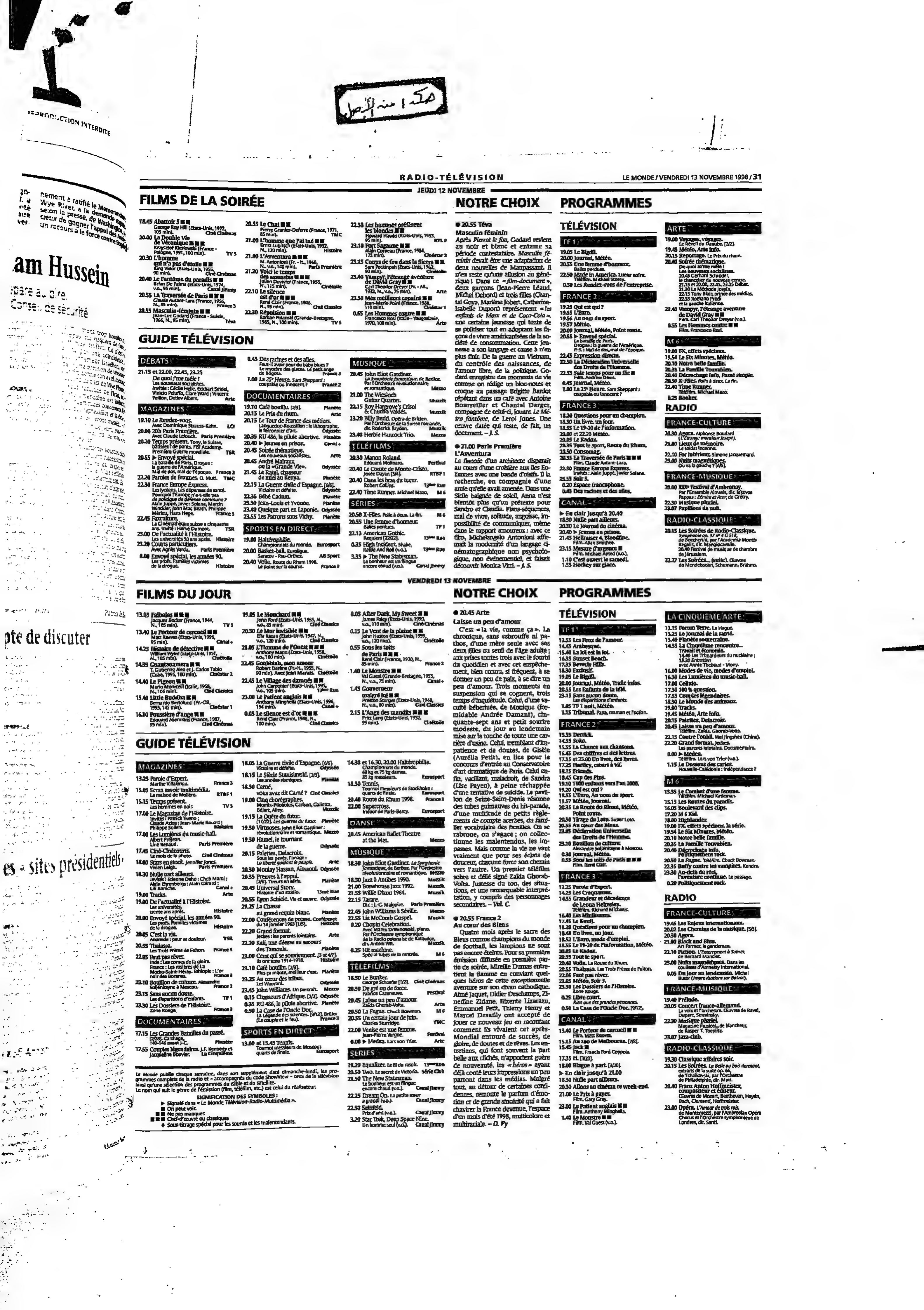
12h30 : Les Fugitifs (M6)  
14h30 : Les Fugitifs (M6)  
16h30 : Les Fugitifs (M6)

## GUIDE TÉLÉVISION

19h30 : Les Fugitifs (M6)  
20h30 : Les Fugitifs (M6)  
21h30 : Les Fugitifs (M6)

مكتبة





JEUDI 12 NOVEMBRE

## FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.45 **Abattoir 5** ■  
George Roy Hill (États-Unis, 1972, 105 min). Cinéma
- 20.00 **La Double Vie de Véronique** ■  
Krzysztof Kieslowski (France - Pologne, 1991, 100 min). TV 5
- 20.30 **L'homme qui n'a pas d'écaille** ■  
King Vidor (États-Unis, 1955, 95 min). Cinéma
- 20.40 **Le Fantôme du paradis** ■  
Brian De Palma (États-Unis, 1974, 95 min). Canal Jimmy
- 20.55 **La Traversée de Paris** ■  
Claude Autant-Lara (France, 1956, 85 min). France 3
- 20.55 **Masculin-féminin** ■  
Jean-Luc Godard (France - Suisse, 1966, 95 min). Têva

- 20.55 **Le Chat** ■  
Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 85 min). TMC
- 21.00 **L'homme que j'ai tué** ■  
Ernst Lubitch (États-Unis, 1932, 120 min). Histoire
- 21.00 **L'Avventura** ■  
M. Antonioni (Fr. - It., 1960, 140 min). Paris Première
- 21.20 **Voici le temps des assassins** ■  
Julien Duvivier (France, 1955, 115 min). Cinéma
- 22.10 **Le silence est d'or** ■  
René Clair (France, 1946, 95 min). Cinéma
- 22.30 **République** ■  
Robert Renard (Grande-Bretagne, 1965, 100 min). TV 5

- 22.30 **Les hommes préfèrent les blondes** ■  
Howard Hawks (États-Unis, 1953, 95 min). RTL 9
- 23.10 **Porte Sarrasin** ■  
Alain Corneau (France, 1984, 125 min). Cinéma 2
- 23.15 **Coups de feu dans la Sierra** ■  
Sam Peckinpah (États-Unis, 1962, 90 min). Cinéma
- 23.40 **Vampyr, l'étrange aventure de David Gray** ■  
Carl Theodor Dreyer (Fr. - All., 1932, 110 min). Arte
- 23.50 **Mes meilleurs copains** ■  
Jean-Marie Poiré (France, 1988, 110 min). Cinéma 1
- 0.55 **Les Hommes contre** ■  
Francesco Rosi (Italie - Yougoslavie, 1970, 100 min). Arte

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 21.15 et 22.00, 22.45, 23.25

De quoi j'me mêle ? Les nouveaux socialistes, invités : Cécile Helle, Edouard Seidel, Vincent Peillon, Daniel Adrien, Arte

## MAGAZINES

- 19.10 **Le Rendez-vous** ■  
Avec Dominique Strauss-Kahn. LCI
- 20.00 **20h Paris Première** ■  
Avec Claude Lelouch. Paris Première
- 20.20 **Temps présent** ■  
Tony, le Suisse, bâtisseur de ponts. France 3
- 20.30 **Envoies spéciaux** ■  
La bataille de Paris. Droque : la guerre d'Algérie. France 2
- 22.00 **Paroles de femmes** ■  
O. Muriel. TMC
- 22.30 **France Europe Express** ■  
Les lycéens. Les dépenses de santé. Pourquoi l'Europe n'a-t-elle pas de politique de défense commune ? Alain Juppé, Jean-Pierre Lecoq, Martin Winckler, Jean-Marc Bédaride, Philippe Mériaux, Hans Hegel. France 3
- 22.45 **Forcément** ■  
La cinématique suisse à cinquante ans. Invité : René Dumont. TSR
- 23.00 **De l'actualité à l'histoire** ■  
Les universités 30 ans après. Histoire
- 23.20 **Courts particuliers** ■  
Avec Agnès Varda. France Première
- 0.00 **Envoies spéciaux** ■  
Les profits. Familles victimes de la drogue. Histoire

## DOCUMENTAIRES

- 19.10 **Caré bouillu** ■  
D. 191. Planète
- 20.15 **Le Prix du rhum** ■  
A. 191. Arte
- 20.15 **Le Tour de France des métiers** ■  
Languedoc-Roussillon : le lithographe, le ferronnier d'art. Odyssée
- 20.35 **RU 486, la pilule abortive** ■  
A. 191. Canal+
- 20.40 **Jeunes en prison** ■  
Les nouveaux socialistes. Arte
- 20.45 **Solrèze thématique** ■  
A. 191. Odyssée
- 20.45 **André Malraux ou la «Grande Vie»** ■  
A. 191. Odyssée
- 21.45 **Le Rapet, classé de musée au Kenya** ■  
A. 191. Planète
- 22.15 **La Guerre civile d'Espagne (4/4)** ■  
Victoire et défaite. Odyssée
- 22.35 **Bébé Cadum** ■  
A. 191. Planète
- 22.45 **Jean-Louis et Yvonne** ■  
A. 191. Planète
- 23.40 **Queque part en Laponie** ■  
Odyssée
- 23.55 **Les Patrons sous Vichy** ■  
A. 191. Planète

## SPORTS EN DIRECT

- 19.00 **Haltérophilie** ■  
Championnats du monde. Eurosport
- 20.00 **Basket-ball** ■  
Euroleague. AS Sport
- 20.40 **Volle, roue du rhum 1998** ■  
Le point sur la course. France 3

## MUSIQUE

- 20.45 **John Eliot Gardiner** ■  
Le Symphonie révolutionnaire de Berlioz. Par l'Orchestre révolutionnaire et romantique. Mezzo
- 21.00 **Le Wiedloch** ■  
Günther Quartet. Muzik
- 22.15 **Roy Hargrove's Crisol & Chuchito Valdés** ■  
Muzik
- 23.20 **Billy Budd. Opéra de Britten** ■  
Par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Roderick Jayson. Mezzo
- 23.40 **Herbie Hancock Trio** ■  
Muzik

## TÉLÉFILMS

- 20.30 **Manno Roland** ■  
Edouard Molinaro. Festival
- 20.40 **Le Comte de Monte-Cristo** ■  
José Dagan (3/4). RTL 9
- 20.40 **Dans les bras du tour** ■  
A. 191. Rue
- 22.40 **Time Runner** ■  
Michael Maza. M 6

## SÉRIES

- 20.50 **X-Files. Foie à deux** ■  
A. 191. M 6
- 20.55 **Une femme d'honneur** ■  
TF 1
- 22.15 **American Gothic** ■  
Reguliert (22/2). 13ème Rue
- 0.35 **High Incident. Shake, Rattle and Roll (3/4)** ■  
A. 191. Rue
- 3.35 **The New Statesman** ■  
La bouillasse est un flingue encore chaud (v.o.). Canal Jimmy

## NOTRE CHOIX

- 20.55 **Téva** ■  
Masculin-féminin

Après *Pierrot le fou*, Godard revient au noir et blanc et entame sa période contestataire. *Masculin-féminin* devait être une adaptation de deux nouvelles de Mampassant. Il n'en reste qu'une allusion au générique ! Dans ce « film-document », deux garçons (Jean-Pierre Léaud, Michel Debord) et trois filles (Chantal Goya, Marlene Jobert, Catherine Isabelle Dupont) représentent « les enfants de Marx et de Coco-Cola », une certaine jeunesse qui tente de se politiser tout en adoptant les façons de vivre américanisées de la société de consommation. Cette jeunesse a son langage et cause à n'en plus finir. De la guerre au Vietnam, du contrôle des naissances, de l'amour libre, de la politique. Godard enregistre des moments de vie comme on rédige un bloc-notes et croque au passage Brigitte Bardot répétant dans un café avec Antoine Bourseiller et Chantal Dargat, compagne de celui-ci, jouant *Le Métro fantôme*, de Leroi Jones. Une œuvre datée qui reste, de fait, un document. — J. S.

## 21.00 Paris Première

- L'Avventura

La fiancée d'un architecte disparaît au cours d'une croisière aux îles Éoliques avec une bande d'oisifs. Il la recherche, en compagnie d'une amie qu'elle avait amenée. Dans une Sicile baignée de soleil, Anna n'est bientôt plus qu'un prétexte pour Sandro et Claudia. Plans-séquences, mal de vivre, solitude, angoisse, impossibilité de communiquer, même dans le rapport amoureux : avec ce film, Michelangelo Antonioni affirme la modernité d'un langage cinématographique peu psychologique, non événementiel, et faisait découvrir Monica Vitti. — J. S.

VENDREDI 13 NOVEMBRE

## FILMS DU JOUR

- 13.05 **Palabas** ■  
Jacques Becker (France, 1944, 105 min). TV 5
- 13.40 **Le Porteur de cerceau** ■  
Marc Reeves (États-Unis, 1996, 95 min). Canal+
- 14.25 **Histoire de détective** ■  
William Wyler (États-Unis, 1957, 105 min). Cinéma
- 14.35 **Granatamara** ■  
T. Gutiérrez Alea et J. Carlos Tabío (Cuba, 1995, 100 min). Cinéma 2
- 14.40 **Le Pigeon** ■  
Mario Monicelli (Italie, 1958, 105 min). Cinéma
- 15.40 **Little Buddha** ■  
Bernardo Bertolucci (Fr.-GB, 1993, 145 min). Cinéma 1
- 16.10 **Poussière d'ange** ■  
Edouard Groussier (France, 1987, 95 min). Cinéma

- 19.05 **Le Monchard** ■  
John Ford (États-Unis, 1935, 105 min). Cinéma
- 20.30 **Le Vrai invisible** ■  
Ella Kazan (États-Unis, 1947, 105 min). Cinéma
- 21.05 **L'Homme de l'ouest** ■  
Anthony Mann (États-Unis, 1954, 100 min). Cinéma
- 22.45 **Gambala, mon amour** ■  
Robert Darin (Fr.-It., 1955, 105 min). Cinéma
- 22.45 **Le Village des damnés** ■  
John Carpenter (États-Unis, 1995, 105 min). 13ème Rue
- 23.00 **Le Patient anglais** ■  
Anthony Minghella (États-Unis, 1996, 154 min). Canal+
- 0.05 **Le silence est d'or** ■  
René Clair (France, 1946, 95 min). Cinéma

## NOTRE CHOIX

- 20.45 **Arte** ■  
Laisse un peu d'amour

C'est « la vie, comme ça ». La chronique, sans esbrouffe ni patibos, d'une mère seule avec ses deux filles au seuil de l'âge adulte ; aux prises toutes trois avec le fourbi du quotidien et avec cet empêchement, bien connu, si fréquent, à se donner un peu de paix, à se dire un peu d'amour. Trois moments en suspension qui se cognent, trois temps d'attente. Celui d'une vacuité hébertée, de Monique (formidable André Damant), cinquantenaire sept ans et petit sourire modeste, du jour au lendemain mise sur la touche de toute une carrière d'usine. Celui, tremblant d'impatience et de doutes, de Gisèle (Aurélia Petit), en lice pour le concours d'entrée au Conservatoire d'art dramatique de Paris. Celui enfin, vacillant, maladroite, de Sandra (Lise Payen), à peine réchappée d'une tentative de suicide. Le pavillon de Seine-Saint-Denis résonne des tubes gémissements du hit-parade, d'une multitude de petits règlements de compte acerbes, du familier vocabulaire des familles. On se rabroue, on s'agace ; on collectionne les malentendus, les impasses. Mais comme la vie ne vaut vraiment que pour ses éclats de douceur, chacune forme son chemin vers l'autre. Un premier téléfilm sobre et juste signé Zaida Ghorab-Volta. Justesse du ton, des situations, et une remarquable interprétation, y compris des personnages secondaires. — Val. C.

## 20.55 France 2

- Au cœur des Bleus

Quatre mois après le sacre des Bleus comme champions du monde de football, les lampions ne sont pas encore éteints. Pour sa première émission diffusée en première partie de soirée, Mireille Dumas entretient la flamme en conviant quelques héros de cette exceptionnelle aventure sur son divan cathodique. Aimé Jacquet, Didier Deschamps, Zinedine Zidane, Bixente Lizarazu, Emmanuel Petit, Thierry Henry et Marcel Desailly ont accepté de jouer ce nouveau jeu en racontant comment ils vivaient cet après-Mondial entouré de succès, de gloire, de doutes et de rêves. Les entretiens, qui font souvent la part belle aux clichés, n'apportent guère de nouveauté, les « héros » ayant déjà conté leurs impressions un peu partout dans les médias. Malgré tout, au détour de certaines confidences, remonte le parfum d'émotion et de grande sincérité qui a fait chavirer la France devenue, l'espace d'un mois d'été 1998, multicolore et multiraciale. — D. Py

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

- 13.25 **Parole d'Expert** ■  
Martine Viallon. France 3
- 15.05 **Extran savoir multimédia** ■  
La maison de l'expert. RTL 9
- 15.15 **Temps présent** ■  
Les hommes en noir. TV 5
- 17.00 **La Magazine de l'Histoire** ■  
Invités : Patrick Eveno ; Claude Azou ; Jean-Marie Rouart ; Philippe Solers. M6
- 17.00 **Les Lumières du music-hall** ■  
Albert Prévost. Paris Première
- 17.45 **Cinéma-Chronique** ■  
Le mois de la photo. Cinéma
- 18.00 **Stars en stock** ■  
Jennifer Jones, Vivien Leigh. Paris Première
- 18.30 **Nulle part ailleurs** ■  
Invités : Ezzoua Dahbi ; Cheb Mami ; Alain Ehrenberg ; Alain Gérard ; Lili Boniche. Canal+
- 19.00 **Tracks** ■  
A. 191. Arte
- 19.00 **De l'actualité à l'histoire** ■  
Les universités trente ans après. Histoire
- 20.00 **Envoies spéciaux** ■  
Les profits. Familles victimes de la drogue. Histoire
- 20.05 **C'est la vie** ■  
Anorexia : peur et douleur. TSR
- 20.55 **Thalassa** ■  
Les Trois Frères de Fulton. France 3
- 22.05 **Pas rêver** ■  
Inde : les cornes de la gloire. France : Les rosières de La Motte-Saint-Hermy. Éthiopie : L'or noir des Borana. France 3
- 23.10 **Bouillon de culture** ■  
Solennityne à Moscou. France 2
- 23.15 **Sans aucun doute** ■  
Les disparitions d'enfants. TF 1
- 23.30 **Les Dossiers de l'Histoire** ■  
Zone Rouge. France 3

## DOCUMENTAIRES

- 17.15 **Les Grandes Batailles du passé** ■  
(2/2). Carthage. Planète
- 17.55 **Couples légendaires** ■  
J.F. Kennedy et Jacqueline Bouvier. La Cinquième

## SPORTS EN DIRECT

- 13.00 et 15.45 **Tennis** ■  
Tournoi messieurs de Moscou : quarts de finale. Eurosport

## DANSE

- 14.30 et 16.30, 20.00 **Haltérophilie** ■  
Championnats du monde : 69 kg et 75 kg messieurs. Eurosport
- 18.30 **Tennis** ■  
Tournoi messieurs de Stockholm : quarts de finale. Eurosport
- 20.40 **Route du Rhum 1998** ■  
A. 191. France 3
- 22.00 **Supercross** ■  
Indoor de Paris-Barcy. Eurosport

## MUSIQUE

- 18.30 **John Eliot Gardiner** ■  
Le Symphonie révolutionnaire de Berlioz. Par l'Orchestre révolutionnaire et romantique. Mezzo
- 18.30 **Jazz à Antibes 1998** ■  
Muzik
- 21.00 **Brewhouse Jazz 1992** ■  
Muzik
- 21.55 **Willie Dixon 1984** ■  
Muzik
- 22.15 **Tarare** ■  
Dir. J.-C. Malgoire. Paris Première
- 22.45 **John Williams à Séville** ■  
Mezzo
- 22.55 **Liz McComb Gospel** ■  
Muzik
- 0.20 **Chopin Celebration** ■  
Avec Maria Drenowski, piano. Par l'Orchestre symphonique de la Radio polonaise de Katowice, dir. Antoni Wit. Muzik
- 0.25 **Hik machine** ■  
Spécial tubes de la rentrée. M 6

## TÉLÉFILMS

- 18.30 **Le Bunker** ■  
George Schaefer (1/2). Cinéma
- 20.30 **De gré ou de force** ■  
Jean-Claude Cocteau. Festival
- 20.45 **Laisse un peu d'amour** ■  
Zaida Ghorab-Volta. Arte
- 20.50 **La Fugue** ■  
Chuck Bowman. M 6
- 20.55 **Un certain jeu de juin** ■  
Charles Sturridge. TMC
- 22.00 **Vente est une femme** ■  
Jean-Pierre Vergne. Festival
- 0.00 **Medea** ■  
Lars von Trier. Arte

## SÉRIES

- 19.20 **Equalizer** ■  
Le fil du rasoir. 13ème Rue
- 20.50 **Two** ■  
The secret of Victoria. Série Club
- 21.50 **The New Statesman** ■  
Le bouillasse est un flingue encore chaud (v.o.). Canal Jimmy
- 22.25 **Dream On** ■  
La petite sœur a grandi (v.o.). Canal Jimmy
- 22.50 **Scénario** ■  
A. 191. Canal Jimmy
- 3.20 **Star Trek** ■  
Deep Space Nine. Canal Jimmy

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

- 19.05 **Le Bédouin** ■  
20.00 **Journal** ■  
20.30 **Une femme d'honneur** ■  
22.50 **Made in America** ■  
0.30 **Les Rendez-vous de l'entreprise** ■

## FRANCE 2

- 19.20 **Qui est qui ?** ■  
19.55 **L'Euro** ■  
19.55 **Annonces du sport** ■  
19.57 **Météo** ■  
20.00 **Journal** ■  
20.30 **Envoies spéciaux** ■  
20.55 **La Traversée de Paris** ■  
21.00 **Le Tour de France des métiers** ■  
21.45 **Le Rapet** ■  
22.30 **France Europe Express** ■  
22.45 **Forcément** ■  
23.00 **De l'actualité à l'histoire** ■  
23.20 **Courts particuliers** ■  
0.00 **Envoies spéciaux** ■

## FRANCE 3

- 18.20 **Questions pour un champion** ■  
18.50 **Un livre, un jour** ■  
18.55 **Le 19-20 de l'information** ■  
20.00 et 22.20 **Météo** ■  
20.05 **Le Radar** ■  
20.35 **Tout le sport** ■  
20.50 **Conso** ■  
20.55 **La Traversée de Paris** ■  
22.30 **France Europe Express** ■  
22.45 **Forcément** ■  
23.00 **De l'actualité à l'histoire** ■  
23.20 **Courts particuliers** ■  
0.00 **Envoies spéciaux** ■

## CANAL+

- 18.30 **Nulle part ailleurs** ■  
20.30 **Le Journal du cinéma** ■  
20.40 **Jeunes en prison** ■  
21.45 **Hellraiser 4** ■  
23.15 **Messure d'urgence** ■  
1.10 **C'est ouvert le samedi** ■  
1.35 **Hockey sur glace** ■

## ARTE

- 19.00 **Voyages, voyages** ■  
Le Réveil du Danube. (2/2).
- 19.45 **Météo** ■  
20.15 **Reportage** ■  
20.40 **Solrèze thématique** ■  
De quoi j'me mêle ? Les nouveaux socialistes. 20.45 Gerhard Schröder, le chancelier du nouveau centre. 21.15 et 22.00, 22.45, 23.25 Débat. 21.30 La Méthode Jospin. 22.15 Tony Blair, prince des médias. 22.35 Romano Prodi et la gauche italienne. 23.40 Vampyr, l'étrange aventure de David Gray ■  
0.55 **Les Hommes contre** ■  
Ria. Francesco Rosi.

## M 6

- 19.00 **FX, effets spéciaux** ■  
19.54 **Le Six Minutes** ■  
20.10 **Notre belle famille** ■  
20.35 **La Famille Tournabien** ■  
20.40 **Décochage info** ■  
20.50 **X-Files** ■  
22.40 **Time Runner** ■  
0.25 **Booker** ■

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Agora** ■  
21.00 **Le 19-20 de l'information** ■  
21.45 **Le Radar** ■  
22.30 **France Europe Express** ■  
22.45 **Forcément** ■  
23.00 **De l'actualité à l'histoire** ■  
23.20 **Courts particuliers** ■  
0.00 **Envoies spéciaux** ■

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Alte Festival d'Ambronay** ■  
20.30 **Le 19-20 de l'information** ■  
21.45 **Le Radar** ■  
22.30 **France Europe Express** ■  
22.45 **Forcément** ■  
23.00 **De l'actualité à l'histoire** ■  
23.20 **Courts particuliers** ■  
0.00 **Envoies spéciaux** ■

## RADIO-CLASSIQUE

- 20.15 **Les Soirées de Radio-Classique** ■  
20.40 **Jeunes en prison** ■  
21.45 **Hellraiser 4** ■  
23.15 **Messure d'urgence** ■  
1.10 **C'est ouvert le samedi** ■  
1.35 **Hockey sur glace** ■

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :  
■ Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »  
■ On peut voir  
■ Ne pas manquer  
■ Chef-d'œuvre ou classiques  
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## Courage, taisons !

par Pierre Georges

SÉDUITE et abandonnée ! Mais pas dans la misère. Ah ! Sortons nos mouchoirs et versons en chœur (républicain) une larme aux malheurs de la pauvre madame Deviers-Joncour, courtisane, auto-promue par ses soins littéraires « putain de la République ».

Au *Parisien*, mercredi, l'ancienne amie de Roland Dumas a fait une confidence, une de plus. Son ancien ami - voyez la métaphore précautionneuse - son ancien ami donc, à la ville ancienne ministre et à l'état président du Conseil constitutionnel, avait déclaré, la veille, deux choses d'égale importance. Primo qu'il ne démissionnerait pas. Secundo, à propos du livre de son ex-ami sur leur ex-liaison que le récit « relève davantage (...) de l'imaginaire de son auteur que de la réalité de notre relation ».

Que voulez-vous que fasse la belle Christine, femme fatale ? Si elle réagit avec fatalisme : « Je suis habituée à ce que les hommes me lâchent. Cela fera un de plus. Mais je ne lui en veux pas. Il en prend tellement sur la tête en ce moment. » Ainsi s'achève généralement les très mauvais romans de gare et d'état.

S'il s'agissait de cela. Mais tel est notre embarras en ce feuilleton demi-mondain et judiciaire, plein de rebondissements, de commissions baladeuses, d'appartements, de comptes à numéros, de mégasociétés à mégacommissions, d'intermédiaires disparus, de personnages louches, de banquier mystérieux, de cadeaux, de fregates, de magistrats, de perquisitions, de versements en liquide et tout ce que l'on peut oublier des chapitres précédents, tel est notre embarras donc que ce n'est pas un feuilleton. Pas même

un roman. Mais une affaire. Une sale affaire si elle est vraie. Une sale affaire si elle est fautive. Et tout cela laisse stupéfait, incrédule, tétanisé même. Au point qu'ayant liberté d'écrire ici sur tout et rien, on s'est réfugié dans l'absolu rien sur le sujet.

Courage, taisons ! Une affaire Dumas ? Une affaire contre Dumas ? Dumas doit-il démissionner ? Pas d'opinion. Courage, taisons ou alors lisons ! Un ancien président de la République souhaite la démission de Roland Dumas. Il n'a pas tort. L'actuel président de la République ne la veut pas. Il a raison. « Non, Roland Dumas, ne démissionnez pas ! », supplie Thierry Lévy, au nom de tous les accusés, de toute la présomption d'innocence. Bravo, admirable ! « Partez, si vous êtes toujours socialistes ! », lui enjoint le socialiste Arnaud Montebourg. Très bien, remarquable ! Encore qu'il ne soit pas réservé aux seuls socialistes de prendre des décisions en conscience.

Courage, taisons-nous ! Du silence effrayé qu'on peut ressentir devant un gouffre ouvert. Car si l'affaire est vraie, c'est un gouffre béant qui attend pour accueillir la deuxième mort du mitterrandisme. Et un gouffre où vont se fossayer un peu plus les institutions républicaines. Et si elle est fautive, c'est un gouffre aussi pour l'idée qu'on se fait de la présomption d'innocence et des droits de l'homme Dumas. Alors, il n'y a qu'une solution aujourd'hui. Comme hier, comme toujours. Ce n'est pas de demander un « mis en examen » de faire la preuve de sa présomption d'innocence. Et encore moins de sa bonne, ou mauvaise, conscience. C'est de faire confiance aux juges, de laisser la justice aller au bout. Vite, maintenant !

## Les partenaires de l'accord de Nouméa divergent sur ses modalités d'application

Les indépendantistes veulent restreindre le corps électoral

**NOUMÉA**  
de notre envoyé spécial  
Quatre jours seulement après la ratification de l'accord de Nouméa (*Le Monde* du 10 novembre), les deux principaux artisans de la victoire du « oui » ont repris leurs marques, jeudi 12 novembre, lors de la réunion du congrès du territoire. Appelé à se prononcer sur l'avant-projet de loi organique relative à la future organisation institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie, le congrès a donné un avis favorable par 31 voix (Assemblée pour la Calédonie dans la République, RPCR, et ses alliés) contre 3 (Front national et Mouvement pour la France) ; il y a eu 17 abstentions, dues, pour l'essentiel, aux indépendantistes du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS).

Tout au long de la campagne référendaire, les dirigeants du FLNKS n'avaient cessé d'affirmer que la loi organique devait être la fidèle reflette, en termes juridiques, de l'accord politique signé le 5 mai à Nouméa. Dès la mi-octobre, l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, a remis au gouvernement un volumineux mémorandum dans lequel elle réclamait qu'une série de modifications soit apportée à la rédaction actuelle de l'avant-projet de loi. Le principal point de désaccord porte sur la composition du corps électoral restreint, seul habilité à voter aux élections provinciales et aux référendums d'autodétermination prévus à partir de 2014.

Le FLNKS souhaite que ce corps électoral soit fixé dans les conditions prévues par la loi référendaire du 9 novembre 1988, selon lesquelles ne peuvent voter que les électeurs inscrits sur les listes à

cette époque, ainsi que ceux de leurs enfants qui ont atteint, depuis, l'âge de dix-huit ans. Conséquence de cette disposition : quelque huit mille citoyens français de Nouvelle-Calédonie peuvent, à l'heure actuelle, être leur député ou leur conseiller municipal, mais non leurs conseillers provinciaux.

Pour corriger en partie cette étrangeté juridique, le gouvernement propose que puissent aussi voter les personnes justifiant de dix ans de résidence en Nouvelle-Calédonie. Auquel cas, quelque mille six cents électeurs qui avaient pu participer aux élections provinciales de 1995, mais qui n'ont pas eu le droit de voter le 8 novembre, resteraient encore exclus du jeu lors du renouvellement des assemblées de province et du congrès, prévu au printemps 1999.

### ENTRER LES SURENCHÈRES

La troisième proposition, celle du RPCR, consiste à réintégrer dans le corps électoral ces personnes, en grande majorité d'origine européenne, qui avaient été admises à voter en 1995.

L'insistance mise par le FLNKS à limiter au maximum le corps électoral provient de l'analyse qu'il avait faite lors des accords de Matignon de 1988 et qui s'est, d'ailleurs, révélée erronée : un jour, grâce à un taux de fécondité supérieur, les Canaques seront majoritaires. Ils représentent actuellement un peu moins de 45 % de la population de Nouvelle-Calédonie.

En revanche, après le succès du « oui », moins massif dans le « grand Nouméa », que dans les secteurs contrôlés par les indépendantistes, le président du

RPCR, Jacques Lafleur, cherche évidemment à donner des gages à son électorat potentiel. Son collègue député, Pierre Frogier, l'a dit, jeudi, devant le congrès, on ne peut plus nettement : « Les amendements éventuels au projet de loi organique seront désormais discutés au niveau du Parlement de la République française. » Or, les deux députés et le sénateur de Nouvelle-Calédonie sont membres du RPR.

Exclu de ce niveau de représentation, le FLNKS veut, au contraire, que, comme lors de la révision de la Constitution du 6 juillet, le Parlement valide en l'état le projet de loi qui serait issu d'un accord global entre les trois partenaires des accords de Matignon. C'est évidemment difficile pour un texte qui, dans sa dernière version, en date du 7 novembre, comporte près de 80 pages et 227 articles.

Dominique Perben (RPR), ancien ministre de l'Outre-mer, et René Dosière (PS), rapporteur du projet de loi à l'Assemblée nationale, qui sont l'un et l'autre en mission sur le territoire depuis le début de la semaine, veillent à ce que le texte ne fasse pas l'objet de surenchères lors de sa discussion, prévue dans la semaine du 21 décembre.

Ils ne veulent pas, pour autant, brider une nouvelle fois l'expression de leurs collègues du Parlement. Or, M. Dosière a découvert avec effarement, à l'article 89 du projet de loi, une clause imposant que le congrès de Nouvelle-Calédonie soit consulté avant l'adoption de certains amendements parlementaires.

Jean-Louis Saux

## Nouvelle diatribe antisémite d'un député communiste russe

LE GÉNÉRAL Albert Makachov, député communiste à la Douma (Chambre basse) s'est lancé, mercredi 11 novembre, dans une nouvelle diatribe antisémite en accusant un journaliste russe d'être « pire que le pire des youpinks », selon l'agence Interfax. M. Makachov était interrogé par un journaliste de la télévision russe NTV, Pavel Lobkov, sur un entretien accordé au quotidien italien *La Stampa*, dans laquelle le député se prononçait en faveur d'un quota pour limiter le nombre de juifs en Russie.

Le général Makachov avait traité, il y a quelques jours, tous les juifs d'« usuriers » et de « buveurs de sang ». Ces propos avaient été condamnés par le président Boris Eltsine, plusieurs hommes politiques et le patriarche orthodoxe Alexis II, mais la majorité des députés de la Douma s'est refusée à voter une résolution condamnant les déclarations incendiaires du général.

### IMMIGRATION

L'homme d'affaires Boris Berezovski, soutenu par des réformateurs, comme Egor Galdar ou Anatoli Tchoubais, avait réagi en demandant à M. Eltsine d'interdire le Parti communiste. « Comment peut-on interdire un parti qui est majoritaire à la Douma ? », a rétorqué le premier ministre, Evgueni Primakov.

Selon un sondage de l'institut VTsIOM, publié mercredi, plus de la moitié des moscovites (51 %) se déclarent indignés par les propos d'Albert Makachov, et 15 % les approuvent. En 1990, 61 % des Soviétiques n'étaient pas d'accord avec l'affirmation que « les juifs étaient à l'origine de toutes les difficultés du pays ». L'an dernier, ce chiffre - parmi les Russes - est monté jusqu'à 66 %, selon les sondages. - (APR)

### DÉPÊCHES

■ **RUSSIE** : trois sous-marins nucléaires de la flotte russe du Pacifique, stationnés au Kamchatka, à l'extrême est de la Sibérie, fournissent, depuis mercredi 11 novembre, de l'électricité à la ville de Villouchinsk (côte est), a annoncé l'agence Interfax. L'électricité produite par les sous-marins arrive par câbles sur le réseau électrique de la ville, ainsi alimenté vingt-quatre heures sur vingt-quatre, a expliqué un responsable. Le Kamchatka, ainsi que la région de Tchoukotka, près de la mer de Bering, sont confrontés depuis plusieurs semaines à une grave pénurie d'énergie, qui s'accompagne de longues coupures d'électricité et de chauffage. - (APR)

■ **TURQUIE** : le chef d'un petit parti assurant au gouvernement minoritaire de Mesut Yilmaz une fragile majorité au Parlement a annoncé, jeudi 12 novembre, qu'il lui retirait son soutien. Deniz Baykal, chef du Parti républicain du peuple (social-démocrate), a ajouté que cette formation allait déposer une motion de censure « contre le premier ministre pour abus de pouvoir et liens avec la mafia ». M. Yilmaz est sur la sellette depuis les révélations d'un homme d'affaires, Korkmaz Yigit, l'accusant d'avoir fermé les yeux sur ses liens avec un chef mafieux au moment où il achetait une banque d'Etat. En raison de cette crise gouvernementale, la Bourse d'Istanbul a ouvert en baisse, jeudi, après avoir clôturé, mercredi, sur une chute record de 14,93 %. - (APR)

■ **PRISONS** : les forces de l'ordre sont intervenues, jeudi 12 novembre matin, pour débloquent l'accès au centre pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne), où des surveillants avaient repris leur mouvement de protestation contre le budget 1999 de la justice. Le syndicat Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP, majoritaire) avait lancé un appel à une journée nationale d'action pour le 12 novembre.

Tirage du Monde daté jeudi 12 novembre : 417 549 exemplaires

## La subvention introuvable d'une association de défense des femmes

A CE JOUR, il manque plus de 100 000 francs sur le compte en banque de l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT). Et, depuis le troisième trimestre 1998, celle-ci ne verse plus aux Assedic et à l'Urssaf les cotisations sociales correspondant aux trois salariés et demi de ses permanents. « Nous sommes au bord de l'asphyxie », assure Catherine Le Magueresse, la présidente de l'AVFT.

L'absence de versement d'une subvention de 700 000 francs, allouée chaque année par le ministère du travail, mais perdue pour l'instant dans les méandres de la machine administrative, est à l'origine des difficultés financières de l'AVFT. Plusieurs courriers à France Quatremerre, conseillère technique chargée des droits des femmes auprès de Martine Aubry, trois lettres à la ministre elle-même, une autre encore adressée à Lionel Jospin, sont restés sans effet. Le 20 octobre, le directeur-adjoint du cabinet de la ministre de l'Emploi, Yves Barou - sollicité en vain par *Le Monde* -, a reçu une délégation de l'AVFT, promettant un règlement rapide de ce dossier. A ce jour pourtant, la somme n'est toujours pas parvenue à l'association. Le travail de l'AVFT, créée en 1986, son

histoire aussi, en font une structure singulière. Ainsi, la loi de 1992 réprimant « le harcèlement sexuel au travail » relève largement de son inspiration. « Je tiens à rendre hommage », expliquait Véronique Niezert, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, le 22 juin 1992, lors du débat parlementaire, à l'AVFT, car, sans son expérience, sans sa capacité d'analyse des solutions souhaitables, nous n'aurions pu aller aussi loin. » Une fois voté, le texte a trouvé son application grâce à l'action de l'association. « Nous sommes les seules en France à aider les femmes victimes de violence dans leurs démarches juridiques », explique M<sup>me</sup> Le Magueresse.

### UNE QUESTION SOUS-ESTIMÉE

En 1997, pour raisons d'économie, le gouvernement Juppé avait envisagé la suppression pure et simple de la subvention. Une mobilisation du réseau associatif empêcha le pire. Parmi les marques de sympathie, figurait ce communiqué du PS, alors dirigé par Lionel Jospin : « Le Parti socialiste dénonce le mauvais coup ainsi porté à l'AVFT. » Finalement, 600 000 francs, au lieu des 700 000 habituels, furent versés. Puis, au mois de juin, le nouveau gouver-

nement socialiste ajoutait 150 000 francs, en signe de soutien.

Confiante, Catherine Le Magueresse a déposé une nouvelle demande de subvention le 24 décembre 1997. « J'ai expliqué qu'il nous faudrait au minimum 924 000 francs pour pouvoir financer un nouveau poste de conseiller juridique », dit-elle. Les services du ministère lui ont indiqué qu'en tout état de cause, l'enveloppe serait plafonnée à 700 000 francs. Depuis, plus rien. « J'ai du mal à comprendre », assure la présidente de l'AVFT. Nous avons treize ans d'expérience, nous sommes reconnus par les différentes institutions pour notre rigueur dans le suivi des dossiers. »

Même incompréhension, teintée d'impuissance, du côté de Geneviève Fraisse, la déléguée interministérielle aux droits des femmes, directement dépendante du premier ministre, et qui est également intervenue vainement : « La question de la violence à l'encontre des femmes dans le monde professionnel est sous-estimée dans notre société, juge-t-elle. Le travail de cette association est très positif. Elle devrait être particulièrement bien traitée. »

Jean-Michel Aphatie

à 5 minutes de PARIS  
**LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE**  
Une occasion unique de trouver toutes les marques au meilleur prix !  
500 véhicules récents en stock permanent & 600 voitures vendues par mois

TOUR PLEYEL à 300 m

STATION SERVICE  
PARKING VISITEURS  
SERVICE APRÈS-VENTE  
BREAK MONOSPACE  
RETOUR SAISIE  
ARRIVAGE NOUVEAUTÉ  
TOUTES MARQUES  
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m

PEUGEOT CITROËN  
FORD SEAT  
RENAULT FIAT  
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 km

227, bd Anatole FRANCE 93200 ST DENIS - 01 49 33 60 90  
De PARIS Pte de St Ouen, suivre Mairie de St Ouen, puis 300 m - ouvert 7 jours/7

Le Monde  
DOSSIERS DOCUMENTS

**LA GRANDE GUERRE DE 1914-1918**

Numéro de novembre - 12 F

**195 8**

Avis est présent dans 195 gares. vous trouverez d'autres loueurs dans 8 d'entre elles.

**AVIS**

AVIS RECOMMANDE OPEL

LE FEUILLETON  
DE PIERRE LÉPARE  
« La Vie et les Mœurs de Tolstoy »  
de Laurence Sterne  
page 8

Un Hongrois à Hollywood

Antonio Lobo Antunes

Les soliloques d'

مكتبة



سكينة

# Le Monde LIVRES

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

ACADÉMIE  
FRANÇAISE  
Les discours  
de Jean-Marie Rouart  
et Hélène  
Carrère d'Encausse  
pages X et XI

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
page VII

LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAPE  
« La Vie et les opinions  
de Tristram Shandy »  
de Laurence Sterne  
page II

DOSSIER  
A l'occasion des XV<sup>es</sup> Assises  
d'Arles, les traducteurs  
sortent de l'ombre et  
prennent la parole  
sur leur métier  
pages IV et V

## Un Hongrois à Hollywood

Dans ses  
Mémoires,  
le cinéaste André  
De Toth dépeint avec  
une verve pétillante et  
acérée son épopée de  
chasseur d'émotions

**A**u royaume du cinéma, section habileurs, baroudeurs, vieux crocodilles et chauds lapins, les borborygmes de Hollywood en couronnaient trois : John Ford, Raoul Walsh, Fritz Lang. Le quatrième sort du bois en publiant des Mémoires qui, pour les admirateurs de ses films, sonnent comme une revanche, mais ont d'affreux défauts : rancœurs et regrets. Avec son allure de vieux pirate, André De Toth, que Martin Scorsese honore comme un « héros méconnu », reste à plus de quatre-vingt ans un grand professionnel modeste, heureux d'avoir fait partie de ces « fils de pute » qui adorent « simplement faire des films ». Portraits de l'intérieur, annonce-t-il en titre : plutôt qu'un auto-panégyrique, des flash-back dans une chronologie en zigzag, en quête d'une

ly Babits, poète, et Ferenc Molnár, le « Shakespeare magyar » : un trio infernal qui lui recommande « patience et audace ». De Toth rêve déjà d'une conquête de l'Ouest bercée par les romans de Karl May. Mais, avant de devenir un « cow-boy hongrois à la manqué » et d'aller se payer une Buick au pays du Rio Grande, il fait le grommet sur les plateaux hongrois, devient « le laquais d'Evan Eiben ». Ce grand chef opérateur de l'Europe centrale des années 30 lui trouve des boulots à Vienne, l'expédie à Londres rencontrer Alexandre Korda, dont il devient l'assistant de production (en particulier pour *Elephant Boy* et *Le Voleur de Bagdad*).

Dans l'ombre, De Toth aura d'ailleurs tout fait : monteur, décorateur, scénariste réputé pour ses dialogues, producteur délégué. Il fut maître en effets spéciaux (on lui doit le premier film en relief). Nombre de ses prestations ne sont pas créditées dans les génériques. Il a tâté du péplum « merdique » à Cinecittà, du James Bond dans le désert d'Israël, il a touché à tout (avec Lubitsch comme avec Ken Russell), au point qu'on l'avait surnommé « Qui a fait quoi ? ». Il a avalé un œil de mouton pendant le tournage de *Lawrence d'Arabie*, afin de partager avec un cheikh fournisseur de chameaux. Il a vu un lièvre saoul au café noir mordre jusqu'au sang la secrétaire de direction d'un studio, et assisté au strip-tease de l'épouse de Harry Saltzman par trois cygnes enivrés au Dom Pérignon. Il a réalisé les vœux aériennes de *Superman*, tourné les séquences animales du *Livre de la jungle*, de Korda : en dépit de la cocasserie des épisodes de la mise en boîte des scènes avec une panthère noire qui ressemble à un chat de gouttière galeux, un chien danois maquillé en tigre ou un python qui ressemble « à une saucisse trouvée parmi les restes de l'Oktoberfest à Munich », il en déduit qu'il est « beaucoup plus facile de travailler avec ces animaux sauvages qu'avec certains acteurs imbus de leur personne ».

vérité non orthodoxe. « J'ai voulu, dit-il, présenter les personnes réelles masquées par leur façade, non pas les fantômes créés par la légende. » Le volume regorge d'anecdotes inédites et décapitantes sur les mœurs de ce « panier de crabes » qu'est la profession cinématographique, « mais où l'on s'amuse toujours ».

Né en Hongrie en 1906 dans une famille de hauts fonctionnaires de l'empire, André von Toth affiche dès l'école primaire des velléités artistiques. Désireux de créer des chocs émotionnels, il peint, sculpte, écrit : son oncle à pince-nez appelle cela des « bouffonneries » et dénonce son « attitude bohème irresponsable ». Le turbulent jeune homme, que son père aurait aimé voir épouser une carrière de hussard, sera initié aux insurrections poétiques dans les cafés de Budapest par Lorant Baschi, avocat et collectionneur d'art, Miha-

En 1939, il signe cinq longs métrages en Hongrie et filme l'invasion allemande en Pologne. La guerre le propulse vers Hollywood. L'un de ses repaires favoris est le Little Hungary. C'est là, dans cette « Mecque pour tous les expatriés », resto du Sunset Strip, que se retrouve la colonie hongroise. Le morphinomane Peter Lorre qui joue au ping-pong avec le patron, le tyran Michael Curtiz (qui cabosse les voitures dans les parkings parce qu'il « prend des raccourcis pour aller tout droit »), les femmes ouragans à la Zsa Zsa Gabor, les coureurs de Jupons, les amuseurs, les Korda brothers, Molnár et quelques princes à propos desquels court une blague assassine : « Un Hongrois, c'est quelqu'un qui vous laisse passer devant lui dans une porte à tambour mais en ressort avant vous ». Dans la galerie de portraits homériques brossés par De Toth, Sir Alexandre Korda a une place de choix. Impitoyable manipulateur, il se voit comparé au Dr Caligari, au « tonnerre de Zeus » : sa façon de faire des films évoque « les traces d'un cratère dans le sable ». Mieux : « Si tu ne veux jamais pas et que vous vous trouvez sur son passage en vous fendant de douleur avec les tripes à l'air, il pouvait vous plier les boyaux avant de vous accuser d'avoir saisi ses chaussures ». André De Toth n'a pas sa langue dans la poche. C'est avec une verve pétillante, acérée, qu'il dépeint ses rencontres avec les nababs, attentif au détail qui crève l'écran, à la réplique qui fait mouche. Seznick « s'habille comme un clochard » et orchestre ses « conférences de scénario » en chaussettes. Jack Warner, dit « Mâchoire de Granit », avide lecteur de la Bible, porte bottes et éperons. Harry Cohn a des yeux qui forent comme un marteau-piqueur. Tous ces messieurs fracassent leurs bureaux en dictateurs. Nerveux d'acier face à leur avalanche de dictés humillants, André De Toth renvoie l'écho avec arrogance. Fidèle à sa réputation d'Attila des Carpathes, il tient tête à Frank Orsatti, un parrain qui « tenait le lion de la Metro par la queue ». Sur son chemin, on croise



André De Toth et Jack Palance sur le tournage du film « Les Mongols » (1961)

Lent Riefenstahl, que « tout le monde snobe, sauf Walt Disney » ; Raymond Chandler, qui boit du Coca et vend des Chevrolet ; Gary Cooper, qui fait la sieste debout. Veronika Lake, l'une de ses épouses, traîne « un singe sur le dos » : élégante expression pour signifier que la belle blonde n'était pas seulement droguée à la vodka. Homme à femmes, De Toth n'épargne pas tous ces « drôles d'oiseaux ». Une des dames qui passeront dans ma vie était parée de plumes plus nombreuses et plus colorées que celles d'un paon, et elles étaient toujours hérissées. Chronique américaine ? Pas tout à fait. L'écrivain De Toth n'égare pas seulement la litane de ses aventures

hollywoodiennes. Il reste discret, par exemple, sur ses plus beaux westerns (*La Chevauchée des barbares*, *La Rivière de nos amours*), préférant retracer en un mirobolant kaléidoscope l'épopée internationale d'un chasseur de sensations.

À l'occasion de la sortie de l'autobiographie d'André De Toth, une rétrospective de ses films est programmée sur Ciné Classics et Ciné Cinéma.

**FRAGMENTS**  
Portraits de l'intérieur  
(Fragments, Portraits  
from the Inside)  
d'André De Toth.  
Traduit de l'anglais  
(États-Unis)  
par Michelle De Toth  
et Jean-Pierre Coursodon.  
Institut Lumière/Actes Sud,  
590 p., 180 F.

## Les soliloques du désespoir

Antonio Lobo Antunes attache ses héros à la zone obscure de leur passé et de leur solitude

LA SPLENDEUR  
DU PORTUGAL  
(O Esplendor de Portugal),  
d'Antonio Lobo Antunes.  
Traduit du portugais  
par Carlos Batista,  
éd. Christian Bourgois,  
528 p., 160 F.

**L**a violence qui sourd de ses livres est celle du désespoir le plus pur. Rien à voir avec les chagrins de salon, les tristesses passagères, les petits fléchissements de l'optimisme. Chez Antonio Lobo Antunes, toute joie est mort-née. Chacun des livres de cet extraordinaire écrivain portugais porte, à sa source, l'ombre d'une désolation qui engendre un vertige et, presque, un mouvement de recul. D'autant que ses textes sont le plus souvent d'un accès difficile, conçus comme une immersion dans les mouvements les plus infimes de la conscience, dans un temps où le temps n'a plus cours sous sa forme ordinaire. *La Splendeur du Portugal* s'inscrit dans la droite ligne d'une œuvre absolument singulière, in-

tense et abondante. Les obsessions de Lobo Antunes s'y retrouvent en rangs serrés, depuis l'Angola et le Portugal jusqu'à l'enfance, la déchéance, la folie et la mort.

Trois enfants et leur mère font entendre leurs voix dans trois parties distinctes, dont les chapitres sont identifiés par des dates. Chaque fois, les voix se croisent sans se rencontrer, sans jamais percer l'épaisse gangue de solitude qui les oppresse et les étouffe. Tant il est vrai que le roman ne contient presque aucun vrai dialogue, seulement des morceaux de phrases jetés dans le vide, des prémisses auxquelles personne ne répond, des aveux que nul n'entend. Carlos, Rui et Clarisse, les enfants, sont installés à Lisbonne, où ils tournent en rond dans la cage indestructible que leur a forgée leur passé. La mère, elle, est restée en Angola, le pays ravagé par la guerre où elle survit misérablement. Lorsqu'ils prennent la parole, les personnages de Lobo Antunes remontent invariablement le fil tortueux de leur histoire. Une histoire

brouillée dès l'origine par des filiations qui ne sont pas ce qu'elles auraient dû être. Ce secret, cet inavouable secret que tout le monde connaît mais dont nul ne parle ouvertement, constitue le point de ralliement des soliloques imaginés par Lobo Antunes. C'est la zone obscure enkystée au cœur des esprits, l'enclos vers où convergent tous les griefs et toutes les afflictions. Au lieu de placer cette question des origines en tête des différents récits, comme une affaire dont découleraient les autres, l'auteur l'a nichée au cœur des textes attribués à ses protagonistes.

Centré sur la filiation, le roman fonctionne d'ailleurs souvent comme un processus de gestation. Il y a de la grossesse dans la façon dont un texte en italiques s'insinue sous le texte principal, poussant et cognant pour se faire une place, pour faire entendre ce que l'esprit ne veut pas savoir. Ce courant sous-marin ressemble à une sorte de monstre, qui tarabuste les personnages et fait de leurs monologues un emboîtement de plusieurs niveaux de conscience – matérialisés

par un découpage graphique du texte très particulier. Réfléchissant à sa vraie nature, Carlos dit : « Le moi biotti en moi-même se taisait au fond de moi être. » L'accouchement, forcément difficile, est évoqué par des mots qui parlent d'expulsion, lorsque la mère dit, par exemple : « Comme si chaque syllabe, chaque lettre était une incisive aux racines partant du menton jusqu'au cerveau que l'extrémité de moi-même. »

Suggérant à la perfection la profonde complexité de l'être, Lobo Antunes recourt aux mélanges de temps, comme il l'a fait dans d'autres romans pour montrer que l'existence émotionnelle peut faire coïncider passé, présent et futur. Décousu en apparence, le temps n'est en réalité scindé que par des horloges intérieures, dont les aiguilles ne coïncident pas d'une personne à l'autre. Au milieu de ce désastre humain, où le malheur vient en même temps que la vie, seule la nature parvient à pousser vers le ciel sa force carnivore qui n'attend rien. Les personnages d'Antonio Lobo Antunes, eux, vivent et meurent d'attendre une rédemption, une seconde naissance qui ne viendra pas.

## ZOË JENNY LA CHAMBRE DES POLLENS

roman  
traduit de l'allemand par Nicole Roche



« Le nouveau phénomène de l'école stylo-scalpel. Cet ange au regard clair et à la voix fluette exécute en 120 pages une génération de parents trop pressés de vivre pour élever leurs enfants. »

— Jean-Pierre Coursodon

— Jean-Pierre Coursodon

DU MONDE LITTÉRAIRE

GALLIMARD







REPRODUCTION INTERDITE

مكتبة من الكتب

# Gengis Khan héros de western

Ancien jockey, responsable de la rubrique hippique à « Libération », Homéric - prix Médicis pour ce « Loup mongol » - retrace au grand galop une épopée orientale

LE LOUP MONGOL de Homéric. Grasset, 464 p., 138 F.

**G**engis Khan fascine. « Fils du ciel », le conquérant mongol n'est pas seulement une figure pour historien. Si, à la suite de René Grousset (*Le Conquérant du monde*, 1944), Michel Hoang et Jean-Paul Roux (1) ont éclairé la furieuse épopée de ce chef légendaire, contemporain du plus sobre Capétien Philippe Auguste mais aussi des ultimes épisodes de la geste du Graal, autrement sanglants que Bouvines, les romanciers y ont trouvé matière à d'autres projets littéraires. Ainsi le japonais Yasushi Inoue a-t-il proposé sa lecture d'un irrépressible besoin de conquête dont le mystère le captivait (*Le Loup bleu*, 1963). La tentation impérialiste nipponne de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle jouait peut-être moins que l'écho littéraire de Miyamoto no Yoshitsune, héros guerrier du *Dit des Heike* dont la légende veut qu'il ne soit pas mort, mais parti gagner les hauts-plateaux mongols où il se serait métamorphosé en Gengis Khan.

Pour Homéric - de son vrai nom Frédéric Dion, l'auteur de ce premier roman à conserver le pseudonyme dont il signe la rubrique hippique qu'il tient à *Libération* - le lien est plus simple encore. Le Cheval. Ancien jockey dont les premiers pas littéraires avaient été *Oursi*, le *roi fainéant* (Presses de la Renaissance, 1989) et *L'Aventure de Mazeppa* (Calmann-Lévy, 1993), Homéric prête à son narrateur, le sage Bo'orchou, des poèmes à la gloire de son cheval Pour d'Ours qu'il lui fredonne tout contre l'oreille : « Tu es mes jambes/ Cheval de miel/ Tu es mon cœur/ Ami fidèle/ Mais plus encore/ Tu es ma vie... » Hymne



FRÉDÉRIC DION

raffiné dont les hardis mongols confirment abruptement le message : « Ne cherche pas à aimer une femme plus que ton cheval car tu y perdrais, et ce que tu as de plus précieux également, ton âme. »

Il est vrai que les vastes espaces parcourus par les tribus mongoles ne favorisent guère l'éclosion d'une courtoisie parallèle à celle qui gagne à la même époque le monde viril des guerriers d'Occident. Cet univers suffoquant d'énergie, cru et cruel, a sans doute la même vitalité juvénile que rien ne semble pouvoir entamer. Mais la trace sanglante que Gengis Khan a laissée dans les mémoires, façonnant des légendes dont l'effroi se conserve quand le détail s'en perd, n'est pas au cœur de ce western d'extrême-Asie.

Ces peuples nomades dont le seul dieu efficace est le cielste Tengri sont fils du Loup bleu venu du ciel et de la Biche fauve sortie des ondes. Ce panthéon restreint laisse assez de champ aux héros des steppes, moins contraints et plus spontanés que leurs grands frères de l'Illade. Les violents et pillages ne se comptent plus, les têtes et membres tombent, tranchés avec une santé presque allègre, les supplices se font toujours plus ténus au contact des inventions venues de Chine. Pourtant, comment ne pas penser à l'incroyable attachement de Patrocle et d'Achille en observant, au cœur de ces tumultes violents, poursuites exténuantes et vengeances répétitives, l'indéfectible lien qui unit Bo'orchou et Témoudjin (c'est le nom de celui que nous appelons Gengis Khan). Frères d'armes et de sang - la cécité par laquelle les deux jeunes hommes mêlent leur sang au lait pour en asperger la terre, les quatre directions cardi-

nales et leurs chevaux bien sûr, avant de s'en abreuver, est décrite avec une sobriété magique - les deux amis sont confondus désormais dans un même corps, des Andes de légende.

Et les légendes colportées, les figures terribles et douces des parents et des épouses, féroce ment sanctionnées parfois car la pitié n'a pas cours dans cet univers simple comme un jeu d'enfant, ne déparent pas un récit aux fulgurantes répétitions. Emporté par sa fascination pour un personnage et un espace dont on le croirait nostalgique, Homéric cravache avec une énergie qui rend presque trop brève cette épopée orientale aux saveurs âcres et envoiées. Empruntant le coup d'œil du cinéaste - on pense souvent à la majesté tranquille d'Urga, de Nikita Mikhalkov -, le romancier sait rendre présente l'immensité balayée par les vents et parcourue par les hommes avec une grâce confondante.

Eloge de la steppe, de la pureté des ruisseaux, de la beauté des chevaux, celle des femmes aussi, « qui parfois amplifiait la blessure portée dans un cœur viril ». Eloge des grands espaces et de la montagne. Écoutons Témoudjin vanter « le marchepied de Tengri, ses matresses. De son souffle, il les caresse sans cesse (...). C'est par elles qu'il enfante la terre. (...) Si la terre enfante le monde, c'est par elle que la vie palpitait car elles sont non seulement un écorce pour les âmes, mais également le lieu où il dispose ses messages. Et n'est-ce pas pour les déchiffrer que les vœux s'y éteignent quand ils s'en vont mourir ? »

L'épopée cache une leçon de dépassement. Des premiers pas menés au grand galop.

Philippe-Jean Catmichi

(1) Respectivement Gengis Khan (1988) et Histoire de l'empire mongol (1993), tous deux chez Fayard.

# Amour de crise

Bertrand Visage situe l'action de son livre dans un Paris futur, rongé par la désolation

HÔTEL ATMOSPHERE de Bertrand Visage. Seuil, « Fiction & Cie », 198 p., 110 F.

**O**n a dit de Bertrand Visage qu'il était un écrivain baroque et luxuriant, un fils du Sud, un amoureux de la lumière italienne. Plusieurs de ses précédents romans - notamment *Tous les soleils* (Seuil, prix Femina 1984) - le donnaient en effet à penser. Mais ici, dans le Montmartre rêvé des années 2010 où il situe l'action restreinte et énigmatique d'*Hôtel atmosphère*, la lumière est voilée, glauque, d'un jaune tirant sur le gris. Et encore, « il fallait s'estimer heureux que l'inconscience humaine n'ait pas encore trouvé le moyen d'éteindre la lune ».

Paris, en ce temps-là, ne brûle plus d'aucun feu. Un peu partout des barrières de péage, « espèces de douanes sauvages », ont été mises en place, d'abord « dans les arrondissements luxueux de la Madeleine, au Palais-Royal, au Châtelet, au pont de Sully ». La « gangrène » s'étend : « Le Marais a jugé lui aussi que ses précieux pavés ne seraient plus foulés gratis. » Des miliciens « de plus en plus insomniaques, organisés, affamés » gardent ces octrois, avec, agrafés sur le tee-shirt, une « flamme tricolore » de bien mauvais augure. On paye en euros, monnaie de singe qui mesure la pénurie plus que la richesse promise naguère. Le temps est à la crise, à la misère lente et insidieuse. « On se souvient que cette année-là, 2010, la dépression économique avait atteint un pic angoissant, abyssal, retirant le pain de la bouche et l'emploi à cinquante pour cent de la population active. »

Les citoyens sont devenus des ombres. Mais ces ombres sont vivantes, humaines. « Une certaine désolation sociale engendre quelquefois des attitudes de candeur surprenantes. » Candides, les trois personnages principaux de Bertrand Visage

le sont à leur manière. Lucas, le narrateur, l'amant ; Gil, « Gilda Clarisse, père résistant, assassiné », « tranquille petite figure archi-simple qui m'avait obligé de me lever d'entre les morts » ; Acham, le mari. Ils forment une sorte de trio amoureux, mais comme détourné de son usage bourgeois et ordinaire. A cela, Bertrand Visage substitue une question plus grave : que devient l'amour en temps de catastrophe ? Que reste-t-il alors des sentiments, des affections, des désirs ? L'essentiel, semble répondre Visage, qui ne cultive aucune vision morbide, ne s'enchaîne de nulle désespérance artifice.

Cet essentiel, bien qu'il ne le souligne jamais, porte un nom : la compassion. La non plus, le romancier n'en fait pas trop. Les détours surprenants de son récit suggèrent que, en un temps vraisemblable - le réalisme, même s'il est crépusculaire, supplante ici, subvertit, la science-fiction - où le désastre devient certain, l'attention à autrui, le secours, l'amour lui-même, face au « désordre silencieux des choses qui ne sont pas dressées contre les hommes mais seulement indifférentes à eux et sans consolation », demeurent des ressources humaines. « Sur un homme un peu dévot, l'amour que donne une femme prend une solennité spéciale. » Dans les décombres d'un monde exsangue, il faut partager, s'aimer à plusieurs - dans le sens le moins graveleux du terme. Gil le dit en une page lumineuse. L'épilogue le démontre à sa manière.

A la fin du livre, Visage apostrophe le lecteur afin de le détourner d'une attente supposée : celle de lire un éloge de la beauté de Gil ; la consistance étrange qu'il donne à son héroïne n'obéit, de fait, à aucune convention connue. Par la voix du narrateur, voix de fiction et d'outre-tombe, Bertrand Visage, loin de tout misérabilisme, cherche à accrocher l'idée, ou le rêve, que le monde peut être, tout simplement, meilleur.

Patrick Kéchichian

# Des chiens très littéraires

Mélange d'humour, de mélancolie voilée et de charme discret, le livre de Roger Grenier rend ses lettres de noblesse à la gent canine

LES LARMES D'ULYSSE de Roger Grenier. Gallimard, « L'un et l'autre », 172 p., 90 F.

**P**aul-Valéry dessinait des chiens pendant ses loisirs, et André Malraux des chats pendant les conseils des ministres. A chacun son bestiaire et ses fantasmes. Les chiens étaient une énigme pour l'auteur de *Monsieur Teste*. Sans doute s'interrogeait-il sur le mystère des relations que l'espèce humaine entretient avec la gent canine. De son côté, Roger Grenier affirme que celle-ci n'aura « jamais fini de [l]étonner ». Voilà pourquoi, après avoir écrit des essais sur le docteur Tchekhov et sur Fitzgerald le magnifique, pour la collection « L'un et l'autre », il y fait entrer cette méditation sur les chiens. Il leur confère en quelque sorte leurs lettres de noblesse. Ils avaient sûrement besoin que l'on fit leur éloge et que l'on prit leur défense, car ils n'ont pas une très bonne réputation dans la langue française. Leur patronyme est a priori péjoratif. Ils sont les grands malchanceux des dictionnaires. Pour un compliment : « avoir du chien », combien d'expressions qui servent à dénigrer ! Par exemple, « un temps, une humeur, une vie de chien ». Et le mot chiennerie qui désigne l'avarice autant que la lubricité. Et canaille qui vient de canis, comme cynique de kynos. Sans parler de « mourir comme un chien » et d'être reçu ou traité de la même façon. Les chats sont mieux lotis.

Pourtant, dans ses rapports avec la gent canine, « c'est toujours l'homme qui est débiteur », comme le remarque Roger Grenier. Tel individu, « ivrogne, méchant et stupide », sera abandonné par tout le monde, sauf par

son caniche. Modèles de fidélité, les chiens apparaissent parfois comme le dernier recours contre l'ingratitude, le désamour et la solitude. En outre, lorsqu'ils essaient de comprendre ce que désirent les humains, ils accomplissent des efforts méritoires pour dépasser les capacités de leur entendement. Ils vivent très souvent au-dessus de leurs moyens - ce qui donne généralement la migraine. Est-ce cela que l'on appelle « une chienne de vie » ? Roger Grenier observe également que, dans certains cas, le maître et le chien « finissent par se ressembler physiquement ». Reste à savoir lequel imite l'autre. Raymond Devos a quelques idées sur la question.

Avec ce livre, où Roger Grenier les « traite » de sa manière habituelle - mélange d'humour, de mélancolie voilée et de charme discret -, les chiens font leur rentrée littéraire. On les pensait moins « lettrés » que les chats, pensionnaires préférés des maisons d'écrivains, à l'aise chez Mallarmé comme chez Colette ou chez Léautaud. Il faut se détromper. Roger Grenier recense les auteurs qui ont parlé des chiens. C'est impressionnant. Dans le désordre chronologique, cela va de Rivarol à Queneau, de Sartre à Jack London, Virginia Woolf, Baudelaire, Fitzgerald, Camus, Larbaud, Samuel Butler, Faulkner, Tchekhov, Racine, Aristophane, Ivan Tourgueniev, Romain Gary, Milan Kundera, Pierre Gascar et Schopenhauer. Roger Grenier distribue des bons et des mauvais points à tout ce joli monde. Tchekhov, Emmanuel Levinas, Rilke et Virginia Woolf obtiennent, je crois, les meilleures notes. « Quels braves

gens, les chiens ! », disait l'auteur de *La Mouette*. Levinas paraît confirmer ce propos quand il raconte que, dans l'Allemagne nazie, seuls les chiens errants regardaient encore les déportés comme des hommes. Rilke, pour sa part, fut très chagriné lorsqu'il surprit « le regard de reproche » que « le chien de Lou Andreas Salomé lançait à sa maîtresse » avant de mourir. Quant à Virginia Woolf, elle a réussi la performance d'évoquer la vie d'Elizabeth Barrett-Browning à travers le comportement, les regards et les « pensées » de Flush, le cocker de celle-ci.

Roger Grenier laisse entendre que nos sentiments à l'égard des animaux de compagnie sont des révélateurs de notre âme. Lui-même se permet quelques aveux. « Aimer les chiens ne va pas sans désespérer plus ou moins des hommes », dit-il en passant, à demi-voix. Au fait, pourquoi ce titre, *Les Larmes d'Ulysse* ? Parce que, de retour à Ithaque, le héros de *L'Odyssée* pleura lorsqu'il retrouva son chien. Et parce que le braque de Roger Grenier s'appelait également Ulysse. L'inconvénient des animaux de compagnie, c'est qu'ils ont une vie brève. Ils meurent avant leurs maîtres. A notre époque, les livres subissent le même sort. « Et si la littérature était un animal qu'on traite à ses côtés, nuit et jour, un animal familier et exigeant, qui ne vous laisse jamais en paix, qu'il faut aimer, nourrir, sortir ? Qu'on aime et qu'on déteste. Qui vous donne le chagrin de mourir avant vous, la vie d'un livre dure si peu, de nos jours », écrit Roger Grenier pour conclure. Sous sa plume, les épaveurs, les labradors et (naturellement) les braques deviennent des métaphores de la condition littéraire. Métier de chien.

# Le passeur d'Anglais

CE VICE IMPUNI, LA LECTURE Domaine anglais, suivi de Pages retrouvées de Valéry Larbaud. Edition revue et complétée par Béatrice Mousli, Gallimard, 676 p., 190 F.

**D**omaine anglais vit le jour en 1925 dans la collection « La Phalange », dirigée par Jean Royère, chez Albert Messein. Dans l'édition qui parut en 1936 (Gallimard), Valéry Larbaud, après avoir hésité à remanier ses pages, en reprit toute la substance « provisoire », l'augmenta des études les plus importantes à ses yeux qu'il avait publiées entre-temps. En 1951, l'édition des *Œuvres complètes de Larbaud*, entreprise par Robert Mallet - l'écrivain étant encore vivant, mais paralysé et apasique -, donnait en appendice plusieurs textes complémentaires. Une nouvelle édition est aujourd'hui proposée par Béatrice Mousli, récente biographe de Larbaud (Flammarion) : celle-ci reprend, en première partie, l'édition de 1936 (écrits d'Angleterre, des Etats-Unis et d'Irlande) et l'augmente d'une bonne cinquantaine d'articles, éparpillés de 1904 à 1949 dans de petites revues.

Ces textes de Valéry Larbaud sur Coventry Patmore, dont il préface les poèmes traduits par Claudel (1912), sur Samuel Butler, sa conférence sur James Joyce (1921) et encore ses études sur Whitman, Poe, Paulinier, Hardy et d'autres le placent dans la lignée des grands écrivains anglicistes - depuis l'abbé Prévost, Voltaire, jusqu'à ses « modèles » Amédée Pichot et Philarrète Chables : introducteur militant de nombres d'écrivains, il fut, entre les spécialistes universitaires de la *Revue anglo-américaine* et les souvent piètres traducteurs de son temps, un passeur scrupuleux, attentif avant tout aux lecteurs du « domaine français ».

Claire Paulhan

**Livraison**

**PÈRE, IMPAIR ET PASSE**, de Laure Charpentier. Elle se prénomme George, comme Sand. Elle déteste son père, non sans être fascinée par un personnage hors du commun. Jouer comme on est alcoolique ou cocaïnomanie, c'est un destructeur. Alors que sa mère se montre femme soumise, George se veut une autre vie. Elle lui sera offerte par la riche Inès qui ne l'introduit pas seulement dans les milieux de la littérature. Il y a aussi les clubs lesbiens clandestins et sordides, une vie nocturne aux fausses joies dans lesquelles elle se perd. Auteur de *Toute honte bue* (Denoël), Laure Charpentier écrit sans les hyperboles ou les laborieuses recherches de vocabulaire pour faire vrai qu'on peut craindre d'un tel sujet. « Je bus à en mourir », cinq mots simples et une ambiance est créée. Le récit, d'un ton familier, fait vivre un univers qui ne va pas sans violence et où tout semble en impasse, et pourtant, « certains chemins de croix ne se terminent pas forcément au Golgotha. » (Denoël, 252 p., 90 F.)

P.-R. L.

Pourquoi la République reste-t-elle au cœur de nos passions ?

PHILOSOPHIE DE LA RÉPUBLIQUE

PLON









# Nabokov, par lui-même

Vladimir Nabokov a vécu une vie en trois langues - les « trois grandes », le russe, l'anglais, le français -, ce qui serait banal s'il n'était, en russe et en anglais, un des romanciers majeurs de notre siècle, et - ce qu'on sait moins - un traducteur unique en son genre. Toute sa vie, Nabokov, trilingue depuis l'enfance, a traduit : de la prose, de la poésie ; ses œuvres et celles des autres ; il a traduit du français vers le russe, de l'anglais vers le russe ; du russe vers l'anglais ; et même du russe vers le français. Né en Russie, en 1899, dans une famille aristocratique et libérale, chassé après 1917 par les tempêtes politiques vers l'Allemagne et la France, puis, en 1940, vers les États-Unis, les aller et retour d'une langue à l'autre ont rythmé son œuvre : il est peut-être surtout le romancier du passage entre les langues. Le jeune Nabokov exilé écrit en russe. *La Défense Loujine*, *Don* sont des romans russes. Quand les éditeurs confient son œuvre à des traducteurs professionnels de bon aloi, sa réaction ne se fait pas attendre : ce sont des gens, dit-il, qui font « boudes sur boudes », déforment, aplatissement, méconnaissent, gâchent, massacrent le travail de précision de l'écrivain. Nabokov se proclame seul maître et stratège des passages : il sera son propre traducteur. Mais, à s'autotraduire, il découvre que le monde énoncé en anglais diffère douloureusement du monde énoncé en russe : qui dit traduction dit réécriture. Puis écriture : une démarche créative se met en place où l'autotraduction prend la forme d'une aventure littéraire renouvelée. D'où les avatars de l'autobiographie que Nabokov, s'installant aux États-Unis, met en chan-

Hélène Henry

## « Collaboration de sensibilités »

Brice Matthieussent et Jim Harrison ; Claude Bleton et Arnaldo Calveyra : quatre regards croisés sur les liens qui unissent auteur et traducteur

O n raconte que, un jour, un auteur fut harcelé de tant de coups de téléphone et de lettres de sa traductrice, séduite et saisissant tous les prétextes pour lui demander telle ou telle précision, qu'il pria l'éditeur de suspendre la traduction. On parle aussi d'auteurs jaloux, soupçonneux, accusant « leur » traducteur d'avoir sous-traité une traduction et de les avoir « lâchement abandonnés ». Ou de belles amitiés nouées depuis belle lurette entre un traducteur et un auteur, qui meurent brutalement lorsque l'un ou l'autre d'eux rencontre la femme ou l'homme de sa vie. Cette complicité si particulière, née d'une intimité « exorbitante mais qui se pose d'emblée comme une évidence parfaitement normale » selon Brice Matthieussent, traducteur de longue date de Jim Harrison, ne ressemble à aucune autre. Arnaldo Calveyra, l'auteur de *Si l'Argentine est un roman* (Actes Sud, « Le Monde des livres » du 25 septembre) en donne quelques clés : « Travailler avec un traducteur est un moment béni pour un auteur. Cela signifie avant tout s'éloigner du texte, le relire - mais cette fois en présence d'un témoin, d'un regard d'exception, celui du traducteur - comme j'aurais été incapable de le faire tout seul. L'arrivée du traducteur s'apparente à un miracle : il va nous faciliter les choses et, tout en faisant son travail de traducteur, nous aidera à parfaire le nôtre, celui d'écrivain. »

Le traducteur, parce qu'il lit avec une attention extrême, se retrouve à un moment ou à un autre confronté à des erreurs factuelles : un personnage qui rajeunit ou vieillit curieusement ; un dialogue devient incompréhensible suite à l'omission de quelques lignes. Mais la collaboration peut aller au-delà. Claude Bleton, qui a traduit Calveyra à partir du manuscrit, raconte : « Mon amitié avec Arnaldo s'est construite en même temps que se construisait la traduction de *Si l'Argentine est un roman*. A mesure que je l'informais de mes doutes, je prenais conscience qu'il en avait tout autant. L'auteur, s'il détient un savoir, n'est cependant pas le maître absolu de ce qu'il écrit : j'ai appris que si la traduction n'est jamais

définitive parce que perfectible, il en va de même du texte du créateur. Je me rappelle lui avoir demandé si dans une phrase le sujet était la terre ou le soleil... Arnaldo a longuement regardé la phrase en question, puis, il s'est un peu penché vers moi et, presque sur le mode de la confidence, m'a soufflé : « Je ne sais pas, peut-être les deux, qu'en pensez-vous ? Comment savoir ? » Souvent lorsque je lui posais des questions, il trouvait que le texte pouvait être élagué, enrichi. Tandis que je m'évertuais à trouver comment rendre en français sa prose si légère et enveloppante, Arnaldo profitait de mon regard lointain (par la langue) pour reprendre son texte et le dépouiller de ce qui - selon lui - le paraissait encore d'attraits superflus. »

Brice Matthieussent avait déjà traduit *Delva* (1) et *Faux-Soleil* avant de rencontrer Jim Harrison : « Nous avions eu de nombreux échanges de lettres concernant des problèmes spécifiques : argot du *Middle West*, noms d'animaux ou

de plantes, particularismes culturels soit américains, soit indiens... Puis tout a commencé par une sorte de timidité réciproque. C'était en 1990, dans le *Michigan*. Jim avait préparé du ragoût d'ours, et pour les repas suivants, grouses, bécasses, poissons du lac Michigan, tête de cochon cuite au four : de quoi transformer notre timidité en quelque chose de plus chaleureux qui, au fil des jours, s'apparentait de plus en plus à de la connivence. » Cette connivence est double : gastronomique - ils ont un projet qui leur tient à cœur : louer une limousine à Paris et descendre en une ou deux semaines jusqu'à Marseille en s'arrêtant dans toutes les bonnes caves qu'ils rencontreront en chemin - et littéraire, ce que Jim Harrison appelle alors « une collaboration de sensibilités ».

Ce n'est pas par hasard que Jim Harrison a étudié à l'université la littérature comparée : lorsqu'il passe en revue sa bibliothèque, il vérifie que ses goûts littéraires couvrent le monde. Mais, dit-il, « pour comprendre comment une nation peut recevoir la littérature d'une autre nation, rien de tel qu'un exercice de traduction : s'y révèle le nœud de toutes les difficultés. Je n'ai

## Tissage à deux mains

Les histoires de couples sont aussi celles de ces traducteurs qui, du fait des exigences d'une œuvre, forment un duo à une voix

P arfois les traducteurs travaillent à deux : par exemple lorsque l'un se livre à une traduction au mot à mot, avant qu'un autre élabore une traduction plus coulée à partir de cette première version. Certaines œuvres sont d'une telle exigence que le traducteur « a besoin de ne pas être seul » : c'est le cas des romans de Cormac McCarthy, traduits en français par François Hirsch et Patricia Schaeffer (1), sauf *Suttree*, dont la traduction est due à Isabelle Reinhard et Guillemette Belleteste (2). François Hirsch insiste sur « la puissance d'évocation et la précision des images » de la langue de McCarthy, qui imposent aux traducteurs, avant toute tentative de transposition, un processus de visualisation, voire de mise en scène.

Idéalement, comme le traducteur s'efface derrière l'auteur, le couple se confond dans la traduction : « J'ai vraiment l'impression d'avoir fait un texte unique à deux, un tissage dont on ne verrait jamais les coutures », constate Isabelle Reinhard. En relisant régulièrement à distance leurs traductions mutuelles, qui portaient à chaque fois sur de courts passages du roman, et en lisant le tout lors d'un ultime huis-clos, elles ont su éviter la rhapsodie. Mais « il y avait aussi un aspect cruel, se souvient Isabelle Reinhard. On se mettait à nu, alors qu'habituellement on propose toujours une traduction présentable, même pour une relecture. »

D'autres préfèrent lutter pied à pied à la même table de travail. Malgré cela, le travail en couple semble être un moyen exceptionnel de répondre à la particularité de certains écrivains. Et d'abord ceux qui affichent leur goût pour le multiple, comme Paco Ignacio Taibo II, souvent cotraduit par René Solis et Mara Hernandez (3).

Dans ces romans policiers polyphoniques, construits comme des mosaïques d'histoires, « chacun de nous deux traduit une ou plusieurs trames narratives cohérentes », explique René Solis. Dans ces associations, chacun des deux traducteurs est un filtre précieux où peut se prendre un peu de la poussière du texte que l'autre craint de ne pas voir... ou ne se croit pas capable de voir : « Quand j'ai abordé l'œuvre de Clarice Lispector (4), je craignais ce défi de me mettre dans le "je" d'une femme, raconte Jacques Thieriot. J'ai alors fait appel à ma femme, Teresa, et je me suis rendu compte que traduire Clarice Lispector revenait à assumer ma part féminine. »

- (1) Actes Sud et Éditions de l'Olivier.
- (2) Actes Sud et en poche (« Points » Seuil).
- (3) Rivages.
- (4) Éditions des Femmes.

“Écrire, forme ultime de liberté.”

Philippe Sollers  
Vision à New York  
Entretiens avec David Hayman

folio

aduction

Jorn Riel  
PAGE 189  
19 novembre  
1998

(1) Les livres de Jim Harrison sont publiés chez Christian Bourgois (en poche 10/18) et chez Robert Laffont.







LES FEMMES OU  
LES SILENCES DE L'HISTOIRE  
de Michèle Perrot.  
Flammarion, 494 p., 149 F.

LES FEMMES  
ET LEUR HISTOIRE  
de Geneviève Fraisse.  
Folio Histoire, 618 p., 57 F.

LE SEXE DU SAVOIR  
de Michèle Le Doeuff  
Aubier, « Alto », 378 p., 130 F.

## Traces de femmes



Longtemps muettes, sans  
histoire, sans archives,  
elles donnent désormais  
de la voix. Et se penchent  
sur leur passé, scrutent  
ce qu'on peut en savoir.  
En historiennes et en  
philosophes. Et ce n'est  
qu'un début

« Les femmes ont-elles une histoire ? » Jusqu'à la monumentale *Histoire des femmes en Occident* dont elle a dirigé les cinq tomes avec Georges Duby, et jusqu'à ce recueil d'études. La même interrogation, envisagée d'un point de vue plus philosophique, se retrouve dans les travaux de Geneviève Fraisse. Coauteur avec Michèle Perrot du volume 4 de *L'Histoire des femmes*, Geneviève Fraisse rassemble également une série d'articles touchant à ce vaste domaine. Si bon nombre de références sont voisines, la perspective est distincte. Il s'agit pour Geneviève Fraisse de retrouver « le sens, la logique, les fondements de l'acte féministe dans l'histoire ». De manière plus radicale, contre tout ce qui inscrit les femmes dans la nature, contre la tendance à les définir par leur seul corps et par la perpétuelle et invariable différence de leur place dans la reproduction, Geneviève Fraisse s'emploie à montrer que les femmes sont comme des traces variables de l'histoire, que la différence sexuelle elle-même est soumise à l'historicité. La grande affaire – autant que le partage du pouvoir, des droits, du monde... – c'est d'abord le partage de la raison, l'égalité d'accès au savoir. Nous en sommes encore loin ! En dépit de leur accès aux universités et aux travaux de recherche, les femmes sont continuellement soupçonnées d'être aporhèmes si elles en savent plus qu'elles ne doivent.

« Une jolie collection de lettrées et savantes, écrit Michèle Le Doeuff, n'abolit pas l'exclusion de principe des femmes hors du savoir. » Elles perdraient nécessairement en charme, en « féminité », en ardeur lascive dès qu'elles gagnent en connaissances scientifiques et en précision conceptuelle. Ou le sexe, ou la science. La bibliothèque ou l'orgasme. Il faudrait choisir. Leur coexistence n'est toujours pas évidente – dans la tête des hommes, en tout cas. De la vivacité de cette discrimination, Michèle Le Doeuff donne une série d'aperçus qui ne manquent ni de verve ni de gouaille. Les esprits sérieux-chagrins discernent dans cette veine polémique des traces de femmes, mais comme on dit des traces de doigts – quelque chose qui ne fait pas net.

Il est dommage de ne pouvoir entrer dans le détail de ces volumes, pour en suivre les argumentations comme pour en comparer point par point et les démarches et les conclusions. En s'en tenant simplement aux philosophes cités, sans doute pourrait-on composer une terrible anthologie. La misogynie des grands penseurs est en effet insaisissable et consternante. Tandis que Pythagore – était-ce donc il y a si longtemps ? – allait répétant : « Une femme en public est toujours déplacée ». Spinoza range ensemble « le défilant, la bavardise, l'enfant ». Rousseau célèbre « la précieuse moitié de la République », pour mieux la laisser au chaud à la maison, loin des voix et des assemblées. Et Platon ! Et Nietzsche ! Ah, les sages ! Presque tous, à de rares exceptions près, ces vieux et respectables sages, ces guerriers de l'esprit qui entendent vivre sous la conduite de la raison, quand ils parlent des femmes... quels enfants ! Des enfants, ou rien que des hommes ?

★ À signaler également : *Le Consentement amoureux*, Rousseau, les femmes et le chef de Claude Habib, Hachette, « Forum », 296 p., 120 F. L'Europe et les Femmes. Identités en mouvement, d'Agnes Hubert, préface de Jérôme Vignon, éd. Apogée, 192 p., 120 F.

Dans l'histoire, les femmes n'existent qu'à l'état de traces. Il faudrait entendre cette affirmation en plusieurs sens. Dans les récits, descriptions et analyses des faits et gestes du passé – les « hauts faits » aussi bien que les « petits gestes » – on ne les rencontre généralement qu'en quantité négligeable. Les figures féminines apparaissent diluées dans la vie quotidienne, absorbées par le soin des enfants, l'entretien du foyer, la répétition sans fin des repas et des lessives, au mieux la transmission des contes. Ou bien sorcières, ou courtisanes. Aux franges de l'ordre, à combattre, dangereuses dès qu'elles sont à peine plus libres. Jamais affirmées pour elles-mêmes, censées ne pas se plaindre ni même s'exprimer véritablement. C'est très rarement que s'entrevoit une silhouette de femme singulière, autonome, existant vraiment. Presque toujours, un rôle fige leurs visages, un masque définitivement les enveloppe. Et rien n'en reste dans les archives, sauf les patrons de ces modèles convenus. Les femmes seraient-elles tout à fait, de siècle en siècle, comme absentes ou muettes, sans monuments comme sans pouvoir ?

Ce n'est pas si simple, on s'en doute. Au hasard des héritages, des ventes, des transmissions familiales, il arrive par exemple que surgissent, oubliés dans une malle ou dissimulés sous une reliure banale, le journal d'une femme d'hier, quelque correspondance d'amies intimes – des traces. Michèle Perrot s'est vouée à les scruter, longuement,

avec bonheur et finesse. Elle les débarrasse de la poussière qui leur voile, les éclaircit. Histoire de faire sentir, à partir de ces bribes vivantes, ce que fut la vie des obscures. Dans ce recueil très divers, on croise des dames du faubourg Saint-Germain – notant les menus événements de la croissance de leur fille, leurs hésitations sentimentales ou leurs examens de conscience – aussi bien que des rebelles du faubourg tout court, femmes des lavoirs et des marchés, fortes en gueules, poilardes heureusement indociles. L'instruction publique et les syndicats auront fort à faire pour les discipliner. Elles cassent les machines, contrôlent le cours du blé, houspillent les patrons en hurlant sous leurs fenêtres la nuit. Bref, elles ne manquent pas d'entraîn, mais de respect.

Ce n'est d'ailleurs pas de leur faute. « Tout a été contre la

femme », dit bravement Ferdinand Vedel, délégué des colliers de papier peint de Marseille au congrès ouvrier qui se tient, en 1879, dans cette bonne ville. Les propos des congressistes sont exemplaires des tensions du XIX<sup>e</sup> siècle et des mutations qu'elles révèlent. Michèle Perrot consacre à cette période clé des études vives et parlantes. Drôles aussi. Ainsi, laissant George Sand ou Flora Tristan, remarque-t-on que Marx eut non seulement trois chats (Tommy, Blacky et Whisky) mais aussi trois filles (Jenny, Laura, Éléonore) qui lurent Hegel autant que les journaux de mode, et tinrent leur intérieur tout en défendant le socialisme, affaire de famille. Elles ignorent longtemps que le Roi leur père avait fait un enfant à la bonne. Engels, en effet, avait dit que c'était lui. Le fait est connu. La définition que donnait Engels du bonheur l'est moins : « un

Château Margaux 1848 » – preuve supplémentaire que ce ne pouvait être un méchant homme. Pourtant, ce ne furent ni Marx ni son brave compagnon qui osèrent affirmer : « Il nous faut pour les besoins de notre cause des épouses matérialistes », mais de nouveau Ferdinand Vedel, à Marseille.

On a beau faire, c'est aux hommes – à leur regard sur « la femme », son rôle, ses devoirs – que ramènent bien souvent les traces ténues que l'historienne rassemble et met en perspective. Au point qu'il est légitime de se demander en quel sens et dans quelle mesure peut exister, comme terrain nouveau de recherches, une « histoire des femmes ». Cette question fut au centre de tout le travail de Michèle Perrot durant un quart de siècle, depuis le premier cours à Jussieu, en 1973, avec Fabienne Bock et Pauline Schmitt, intitulé

## Penser contre la banalisation du mal

Christian Delacampagne réévalue le concept de génocide pour contrer certaines confusions intellectuelles qui tendraient à le banaliser

DE L'INDIFFÉRENCE  
Essai sur la banalisation  
du mal  
de Christian Delacampagne.  
Ed. Odile Jacob, 240 p., 130 F.

Ce qui préoccupe Christian Delacampagne, c'est l'indifférence, chose du monde la mieux partagée, mais qui a, selon lui, pour conséquence d'abolir jusqu'au vocabulaire même d'humanité. « Que peut encore vouloir dire le fait d'habiter ensemble ? De partager une existence sociale ? D'appartenir à une même communauté politique ? voire à une même espèce ? », se demande le philosophe. Et d'en appeler, dans la conclusion d'un ouvrage qui en est précisément l'illustration, à l'urgence d'oser penser, même au risque de l'erreur. Ce livre est donc une défense et une illustration de la pensée centrée autour du concept de génocide et des divers avatars de son oubli et de sa banalisation. Delacampagne ouvre sa réflexion par l'examen des définitions juridiques du crime contre l'humanité et du génocide, en trace la généalogie ainsi que celle de l'idée du droit d'intervention, défini par Kant, dans les affaires considérées jusqu'alors comme intérieures à un État.

Il en examine aussi la « grammaire », c'est-à-dire les règles générales de son usage, ce qui lui permet, en passant en revue les divers massacres de masse, de conclure, avec d'ailleurs d'autres spécialistes comme Yves Ternon, que le terme de « génocide » ne peut s'appliquer en toute rigueur philosophique, juridique et historique qu'au massacre des Arméniens par les Turcs pendant la première guerre mondiale, à la destruction des juifs pendant la seconde guerre mondiale, et plus proche de nous, aux meurtres de centaines de milliers de Tutsis per-

pétrés au printemps 1994 par les Hutus du Rwanda. Pourquoi, alors, chez certains, la volonté de banaliser le terme de « génocide », en prenant pour prétexte la comparaison entre nazisme et communisme ? Delacampagne rappelle avec raison, à travers l'évocation de Hannah Arendt et de Karl Popper, que cette comparaison n'a rien de nouveau, mais qu'elle ne peut se faire qu'au prix de « l'oubli » de la Shoah. De cet « oubli », ou de cette mise entre parenthèses, Delacampagne crédite tout à la fois l'historien allemand Ernst Nolte et François Furet. Sur cette dernière question, nous ne sommes pas sûrs qu'il ait raison. Sur le point précis de « l'extermination des juifs,

Annexes Wiewiorka

qui constitue le point culminant des crimes commis dans le siècle au nom d'une idéologie politique », la position de François Furet est d'une grande netteté, et il la rappelle à Nolte : pour lui, le génocide des juifs se distingue des autres figures du mal. Parce qu'il « vise des hommes, des femmes et des enfants du seul fait qu'ils sont nés tels, indépendamment de toute considération intelligible tirée des luttes pour le pouvoir. La Terreur antisémite a perdu tout rapport avec la sphère politique où elle a pris naissance ». Mais aussi par le « caractère du peuple juif dans l'histoire de l'humanité et tout spécialement de l'Europe ». Et Furet d'affirmer que « nous ne sommes pas sortis de ce malheur, qui va nous survivre (1) ». On ne saurait être plus clair.

La partie la plus neuve de l'ouvrage de Christian Delacampagne concerne un livre posthume de Michel Foucault, paru sous le titre *Il faut défendre la société* (Gallimard-Le Seuil, 1997) – cours donné au Collège de France en 1975-1976. Cet ouvrage constitue, selon Delacampagne, dans l'œuvre et la pensée de Foucault, une sorte de parenthèse

centrée autour de la problématique de la « guerre des races ». Parmi les figures qu'il invoque alors Foucault, celle de Boulainvilliers à qui revient, à la fin du XVIII<sup>e</sup>, un double mérite : avoir le premier, selon les termes de Foucault, utilisé « la guerre comme analyse générale de la société » ; avoir été à l'origine du portrait du « franc-germain » comme « grand barbare blond ». Or, pour Delacampagne, si Foucault est exempt de tout antisémitisme, s'il condamne de façon tout à fait explicite les déviations racistes du discours sur la guerre des races, « la logique inconsciente de l'œuvre dans l'usage que Foucault fait du motif de la guerre des races est la même que celle qui anime, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, un certain antisémitisme de gauche ou plutôt d'extrême gauche ».

Ces théories de Boulainvilliers, Delacampagne, qui s'appuie ici sur les travaux de Dominique Franche, les retrouve au Rwanda. Car si Tutsis et Hutus ne constituent ni des « races » ni même des « ethnies » distinctes, s'ils ont vécu ensemble jusqu'au début de la colonisation européenne, constituant un seul peuple, ils ont été l'objet d'un processus de « racialisation » initié par les puissances coloniales, et, notamment à partir de 1900. Or la littérature catholique de vulgarisation de cette époque est nourrie notamment par les théories de Boulainvilliers. La filiation est donc évidente.

Ce livre, son auteur le veut écrit contre la « filiosité », contre le « politiquement contraire », pour redonner à tout un chacun le goût d'oser penser et prendre la parole et ainsi de refonder une commune humanité.

(1) François Furet, Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Commentaire-Pion, p. 108-109.

Christian Delacampagne collabore au « Monde des livres »

## Le Panthéon et l'esprit républicain

Pour passer du culte du monarque à celui de la République, il a fallu révéler la mémoire des grands hommes, puis en trouver dans le présent

NAISSANCE DU PANTHÉON  
Essai sur le culte  
des grands hommes  
de Jean-Claude Bonnet.  
Fayard, « L'Esprit de la cité »,  
414 p., 165 F.

Voltaire, Rousseau, Diderot, précurseurs de la République, ce n'est pas un scoop, dira en son langage le collégien de France de mode courant, supposé savoir que Voltaire entra au Panthéon en 1791, Rousseau en 1794, et que Diderot, mort après eux, et qui avait choisi d'en appeler autrement à la postérité, n'y entra jamais. Mais il avait été célébré joyeusement de son vivant, à Langres, sa ville natale, et ne cessa pas, comme tous les philosophes des Lumières, de méditer sur le rôle des grands hommes dans la cité délivrée du monarque autoritaire. Etudier dans ses détails la genèse de cette notion de grand homme est ce qu'accomplit avec une intelligence minutieuse et une élégance vue d'ensemble l'historien des lettres Jean-Claude Bonnet, spécialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui donne, avec *Naissance du Panthéon*, un maître-livre d'histoire culturelle.

Le culte des grands hommes n'a pas été inventé par les Lumières, il remonte à l'Antiquité (Plutarque, *Vies des hommes illustres*), a été redécouvert par la Renaissance, avant que l'esprit philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle en fasse son arme la plus efficace contre la prééminence symbolique du monarque. Le mouvement commence avec le passage du genre littéraire de l'oraison funèbre, qui, de droit et de fait, ne porte que sur la noblesse de sang royal, à l'éloge, qui, plutôt que de célébrer la gloire militaire et ce qu'elle répand de divin, va vanter les mérites de ceux qui ont apporté, en leur temps, des bienfaits aux vivants. La métamorphose de la gloire im-

plique que soit critiquée l'idée même que s'en fait Louis XIV : guerres, victoires, conquêtes, bâtiments, ostentation, luxe, munificence, héroïsme. Cette gloire-là, aux yeux des philosophes, n'est plus que gloire. L'abbé de Saint-Pierre, présentant à Voltaire son *Discours sur les différences du grand homme et de l'homme illustre*, s'exclame : « Paradis aux bienfaisants. » Voltaire, en 1735, vingt ans après la mort du Roi-Soleil : « J'appelle grands hommes tous ceux qui ont excité dans l'utile ou dans l'agréable. Les sages de provinces ne sont que héros. » Louis-Sébastien Mercier, trente ans plus tard : « Quel sera le héros qui combattrait un jour pour les droits de l'homme ? » Et il suggère de renverser les statues des guerriers, d'honorer plutôt les chirurgiens qui sont les « consolateurs de l'humanité » sur le champ de bataille. Montesquieu, enfin : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie : il ne faut pas être au-dessus des hommes ; il faut être avec eux. »

ÉLOGE ACADÉMIQUE  
Sur ce fondement philosophique, préparé par Fénelon – qui donne par sa sagesse, sa simplicité et sa douceur le modèle du grand homme selon les Lumières –, s'établit le genre de l'éloge des morts. Il procède d'abord d'une lésion de la mémoire. L'Académie crée en 1758 un prix d'éloquence, le voue à « l'éloge des hommes célèbres de la nation » et destine expressément cet éloge à l'usage de la cité. Comme le dira d'Alembert, ces discours devaient « attaquer habilement et à la dérobée, s'il y avait trop de risques à les heurter de front, les préjugés de toute espèce qui s'opposent au progrès des Lumières », et les assemblées destinées à distribuer les prix devaient être « des espèces d'états généraux de la littérature ». Le maître, aujourd'hui oublié, de

l'éloge académique qui supplantait sans retour l'oraison funèbre fut Antoine-Léonard Thomas (1732-1788) en qui on vit alors le « Plutarque de la France ». Personnage sévère, virginal, qui proclamait : « On n'a pas le temps d'être voluptueux lorsque l'on pense à devenir célèbre », il s'exaltait seulement sur les grands hommes et voulait se hausser à leur niveau par une gloire exclusivement littéraire. Il fallait pour cela cette méfiance confiance en l'avenir qui caractérisait les Lumières. Si commençait par l'éloge de Maurice, comte de Saxe, maréchal de France, il remporta encore le prix avec l'éloge de Descartes, et la liste des sujets proposés au concours d'éloquence de l'Académie française jusqu'en 1790 fut alternée les éloges des militaires, des ministres, des hommes de lettres et des rois, à la condition toutefois que ceux-ci aient été des bienfaiteurs de la nation. Ainsi Necker fait en 1773 l'éloge de Colbert, et des commentateurs déclarent l'orateur plus valeureux et compétent encore que son modèle, ce qui prépare sa carrière de directeur général des finances. C'est que le genre de l'éloge sert souvent à faire jaillir la renommée du sujet sur celui qui le célèbre.

Tout un Panthéon de papier s'édifie ainsi, doublant celui de la peinture et de la sculpture, jusqu'à ce que la Constituante, en 1791, fasse de l'église Sainte-Genève construite par Soufflot un temple destiné à recevoir les cendres des grands hommes auxquels la patrie se déclare reconnaissante. Les ailes de ce temple voué au culte républicain sont évoquées en quelques prolepses par Jean-Claude Bonnet avec le même bonheur d'écriture qui lui vient d'une longue fréquentation des auteurs du XVIII<sup>e</sup> qui savent si bien mêler le sel et l'encens.

Michel Comtat



## ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

## Le marché de la loi

TROIS DÉFIS POUR UN DROIT MONDIAL  
de Mireille Delmas-Marty.  
Seuil, 200 p., 120 F.

Un droit mondial est-il possible ? Est-il raisonnable ? Souhaitable ? Telles sont les trois questions qui défient les juristes, saisis eux aussi par la mondialisation, comme M. Le Troubadec le fut par la débâche. « Saisis » n'est pas un qualificatif trop fort, car le phénomène nourrit des fantasmes auxquels les distingués professeurs de droit ne résistent pas toujours. Néanmoins, on ne peut que se réjouir de les voir épouser leur temps.

Les économistes prétendent que le marché obéit à certaines lois, qui relèvent en fait du bon sens. Ce que nous dit Mireille Delmas-Marty dans un essai intéressant, mais difficile à lire en raison de ses défauts de construction, c'est qu'à la loi du marché répond aujourd'hui un marché de la loi. Une forme nouvelle de colonialisme consisterait à exporter chez les néocolonisés – par exemple, les pays de l'Est depuis la chute du mur de Berlin – le système juridique des pays dominants. On déterminerait ainsi la forme de leur culture et de leur économie sans qu'il soit besoin d'occuper leur territoire, voire d'y investir le moindre frölin.

Mais attention ! Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui d'exporter le droit étatique du colonisateur, mais de faciliter l'adaptation de la règle de droit à la demande des entreprises multinationales elles-mêmes. « Au risque, nous dit Mireille Delmas-Marty, d'en arriver à une instrumentalisation du droit au service du marché qui aboutit ainsi à transformer certains cabinets d'avocats en véritables "marchands de droits" ». Ce serait particulièrement flagrant dans le domaine financier, pour la simple raison que la vitalité d'une place comme Londres dépend du caractère attractif de sa réglementation. Et notre auteur de fustiger cette privatisation de la norme, cet abandon de souveraineté qui aboutit à la « substitution d'intérêts privés à l'intérêt général » – sans pour autant nous dire ce que serait en l'occurrence cet « intérêt général ».

Toutefois, la mondialisation de l'économie, puisque mondialisation il y a, n'est pas seule responsable du désordre juridique actuel. Les coupables sont aussi, d'une part, l'explosion, depuis une vingtaine d'années, de codes de conduite s'inscrivant dans la perspective d'un ordre « autorégénératif » qui se légitimerait lui-même, d'autre part, les procédures d'évitement du juge destinées à alléger la tâche de tribunaux surchargés, enfin, le développement de l'arbitrage, qui se substitue aux procédures judiciaires dans le commerce international.

Surtout – et c'est ici que notre auteur se montre le plus original –, le désordre vient de l'instauration des droits de l'homme. L'imprécision même de la plupart de ces droits facilite la tendance naturelle des juges comme des États à déterminer le sens en fonction de leur propre système de valeurs. Du reste, la Déclaration dite universelle des droits de l'homme de 1948 a pu être critiquée pour son « occidentalisme ». Et les chartes africaine ou arabe montrent assez que, d'un continent à l'autre, il y a plus que des nuances, même dans la définition des « droits inderogables », c'est-à-dire de droits qui doivent être respectés même dans des circonstances exceptionnelles menaçant la survie de la nation. M<sup>me</sup> Delmas-Marty nous rappelle que, si la dignité est reconnue par l'islam à l'espèce humaine, les droits et devoirs varient en fonction de la personnalité, de la place qu'occupe et du rôle que joue chacune des deux composantes de l'espèce humaine : l'homme et la femme. « Vérité révélée contre vérité argumentée », commente notre auteur, le débat est l'un des plus difficiles qui soient, précisément parce que la révélation exclut en principe l'idée même de débat.

Même en Europe, le flou des droits de l'homme aboutit à d'étranges variations dans le temps et dans l'espace. En France, par exemple, le Conseil d'État s'est opposé aux pratiques de lancer de nains, qu'il jugeait contraires à la dignité humaine malgré le consentement des intéressés. D'un autre côté, il a fallu que notre pays soit condamné par la Cour européenne des droits de l'homme pour se décider enfin à légitimer sur les écouteurs téléphoniques. Le Royaume-Uni puis l'Irlande et Malte ont été condamnés par la Cour européenne de justice pour l'incrimination pénale de l'homosexualité entre adultes consentants. « On comprend mieux aujourd'hui le comportement homosexuel », a cru bon d'expliquer la Cour. En ce qui concerne les transsexuels, la même Cour a jugé préférable, par contre, de laisser à chaque État le soin de déterminer jusqu'à quel point il peut répondre à leurs exigences. On note de semblables variations pour les aliénés, les biphémateurs et autres hétérosexuels du « constitutionnellement correct ».

Une mondialisation du droit ne mettrait-elle pas en cause « le fragile édifice de la souveraineté populaire, qui fonde la non moins fragile démocratie », se demande notre auteur. Pourtant, nous n'avons pas le choix. Et même, nous avons des raisons d'espérer. Depuis 1948, assure-t-elle, l'avancée du droit mondial s'est poursuivie, notamment sous la pression des associations, « qui font elles aussi leurs premiers pas dans l'apprentissage de la mondialisation, annonçant peut-être l'apparition des futurs citoyens du monde ». Au terme d'un siècle hyperéthérique, jonché de millions de cadavres, on ne demande qu'à y croire.

## PASSAGE EN REVUES

• « La Règle du jeu »

La revue dirigée par Bernard-Henri Lévy reparait. Cette nouvelle série s'ouvre sur un numéro qui reprend, en la posant à trente-six écrivains, français et surtout étrangers, la question tant de fois posée : « Que peuvent les intellectuels ? » « La conception de l'intellectuel organique a conduit beaucoup d'entre eux à approuver des erreurs et à la fin des horreurs », estime Juan Goytisolo. Plus radical encore, Breyten Breytenbach, juge que « le terme d'"intellectuel" ne fait que refléter cet ego français artificiellement maintenu en vie ». C'est un principe d'incertitude et une hésitation lancinante, non seulement quant au rôle, mais aussi au statut et à l'identité de l'intellectuel, qui font jour au travers des propos. Chaque écrivain interrogé parle en fonction de la situation de son pays et de sa perception de l'environnement international. Pour certains, comme l'Algérienne Aïcha Lemsine, c'est l'urgence de penser, c'est-à-dire d'agir, de défendre ce qui vaut de l'être contre une menace avérée et immédiate, qu'il importe d'affirmer (n° 21, Grasset, 115 F).

• « Cahiers littéraires de la bibliothèque Jacques Doucet »

La deuxième livraison de cette revue dirigée par Yves Peyré, démontre que le travail de conservation des archives peut se traduire, devenir visible, et présenter un intérêt qui dépasse le cercle restreint de la pure érudition. Louis-René des Forêts, Yves Bonnefoy, Jacques Dupin (à qui ce numéro réserve un accueil digne de son œuvre) sont présents en ouverture. Chans aussi, pour les morts, Jean Torte, Gherasim Luca, Michel Fardoulis-La-grange... et aussi Henri Bergson, avec quelques lettres (plus éloquentes que déterminantes) à Charles Du Bos. Des reproductions soignées agrémentent cet ensemble (n° 2, Bibliothèque Jacques Doucet, 8 et 10, place du Panthéon, 75005 Paris, 120 F).

## INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

LA SUPPLICATION  
Tchernobyl, chroniques  
de notre monde après l'Apocalypse  
de Svetlana Alexievitch.  
Traduit du russe  
par Galia Ackerman  
et Pierre Lorrain.  
J.-C. Lattès, 268 p., 119 F.

L'horreur. Indescriptible. Insoutenable. Tchernobyl, des années après. Svetlana Alexievitch a interrogé les « Tchernobyliens », les hommes et les femmes qui étaient dans la région le 26 avril 1986, quand le quatrième réacteur de la centrale nucléaire a pris feu, ceux qui en sont partis et qui, s'ils ont survécu, portent à tout jamais les stigmates de la catastrophe, ceux qui sont revenus malgré les interdits et ceux qui s'y sont installés parce qu'ils ne savaient pas où aller. Russes chassés du Tadjikistan ou de Tchétchénie, ils ont trouvé dans la zone contaminée des maisons, des terrains. De quoi auraient-ils peur ? « La peur dont on parle, ici, je ne la connais pas. Je ne l'ai pas dans ma mémoire », dit une réfugiée de Douchambé.

Svetlana Alexievitch est journaliste et écrivain. Biélorusse, elle parle d'une petite République qui a souffert de Tchernobyl plus encore que l'Ukraine, où se trouve la centrale. D'un État associé à la Russie où règne un dictateur ridicule qui a reconstruit une caricature de système soviétique. Elle s'était déjà fait connaître en donnant la parole aux anciens d'Afghanistan. « Lorsque je suis rentrée d'Afghanistan, je savais que j'allais vivre, dit un de ces innombrables soldats qui lança quelques pelles-

## POLITIQUE

• par Thierry Bréhier

LE LIVRE NOIR DE LA DROITE  
d'Eric Zemmour.  
Grasset, 302 p., 128 F.

Longtemps les conservateurs ont assuré que les malheurs de la France dataient du 21 janvier 1993, ce jour où tomba la tête de Louis XVI. Pour paraître plus moderne, le basculement dans l'horreur est, dorénavant, fixé au 13 mai 1968, quand, cédant à la révolte étudiante, Georges Pompidou décida de réouvrir la Sorbonne. C'est en tout cas la thèse d'Eric Zemmour, grand reporter au Figaro. Dans son dernier ouvrage, *Le Livre noir de la droite*, il s'efforce d'expliquer pourquoi celle-ci a perdu le pouvoir et pourquoi elle n'est pas prête de le reconquérir, sauf à changer fondamentalement de stratégie.

La plume est alerte. Cet arpenteur des coulisses des partis possède l'art de dessiner des portraits au vitriol de tous les dirigeants de la droite. Au vitriol, car, pour lui, le début du salut passe par la disparition sacrificielle d'une génération qui ne peut se défaire du péché originel d'être gangrenée par « le germe mortel de l'esprit de mai ». De lui vient tout le mal, le « progressisme totalitaire », la « haine des trois p : patrie, père, patron », la « liberté sexuelle, le refus de l'autorité, l'égalitarisme forcé, le rejet de l'État et du pouvoir, l'adoration des enfants, des femmes et des immigrés, le mépris du peuple de la France, et de son histoire ». Et tout cela « les gaullistes et leurs alliés » l'ont accepté « pour un plat de lentilles mais servi dans un ministère ».

## RELIGION

• par Henri Tincq

LES IDENTITÉS MEUTRIÈRES  
d'Amin Maalouf.  
Grasset, 212 p., 98 F.LE CURÉ DE NAZARETH  
(Emile Shourani)  
d'Hubert Prolongeau.  
Albin Michel, 218 p., 110 F.

N e lui demandez pas s'il se sent plutôt français ou plutôt libanais, ou mi-français, mi-libanais, Amin Maalouf risquerait de se fâcher. Certes, le romancier est né au Liban il y a près de cinquante ans, mais il vit en France depuis plus de vingt. Il est catholique grec-melkite par sa mère, protestant par son père. Sa grand-mère était turque, mariée à un Égyptien maronite. Il a lu Dumas et Dickens en arabe, avant de le lire en français et en anglais. Et son arrière-arrière-grand-oncle avait été le premier à traduire Molière en arabe ! En matière de mélanges, Maalouf est un orfèvre, bien placé pour dire que, multiforme ou éclatée, l'identité ne se découpe pas en tranches, mais n'est pas non plus le tout de l'homme, justifiant ses pires excès.

Amin Maalouf n'est pas seulement passionné par ce mécanisme, complexe comme une horlogerie, des appartenances et des identités, dont l'actualité décrit chaque jour la folle meutrière et que lui-même dut subir, avec la guerre du Liban, dans sa propre chair. Ce qui le frappe, c'est qu'il y a moins de vingt ans, par exemple, un paysan de Bosnie pouvait se dire d'abord « yougoslave », avant de se dire « bosniaque » et, en dernier lieu, « musulman ». Aujourd'hui, il commencerait probablement par se dire « musulman », puis « bosniaque », et certainement

## Voyage au bout de l'enfer

tées de sable dérisoires sur le béton en fusion. Mais Tchernobyl, c'était le contraire : cela ne tuait qu'après notre départ... » De Tchernobyl, on n'a pas le droit de parler. Pas le droit de décrire les souffrances qui ne finiront jamais. « J'ai donné mon calot à mon fils, explique un autre, il me l'avait tellement demandé. Il le portait continuellement. Deux ans plus tard, on a établi qu'il souffrait d'une tumeur au cerveau. »

Svetlana Alexievitch a elle-même été irradiée au cours de son enquête et souffre maintenant d'un cancer. Elle laisse parler ses interlocuteurs et reproduit leurs témoignages. Elle n'a besoin de rien ajouter. Les vieilles femmes qui se sont cachées dans les bois pour ne pas être évacuées de force, la bibliothécaire qui ne parvient pas à se refaire une vie dans une ville lointaine, les anciens pompiers qui attendent leur tour après avoir vu les corps de leurs camarades noircis, boursoufflés, inhumains enterrés dans des cercueils de zinc sous une double chape de béton dans un cimetière spécial, tous racontent, avec naïveté parfois, colère ou fatalisme. Avec maladresse, souvent, ils trouvent les mots qui font pleurer. « Et l'on évite d'enterrer d'autres morts près d'eux, dit Valentina. Si les morts ont peur des morts, que dire des vivants ? »

Au milieu de cette indicible tristesse, l'humour n'a pas disparu : « On demande à Radio Eravan (symbole de la dénonciation par l'absurde du régime communiste) : "Est-ce qu'on peut manger des pommes de Tchernobyl ?" Réponse : "Bien sûr que l'on peut, mais il faut enterrer profondément les trognons." » D'ailleurs, « de quelles radiations parlez-vous ? », s'insurge une vieille que les miliciens veulent chasser de sa mesure plusieurs fois murée, alors que les

papillons volent et les abeilles bourdonnent. Et que mon chat attrape des souris... ». Ceux qui sont revenus dans leurs villages irradiés font tous la même comparaison : c'est comme la guerre ! Pour échapper à la vigilance de la police, ils sont passés « par la forêt, par le chemin des partisans », celui qui permettait jadis de contourner les Allemands.

Il n'y a plus d'ennemi. Seulement cette radiation qui est partout et qui n'a pas de couleur. « Alors elle est comme Dieu. Dieu est partout et on ne le voit pas. » Il n'y a plus d'ennemi. Y a-t-il même des responsables ? Les premiers pompiers, les soldats, ceux qu'on appelait les « liquidateurs » (de l'accident), sont partis sans savoir où ils allaient, ce qu'ils risquaient. Personne ne les a prévenus, encadrés, équipés : « Tout va bien. Lovez-vous simplement les mains avant de manger », leur disait-on alors qu'ils avaient subi des doses cent fois supérieures à ce qu'un organisme peut normalement supporter. Qui s'en souciait ? Seuls les chefs avaient des dosimètres, et encore les résultats étaient-ils tenus secrets. Sur le réacteur accidenté, le drapeau rouge de l'URSS avait été planté. « flamboyant. Au propre : au bout d'un mois, il était rongé par la radiation. (...) Mais, à l'époque, si l'on m'avait donné ce drapeau, j'y serais allé moi-même », avoue un « liquidateur ». Incurie, héroïsme, pillage, corruption et dévouement sans égal : « c'était le bordel russe habituel », dit un rescapé en sursis. L'accident de Tchernobyl n'a pas seulement dévasté les alentours, fait des centaines de victimes et contaminé des milliers d'autres, peut-être pour des générations. Après le quatrième réacteur de la centrale, c'est l'Union soviétique qui a explosé, et tout le système communiste avec elle.

## Trahison du gaullisme

De la part des « alliés », ce n'est pas surprenant. Ce sont des opportunistes qui sont toujours prêts à toutes les concessions sans se rendre compte qu'ils préparent ainsi la victoire de leurs adversaires. Mais les gaullistes ! Eric Zemmour les fusille de ses mots pour avoir trahi la doctrine du père fondateur, du moins telle que lui la réécrit et qui a de quoi faire frémir beaucoup de ceux qui, à un moment ou à un autre, ont fait confiance à l'homme qui a sauvé l'honneur de son pays le 18 juin 1940. « Travail, famille, patrie » : « le général de Gaulle n'avait rien contre ces valeurs-là, mais reprochait justement à Pétain de les avoir avilées dans la collaboration avec l'ennemi. » D'un même mouvement ce gaulliste du Figaro, écrit que « le général se voulait au-dessus de la droite comme de la gauche » et qu'il a été « le meilleur fédérateur des trois droites (...), légitimiste, bonapartiste et orléaniste ».

Au premier rang des « traîtres », curieusement, celui qui fut, des années durant, le plus proche collaborateur de De Gaulle : Georges Pompidou, qui pendant les événements de mai cède au « sentimentalisme médiatique », qui « invente le concept pernicieux de "majorité présidentielle" », qui fait voter « une loi de nationalité où s'affirme la conception la plus extensive du droit du sol de toute l'histoire de France ». Deuxième « traître » : l'héritier du précédent, Jacques Chirac. Le principal reproche à de quoi surprendre : il a « inventé le Front national » ! En imposant une alliance totale entre le RPR et l'UDF, il a nié des divergences fondamentales, du coup la « machine politique fabriquera sa réaction

bonapartiste, nationaliste, autoritaire, jacobine ».

Tout est donc à reconstruire. Pour Eric Zemmour, une seule solution : recruter le RPF, ce rassemblement fondé par le général de Gaulle au lendemain de son départ du pouvoir, car, « à l'exception de la Bretagne, la carte électorale du Front national est calquée sur celle du RPF en 1947 ». Deux hommes l'ont compris : Philippe Séguin et... Bruno Mégret. A le lire, il semble distribuer plus d'atouts au second qu'au premier. L'un, contré par Jacques Chirac, doit « supporter » des alliés balladuriers, orléanistes et centristes. L'autre a le « soutien des électeurs populaires » mais « est enfermé dans le ghetto de la "diabolisation" ». Une diabolisation mise entre guillemets, puisque l'auteur juge que les propos de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz « détaillent l'histoire », ne sont que des « polémiques insignifiantes » qui ont simplement « transformé le Rubicon entre droite et extrême droite de petit ruisseau que l'on traversait à gué, en vaste et infranchissable Rio Grande, tout hérissé sur les deux rives de policiers de la brigade morale et ses fusils pointés » qui « tirent à balles réelles ».

Le principal handicap du président du RPR s'appelle Lionel Jospin, qui a « résolument entrepris d'incarner "le corps central" de la société ». Aussi « Mégret ne sera plus gêné par Philippe Séguin, le jour où la mort (politique ou physique) de Le Pen lui permettra d'accoucher de son RPF de l'an 2000 ». Si Eric Zemmour dit vrai, ce n'est pas la tragique histoire de la droite qu'il a écrit, mais « Le livre noir de la République ».

## Rêve et réalité identitaires

plus yougoslave. Autrement dit, conclut Maalouf, les identités peuvent d'autant moins se figer comme des systèmes d'exclusion mutuelle qu'elles ne sont jamais données une fois pour toutes. Elles se construisent et se transforment tout au long d'une vie.

L'écrivain, qui se complait dans ce jeu de miroirs des identités, n'est ni philosophe, ni ethnologue, ni théologien. Son livre n'est ni un roman ni une thèse à proprement parler, mais le cri d'un homme passe-frontières – Orient et Occident, islam et christianisme, tradition et modernité – qui n'ignore pas le danger des nouvelles « tribus planétaires », notamment religieuses, et des « ethnies de guerre ». Son propos n'est pas pour autant incantatoire, ni apocalyptique. Il est le témoignage d'un homme arrivé à mi-voie qui observe le monde, les cultures, les nations, les religions, vibronnantes comme des insectes dans la grande fourmilière humaine.

Cette humanité bigarrée, métissée, chamarrée, dont il se fait l'entomologiste, a le choix entre, d'un côté, l'affirmation outrancière de ses identités – surtout celles qui ont été bafouées, méprisées, maltraitées par l'histoire et la suprématie de l'homme occidental – et, de l'autre côté, l'arasement des identités linguistique, confessionnelle, ethnique, culturelle, au profit d'un maître mot : mondialisation ou américanisation. D'une voix pudique, seraine, Amin Maalouf énonce tout simplement des enjeux de civilisation pour le troisième millénaire.

Si la langue est toujours simple et dépouillée, cette sérénité n'exclut pas la complexité. Car l'analyse démonte les logiques décrites depuis tant d'années, qui réduisent les conflits à des affrontements de classes, de races, de religions, de nations. Trop simple pour être vrai, dit crûment Maalouf, pour qui ces éléments sont indéfini-

ment croisés et que taraude toujours la question de savoir comment l'islam des débuts, plutôt moderne et tolérant, a pu déboucher sur tant d'archaïsmes et d'obscurantismes et, à l'inverse, pourquoi le christianisme, si apparemment ouvert aux droits de l'homme et à la démocratie, a pu autrefois attiser les bûchers de l'inquisition et les pogroms antijuifs. Pourquoi tant de haine entre Hutus et Tutsis, qui parlent la même langue et sont également catholiques ? Entre Kurdes et Turcs, qui ont la même religion, mais pas la même langue ?

Comment échapper à cette complexité du réel autrement que par le rêve ? Maalouf rêve à des religions qui ne seraient plus identifiées à des communautés devenues folles, où l'expression de convictions de foi ne passerait plus par la défense forcée des identités. Il rêve à une mondialisation qui serait plus respectueuse des langues et du génie propre de chaque culture locale. D'un Occident moins triomphaliste et de cultures hier brimées – chinoise, indienne, etc. – moins revanchardes. D'une Europe intégratrice, enfin, dans laquelle chaque élément pourrait garder sa spécificité.

Et s'il fallait un homme-symbole de ce rêve d'humanité réconciliée, on le trouverait dans le livre d'Emile Shourani, ce prêtre d'origine palestinienne, de langue arabe et hébraïque, de confession chrétienne, de citoyennerie israélienne. Petit-fils d'un Palestinien assassiné en 1948 par l'armée d'Israël, il est curé (grec-melkite) de Nazareth en Galilée, là où la tradition chrétienne fait remonter la naissance de Jésus. Directeur de collège, il accueille les musulmans, les chrétiens, les juifs dont il partage la vie et la résistance aux injustices. « Que peut-il sortir de bon de Nazareth ? », disait pourtant un prophète.

L'âge d'or d'

Travail de la culture de la haine

LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.

N

LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.LA CULTURE DE LA HAIN  
hypothèses et fantasmes  
de la bourgeoisie et de l'État  
de Freud  
Theodor W. Adorno et Max Horkheimer  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Pierre Faye  
Paris, Grasset, 1974, 274 p., 120 F.



سكنا من الحلال

REPRODUCTION INTERDITE

lire

essais

LE MONDE / VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998 / LX

## L'âge d'or de l'agressivité

Traquant les comportements agressifs réfrénés de la bourgeoisie, Peter Gay démontre en quoi le XIX<sup>e</sup> siècle, peu violent au regard des époques précédentes, porte en germe les carnages à venir

**LA CULTURE DE LA HAINE**  
Hypocrisies et fantasmes  
de la bourgeoisie de Victoria  
à Freud  
(The Cultivation of Hatred)  
de Peter Gay  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Jean-Pierre Lendtre,  
Plon, « Civilisations et  
Mentalités », 564 p., 220 F.

Nous n'avons pas d'histoire de la haine, déploie Lucien Febvre. Soixante ans plus tard, ce regret pourrait encore être formulé. Alors que tant d'historiens se sont appliqués à scruter les conduites et les discours amoureux, nous connaissons mal ces haines ordinaires qui usent les couples, déchirent les familles, brouillent les voisins ; nous savons peu de ces sentiments de haine qui ordonnent la sociabilité de cour, qui jettent les ouvriers contre les patrons, qui ensanglantent les champs de bataille. Nous ne savons presque rien de ces haines dont François Mauriac assurait qu'il leur faut la durée, le tempo de la province pour qu'elles rancissent et qu'elles s'exacerbent ; de ces « rugissements » de l'âme, stimulés par l'envie, auxquels Victor Hugo a consacré tant de belles pages de *L'Homme qui rit*.

Or, tel n'est pas le propos de la *Culture de la haine* de Peter Gay. Celui-ci traque, en fait, l'agressivité bourgeoise, dont il entend montrer l'ancrage dans la libido. Son livre, qui relève implicitement de la psycho-histoire, désorientera les lecteurs français habitués à l'agencement logique du propos. L'emploi, presque à chaque page, du qualificatif de victorien, appliqué à l'ensemble de l'Occident et à la totalité du XIX<sup>e</sup> siècle, procède d'un ethnocentrisme agaçant pour qui n'appartient pas au monde anglosaxon. Il en va de même de la volonté de l'auteur de tout ramener à une « bourgeoisie » dont la confi-

guration varie selon les pays et qui doit tant aux valeurs, aux codes et aux rituels aristocratiques. Il est ainsi difficile de considérer Bismarck, auquel il est consacré de belles pages, comme un représentant de la bourgeoisie victorienne. Mais l'essentiel n'est pas là. Il réside dans la lecture qui nous est proposée de ce siècle (1814-1914) relativement peu violent, si l'on songe aux carnages qui l'ont précédé et qui l'ont suivi. Ce temps correspond à une accélération du processus de civilisation cher à Norbert Elias, au recul des conduites vindicatives, au retrait des gestes brutaux au sein des sociétés occidentales, à la sublima-



Peter Gay  
Auteur de déjà « classique » *Suicide d'une République* : Weimar 1918-1933 (Calmann-Lévy, 1993) et d'une *Histoire des Lumières* couronnée par le National Book Award, Peter Gay, Berlioz – de son vrai nom Joachim Fröhlich, le futur historien adopta à dix-huit ans ce nouveau patronyme à son arrivée aux Etats-Unis (1941) – a enseigné à Columbia, Yale et Cambridge. Ce volume est le troisième volet d'une étude sur *The Bourgeois Experience: Victoria to Freud*. Après *Education of the Senses* (1984) et *The Tender Passion* (1986) – et une interruption due à la préparation de sa biographie de Freud (*Freud, une vie*, Hachette, 1991) – Gay a donné cette *Civilisation of Hatred* en 1993.

tion de l'agressivité politique par l'instauration du débat électoral ; processus compensés par une dérive de la violence vers l'imaginaire, par un nouveau mariage de l'encre et du sang.

Le XIX<sup>e</sup> siècle, encore si proche de nous, va bientôt glisser vers un arrière-plan. Les réunions savantes se multiplient qui en proposent de nouvelles lectures (1). Celle de Peter Gay est stimulante. Elle contribue à expliquer que ce siècle assailli ait conduit au plus terrible des carnages. Au sein de la bourgeoisie, devenue classe dominante, s'ancrent des convictions scientifiques et des croyances, s'élaborent des codes et des systèmes

de normes qui stimulent l'agressivité. Celle-ci n'échappe pas à l'histoire ; elle varie selon les époques, les catégories sociales et les générations ; elle suit le dessin fluctuant de l'imaginaire social. Le XIX<sup>e</sup> siècle s'impose, selon Peter Gay, comme l'âge d'or de l'agressivité ; et les « bourgeois de l'époque victorienne », submergés par l'angoisse que suscite en eux la perception d'un monde jugé incontrôlable, « méritent sans aucune équivoque d'être qualifiés d'agressifs ». Or ils déploient, et ce peut expliquer cela, une folle énergie afin d'acquiescer à la maîtrise d'eux-mêmes. On l'aura compris : l'ouvrage n'est donc pas une his-

son, on connaissait l'agressivité des hommes à l'égard des femmes qui, au cours de ce siècle, ont tenté d'échapper à la domination masculine ; on n'ignorait pas la haine que les bourgeois « victoriens » vouaient aux classes laborieuses, victimes, à leurs yeux, de multiples pathologies sociales. Mais l'intérêt du livre de Peter Gay est bien de poser l'agressivité en moteur de l'ensemble de ces conduites bourgeoises.

L'auteur s'attarde, en outre, sur des facteurs moins attendus : l'humour, le sarcasme et toutes les névroses qui les sous-tendent sont chargés d'une énergie destructrice. La codification de plus en plus précise des compétitions sportives et l'ascension de la pratique de l'arbitrage « reflètent parfaitement le caractère obsessionnel de la culture bourgeoise ». En bref, assure Peter Gay, « la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle avait ainsi sa pathologie propre, la névrose obsessionnelle compulsive », génératrice d'une agressivité canalisée vers des buts jugés constructifs. Le choc permanent des désirs et des interdits, un certain « déficit de vaillance », l'intensité des passions enfouies, associés à l'exaltation des sentiments les plus élevés, éclateraient la fièvre qui s'empare de l'Europe en août 1914. La haine de l'ennemi lie alors les communautés nationales tout autant que l'amour de la patrie, et c'est dans un « bain d'émotions » que se réconcilient, au sein d'une Allemagne particulièrement agressive, « travail et capital, Bavaïols et Prussiens, Juifs et catholiques ». A la liste des éléments de psychologie sociale qu'il situe à l'origine du conflit, Peter Gay ajoute la bêtise « dont, selon lui, le rôle dans l'histoire est bien trop sous-estimé ».

Alain Corbin

(1) A titre d'exemple, Stéphane Michaud, Max Milner, *L'invention du XIX<sup>e</sup> siècle*. Le XIX<sup>e</sup> siècle par lui-même, Klincksieck, à paraître en mars 1999.

### Livraisons

● **LE BASCULEMENT RELIGIEUX DE PARIS AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE** de Pierre Chaunu, Madeleine Foisil et Françoise de Noirfontaine. Voici l'aboutissement d'une grande enquête, commencée à la suite de *La Mort à Paris* (Fayard, 1978). Comment Paris, haut lieu de la réforme catholique, devient le centre et le moteur de la déchristianisation du royaume à la veille de la Révolution. Le plus grand des mérites de cette fresque, qui multiplie les pistes d'enquête et les points de vue, est sans doute de révéler les origines complexes du retournement religieux de la capitale autour de 1760-1770, où s'imbriquent crise interne de l'Eglise, ingérence à contretemps des pouvoirs politiques et notamment du Parlement, offensive critique des philosophes et transformation des pratiques religieuses. Par cette approche, d'une densité qui entrave parfois la lecture, la déchristianisation de Paris prend un relief nouveau (Fayard, 624 p., 198 F.). O. C.

● **DICTIONNAIRE CRITIQUE DE L'ESOTÉRISME**, sous la direction de Jean Servier. L'idée d'un monde caché, de mystères dont la révélation est réservée à quelques initiés, est aussi universelle que la nécessité de boire et de manger. Vouloir en faire l'inventaire exhaustif, de la nuit des temps à nos jours, de la Chine à l'Amérique du Nord, aurait exigé un tour de force que nul dictionnaire ne pouvait réaliser. Tel quel, celui-ci combine bien des avantages. D'abord parce qu'il offre une telle variété de signatures autorisées (mais que fait là le très suspect Jean-François Mayer ?) et d'entrées qu'à peu près tous les espaces et tous les temps s'y trouvent représentés. Ensuite parce qu'il offre une vision critique de l'esotérisme, non pas une simple description des croyances, mais un effort constant pour le replacer au cœur d'un système de croyances et de représentations du monde, en faisant donc par là-même un élément irremplaçable d'une anthropologie du sacré. Enfin, parce qu'en marge d'entrées attendues (comme « magie », « hermétisme », « numérologie ») il en présente d'autres, plus singulières (« alcôve », « clown », « forgeron »), qui ouvrent des perspectives au comparatisme (PUF, 1 452 p., 980 F.). M. Sar.

● **LE PETIT MOURRE**. Dictionnaire de l'Histoire Larousse a gagné : les ouvrages de référence n'auront qu'une adresse. Ainsi la nouvelle édition du Moure, parue chez Bordas en 1996, voit-elle sa version abrégée paraître sous une nouvelle identité éditoriale. Sur le fond, aucune surprise : les personnages se taillent la part du lion, avec une tendance nette à privilégier les acteurs d'aujourd'hui, pour accompagner sans doute l'intelligence du monde contemporain. Mis à jour à l'été 1997, le texte enregistre ainsi la disparition de Deng Xiaoping – mais attention, l'ancienne translittération du chinois est ici préférée au pinyin –, Bao-Dai ou Mobutu, la relève de Juppé par Jospin. Si Tapie est écarté, Berlusconi est présent. A titre provisoire ? Un bel effort cartographique constitue un petit plus par rapport aux cinq volumes vendus sous coffret (Larousse, 1 248 p., 295 F.). Ph.-J. C.

● **LA GUERRE À L'EST**. Histoire d'un régiment allemand 1941-1944, d'August von Kagenek. Dans *Examen de conscience*, August von Kagenek avait dit sa souffrance de découvrir que la Wehrmacht où il était entré à moins de dix-sept ans en 1939 avait participé aux crimes hitlériens à l'Est. A partir de deux témoignages, celui d'un médecin militaire et celui d'un chef de bataillon, il retrace l'histoire d'un régiment sur le front russe, de la victoire avortée à l'enfer des camps de prisonniers. Des hommes qui combattent, non pas pour Hitler, mais parce que, au point où elle en est, « l'Allemagne ne peut tout simplement pas se permettre de perdre cette guerre » (Perrin, 200 p., 105 F.). J. PL.

uction

11<sup>e</sup> PRIX GONCOURT DES LYCÉENS



Après

- 2581 pages dévorées
- 2685 mixtes saucisson sec mayo
- 3658 cafés froids
- 728 heures de débats mouvementés
- 63 jours de lecture intensive
- 2500 broquillons déchiffrés
- 57987 heures de discussions téléphoniques
- 11 auteurs mobilisés
- 1800 lycéens en effervescence

ils ont choisi

Luc Lang

pour son roman

Mille six cents ventres

Éditions Fayard



Jorn Riel  
paru à la librairie  
PAGE 189  
le jeudi 19 novembre  
à 17 heures  
à la Complicité  
203 Ed. Gail  
11, rue de la Vierge du livre  
01 42 23 27 50



# Jean-Marie Rouart reçu à l'Académie française

En la personne de Jean-Marie Rouart, qu'elle accueillait jeudi 12 novembre sous la Coupole, Hélène Carrère d'Encausse a salué un double héritage : familial d'abord, qui relie le romancier à Berthe Morisot, à la peinture impressionniste et à Paul Valéry ; littéraire ensuite, représenté notamment par Maurice Barrès et Pierre Drieu la Rochelle. Le directeur du « Figaro littéraire », élu le 18 décembre 1997 au vingt-sixième fauteuil, a, de son côté, fait l'éloge de son prédécesseur, Georges Duby, mort le 3 décembre 1996. Il a pris le parti de réduire le champ du médiéviste à la triple image de la Cathédrale, du Chevalier et de la Dame.

**M**essieurs, Le roman tient son nom de la langue romane. De cette époque du Moyen Âge ne survivent que quelques noms d'écrivains (...). Mais quels artistes pourrions-nous citer parmi les milliers d'inconnus qui ont participé à la construction, à l'embellissement des cathédrales (...)? Tous comme le sculpteur de l'ange de Reims semblent avoir abdiqué leur amour-propre pour exalter la foi, l'âme collective.

Ces artistes, il me semble que le vœu secret de Georges Duby aurait été de leur ressembler. (...) Georges Duby n'aimait pas parler de lui. La pudeur suspendait la confiance. Il lui fallait forcer sa nature pour employer le « je », il considérait que seule l'œuvre à laquelle il avait consacré sa vie méritait considération.

Mais l'homme Georges Duby. D'où venait-il, qui était-il, où allait-il dans le temps et s'est retrouvé avec un sentiment d'émerveillement dans ce Moyen Âge qui allait devenir son atelier, son champ, son pays, sa passion. (...) Georges Duby à la veille de la guerre, va faire une rencontre capitale : celle de l'école des Annales. Déjà sans le savoir, par son intérêt pour la géographie, « cette science de plein vent », il s'était rapproché des thèses chères à cette école. C'est un de ses maîtres, Jean Deluau, qui lui en ouvre les portes.

La nouvelle histoire conçue par Marc Bloch, Lucien Febvre, (...) se veut non plus narration mais science. Elle ne se contente plus d'être un récit, elle pose des questions. (...) Georges Duby, qui sera toujours un franc-tireur de la nouvelle histoire, pressent l'écueil de cette sécheresse. Lui veut garder à l'histoire un parfum de subjectivité. Je le cite : « Qu'est-ce que le discours historique, sinon l'expression d'une réaction personnelle de l'historien devant les vestiges éparpillés de son époque. Je dirais de son rêve. Car, inéluctablement, il doit rêver. Sérieusement, mais rêver. »

(...) Je n'aborderai pas l'œuvre monumentale de Georges Duby selon les trois ordres, les trois fonctions chères à Georges Dumézil. Je préfère l'évoquer d'une manière impressionniste à la lumière de trois images qui s'imposent dans son univers. Ce sont les grands thèmes autour desquels je vois s'organiser

ce Moyen Âge méconnu et poétique : la cathédrale, l'épée, la femme.

(...) La cathédrale surgit (...) au XII<sup>e</sup> siècle, comme un refuge à l'angoisse d'exister. On a vaincu la peur. De la voûte romane aux arceaux gothiques, c'est le renforcement d'un espoir. Georges Duby s'attache à décrire le contexte économique et social qui préside à sa naissance : « Par définition, la cathédrale est l'église de l'évêque, donc l'église de la cité, et ce que l'art des cathédrales signifie d'abord en Europe, ce fut la renaissance des villes. »

(...) Et ce peuple agenouillé, psalmodiant des mots qu'il ne comprend pas, a devant lui un théâtre qui magnifie ses rêves d'avenir radieux, ses peurs secrètes, son goût pour les enchantements. Le vrai miracle du Moyen Âge est là : dans cette foi qui soulève toute une société vers l'idéal religieux. (...) Cette foi exaltée, terrible, ne va pas sans excès. La haine n'en est pas absente : haine de l'infidèle, de l'hérétique, qui menacent la fragile édifice de l'Eglise. Ni Abelard, ni saint Dominique, ni même saint Louis ne sont exempts de ces fureurs sacrées qui, au nom de Dieu, leur feront commettre des crimes, compromettant l'image d'une religion de la tolérance, de la douceur, de la paix, qui est le message de l'Evangile. L'historien corrige une vision trop pieuse. Georges Duby brosse un tableau sévère, « de ce clergé des cathédrales indigne parce qu'il vit dans la fortune, dans l'impureté. L'exigence de pauvreté, poursuit Duby, justifiait les insurrections urbaines. En se propageant dans le milieu bourgeois, la mystique du dévouement se dégrade, cependant peu à peu, de l'intention politique. L'art gothique des cathédrales, dans toute la chrétienté, devient alors l'instrument de la plus efficace peut-être de la répression catholique. »

Le chrétien ne souhaite plus avoir

« Georges Duby (...) veut garder à l'histoire un parfum de subjectivité (...) ». Qu'est-ce que le discours historique, sinon l'expression d'une réaction personnelle de l'historien devant les vestiges éparpillés de son époque ? »

seulement pour le destin du martyre. Même si la crucifixion, la rédemption par la souffrance, demeure le mythe fondateur, l'épée marque pour le christianisme une date, une acceptation des réalités du monde : la foi ne s'impose pas seulement par elle-même, il faut lui donner une arme. Elle aura la forme symbolique de la croix.

(...) La guerre devenait pour la chrétienté une nécessité. L'Eglise, malgré sa répugnance pour la violence, décide de l'ennoblir, de lui donner un sens religieux. Ainsi naît la chevalerie. D'origine germanique dans sa conception, elle est très vite modelée, imprégnée par le message chrétien. La chevalerie aspire à devenir l'armée qui selon saint Augustin doit participer à l'édification de ce Royaume de Dieu sur la Terre, qui est la correspondance du royaume du ciel.

Georges Duby a ressuscité cette chevalerie, notamment dans le livre fameux qu'il a consacré à Guillaume le Maréchal, « le plus grand chevalier du monde ». Décritant la cérémonie de l'adoubement, le jour de la Pentecôte, il nous en montre l'importance et la solennité : « Le chevalier entrant dans une sorte de collège fermé, privilégié, dans un ordre dont les membres étaient convaincus qu'ils se juchaient au sommet de toutes les hiérarchies terrestres. »

On a retenu la légende de la chevalerie. On en a oublié les écarts, les brutalités. Le chevalier va devenir l'idéal religieux, social, du Moyen Âge. Il sera l'homme accompli,

courtois. La littérature qui naît à cette époque va le chanter, l'ausculté d'une autre gloire. (...) Une épopée a exalté de la manière la plus contrastée, cruelle et magnifique, violente et généreuse la geste de la chevalerie : les Croisades. (...) Grande est la tentation du romancier de ne retenir de cette aventure que le merveilleux : d'imaginer les chevaliers et les lieux qui ensoleillaient leur gloire : Rhodes, Famagoste, Byblos, Sidon, Acre, Jaffa, Ascalon, Damiette, et le joyau suprême, Jérusalem.

Georges Duby nous ramène à la réalité. Réalité religieuse : « L'humanité, dit-il, doit se mettre en marche vers le lieu de la fin du monde désigné par l'Apocalypse : Jérusalem. C'est de là qu'est venue



Jean-Marie Rouart

l'idée de la croisade. » Réalité économique : « Dans le lignage noble, écrit encore Georges Duby, on ne marie qu'un seul garçon et les autres sont lancés à l'aventure : ils deviennent sans attache, pris dans les expéditions militaires. Il y a toute une masse de jeunes adultes célibataires à la recherche de profits, qui constitue la puissance d'agression de l'Occident à ce moment-là. Les Croisades tourneront vers la Terre sainte les soldats pillards et les saouls du salut éternel. »

On sent chez Georges Duby une méfiance qui apparaît dans *Les Trois Ordres ou l'imaginaire du féodalisme* : il suspecte une insidieuse coalition entre les religieux et les nobles au détriment du peuple, des humbles, des déshérités, auxquels dans sa vision du Moyen Âge il veut redonner leur place : « Ainsi, écrit-il, demeure béante la fracture primordiale, le fossé par lequel on opérait, parqués, comme en surveillance, les classes laborieuses. » Ces chevaliers, Georges Duby les a mis en scène dans son livre qui a connu le plus grand succès public : *Le Dimanche de Bouvines*. A travers cette journée fondatrice qui a affirmé les bases de la monarchie française, il a décrit l'affrontement des chevaliers rassemblés par Philippe Auguste contre ceux qui appartenaient à la coalition de l'empereur Otton (...). Grâce à ce livre (...), il a renoué, en apparence en tout cas, avec cette « histoire bataille » si décrite par l'école des Annales. Cette entreprise passionnée : il y a vu l'occasion de montrer comment le profane et le sacré se mêlent inextricablement, mais aussi comment se « fabrique » un fait historique de première importance. (...)

Derrière le tumulte guerrier, la violence, il y a le visage de la paix, le visage lumineux de la mère que le chevalier invoque lorsqu'il est blessé sous les murs de Jérusalem, visage de la femme aimée qu'il rêve de retrouver. (...) Georges Duby, dans son *Enquête sur les dames du XII<sup>e</sup> siècle*, corrige cette image légendaire. Pour lui, le visage le plus obscur du Moyen Âge est celui de la femme. Loin d'être dans la réalité, l'idole élevée au sommet de la société courtoise, la reine de la « fine amour », telle que nous la rêvons, majestueuse, impérieuse, d'une beauté sereine, d'après les retables ou les portraits des églises, ou d'après les romans qui s'écrivent, croyait-on, en son nom, loin d'être adorée, vénérée, voire sanctifiée, elle vit à l'écart, du haut en bas de l'échelle sociale, tout entière vouée à la reproduction. Elle ne devient objet de convoitise que lors des joutes qui mettent aux prises les chevaliers et n'ont d'autre but que d'allouer au vainqueur l'hommage du seigneur bien plus que de la reine.

Cette femme du Moyen Âge que nous avons idéalisée à travers les romans ou les poésies, cette femme où se mêlent la beauté et la blondeur d'Iséult, de Guenièvre ou d'Enide, le panache d'Aliénor d'Aquitaine, l'intelligence politique de Blanche de Castille, la ferveur poétique de Marie de France, nous échappe en vérité. Car jamais sa

voix ne s'est fait entendre. Elle n'a jamais parlé de soi. Ce sont les hommes qui parlent pour elle, et qui construisent son mythe. Un mythe bien sûr éblouissant, enchanteur, mais qui est une construction. Peut-être une fable, à la fois fidèle et trompeuse comme toutes les fables.

La femme du Moyen Âge demeure un mystère. Duby a tenté à plusieurs reprises de la décrypter, fasciné par son ampleur, par son silence. Depuis le jour où il a laissé entrer dans son œuvre « cette moitié d'humanité », ainsi qu'il la nomme, moitié d'humanité tenue hors de l'histoire, lointaine et farouche, il n'a plus cessé de penser à elle. Ainsi qu'il l'écrit lui-même, tous les textes du Moyen Âge sont « remplis à ras bord de gestes et de paroles d'hommes. » La femme n'était qu'un reflet. Un reflet déformé, cependant captivant, et qui, de l'autre côté de l'histoire, lui adressait un signe. Comme d'un autre monde, à la manière fantomatique de ces porteuses du Graal, si vite surgies, aussitôt disparues, à la cour du Roi-Pêcheur.

C'est un des plus beaux moments de l'œuvre de Duby de le voir lutter avec les embûches et les mirages, avec les illusions trompeuses du passé, pour tenter de sortir de l'ombre (...) tout ce long troupeau de femmes anonymes et jusqu'au « souvenir des aïeules » dont le récit constitue un des meilleurs exemples de l'histoire selon Duby.

Éclairer les forces obscures, les plus anodines en apparence, les plus humbles, pour révéler l'organisation, la logique, comme les racines d'un monde à la fois lointain, et plus proche de nous que nous ne le pensons souvent. En somme, vaincre les stéréotypes. Aller plus profond, sinon vers « la » vérité, qui est selon Duby « toujours subjective », au moins vers « une » vérité – la plus honnête, la plus fouillée, la plus précise. Pour ce décrypteur de signes, n'était-il pas capital que l'histoire s'écrive aussi au féminin ?

Si, comme l'écrit justement Duby « la littérature figure ce que la société veut et doit être », le rôle de la femme est essentiel dans les conquêtes de l'imaginaire. Elle est l'image qui console et inquiète, trouble et rassure, guérit et tourmente. A tous les philtres qui activent la guérison et à ceux qui apportent les souffrances et la damnation, elle a ajouté un sortilège : elle a inventé l'amour. L'invention de l'amour est peut-être la plus belle création de la femme au Moyen Âge. (...)

Aucun virus n'est plus contagieux que l'amour. Ne nous apporte-t-il pas ces émotions fortes, un théâtre d'illusions, l'étonnement de nous retrouver hissés au-dessus de nous-mêmes par l'enchantement qu'il crée ? Le Moyen Âge a ajouté à son merveilleux celle, à son merveilleux chrétien, le merveilleux de l'amour.

Georges Duby analyse comment, dans l'ordre rigide de la féodalité, se glisse le romanque de l'amour courtois. Celui-ci apporte dans l'austérité des mariages négociés la fantaisie et le divertissement. Il a toutes les formes du jeu ; il crée dans la servitude conjugale une illusion de liberté. Dans ce monde féodal enserré par les liens multiples des serments, il sera un chemin buissonnier. Il lève l'excommunication qui pèse sur l'adultère. Il entre dans l'idéal du chevalier qui rêve de conquérir l'amour de la suzeraine ou de la reine autant que de franchir les murailles de Jérusalem. Bientôt ce chevalier oubliera le Saint-Sépulchre dans les bras d'Iséult, d'Enide, de Guenièvre. Après le modèle du saint, du héros, voici le modèle de l'amant.

Georges Duby a interprété cette conception de l'amour courtois : pour lui elle est le résultat d'une idéologie qui permet à la haute aristocratie de faire miroiter aux jeunes seigneurs leur épouse comme un « leurre » afin de se les attacher. Ce qui demeure, c'est que l'amour est devenu, comme la foi, créateur d'art, créateur de littérature. La foi, l'histoire ont une tendance à les saisir avec le scalpel de la science, à les replacer dans leur contexte sociologique alors que l'écrivain ne tente de les éclairer que comme des agents du mystère et de l'ineffable.

L'œuvre immense de Georges Duby illustre avec éclat le précepte de Lucien Febvre : « Il n'y a d'histoire que contemporaine. » Ne cherchons pas dans l'histoire l'objectivi-

té ni l'impartialité. Nous regardons le passé avec les yeux de notre temps. Georges Duby a projeté sur le Moyen Âge les interrogations de notre siècle ; son grand apport aura été notamment de poser la question sociale, ainsi que d'avoir apporté une vision neuve des rapports entre les classes dominantes et les dominés. Nul avant lui n'avait examiné le Moyen Âge sous cet angle. Michelet a voulu faire entendre la voix du peuple ; Georges Duby aura, lui, mis en lumière les conditions économiques et sociales des opprimés. Il aura été le porte-voix de ceux que l'histoire a trop souvent oubliés. Ainsi il a réuni la science et la sensibilité moderne.

Si Georges Duby a laissé un nom célèbre, une œuvre fameuse, c'est parce qu'il a ajouté à son œuvre, à son savoir, quelque chose de plus mystérieux, de plus insaisissable : un style. Un style qui le rattache à Michelet, à Tocqueville, à Taine, aux grands écrivains de l'histoire. C'est par là qu'il s'est hissé au-dessus de sa spécialité et lui a donné une portée universelle. Mais on pourrait dire qu'il en est toujours ainsi : le style, contrairement à ce que l'on croit communément, ce n'est pas seulement bien écrire. La question n'est pas secondaire, elle est autre : Stendhal n'est pas original dans certaines de ses descriptions, sa phrase, pas plus que celle de Balzac ou celle de Tolstoï, ne tire ses subtilités et ses ressources uniquement du beau langage et de la perfection grammaticale. Et pourtant tous ces écrivains sont des génies. Ce qui l'emporte chez eux dans leur façon d'écrire, c'est l'expression d'une vérité, de l'âme, de la personne. Le style chez un écrivain est son moyen d'appréhension, l'instrument de sa vision. Et c'est par cette vision qu'il est original. Paul Valéry n'a-t-il pas admirablement exprimé cette qualité particulière du génie littéraire : « Un écrivain véritable, écrit-il, est quelqu'un qui ne trouve pas ses mots. Alors il les cherche et il trouve mieux. »

Si Georges Duby est un écrivain, c'est peut-être parce qu'il a su transmettre sa vision du Moyen Âge par ce style qui était pour lui le complément essentiel de la marge d'incertitude qui s'attache à la science historique. Ainsi il a repensé l'histoire.

Georges Duby a rejoint l'ado-

« Si Georges Duby a laissé un nom célèbre, une œuvre fameuse, c'est parce qu'il a ajouté à son œuvre, à son savoir, quelque chose de plus mystérieux, de plus insaisissable : un style. »

page des grands médiévistes ; votre compagnie a accueilli les plus prestigieux : Michelet, Joseph Bédier, Etienne Gilson, Emile Mâle. L'historien a la chance de demeurer attaché aux monuments qu'il a construits, aux époques qu'il a enrichies de son savoir, de son talent. Travaillant dans la matière réelle de l'histoire, il reste associé à jamais aux matériaux qu'il a excavés de l'oubli. Il reste une référence. Son œuvre demeure par-delà les modes, par-delà les nouvelles découvertes.

Le romancier n'a pas cette chance. Henry James a peut-être le mieux défini son orgueil et sa modestie : « Nous vivons dans l'obscurité. Nous faisons ce que nous pouvons. Le reste est la folie de l'art. » En effet, aucun repère ne guide l'écrivain. Il se demande sans cesse si les romans qu'il écrit ne sont pas le rêve d'un rêve, une pure illusion qui n'a de signification que pour lui et qui disparaîtra, aussi éphémère qu'une bulle de savon. Le roman apparaît parfois comme une grande passion inutile, vouée aux rayons desserts des bibliothèques. Qu'importe, c'est la noblesse des écrivains d'accepter ce risque. Ils poursuivent vaillamment ce rêve qu'ils mènent au pays où l'on n'arrive jamais.

Le discours de réception d'Hélène Carrère d'Encausse

**M**essieurs,

Le roman tient son nom de la langue romane. De cette époque du Moyen Âge ne survivent que quelques noms d'écrivains (...). Mais quels artistes pourrions-nous citer parmi les milliers d'inconnus qui ont participé à la construction, à l'embellissement des cathédrales (...)? Tous comme le sculpteur de l'ange de Reims semblent avoir abdiqué leur amour-propre pour exalter la foi, l'âme collective.

Ces artistes, il me semble que le vœu secret de Georges Duby aurait été de leur ressembler. (...) Georges Duby n'aimait pas parler de lui. La pudeur suspendait la confiance. Il lui fallait forcer sa nature pour employer le « je », il considérait que seule l'œuvre à laquelle il avait consacré sa vie méritait considération.

Mais l'homme Georges Duby. D'où venait-il, qui était-il, où allait-il dans le temps et s'est retrouvé avec un sentiment d'émerveillement dans ce Moyen Âge qui allait devenir son atelier, son champ, son pays, sa passion. (...) Georges Duby à la veille de la guerre, va faire une rencontre capitale : celle de l'école des Annales. Déjà sans le savoir, par son intérêt pour la géographie, « cette science de plein vent », il s'était rapproché des thèses chères à cette école. C'est un de ses maîtres, Jean Deluau, qui lui en ouvre les portes.

La nouvelle histoire conçue par Marc Bloch, Lucien Febvre, (...) se veut non plus narration mais science. Elle ne se contente plus d'être un récit, elle pose des questions. (...) Georges Duby, qui sera toujours un franc-tireur de la nouvelle histoire, pressent l'écueil de cette sécheresse. Lui veut garder à l'histoire un parfum de subjectivité. Je le cite : « Qu'est-ce que le discours historique, sinon l'expression d'une réaction personnelle de l'historien devant les vestiges éparpillés de son époque. Je dirais de son rêve. Car, inéluctablement, il doit rêver. Sérieusement, mais rêver. »

(...) Je n'aborderai pas l'œuvre monumentale de Georges Duby selon les trois ordres, les trois fonctions chères à Georges Dumézil. Je préfère l'évoquer d'une manière impressionniste à la lumière de trois images qui s'imposent dans son univers. Ce sont les grands thèmes autour desquels je vois s'organiser

« Georges Duby (...) veut garder à l'histoire un parfum de subjectivité (...) ». Qu'est-ce que le discours historique, sinon l'expression d'une réaction personnelle de l'historien devant les vestiges éparpillés de son époque ? »

seulement pour le destin du martyre. Même si la crucifixion, la rédemption par la souffrance, demeure le mythe fondateur, l'épée marque pour le christianisme une date, une acceptation des réalités du monde : la foi ne s'impose pas seulement par elle-même, il faut lui donner une arme. Elle aura la forme symbolique de la croix.

(...) La guerre devenait pour la chrétienté une nécessité. L'Eglise, malgré sa répugnance pour la violence, décide de l'ennoblir, de lui donner un sens religieux. Ainsi naît la chevalerie. D'origine germanique dans sa conception, elle est très vite modelée, imprégnée par le message chrétien. La chevalerie aspire à devenir l'armée qui selon saint Augustin doit participer à l'édification de ce Royaume de Dieu sur la Terre, qui est la correspondance du royaume du ciel.

Georges Duby a ressuscité cette chevalerie, notamment dans le livre fameux qu'il a consacré à Guillaume le Maréchal, « le plus grand chevalier du monde ». Décritant la cérémonie de l'adoubement, le jour de la Pentecôte, il nous en montre l'importance et la solennité : « Le chevalier entrant dans une sorte de collège fermé, privilégié, dans un ordre dont les membres étaient convaincus qu'ils se juchaient au sommet de toutes les hiérarchies terrestres. »

On a retenu la légende de la chevalerie. On en a oublié les écarts, les brutalités. Le chevalier va devenir l'idéal religieux, social, du Moyen Âge. Il sera l'homme accompli,



سوالی

## Le discours de réception d'Hélène Carrère d'Encausse

Monsieur (...), vous êtes (...) à première vue, l'incarnation parfaite du bonheur de vivre et de la réussite aisée. Tout semble vous avoir souri de l'existence. Pourtant, entre l'apparence physique et de destin, la réalité des sentiments et l'œuvre qui vous a conduit ici, que de différences et de contradictions ! Vous avez eu la chance de naître dans une famille étonnante. Aussi loin que l'on scrute votre arbre généalogique, c'est au génie que l'on se heurte. On y était peintre de père en fils, ou encore de mère en fille, comme en d'autres familles on était notaire ou pâtissier. Et quels peintres ! Berthe Morisot domine votre lignée. En dépit de ses préventions contre l'ambition d'une jeune fille à faire métier de peinture, le grand Manet reconnut que Berthe avait droit à son estime. Il lui demanda de poser pour lui ; elle accepta et en profita pour observer la technique du maître. Manet peignit neuf portraits de Berthe Morisot, qui entourèrent votre enfance. Elle épousa le frère d'Edouard, Eugène, peintre lui aussi, naturellement. (...) Autour du couple Berthe Morisot-Eugène Manet, c'est toute l'école impressionniste qui va se rassembler : Renoir, Monet, Degas (...). Leur fille, Julie Manet, va assurer la liaison avec ceux dont vous portez le nom, les Rouart, qui, eux aussi, tiennent dans l'histoire de la peinture une place remarquable. Julie Manet a épousé Ernest Rouart, frère de votre grand-père Louis. C'est Degas qui organisa ce mariage. Le modèle de Renoir, l'exquise Julie ou chat, devint ainsi pour vous la « tante Julie », peintre discret, mais peintre tout de même ! Et quelle famille aussi que ces Rouart, tous fous de peinture, comme l'étaient les Manet. Votre arrière-grand-père, Henri Rouart, était un personnage éblouissant : polytechnicien, il inventa des machines thermiques. Mais sa grande passion fut la peinture. Lui-même peintre de talent, apprécié par Corot et Millet qui guidèrent ses pas, il fut, sa vie entière, l'ami de Degas. (...)

« Dans la cohorte de ceux qui vous sont chers, il est un nom qui surgit d'emblée (...) je veux parler de Drieu La Rochelle »

Son fils, votre grand-père, Louis Rouart, faisait exception à l'usage. Il était éditeur, tout en se consacrant à la rénovation de l'art sacré. Jacques Maritain fut l'un de ses auteurs. Et Maurice Barrès, dont vous avez si justement dit qu'il vécut à une époque qui n'était pas à la mesure de ses rêves, fut son ami inséparable. L'amitié avec cet écrivain exigeant, obsédé de grandeur, qui marqua si fortement toute une génération, contribue à éclairer la personnalité de Louis Rouart. S'il n'avait pas voué sa vie à la peinture, il allait tout naturellement la retrouver par mariage, puisqu'il épousa la fille du peintre Henri Le Rolle. Bon sang ne saurait mentir, tout naturellement, aussi la tradition fut renouée avec votre père, Augustin Rouart, dont la vie entière fut offerte à la peinture, absorbée par elle. (...) Mais ce n'est pas tout, et de loin, car la peinture dans cette incroyable famille était inséparable de la littérature. Parmi les fantômes de votre passé, à la « tante Julie » il faut ajouter « l'oncle Paul ». Cet « oncle Paul » qui avait paresseusement traîné une scapulaire, dans le lit que vous occupiez parfois chez Julie Manet, c'est Paul Valéry qui vous précéda dans notre compagnie (...). Au vrai, Paul Valéry n'est pour vous qu'un lointain cousin, à la mode de Bretagne, entré dans la lignée de Berthe Morisot par son mariage avec une fille de la sœur

ainée de celle-ci. Mais, dans votre famille, on n'oublie jamais de multiplier les alliances comme pour renforcer cette communauté de goûts et de talents dominée par l'art. Agathe, la fille de « l'oncle Paul », épousa un Rouart, et vous voilà ainsi un peu plus cousins. (...) Dans la cohorte de ceux qui vous sont chers, il est un nom qui surgit d'emblée : celui d'un écrivain que vous n'avez pas pu connaître, puisqu'il a décidé de sa mort alors que vous n'aviez pas encore deux ans - je veux parler de Drieu La Rochelle. Mais vous l'avez rencontré, au sens le plus fort du terme, à l'âge de dix-sept ans, en lisant Gilles, et, depuis, vous ne vous en êtes jamais plus séparé. (...)



Hélène Carrère d'Encausse

De Drieu vous aimez presque tout : l'élégance naturelle, l'amour du luxe, les hésitations face à l'existence, et par-dessus tout le désespoir, le goût de la mort. Vous ne partagez certes pas ses choix politiques, tout au contraire, mais vous en voyez le côté circonstanciel, lié à une époque particulière où l'homme épris de gloire, qui rêvait d'être « un homme à cheval », ne voyait devant lui qu'un horizon fermé. Ce fantôme qui vous hante est présent dans nombre de vos romans, dans le choix de vos amis, dans celui des héros de vos biographies. (...)

Écrivain, vous avez voulu l'être passionnément dès l'âge de vingt ans. Mais, en attendant d'être reconnu, il vous fallait vivre et le faire selon vos goûts. C'est le journalisme qui vous permit d'abord d'entrer - par la petite porte, pensiez-vous - dans l'univers vers lequel vous tendiez. Pendant dix ans, vous fûtes journaliste au Magazine littéraire, puis au Figaro. Aujourd'hui vous dirigez le Figaro littéraire. (...)

A trente ans, (...) vous publiez votre premier roman, *La Fuite en Pologne*. L'accueil de la critique est favorable, vous savez que vous avez enfin gagné la partie engagée à dix-huit ans. Un premier succès ne dispense pas de poursuivre. Année après année, ou presque, les romans se sont enchaînés, les succès aussi. Le « petit-neveu de Valéry » - excellente carte de visite - vit s'accumuler les honneurs, la reconnaissance de ses pairs, et, par là, celle de la société que l'on vous avait appris, dans votre enfance, à mépriser et même à fuir. Le prix littéraire lui échut alors que vous n'aviez que trente-trois ans et trois romans à votre actif ; le prix Renaudot - moins de dix ans après vos débuts. Chargé ainsi de lauriers, vous donniez l'impression d'avancer d'un pas tranquille, vers l'Académie. Pendant plusieurs années, vous fûtes tenu pour un candidat dont les chances étaient certaines, même si l'échéance était moins prévisible. L'ombre de Valéry s'en portait garante, elle aussi. Assailli de questions à ce sujet, vous avez parfois fait preuve de quelque impertinence, raillant les « empanachés de l'Académie », jurant vos grands dieux que vous n'étiez pas un « toutou académique », que vous n'étiez pas disposé à sacrifier votre liberté d'expression à ces graves messeurs du Quai Conti, que l'on imagine toujours bien plus sérieux qu'ils ne sont en réalité. Vous allez découvrir - mais vous le savez déjà par les nombreux amis que vous y comptez - que loin d'être revêche, pudibonde ou gourmée, notre compagnie aime bien s'amuser. Nul, d'ailleurs, ne s'y est effusqué de vos propos gamins et, en vous « empanachant » l'an dernier, nous avons eu aussi l'impression de vous jouer un bon tour. (...)

Votre premier livre (...), *La Fuite en Pologne*, comme il est révélateur de l'homme de trente ans que vous étiez alors ! Votre héros est un

jeune prince blessé, dont le rêve est ailleurs - ailleurs dans ce roman a pour nom « Pologne » -, mais cela importe peu : ce qui compte, c'est la fuite. Cet adolescent inquiet s'invente une famille magique qu'il loge dans la maison de Balzac, moins pour éblouir ses camarades que pour mieux tourner le dos à sa famille réelle : il joue auprès d'une femme de trente ans le héros du *Blé en herbe*, et achève sa course folle non en Pologne, mais en se tuant avec un revolver volé à une pittoresque grand-mère, seul membre de la famille à trouver grâce à ses yeux. C'est un enfant du siècle, dont l'esprit hésite entre rêverie et cauchemar. C'est aussi un héros qui signale le retour du romantisme dans la littérature. Antoine Blondin ne s'y est pas trompé, qui a d'emblée vu, dans ce personnage sorti de votre propre vie, un frère cadet de ceux de Roger Nimier. Pour un début en littérature était-il comparaison plus flatteuse ? (...)

Il vous faudra à peine un an pour vous attaquer à un autre démon, l'ambition, élan désormais tempéré chez vous, semble-t-il, par une flexion sur le prix à payer pour toute réussite. *La Blessure de Georges Aslo* est l'histoire d'un jeune ambitieux qui exerce au début de sa vie professionnelle le métier de journaliste parlementaire. Comme vous. Mais l'ambition le pousse vers la politique, une des voies express vers le succès. Quant à la presse, Georges Aslo franchit, tous les échelons du pouvoir législatif, puis exécutif. Pourtant le titre du livre sert d'avertissement : une blessure secrète témoigne que la réussite sociale et bonheur individuel ne sauraient aller de pair. Plus encore : qu'il y a un prix à payer pour la réussite, c'est l'échec amoureux. Le pouvoir conquis détruit en dernier ressort celui que si passionnément voulu y atteindre. (...)

Fasciné par Drieu, vous ne pouvez vous abstenir de vous pencher sur sa génération qui eut un jour à faire des choix tragiques. Comme Patrick Modiano, qui, pas plus que vous, n'a connu la génération de l'entre-deux-guerres, vous avez souhaité la rencontrer et vous avez écrit *Avant guerre*. Dans ce roman, vous suivez le destin de quelques jeunes gens, de 1933 aux années noires de l'Occupation. En ces quelques années, ils doivent ache-

« C'est le journalisme qui vous permet d'abord d'entrer - par la petite porte, pensiez-vous - dans l'univers vers lequel vous tendiez »

ver leur formation et être capables de faire face aux choix décisifs de la maturité au moment même où la société se défait et où tous les repères se perdent. (...) Pour ce qui est de l'amour, dans ce roman qui se situe à la charnière de deux époques, celle des espérances et celle des désillusions, celle des dernières fêtes et celle des tragédies, les héros en empruntent à Drieu la vision pessimiste. « L'amour, dit l'un d'eux, n'a jamais donné à conquérir ni destin ni gloire. » (...) Ce roman d'une génération sacrifiée est aussi celui de l'amitié, et, par là, vous justifiez encore le jugement de ceux qui vous rattachent à la lignée de ceux qu'on appelle les « Hussards ».

Si le pouvoir ne suffit pas à donner un sens à la vie, que dire alors de l'amour, sujet de tant de vos romans ? Leurs titres, ô combien pessimistes, sont révélateurs de votre conception profonde de l'existence. Le plus éloquent pourrait résumer une part importante de votre personnalité : *Le Goût du malheur*, publié il y a cinq ans à peine, alors que la réussite ne vous avait jamais fait défaut. Mais d'autres parlent tout autant de vous : *Le Cavalier blessé*, *Le Voleur de jeunesse*, *La Femme de proie*.

Comment croire à la vertu de l'amour après avoir lu *La Femme de proie*, récit d'une passion qui vient descendre aux enfers ?

L'amour fou est destructeur, il broie celui qui s'y abandonne ; la démonstration est implacable, vous la conduisez à son terme avec une précision d'anatomiste. L'homme toujours blessé, défait dans l'aventure amoureuse où il poursuit un rêve que l'autre ignore, vous en présentez un portrait plus tragique encore dans *Le Voleur de jeunesse*, roman d'une double impulsion : celle de l'écriture, celle de l'amour. Que le héros soit cette fois un écrivain à peine plus âgé que vous en dit long sur les fantômes que vous avez décidé d'exorciser. (...)

Il est impossible d'aimer et d'être aimé : tel est le sens caché de vos livres. Pourquoi alors ne pas en finir avec une vie où tout - l'écriture, la gloire et l'amour - se dérobe ? Ce désespoir latent imprègne tout autant *Le Goût du malheur*. Vous n'êtes pas croyant, dites-vous, du moins pas de manière consciente. Mais vous sentez bien, et vous le reconnaissez, que le désespoir d'une génération, le sens du malheur sont ceux de l'homme sans Dieu. Le vide d'une époque qui s'est bien à la légère débarrassée des religions, de tous les principes qui la guidaient, a conduit les hommes à se raccrocher à une ultime bouée, l'amour. Mais en s'efforçant ainsi d'échapper à eux-mêmes, à leur solitude, ils découvrent que l'amour n'est qu'illusion. (...) Votre approche de l'amour, Monsieur, est résolument pessimiste et n'a guère évolué au cours de ce quart de siècle qui vous conduisit du journalisme parlementaire au Quai Conti. (...)

C'est cette fascination pour les perdants de la vie qui a inspiré l'un de vos plus récents ouvrages, *La Noblesse des vaincus*. Sous cette bannière sombre vous enrôlez beaucoup de monde, plus ou moins tous les écrivains : Musset, Aragon, Nietzsche, Valéry, Cocteau, Léautaud, Paul Morand. On n'en finit pas, avec vous, homme et écrivain à succès, de dresser le palmarès de l'échec. (...)

Cette empathie pour des hommes dont vous sentez proche vous a conduit à la biographie. Celle de Morny d'abord, chez qui la bâtardise est pour vous l'élément constitutif de son destin. Celui qui ignore le secret de ses ori-

gines est conduit à inventer sa famille, renouant ainsi avec l'enfance. Quel enfant ne s'est, à un moment ou à un autre, imaginé une famille différente de la sienne ; idéale, échappant ainsi au réel ? Ce rêve des enfants leur tient lieu de première création artistique. Se noue ainsi le lien qui, pour vous, existe entre l'enfant et l'artiste. Tous deux doivent rompre avec la famille. (...) Cet ambitieux qui cumula tant de réussites reste, au bout du compte, un homme blessé qui jamais n'oubliera la honte d'une origine obscure.

« Plus s'éloigne de notre fin de siècle le temps de la facilité de vivre, plus il est bon qu'un écrivain le réinvente et nous en fasse don »

Morny vous a attiré parce qu'il est l'un de ces vaincus de la vie qui jalonnent votre œuvre ; il en va de même du cardinal de Bernis, qui vous a offert l'occasion de vous plonger enfin dans votre cher XVIII<sup>e</sup> siècle, de vous pencher sur un destin éminemment romanesque et surtout sur une quête effrénée du bonheur. Morny et Bernis, tous deux fort ambitieux, ont eu pour aspiration première, plus encore que le goût du pouvoir, la volonté d'être heureux. L'un et l'autre y échouèrent, comme tous les héros de vos romans.

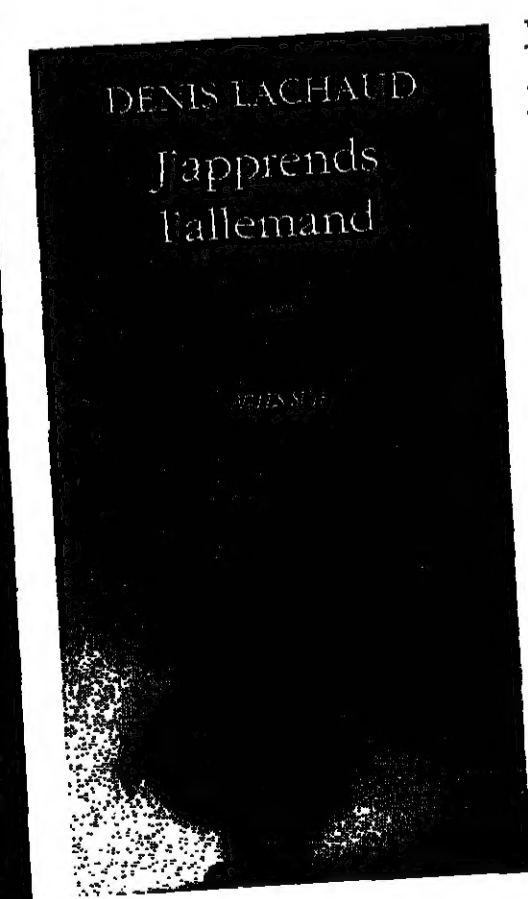
Justement, le monde où évoluent vos personnages mérite que l'on s'y arrête. Vous avez commencé à écrire en un temps où le roman se voulait plutôt peinture d'une société difficile, dominée par la lutte pour la vie, une réalité grise qui atteint souvent au sordide. Rien de cela chez vous : tous vos héros sont beaux, jeunes, riches et en apparence heureux. Ils évoluent dans un univers de grands hôtels, de belles villas, de châteaux mysté-

rieux peuplés de maîtres d'hôtel et de servantes en tablier et bonnet blancs. Paul Morand vous reconnaîtrait pour l'un des siens. Loin de moi l'idée de vous faire reprocher d'un univers aussi plaisant, si propice en apparence au bonheur, mais qui dissimule des âmes blessées. Je trouve plutôt heureux, pour ma part, que vous ne confondiez pas la littérature avec un cours d'histoire sociale et n'éprouviez pas le besoin de verser dans le misérabilisme. Plus s'éloigne de notre fin de siècle le temps de la facilité de vivre, plus il est bon qu'un écrivain le réinvente et nous en fasse don. Pour autant vous n'ignorez pas la vie réelle et vous avez consacré du temps et de l'attention à un homme misérable, tout à l'opposé de vos personnages de roman, un jardinier maghrébin accusé de meurtre et dont vous avez inlassablement clamé l'innocence, Omar Raddad. Vous avez affirmé avec force votre conviction qu'il est une véritable justice, transcendant celle des institutions et qu'il faut opposer, le cas échéant, à la justice rendue au nom de la société. Vous êtes ici un disciple de Tolstoï, indigné comme lui à l'idée que l'on puisse placer l'ordre au-dessus de la justice, affirmant qu'entre un désordre et une injustice vous choisissez et choisissez toujours le premier terme de l'alternative. Ce combat, vous en avez gagné une première étape. N'est-ce pas pour vous l'occasion de constater que la littérature qui est, vous le dites souvent, une aventure, un rêve, peut aussi s'inscrire parfois dans la réalité de la manière la plus efficace ? (...)

Le moment de conclure est venu. C'est à Degas, qui pesa si fortement sur votre jeunesse et y sema probablement un certain goût du malheur, que je veux en appeler pour le faire. N'avait-il pas pour habitude de saluer la réussite d'autrui par ces mots méprisants : « Il est arrivé, mais dans quel état ! » Monsieur, vous démentez Degas : certes vous voici arrivé, à ce qui fut le rêve de votre jeunesse, à être un membre à part entière - choyé, reconnu, aimé de la famille littéraire. Vous y êtes arrivé, mais en fort bon état. C'est pour cela que je peux aujourd'hui vous dire avec amitié : soyez le bienvenu dans notre compagnie.

## Denis Lachaud J'APPRENDS L'ALLEMAND

ROMAN



Par-delà les silences, la culpabilité, les déchirures de la mémoire familiale, un adolescent renoue avec l'identité allemande de sa famille, et des racines brisées par l'exil.

ACTES SUD



*Alors que François Jullien quitte la présidence du Collège, deux revues s'interrogent sur l'avenir et les missions de cette institution*

# Ces cinq Lords

## maîtres du sort de l'ex-dictateur Augusto Pinochet

LES CINQ membres du Comité de l'Unité nationale qui ont nommé le général Pinochet à la présidence de la République de Chili ont des visages connus. Pour les analystes, les uns est de droite, les autres de gauche, mais tous ont des liens avec le régime militaire. Les cinq Lords ont des noms de famille célèbres : Pinochet, Alessandri, Valdovinoso, Valdovinoso, Valdovinoso. Ils ont tous des liens avec le régime militaire. Les cinq Lords ont des noms de famille célèbres : Pinochet, Alessandri, Valdovinoso, Valdovinoso, Valdovinoso. Ils ont tous des liens avec le régime militaire.

### Représentativité syndicale à revivir

Selon le directeur de l'Institut de l'Économie, le syndicat a été une force majeure dans le développement du Chili. Il faut donc le rétablir. Le syndicat a été une force majeure dans le développement du Chili. Il faut donc le rétablir.

### Les pédiatres en péril

Conscience de la situation, les pédiatres ont décidé de se battre. Ils ont décidé de se battre. Ils ont décidé de se battre.

### Beneito sur la sellette

Le candidat Beneito a été élu. Il a été élu. Il a été élu.

### La « République » d'Alfonso Emmanueli

Le candidat Alfonso Emmanueli a été élu. Il a été élu. Il a été élu.

### La fourrure sans complexe

Le candidat sans complexe a été élu. Il a été élu. Il a été élu.

# Gauch

## Le gouvernement

### Le Minotaure

# RE

## Le Mar de Port